

**Algérie, 1,30 \$; Maroc, 1,60 \$; Tunisie, 1,30 \$.**  
**Afghanistan, 1 DM; Arabie, 1 \$; Irak, 1 \$.**  
**Bahreïn, 1 \$; Belgique, 1 \$.**  
**Birmanie, 1 \$; Brésil, 1 \$.**  
**Burkina Faso, 1 \$; Cameroun, 1 \$.**  
**Cambodge, 28 pas.; Grande-Bretagne, 20 \$; Grèce,**  
**20 \$; Iran, 45 \$; Italie, 350 L; Liban, 175 \$;**  
**Luxembourg, 13 \$; Malaisie, 3 \$; Pays-Bas,**  
**1,30 \$; Pakistan, 1 \$; Portugal, 2,20 \$.**  
**Roumanie, 1 \$; S.A., 69 \$; Thaïlande, 10 \$.**

Tarif des abonnements page 15

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75002 PARIS - CEDEX 89**  
**G.O.P. 0397-28 Paris**  
**Edimac Paris n° 630592**  
**Tél. : 246-72-23**

هكذا من الأحرار



# idées

PHILOSOPHIE ET RELIGION

## Le christianisme et le corps

Réplique d'André Mandouze à Alfred Kastler

QUE la page « Idées » de ce journal implique naturellement échanges, donc répliques, rien que de plus naturel. Je serais cependant navré que l'influence, accrue par la télévision, de matches sportifs ou politiques ramène à des oppositions personnelles entre des hommes des lettres en question qui les dépassent infiniment.

Exemplaire est à cet égard le débat lancé le 8 octobre par Stan Rougier et Gabriel Matzneff, puis repris par Alfred Kastler le 9 novembre. La valeur des contributions n'est pas ici à ce que le premier soit prêtre, le second écrivain, le troisième physicien. Elle tient d'abord à la gravité du problème posé : le christianisme est-il ou non l'ennemi

du corps ? Elle tient ensuite à la qualité des arguments contradictoires avancés. L'enjeu n'est donc pas que quelqu'un gagne et qu'un autre ait tort, mais bien que l'échange ait permis de progresser, même si ça ou là tel argument ne tient pas.

En l'occurrence, il convient de rectifier d'abord un certain nombre d'erreurs dont le connaissant bien et l'admirant beaucoup, je ne doute pas que Kastler conviendra. Le prix Nobel ne confère pas l'infalibilité au savant. Il ne lui enlève pas non plus, Dieu merci, la passion. Sans passion de la vérité, sans passion de la justice, Kastler aurait-il défendu avec autant de courage tant de causes, toujours nobles, souvent difficiles ?

l'acte sexuel n'étant d'ailleurs qu'une de ces théories entre autres.

4) Si saint Augustin est impliqué dans le débat, c'est parce qu'il est l'auteur de la « doctrine » dans son rigorisme et que, d'autre part, expliquer ce rigorisme « par la restauration d'un équilibre physiologique compromis par les excès de sa jeunesse » relève peu ou prou de cette mauvaise hagiographie issue d'une lecture des « Confessions » qu'on a refusé à accorder les commentateurs en vies ramassées qui conjuguent habilement édification et sens.

5) Mieux familiarisé avec le contexte dans lequel baignait l'Eglise ancienne et ses pères, Kastler se fût avisé qu'Augustin, avec des arguments certes d'époque, a écrit un petit ouvrage pour défendre le « bien du mariage », chose évidemment qu'il n'aurait pas eu à faire si le mariage n'avait pas été attaqué, non seulement par toute une tradition soit patristique, soit monastique, mais encore par des traditions païennes qui dépassent singulièrement le platonisme.

Ce qui, en deçà d'arguments erronés, nous ramène à la thèse même défendue par Stan Rougier et Gabriel Matzneff. Or Alfred Kastler y souscrit bien volontiers à condition de distinguer entre le « christianisme » et l'« Eglise chrétienne », laquelle « porte dans le déniement de l'œuvre de chair... une responsabilité dominante ». Certes, cette distinction paraîtra insupportable à ceux qui, tenants de l'orthodoxie, ignorent l'histoire vraie de la vie du pape chrétien. Au contraire, elle apparaîtra fondée à ceux, comme moi, dont c'est le métier de l'étudier.

### La passion et la raison

Dans l'affaire qui nous occupe, la passion a sans aucun doute pris le pas sur la raison. Comme je ne pense pas que, au siècle des sciences humaines, Kastler s'en tienne au scientisme dénué qui naguère réservait la « Science » — singulière et majuscule — aux techniciens des sciences dites exactes, comment expliquer autrement que par la passion cette sorte de désinvolture avec laquelle l'éminent physicien, spécialiste de spectroscopie, s'est engagé délibérément sur un terrain théologique sans être assuré de bases scientifiques irréprochables.

Telle quelle se présente, sa conviction peut se ramener à un syllogisme dont le schéma serait le suivant :

— Le « déniement de la sexualité... incite... à se détourner de la vie et à chercher le salut dans l'angoisse d'une inutile ascèse ».

— Or « l'interprétation aberrante » par saint Augustin du

« mythe de la Genèse... » se cristallise au seizième siècle par le dogme du péché originel promulgué par le concile de Trente ».

— Donc « l'Eglise chrétienne porte, dans le déniement de l'œuvre de chair source de vie, une responsabilité dominante ».

— Voulat ensuite souligner par une « preuve éclatante » l'évidence des « preuves historiques » de son assertion, Kastler enchaîne pratiquement sur un second syllogisme qui pourrait se ramener à ceci :

— « L'acte procréateur étant rendu suspect et qualifié de souillure (par l'Eglise), toute naissance est « entachée du péché originel ».

— Or le Christ doit être « homme sans péché ».

— Donc « il fallait supprimer pour lui la conception normale de la mère par le père » — autrement dit, inventer « le dogme tardif de l'Immaculée Conception ».

### L'Immaculée Conception

La catastrophe est donc accomplie, mais, telle quelle est énoncée, c'est son antérieur, Kastler, qu'elle frappe. Je me bornerai, en remontant le cours du raisonnement, à noter :

1) Kastler a confondu le dogme « effectif tardif » de l'Immaculée Conception — lequel concerne exclusivement la naissance de la Vierge Marie — avec la tradition indubitablement évangélique (cf. Luc, I, 30-35, et Matthieu, I, 18-25) se rapportant à la naissance de Jésus ;

2) Si le dogme de l'Immaculée Conception peut être invoqué comme « preuve éclatante » de

quelque chose, ce serait plutôt du fait que — Marie étant le fruit d'une conception charnelle normale — l'Eglise ne considère pas l'acte de procréation du couple humain comme étant en soi « maculé ».

3) Le décret du concile de Trente concernant le péché originel se garde bien d'engager dans les diverses théories développées en divers sens par les théologiens pour tenter d'élucider la désobéissance d'Adam (voir le Nouveau Hère de la foi commune des chrétiens, Paris-Genève 1976, pages 307-313) — l'identification de cet acte avec

### La liberté et la dogmatique

Finalment, si — mis à part certains points précis — Kastler s'est trompé, il s'est trompé comme la plupart des chrétiens se trompent, en confondant, du fait d'une certaine catéchèse, l'évangile de liberté qui est celui de Jésus-Christ avec la dogmatique puritaine qui, de façon sacrilège, se réclame de lui. Si tant de chrétiens, aujourd'hui, ont tendance à prendre leurs distances par rapport à ce qu'ils appellent l'« institution », c'est parce qu'ils ont découvert avec Kastler qu'on les a floués. Combien de temps faudra-t-il encore pour que ce peuple chrétien se mette, non pas à relire, mais à lire la Bible, si longtemps pratiquement interdite dans l'Eglise catholique ? Combien de temps faudra-t-il pour rétablir la liberté d'expression des chrétiens ? Combien de temps faudra-t-il pour que la gent ecclésiastique admette que la théologie du mariage revient de droit aux chrétiens mariés tout comme la théologie du politique revient de droit aux chrétiens engagés dans la vie ? Et surtout, qu'on ne croie pas

que, par tactique ou par commodité, je généralise pour mieux faire oublier la dénonciation, précise et légitime, de Kastler et de millions d'hommes. L'irréductible originalité du christianisme ne vient nullement d'une proclamation de l'immortalité de l'âme, chose qu'elle a en commun avec une longue et large tradition païenne. L'originalité du message évangélique est dans sa logique de l'incarnation jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. L'aboutissement en est la résurrection, celle que le Christ a inaugurée pour tous les hommes, et cette résurrection implique la résurrection des corps, solennellement affirmée dans le Credo.

Alors, qu'on ne vienne pas essayer de tergiverser. Admettre l'au-delà sans vivre l'ici-bas est un non-sens. Et ce n'est certes pas ce qu'a professé celui dans lequel Henri Marrou a étudié de façon éblouissante « le dogme de la résurrection des corps et la théologie des valeurs humaines », celui qui a dit dans un sens, non pas charnel, non pas spirituel, mais plénier : « aime et fais ce que tu peux ». J'ai nommé saint Augustin.

## LE TOMBEAU VIDE

par GABRIEL MATZNEFF

Si Montherlant souhaitait que ses cendres fussent dispersées, c'était pour échapper au risque du mausolée, c'est-à-dire au risque de l'ensevelissement, de la vénération et de l'ennui éternel. « Je n'aurai pas de tombe, ma tombe sera d'être emporté par le vent... (Va jouer dans cette poussière) ». Les vestiges de la Rome péenne, c'était le noir poétique et provocant, le geste singulier qui ferait grincer les dents des imbéciles, Montherlant le savait trop bien, et il s'en réjouissait par avance. Mais au lieu de Rome, c'était au lieu de la Seine, le bois de Boulogne, l'endroit où la dispersion du corps était assurée, pour Montherlant, était de ne pas demeurer captif sous une dalle de pierre ou un monument de marbre : c'était de jouer la fille de l'air : c'était d'être ailleurs.

L'été dernier, Tet qui a publié un admirable texte de Philippe Sollers, intitulé « La notion de mausolée dans le marxisme », Sollers y oppose les mausolées mandelés de Lénine et de Mao Tse-toung au tombeau vide du Christ. « Le christianisme », écrit Sollers, a inventé un petit truc qu'il appelle la résurrection des corps à laquelle bien entendu vous ne croyez pas, et vous avez tort. D'un côté, des momies pétrifiées de l'autre, l'idée de la résurrection du Christ descendu aux enfers pour y délivrer de la mort toute l'humanité déçue.

Déjà, depuis certaine déclamation sur le marxisme (1), Sollers était suspect aux yeux des purs et des durs du dogmatisme d'Etat. Mais si, après nous avoir rejoints dans notre combat en faveur des dissidents soviétiques, Sollers se met, lui aussi, à s'intéresser à la théologie et à être captivé par la dimension religieuse de l'existence, il se subit, comme nous l'avons subie avant lui, l'excommunication des milieux communistes de la révolution permanente, des fidèles donneurs de leçons d'orthodoxie gauchiste, qui pensent le plus sûr de leur temps à dresser des listes noires dans l'attente du jour où ils pourront enfin dresser des tables de proscriptions.

Selon l'apôtre des Gaules, Irénée de Lyon, le propre du Saint-Esprit est d'être semper juvenescens ; toujours printanier, éternel, capable de renouvellement. Et dans l'attente de l'Esprit-Saint (2), Paul Evdokimov note que, depuis le Pentecôte, le Pape est « en »

l'intérieur de nous, il nous meurt, nous rend dynamique et, en nous sanctifiant, nous transforme quelque chose de sa propre nature ». Un écrivain, s'il veut demeurer fidèle à cette vocation vivifiante du logos, doit refuser le rôle de fonctionnaire de la pensée que lui offrent les idéologies et les partis : il doit rejeter les certitudes. Jusqu'à notre dernier souffle, nous serons en recherche, en quête. Nous sommes des pélerins de l'absolu. Nous réclamons le droit à l'erreur, à la contradiction et à la métamorphose. Nous ne sommes pas des monolithes, nous ne nous laissons pas pétrifier par le Gorgone. Nous sommes des vivants.

Le texte de Sollers me rappelle une histoire qui se situe dans les premiers temps de la révolution russe, à l'époque où la pierre tombale n'était pas encore scellée. Lors d'une réunion, un orateur communiste, assis à la tribune, parle. Il déroule les manœuvres de l'Eglise, les impostures de la religion, il explique qu'il n'y a pas de résurrection, que le Christ n'est pas Dieu. Il parle, il parle, il parle. Feuerbach et Marx, il est épuisé, éloquent, et dans la salle les gens écoutent égarés.

La démonstration dure plus de deux heures. Quand enfin le conférencier se tait, celui qui préside la séance, un autre marxiste-léniniste, interroge l'auditoire : « Quelqu'un a-t-il un mot à ajouter ? » Un homme, un paysan barbu, se lève. « Moi, dit-il, j'ai quelque chose à ajouter. Le président fronce les sourcils. — Bon, concède-t-il, parle, mais sois bref. — Le paysan hoche la tête. — Rassure-toi, je ne serai pas long. — Il regarde autour de lui, fait avec solennité le signe de la croix et, d'une voix forte, lance le cri païen :

— Christ est ressuscité ! Alors, l'assistance se lève comme un seul homme, se signe, et répond joyeusement :

— En vérité, il est ressuscité !

Saint Athanase d'Alexandrie résumait toute la théologie chrétienne et tout l'enseignement de l'Eglise dans cette formule : « Dieu s'est fait homme pour que l'homme puisse devenir Dieu ». Voilà, me semble-t-il, pour Sollers, pour moi, pour chacun de nous, un beau programme de vie. Il n'y a pas de temps à perdre.

(1) Le Monde du 22 octobre 1976.  
(2) Editions du Cerf, 1977.

## Le terrorisme et les otages

Réponses à Marc Oraison

« QUAND UN PRÊTRE... »

M. Jean-Louis Chrétien, agrégé de philosophie, nous écrit à propos de l'article de Marc Oraison, « La bande à Baader » (le Monde du 10 novembre) :

Que certains esprits, égarés par l'émotion devant les prises d'otages, se soient laissés aller à dire que la mort de Baader et de ses compagnons, proposée que les prisonniers de la libération soient traités comme leurs complices et, à ce titre, passibles, le cas échéant, de la peine de mort, on peut s'en étonner. Car il y a un singulier illogisme à considérer que le remède radical aux prises d'otages soit pour l'Etat de faire de ses prisonniers, des otages. L'indignation, aveuglée, en vient à légitimer cela même dont elle l'indigne et se fait, elle, réclameur de ceux qu'elle condamne.

Mais quand un prêtre se rallie à cette même idée, l'étonnement fait place à la douleur. N'y a-t-il d'autre réponse au terrorisme que le mot de Caliban (Jean XXIII, 14) : « Je ne puis rien faire, tuer quelques prisonniers que de laisser se développer un terrorisme qui mettra tout un peuple à feu et à sang ? »

Le Christ lui-même nous fait un devoir du soin et du respect des prisonniers, qui sont sa figure. Le Christ lui-même, qui n'est pas venu pour les justes, mais pour les pécheurs, nous interdit de voir en « un coupable » « inconscient », selon l'expression, superlatrice au demeurant, de Marc Oraison.

Si c'est le christianisme qui nous autorise à prêter la liquidation des prisonniers pour des fautes commises par d'autres, si c'est le christianisme qui nous invite à désespérer de la grâce de Dieu, alors l'abbé Oraison a, sans doute aucun, raison de le craindre. « Rien ne peut être sauvé ».

« LE CHRIST EST VENU SUR TERRE... »

M. Raymond Guillemin, assistant à l'U.E.R. de sciences politiques de la Sorbonne et membre de la commission nationale des pères du parti socialiste :

« L'homme veut se sauver », nous dit-il, « c'est la noble tâche ! Mais notre civilisation existentielle elle-même s'effondre. Elle emploie les méthodes de ses « terroristes ». Ne se résout-elle pas elle-même ? Marc Oraison nous propose de répondre par le terrorisme d'Etat au terrorisme des illuminés : ne croit-il pas qu'il faut prendre, beaucoup plus tôt, le second qui s'il est odieux, comme tout ce qui n'est l'homme, est au moins inspiré par une générosité alors que le premier ne repose que sur le « calcul égoïste » de la raison d'Etat ? En ce cas, s'il faut choisir entre deux crimes, qui hésitera entre la peau d'un patron ancien SS et celle de jeunes romantiques déçus, nous fous pour une société qui ne sait que parler rendement, argent, brutalité ? »

Quant à l'efficacité du procédé, Marc Oraison pense-t-il sérieusement que des hitlériens — qu'ils soient de « droite » ou de « gauche » — balanceront longtemps entre la vie d'une poignée de leurs camarades et le désir de faire « avancer » ce qu'ils appellent leur « idéal » ? Il est bien certain, en effet, que le froid, calculé, monstrueux assassinat en prison de jeunes gens, évidemment innocents du crime qui provoque leur mort, ne pourra que leur attirer des sympathies. Quel fanatique s'est-il jamais avoué de la vie des autres, fussent-ils ses frères ?

Excusez ma naïveté : y a-t-il, ginais que, depuis que l'Eglise catholique a abandonné la « Sainte Inquisition » — combien de « terroristes » les dominicains ont-ils brûlés pour défendre la

« civilisation » ? — ses prêtres s'efforceraient de retrouver le message d'amour du Christ.

Il est bien triste que ce soit l'incroyant que le sage qui doive rappeler à Marc Oraison qu'après Socrate, qu'après Antigone, le Christ est venu sur la Terre « non pour partager la haine, mais pour partager l'amour », que l'histoire nous prouve assez que la violence n'a jamais engendré que la violence, l'injustice l'injustice, que le terrorisme ne cessera que quand les causes du terrorisme n'existeront plus.

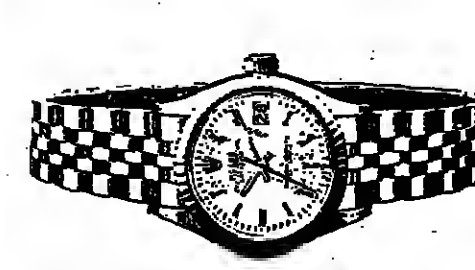
Au lieu de hurler à la haine et au meurtre, Marc Oraison serait mieux inspiré de se demander ce qu'est une société qui sécrète le terrorisme ; au lieu de proposer de répondre à l'arbitraire par un arbitraire plus grand encore, il devrait bien, à l'instar de son « divin maître », admettre qu'une société fondée sur l'oppression, sur l'inégalité, sur le conformisme, plus encore sur l'indifférence de l'homme envers l'homme, ne peut que provoquer la haine et que lutter pour un monde juste, libre, fraternel, c'est peut-être la seule façon d'apporter une « solution » au « problème du terrorisme ».

Si, en 1918, les Alliés, au lieu d'imposer l'injustice d'après Versailles aux Allemands, leur avaient proposé réconciliation et fraternité, l'Allemagne se serait-elle donnée à Hitler ? Si, en 1945, la bourgeoisie allemande, soutenue par toutes les bourgeoisie occidentales, soucieuse de faire oublier les crimes auxquels elle avait participé, n'avait pas construit une Allemagne aseptisée, on la consommation et l'antibourgeoisisme sont les deux valeurs fondamentales, un Baader se serait-il levé ? Quelle jeunesse ne se révolterait pas quand on lui refuse le droit de penser parce que ses pères ont mal pensé ?

Le silence ou les protestations de l'Eglise d'avant-garde seront le test de son véritable engagement spirituel, donc politique. Il est troublant que ce projet d'assassinat n'émane pas d'un de ces traditionalistes pour lesquels la peine de mort joue un rôle rédempteur. Quel projet de remplacer le bourreau par un empoisonneur public ?

Il y a trente ans que j'ai publié la Barbare commandée à l'assassinat. Et voilà que, pour venger un ancien SS, un prêtre, un médecin, un écrivain français nous administre son « tranquillisant définitif » ! Qui écriera un jour la Barbare à visage doux ?

**Les Temporelles Chaumet**  
présentent  
**ROLEX**  
GENÈVE



Rolex Oyster Perpetual Lady-Datejust.  
Acier et or 18 ct.  
Existe également en or jaune ou en or gris.  
Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

**Chaumet c'est un univers**  
CHAUOMET • L'ARCADÉ • LES TEMPORELLES  
12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82.

مكتبة من الأصل



Le Monde

# étranger

## LA VISITE DU PRÉSIDENT SADATE A JÉRUSALEM

### JÉRUSALEM : une immense espérance

(Suite de la première page.)

Pour faire bonne mesure, le premier ministre israélien se propose de le conduire à Yad Vashem, le monument dédié à la mémoire des victimes des holocaustes nazis. Si le président Sadate devait accepter de se rendre, côté à côté avec M. Begin, devant ce monument, la scène serait hautement symbolique de la réconciliation projetée entre le juif polonais dont les parents ont été assassinés par les hitlériens et l'Égyptien qui, la même année, était arrêté pour collaboration avec les Allemands.

Cependant, l'époque où les services israéliens d'information diffusaient des pamphlets présentant le président Sadate comme un « pronazi » et un « antisémite » est bien révolue. Signe des temps : l'accent est aujourd'hui mis sur les « affinités » qui devraient favoriser l'entente entre les deux hommes.

Il est vrai que certaines caractéristiques des carrières respectives de M. Begin et M. Sadate entretiennent de curieuses analogies. Ils ont fait partie, dans les années 40, d'organisations clandestines dont les activités étaient essentiellement dirigées contre l'occupant britannique en Palestine ou en Égypte ; ils se sont livrés à des attentats qui leur ont valu d'être traités de « terroristes », de même ils ont été dénommés l'un et l'autre par leurs adversaires comme étant des « fascistes » ; se situant à la droite de l'échiquier politique de leur pays respectif, ils se sont exprimés, dès leur accession au pouvoir, de « libéraux » économiques. Enfin et surtout, la profonde méfiance qu'ils nourrissent à l'égard de Moscou les incite à préférer des négociations bilatérales — hier sous l'égide américaine, aujourd'hui sans intermédiaires — à la conférence de Genève où siègent les représentants soviétiques.

Vont-ils dès lors aller jusqu'à conclure une paix séparée ? Le président Sadate a déjà répondu à cette question par la négative et, pour dissiper sans doute les stupides craintes que nourrissent à son égard les autres belligérants arabes, il a affirmé jeudi à Damas qu'il ne se rendrait pas à Jérusalem pour négocier mais seulement pour exposer la cause arabe aux députés de la Knesset. Cette déclaration n'a pas satisfait pleinement le général Dayan qui, quelques heures plus tard, indiquait à la presse qu'il avait l'intention malgré tout de poser au président égyptien « quelques questions concrètes ». « Nous souhaitons savoir, par exemple, a précisé le chef de la diplomatie israélienne, si M. Sadate aurait l'intention d'insister devant ses collègues pour qu'ils acceptent un règlement politique dans cette région... »

La question du général Dayan est, en effet, concrète bien que prématurée. Elle pourrait être formulée plus clairement de la manière suivante : si la Syrie devait s'opposer à un règlement que l'Égypte considérerait comme

satisfaisant, le président Sadate accepterait-il de sacrifier la paix et les intérêts vitaux de son pays pour ne pas faire cavalier seul ? Le dilemme qu'il affronte le ralla se pose en réalité en des termes plus dramatiques : consentir à une paix séparée pourrait dans l'absolu contribuer à sauver l'économie de son pays, mais il se mettrait à dos la majeure partie du monde arabe ainsi que, vraisemblablement, son armée ; persévérer l'impose pour demeurer fidèle à ses alliés aggraverait la crise qui risque tout autant de provoquer la chute de son régime.

Les dirigeants israéliens sont parfaitement conscients de la situation délicate dans laquelle s'est placé celui dont ils veulent faire un interlocuteur privilégié. Ils sont bien décidés, indique-t-on dans les milieux bien informés, à faire tout ce qui est possible pour lui faciliter la tâche. Déjà, M. Begin et Dayan s'efforcent de rassurer ceux qui redoutent un accord séparé, notamment en multipliant les déclarations se référant à la prochaine convocation de la conférence de Genève. Tel serait d'ailleurs le vœu des États-Unis qui, dans la phase actuelle du moins, souhaitent ne pas heurter de front les autres pays arabes et l'Union soviétique.

D'une manière générale, les responsables israéliens savent s'exprimer dans la forme et éviteront par exemple d'adopter des positions trop tranchées durant le séjour du président Sadate. Mais si celui-ci devait faire des déclarations « maximalistes », éventualité que l'on considère ici comme étant « naturelle » et « prévisible ».

Y aura-t-il une quelconque entente sur le fond du conflit ? Il est généralement admis que M. Begin serait disposé à consentir des « concessions majeures » au président Sadate, en échange d'une « normalisation » qui ne priverait pas forcément la forme d'un traité de paix. La restitution de la « quasi-totalité du Sinaï » à la souveraineté égyptienne, y compris Charaï-El-Chéikh, que le ministre de la Défense, le général Elzer Weizman, ne considère pas comme indispensable à la défense d'Israël, pourrait être envisagée dans le cadre d'un « accord intermédiaire », qui serait conclu pourquoi pas sous la houlette de la conférence de Genève.

Le président Sadate, qui n'ignore pas les bonnes dispositions des dirigeants israéliens à son égard, préférerait malgré tout obtenir d'eux des concessions qui favoriseraient un règlement global. Cela lui permettrait de neutraliser la campagne que ses adversaires visent à mener contre son initiative et de demeurer ainsi maître du jeu. Il souhaite en particulier donner satisfaction, même partiellement, aux Palestiniens.

Toutefois la question, débattue ici avec passion, semble déjà résolue. M. Begin accepterait de renoncer à ses prétentions de conserver la Cisjordanie. Certains, mais ils sont peu nombreux, estiment que

le premier ministre, qui souhaite entrer dans l'histoire comme celui qui a conduit l'État hébreu à la paix, est capable de devenir le « général de Gaulle d'Israël ». Les défenseurs de cette thèse font valoir qu'il est le seul à pouvoir se montrer catégorique à l'égard des Palestiniens, sans être soupçonné de faiblesse ou de complaisance. D'autres, beaucoup plus nombreux, soutiennent que le leader du Likoud ne renoncera jamais à un territoire qu'il considère comme faisant partie intégrante d'Israël.

« J'espère de tout mon cœur que Begin ira jusqu'à accepter la création d'un État palestinien en Judée et en Samarie », nous a dit avec ferveur un bouillier de Tel-Aviv qui a pourtant donné sa voix aux dernières élections au parti de M. Begin. « Il est absurde, ajoutait-il, de penser qu'un État eusse minuscule pourrait constituer un danger pour Israël. Sadate ne devrait pas quitter notre pays les mains vides, autrement nous aurions perdu une occasion unique pour en finir une fois pour toutes avec ce conflit ».

Les propos que l'on entend couramment paraissent indiquer que la prochaine visite du chef de l'État égyptien, à défaut comme effet de susciter dans la population d'énormes espoirs et peut-être un évolution salutaire de l'opinion.

ERIC ROULEAU.

### DAMAS : une «tactique erronée»

(Suite de la première page.)

Cette visite, comme tous pouvaient l'imaginer, elle a été au centre de nos entretiens. Le seul entre la tactique et la stratégie n'est pas clair, en supposant exact (comme l'a dit M. Sadate) que la recherche de la paix soit un objectif stratégique et les méthodes employées des moyens tactiques. Dissocier totalement l'un des autres, est impossible. Sans doute, le président Sadate considère-t-il que son comportement constitue une tactique possible. Mais à mon avis, une stratégie ne peut réussir avec une tactique erronée. L'entente égypto-israélienne, en tant que représentation pour nous un but stratégique et une garantie de réalisation des aspirations des masses arabes. Nous n'en sommes pas moins en désaccord : je ne considère pas que la paix nécessite un désarmement en Israël. Je suis convaincu que cette visite n'est de l'intérêt ni de l'Égypte, ni de la Syrie, ni du reste du monde arabe.

Le président Assad a ajouté : « Le président Sadate est, bien entendu, d'un avis contraire. Mais nous continuerons à vouloir sauvegarder les intérêts de l'Égypte au même titre que ceux de la Syrie ».

Le désaccord entre les deux hommes paraissait initialement devoir se cantonner dans des limites plus étroites. On prêtait

au président Assad l'intention, dans cette phase délicate, de laisser faire son allié, tout en prenant ses distances avec son initiative. Il aurait pu ainsi exploiter son hypothétique succès sans risque de subir les conséquences d'un échec, que l'on tient ici pour probable. Irrité, et même humilié, les dirigeants égyptiens avaient quand même réussi à perturber la Syrie, pensant-on dans les milieux bien informés, et jusque dans les cercles diplomatiques arabes, à gagner le résultat de l'aventureuse démarche du dirigeant égyptien avant de se prononcer définitivement.

Le président Assad en a jugé autrement après son tête-à-tête de sept heures avec le président Sadate, estimant sans doute qu'il n'y avait plus rien à gagner à donner un accord tacite au président égyptien.

Cette opposition s'ajoutant à celle des Palestiniens et à des crises de position hostiles en Égypte même, on se demande ici si le président Sadate va pouvoir poursuivre sa politique et contrôler la situation dans son pays. Les distinctions d'amis qui doivent tout à présent déjà certains observateurs, à Damas, à s'interroger sur la possibilité d'un coup d'État militaire au Caire, avant pendant la visite à Jérusalem du chef de l'État égyptien.

Le ton s'est donc durci à Damas. La rumeur dans les milieux gouvernementaux, jusque-là contenue, s'est déchaînée. Dans le communiqué commun — procédure exceptionnelle — le parti Baas, le Front national progressiste, qui représente l'association des partis au pouvoir autour du Baas, et le gouvernement ont dénoncé l'entreprise du président Sadate. Après avoir repris, en détaillant, les arguments déjà développés par le président Assad, ils ont déclaré que le président Sadate, en se rendant à Jérusalem, avait « trahi la cause arabe ».

« La nation arabe, poursuit ce texte, qui considère que la lutte pour la libération est une lutte de libération nationale, ne pardonnera à aucun responsable arabe toute action contribuant à aggraver les effets de l'occupation et la dégradation de la terre arabe. »

Aucun individu dans le monde arabe, quelle que soit sa qualité, n'a le pouvoir de prendre des décisions.

clous engageant l'avenir de la nation arabe, de nature à porter atteinte à l'ensemble de la cause, et à accorder à l'ennemi les bénéfices auxquels il aspire. (...) Aucun dirigeant arabe n'a le droit d'interpréter une telle démarche qui porte atteinte à l'existence de la nation arabe, à son devenir et à sa dignité.

« La Syrie proclame son refus de la démarche que le président Sadate a décidé d'accomplir. (...) Elle demande à tous les Arabes (...) d'assumer leurs responsabilités nationales en s'opposant aux dangers résultant de la visite d'un gouvernement arabe en Israël. (...) Continuant de saluer son attitude sur celle de la Syrie, le Faïh, principale organisation de la résistance palestinienne, a publié un communiqué demandant à M. Sadate de renoncer à son voyage en Israël. Il déclare, en termes violents, considérer que la visite de l'État en Israël marque « un tournant dangereux et un pas vers la situation mondiale et ses alliés impérialistes en même temps qu'il place la révolution palestinienne dans une grave situation au moment où l'ennemi sioniste persiste à méconnaître les droits du peuple palestinien, notamment son droit à établir un État palestinien indépendant ».

Le Faïh réaffirme que personne — et donc dans le contexte actuel surtout pas M. Sadate — ne peut parler au nom du peuple palestinien. À son tour, il fait la distinction entre le peuple égyptien et son président, rendant hommage au rôle historique du peuple d'Égypte et de son président. L'appel du pied militaires égyptiens est clair. Le numéro 2 du Faïh, M. Abou Ayad, qui fut durant la guerre du Liban un des adversaires les plus résistants du chef du YRashidien, est entré en contact par téléphone avec le président Assad pour le remercier de son attitude à l'égard de la cause palestinienne.

« Libérés » par la prise de position arabe, les journaux palestiniens progressistes de Beyrouth ont mis, quant à eux, en relief toutes les positions hostiles à la visite en Israël de M. Sadate. Et la cause arabe a laissé faire. Ainsi, Al-Saïr résume l'hostilité ambiante en quatre titres : « Sadate fait face à une explosion interne et arabe », « La lune de miel égypto-israélienne est terminée », « La date de Damas et la perspective d'un accord », « Damaï, il dominera chez eux... ».

LUCIEN GEORGE.

### LE CAIRE : une atmosphère électrique

(Suite de la première page.)

Dans l'après-midi, les démissions successives du vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Ismail Fahmi, puis du ministre d'État aux affaires étrangères, M. Mohamed Ryad, qui avait été chargé aussitôt par le Raïs de remplacer au interim le chef de la diplomatie égyptienne, furent sources de stupéfaction, voire d'effroi. Appelés aux affaires étrangères pendant les heures dernières de l'automne 1976, M. Fahmi avait depuis pour le partisan le plus déterminé d'une par amitié au Proche-Orient. Ces jours derniers, il n'avait pas dissimulé à ses proches sa fureur d'avoir appris le 9 novembre seulement, en même temps que le vulgum pecus, la décision du président Sadate d'aller s'adresser à la Knesset.

Au sujet de M. Mohamed Ryad, diplomate de carrière sans profil politique, il semble qu'il ait reculé devant les responsabilités historiques particulières qui vont incombent ces jours-ci au chef de la diplomatie du Caire. « Les rails qu'il faut le faire », murmuraient un vieux routier des chancelleries proche-orientales.

Entre-temps, chacun avait appris qu'à l'ambassade américaine en Égypte, M. Norman Ellis avait transmis au Raïs l'invitation de M. Begin à se rendre en Israël, que des drapereaux égyptiens allaient être incassamment envoyés à l'aéroport de Tel-Aviv, que le président Sadate partirait samedi prochain pour Jérusalem et qu'il irait prier dimanche, jour de la fête du sacrifice d'Abraham (commémoré dans tout l'islam), à la mosquée d'Al-Aksa, troisième lieu saint des musulmans après La Mecque et Médine (le recteur d'Al-Aksa, le cheikh Abdelhâfî Mahmoud, actuellement aux États-Unis, a fait connaître qu'il acceptait son plein soutien au voyage de

paix du président Sadate à Jérusalem. Le cheikh d'Al-Aksa est le plus haut autorité spirituelle de l'islam orthodoxe.

Dans cette atmosphère électrique, les Égyptiens apprenant en début de soirée le « lâchage » du Faïh, tenaient que « la décision du président Sadate de se rendre à Jérusalem » était une « trahison ». D'autant plus surprenant pour certains que le chef de l'O.L.P., M. Arafat, venait auparavant de se déclarer d'accord « sur tous les sujets » avec M. Sadate. « On accuse l'Égypte à la paix séparée », nota un ambassadeur occidental. C'est alors qu'on put entendre, à l'endroit du Raïs, dans les rues et les cafés du centre du Caire, des mots, argables, voire effluents, comme on en avait entendus, au moment de la « guerre » d'octobre 1973.

Dans la soirée, la nouvelle de la nomination à la tête des affaires étrangères d'un homme respecté pour son sérieux et sa compétence comme M. Boutros-Ghali, eut un effet rafraîchissant sur les esprits. Si d'aucuns relèveront avec intérêt que le successeur de M. Fahmi est marié avec une égyptienne d'origine libanaise, d'autres ne manquant pas de souligner que si le Raïs avait rompu avec un usage établi depuis la révolution de 1952 qui consistait à ne jamais confier de poste politique de premier plan à un non-musulman — M. Boutros-Ghali est chrétien — c'est surtout parce qu'il avait dû reconquérir de sévères difficultés pour trouver un remplaçant à M. Fahmi et Ryad.

Un peu avant minuit, le télévision avec le Raïs, dans un jour d'émotion, les traits tendus, mais souriant. L'Égypte venait de vivre sa plus tumultueuse journée depuis la guerre d'octobre.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

### La lettre d'invitation de M. Begin à M. Sadate...

Jérusalem (A.F.P.). — Le cabinet du premier ministre israélien a rendu public, jeudi 17 novembre, le texte de la lettre officielle d'invitation adressée par M. Begin à M. Sadate, par le canal des ambassadeurs américains en Israël et en Égypte.

La lettre, datée du 15 novembre, adressée au « cher président Sadate », est libellée comme suit : « Au nom du gouvernement israélien, j'ai l'honneur de vous adresser notre invitation cordiale à vous rendre à Jérusalem et à visiter le pays d'Israël. »

« La disposition de Votre Excellence à entreprendre une telle visite, comme elle a été exprimée au conseil du peuple égyptien, a été considérée avec un intérêt profond et positif. Tout comme l'a été votre déclaration exprimant votre souhait de nous adresser aux membres de notre Parlement, la Knesset, et de me rencontrer. »

« Si, comme je l'espère, vous accepterez notre invitation, des dispositions seront prises pour que vous vous adressiez à la Knesset depuis son tribune. Vous pourrez, si tel est votre désir, également rencontrer nos divers groupes parlementaires, ceux qui soutiennent le gouvernement et ceux de l'opposition. »

### ... et l'acceptation du président égyptien

Le Caire (A.F.P.). — M. Sadate a accepté de se rendre à Jérusalem samedi soir 19 novembre après avoir reçu une lettre du président. Cette lettre contenant l'invitation du gouvernement israélien, déclare le communiqué officiel diffusé jeudi 17 novembre par Radio-Le Caire.

Le président qui fera ses déclarations de la fête d'Al-Aksa (commémorant le sacrifice d'Abraham) dimanche matin, avait l'habitude depuis la guerre d'octobre 1973 de faire ses prières dans le Sinaï, au milieu des soldats, des officiers et de la population de la péninsule. « Mais, indique le communiqué, répondant à l'appel de la paix fondée sur la justice, le président se rendra à Jérusalem en tant que représentant légitime et équitable du peuple arabe tout entier et de la Palestine, afin d'éclairer les dangers qui menacent non seulement les habitants de cette région, mais l'humanité tout entière. »

Le président Sadate a accepté l'invitation à se rendre à Jérusalem en assumant sa responsabilité nationale, en écar-

quant à la date de la visite proposée, nous serons heureux d'accepter la proposition. Vendredi 18, je le trouve que je dois me rendre à Londres le dimanche 20 novembre, sur l'invitation du premier ministre, M. James Callaghan, pour une visite officielle en Grande-Bretagne. Si vous voulez m'inviter, mon cher président, que vous soyez prêt à venir à Jérusalem le lundi 21 novembre, je ferai appel à la compréhension du premier ministre, M. Callaghan, que je prie de retarder sa visite en Grande-Bretagne, afin de pouvoir vous recevoir personnellement et d'entendre avec vous pour l'établissement de la paix, que, comme nous le savons tous les deux, les peuples du Proche-Orient attendent ardemment et pour laquelle ils prient.

« Dans le cas où vous décideriez de venir le 21 novembre, je serais d'une date ultérieure, je serais de retour de Londres mercredi après-midi et vous accueillerais à votre arrivée. »

« Puis-je vous assurer, monsieur le président, que le Parlement, le gouvernement et le peuple d'Israël vous recevront avec respect et cordialité ? »

« Sincèrement votre. »

« Du moment que ce voyage de la paix se déroule dans l'atmosphère qui la caractérise actuellement, les Arabes ayant reconquis leur fierté durant la guerre d'octobre, on ne peut pas dire qu'il se fait dans un esprit de défiance et de méfiance, d'autant plus qu'il a pour objectif d'aboutir à un règlement global de la cause arabe. »

En conclusion, le communiqué déclare : « La responsabilité historique qui incombe aujourd'hui aux chefs d'États arabes exige de ceux-ci qu'ils ouvrent pour l'instauration de la paix dans cette région, dans la mesure où cette paix est équitable et vise à libérer le sol arabe occupé après la défaite de 1967 et à restaurer les droits légitimes du peuple palestinien. »

### APRÈS LA DÉMISSION DE M. FAHMI

### M. Boutros-Ghali est nommé ministre égyptien des affaires étrangères

M. Pierre Boutros-Ghali a été nommé, jeudi 17 novembre, ministre égyptien des affaires étrangères, en remplacement de M. Fahmi, qui venait de donner sa démission, et à la suite du refus de M. Ryad d'assumer ces fonctions.

### PROTRAIT

### Un spécialiste du droit international

D'un homme du monde il a l'aisance, la courtoisie et l'art du convièvre. Mais il n'en a point le côté superficial. Ayant le goût de la recherche et du travail bien fait, le nouveau chef de la diplomatie égyptienne est aussi et avant tout un spécialiste mondial du droit international, fréquemment consulté par les plus hautes instances juridiques. Il est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages, dont certains, écrits directement en français, portent sur le principe d'égalité des États et sur les regroupements régionaux.

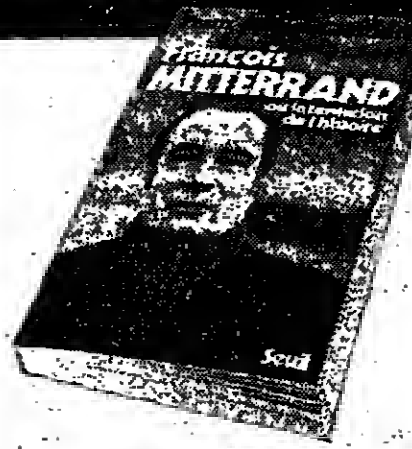
Né au Caire en 1922, dans une famille copte orthodoxe, originaire de Haute-Égypte, connu principalement pour avoir donné au pays un président du conseil, assassiné en 1970, M. Pierre Boutros-Ghali a fait la majeure partie de ses études supérieures à Paris (diplôme des sciences politiques et doctorat en droit international en 1949).

Avant d'être appelé, le mois dernier, à entrer pour la pre-

mière fois au gouvernement, comme ministre d'État chargé des conférences internationales, il avait notamment été chef du département des sciences politiques de l'université du Caire, rédacteur en chef des meilleures revues égyptiennes d'économie et de politique étrangère, membre du bureau politique de l'Union socialiste arabe (ancien parti unique). M. Boutros-Ghali est également membre de la Commission internationale des juristes de Genève et de l'Académie internationale de la paix de Menton.

M. Boutros-Ghali s'est montré convaincu de longue date qu'une solution pacifique honorable pour toutes les parties était possible au Proche-Orient. Peu après avoir appris sa nomination à la tête des affaires étrangères, il nous a déclaré : « J'ai accepté sans hésiter cette nouvelle responsabilité, car la politique actuelle du président Sadate correspond tout à fait à mes convictions. » — J.-P. P.-H.

**PRIX AUJOURD'HUI**



**François Mitterrand**  
ou la tentation de l'histoire  
par F.-O. Giesbert

Un volume 336 pages 45 F

**SEUIL**



# PROCHE-ORIENT

Condamnée jeudi, à Damas, par la président syrien Assad, puis un peu plus tard par l'Organisation de libération de la Palestine, la visite que doit faire samedi le président égyptien à Jérusalem suscite de nombreuses réactions hostiles dans la zone arabe.

● A BEYROUTH, la gauche libanaise et les mouvements palestiniens ont lancé des appels à la grève générale pour samedi. Le Mouvement national libanais, qui regroupe les principaux partis de gauche a prôné la grève générale et invité les masses arabes à manifester leur désapprobation par tous les moyens. Le F.D.L.P. de M. Nayef Hawatmah appelle, lui aussi, à la grève générale, les habitants des territoires occupés, et les invite à protester contre la décision du président Sadate de se plier aux conditions de l'ennemi.

● A TRIPOLI, le Congrès général du peuple libyen, à l'issue d'une séance extraordinaire, a publié jeudi une déclaration qui précise notamment : « L'annonce du voyage de Sadate a été un choc incroyable pour toute la nation arabe. Le simple fait de penser à cette visite est dangereux et constitue un défi à l'orgueil et aux sentiments arabes, et est de ce fait une honte et un crime ».

## MOSCOU : la presse met l'accent sur les réactions hostiles dans le monde arabe

Moscou. — Les moyens d'information soviétiques ont annoncé brièvement la décision du président égyptien de se rendre à Jérusalem, sans toutefois indiquer de date, et la démission de M. Ismail Fahmy. Le seul commentaire vient de l'agence Tass, qui signale que « M. Sadate a passé outre aux nombreuses protestations du monde arabe, notamment à celles du président syrien Assad ». Mais la condamnation du geste du dirigeant égyptien par l'O.R.S.S. ne fait aucun doute si l'on en juge par l'« environnement » dans lequel il est annoncé.

Toute la presse donne une grande publicité aux réactions négatives du monde arabe. Il n'est question que du « coup douloureux porté dans le dos de la nation arabe », du « mépris envers la volonté des Arabes, notamment du peuple égyptien », de « participation au complot général de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction arabe ».

En même temps, la presse insiste sur la poursuite de « l'agression israélienne au Sud-Liban », la « psychologie militaire » qui régit les préparatifs de guerre, la mobilisation des réserves, etc. Ce n'est pas par hasard que l'Étoile rouge, journal de l'armée, a publié il y a deux jours un long article dénonçant la « bourgeoisie sioniste d'origine juive » et la « fraction juive de la Moïa américaine » qui arme les Israéliens et finance les actions subversives contre l'Union soviétique.

### Critiques mais prudents...

C'est sur cette toile de fond qu'il faut replacer la réaction de Moscou à l'initiative du président Sadate. En fait, les dirigeants soviétiques sont critiques mais encore prudents : leurs sentiments s'expriment pour l'instant par une personne interposée, non qu'ils aient quelque raison de ménager le président égyptien, avec lequel les relations n'ont fait que se détériorer depuis 1973 (quand Le Caire a expulsé les conseillers soviétiques), mais il semble qu'ils aient été pris de court, d'abord par la proposition de M. Sadate de se rendre à Jérusalem et ensuite par la fixation rapide de la date du voyage.

Leur première attitude, négative mais circonspecte, témoignait d'un certain attentisme. Aujourd'hui, l'Union soviétique se trouve devant un fait accompli sans disposer d'un moyen d'un moyen de riposte. Après l'humiliation subie en Somalie, c'est le deuxième coup dur porté en quelques jours à la politique soviétique dans la région.

#### Ne pas être hors jeu

Pour présenter sa position, Moscou a recours à un article de M. Heykal, ancien rédacteur en chef de Al Ahrar, paru dans le journal Al Akbar, et cité par la Pravda. M. Heykal souligne

« tout particulièrement, écrit le journal, qu'un règlement durable du Proche-Orient est impossible sans la participation active de l'O.R.S.S. L'écartier serait l'erreur la plus grave ».

Tel est bien le fond de la position soviétique. Pour ne pas être exclus du jeu, les dirigeants de Moscou ont usé à la fois, au cours de ces derniers mois, de la fermeté et de la souplesse : d'une part, ils ont soutenu les positions « dures » des Palestiniens alors qu'un geste de leur part (l'acceptation de la résolution 242 des Nations unies, d'ailleurs approuvée par l'O.R.S.S.) aurait pu faciliter la convocation de la conférence de Genève et donc la participation soviétique à une tentative de règlement. Mais, en soutenant la fermeté, l'Union soviétique pensait que l'opinion publique, exaltée par l'état de « ni guerre ni paix », exorciserait

impardonnables, une atteinte aux générations passées et futures de la nation arabe. L'agence libyenne Jeana a annoncé que les deux émissaires envoyés par le Congrès général du peuple libyen à la Libye jandi pour Le Caire à Damas, porteurs de messages urgents.

● A ALGER, nous rapporte notre correspondant Paul Balta, la population est profondément choquée par l'initiative du président égyptien. Les Algériens, écrit-il, y voient une trahison du nationalisme arabe. Il n'y a cependant aucune réaction officielle. La radio et la télévision se sont bornées à diffuser largement les prises de position des pays ou des organisations politiques arabes condamnant la « voyage à Jérusalem ». Ces textes et ces images n'ont cependant été diffusés qu'après les séquences consacrées à la mobilisation populaire au sujet de la crise du Sahara occidental.

● A RYAD et dans les Émirats du golfe Persique, on observe également une certaine hostilité. Une bombe a éclaté dans la chancellerie égyptienne au moment du passage du ministre de la culture, le bureau du Fath, à Damas, a déclaré un pas en être responsable, ajoutant : « L'O.L.P. est hostile à de tels actes qui ne servent pas les intérêts de la révolution palestinienne ».

une pression sur les modérés du camp arabe pour les détourner de l'alliance américaine et provoquerait peut-être même une « désintégration » des régimes hostiles, dont justement le régime égyptien.

D'autre part, l'O.R.S.S. a fait preuve de modération en signalant, le 1<sup>er</sup> octobre dernier, avec les États-Unis une déclaration commune qui ne parlait que des « droits légitimes » et non « nationaux » selon l'usage de Moscou — des Palestiniens et où elle a accepté que l'O.L.P. ne soit pas citée en tant que telle. Il n'est pas exclu que ces « concessions » aient provoqué quelques questions parmi les amis arabes de l'Union soviétique, puis qu'une partie de la presse s'est donnée la peine, en réponse à des « lettres

de lecteurs », de résumer une telle analyse. Avec la déclaration commune, l'O.R.S.S., coprésidente de la conférence de Genève, avait l'impression d'être de nouveau « dans le coup », mais il n'est pas sûr qu'elle ait su exploiter cet avantage en attendant simplement que les Américains soient pressurés sur leur protégé israélien et en paraissant elle-même inactive.

Il est vrai que ses moyens d'action étaient limités dans la mesure où elle avait perdu la plupart de ses appuis dans la région. L'initiative égyptienne pourrait à contrario servir les Soviétiques en leur redonnant un regain de prestige et d'influence dans les pays arabes hostiles au président Sadate. Il est clair en tout cas que, dans les jours qui viennent, Moscou ne ménagera pas son soutien à ceux qui condamnent le voyage de Jérusalem.

DANIEL VERNET.

## LES RÉACTIONS AU PROJET DE VISITE

● A RYAD et dans les Émirats du golfe Persique, on observe pour l'instant un silence prudent. Le roi Khaled d'Arabie Saoudite, qui doit partir ce vendredi à La Mecque, à l'occasion du pèlerinage, a néanmoins rappelé qu'il considérerait comme son premier devoir la libération de la Ville sainte de Jérusalem.

● AU CAIRE, le président Sadate s'adressant aux journalistes égyptiens à son retour de Damas, a déclaré, jeudi, selon le quotidien « Al Ahrar » : « Mon initiative pourrait paraître étrange, mais elle n'est que la continuation de ce que nous avons fait avant la guerre d'octobre 73. Mais celle-ci a été créée par de nouvelles circonstances, une nouvelle génération et devra créer également un nouvel style de conception basé sur l'objectivité et sur la possibilité de prendre des risques calculés ».

● A TUNIS, par contre, la décision du président est favorablement accueillie. Le président Bourguiba a, en effet, chargé, jeudi 17 novembre, son épouse, Mme Wassila Bourguiba, en visite officielle au Caire depuis mercredi, de « formuler ses vœux de plein succès au président Sadate pour ses démarches en vue de l'établissement d'une paix juste et honorable dans la région ».

## WASHINGTON : un cadeau du ciel plus qu'un succès de la diplomatie américaine

Washington. — Comme toute équipe encore peu soudée, incertaine sur sa stratégie et donc, a priori, hésitante par rapport à l'événement de taille, l'administration Carter a réagi de manière quelque peu confuse à la rencontre Begin-Sadate du samedi. Dans un premier temps, on a tendancieusement à la Maison Blanche et au département d'État, à voir les choses de son côté. M. Sadate est un ami, M. Begin aussi, bien qu'un peu moins, et les États-Unis cherchent désespérément à amorcer un processus de paix dans la région. Ils doivent donc se dire satisfaits. En même temps, l'événement bouscule le patient travail d'approche déployé en direction de la conférence de Genève, le seul qui occupait la diplomatie américaine depuis des mois. Éclairé de soleil dans un ciel nuageux, le coup de pied dans la fourmilière, le geste du président égyptien dérangeait les pesanteurs bureaucratiques.

On s'empresse donc de faire savoir que l'initiative de M. Sadate ne pouvait se substituer à la négociation multilatérale de Genève. Mais le cœur n'y était plus. Comment concilier l'attitude prudente, « multilatérale », requise par l'effort antérieur et l'accélération brutale que M. Sadate donne à tout le processus ? Comment, après avoir mis en garde contre la rapidité du geste, le lendemain même à Genève — et donc plaidé pour une préparation minutieuse — réagir à l'improvisation et à la « naïveté » du président égyptien ? Comment ne pas se laisser que les cartes ne soient plus tout à fait les mêmes après ce coup d'éclat, quel que soit le résultat de la rencontre ?

Comment ne pas se laisser que les cartes ne soient plus tout à fait les mêmes après ce coup d'éclat, quel que soit le résultat de la rencontre ? Quelques-uns vont même plus loin dans les interrogations et se demandent s'il ne faut pas repenser toute la stratégie : n'aurait-il pas été plus sage de pousser l'approche multilatérale, en cherchant l'impossible conciliation entre les pays arabes, les Palestiniens, l'Union soviétique et Israël ?

Comment ne pas se laisser que les cartes ne soient plus tout à fait les mêmes après ce coup d'éclat, quel que soit le résultat de la rencontre ? Quelques-uns vont même plus loin dans les interrogations et se demandent s'il ne faut pas repenser toute la stratégie : n'aurait-il pas été plus sage de pousser l'approche multilatérale, en cherchant l'impossible conciliation entre les pays arabes, les Palestiniens, l'Union soviétique et Israël ?

Comment ne pas se laisser que les cartes ne soient plus tout à fait les mêmes après ce coup d'éclat, quel que soit le résultat de la rencontre ? Quelques-uns vont même plus loin dans les interrogations et se demandent s'il ne faut pas repenser toute la stratégie : n'aurait-il pas été plus sage de pousser l'approche multilatérale, en cherchant l'impossible conciliation entre les pays arabes, les Palestiniens, l'Union soviétique et Israël ?

#### De notre correspondant

doute n'avait-elle pas pesé tous les risques — à briser de front le puissant « lobby juif », d'abord en parlant de « foyer palestinien », puis des « droits légitimes » des Palestiniens, qui, plus est, dans une déclaration commune avec l'O.R.S.S. Après quoi, elle s'est employée à réparer les pots cassés en multipliant, parfois plus qu'il n'était nécessaire, les assurances envers Israël. Était-il bien utile de préciser, comme on l'a fait à plusieurs reprises, que jamais les besoins de sécurité d'Israël, le « droit à l'existence », n'étaient remis en question ? Les fournitures d'armes — ne seraient-elles pas utilisées comme un moyen de pression sur Jérusalem ? Faut-il dire, comme M. Carter l'a dit devant le congrès juif mondialement, que les États-Unis seront « toujours du côté d'Israël », comme si la politique de son gouvernement n'avait rien à voir à l'affaire ?

En tout cas, les organisations juives ont pris, dès lors, la mesure de leur partenaire de la Maison Blanche. Le combat mené avec une agresseur démonstratif contre la déclaration soviéto-américaine servira de point de départ à une série de réactions. Sans doute sait-on, de part et d'autre, que, dans l'hypothèse d'un « showdown » (grande explication) entre le gouvernement et la minorité juive, le « oui » dirait le pourrait probablement faire prévaloir ses vues en fin de compte ; mais il lui faudrait, pour cela, s'adresser directement au grand public, par-dessus la tête des responsables juifs, du Congrès et des appareils politiques. Les risques d'un telle entreprise, y compris en ce qui concerne une résurgence de l'antisémitisme, sont trop élevés pour qu'on se lance dans cette voie d'un cœur léger.

#### Pas de grands desseins

Devant cette impasse intérieure et extérieure, la diplomatie américaine est donc condamnée à remplacer la substance par la forme, à occuper le terrain par des combats de procédure, mais sans grand espoir de succès. Un règlement d'ensemble, comment ramènera-t-on Israël à ses frontières de 1967, même plus ou moins modifiées ? Comment créer un « État juif » ?

Comment ne pas se laisser que les cartes ne soient plus tout à fait les mêmes après ce coup d'éclat, quel que soit le résultat de la rencontre ? Quelques-uns vont même plus loin dans les interrogations et se demandent s'il ne faut pas repenser toute la stratégie : n'aurait-il pas été plus sage de pousser l'approche multilatérale, en cherchant l'impossible conciliation entre les pays arabes, les Palestiniens, l'Union soviétique et Israël ?

qui a fini par se produire malgré que Washington ait refusé à Mogadiscio de prendre les relais des fournitures d'armes, comme le demandait pourtant les amis arabes des États-Unis, notamment l'Arabie Saoudite. Un seul succès récent peut être attribué directement aux efforts de M. Carter : le changement d'attitude du chah, qui se prononce contre une hausse des prix du pétrole après avoir été « concurrencé » par les arguments du président sur la situation économique mondiale. Il est vrai que pour le reste, M. Carter peut s'en remettre à sa bonne conscience de l'espérance : Dieu doit être américain.

MICHEL TATU.

### M. BEGIN AU PRÉSIDENT CARTER : merci d'avoir créé ce moment historique.

M. M. Begin a adressé, vendredi 18 novembre, au président J. Carter le message suivant :

« Cher monsieur le président, j'ai reçu la confirmation officielle que le président Sadate arrivera dans votre pays samedi soir 19 novembre. Je me permets de saisir cette occasion pour vous exprimer la profonde gratitude d'Israël pour vos efforts qui ont si magnifiquement contribué à faire se réaliser la rencontre historique de Jérusalem. Nous espérons de tout notre cœur que ce dialogue se poursuivra et amènera la paix que les peuples du Proche-Orient, comme je l'ai écrit au président Sadate, attendent avec impatience, et pour laquelle ils nous encouragent. Je crois, monsieur le président, que, sans votre contribution, ces événements n'auraient pu se produire et n'auraient pas été mis en marche. Ici et là, à l'étranger, on considère qu'il s'agit d'un moment historique. Vous l'avez créé, monsieur le président, et je vous en exprime mes remerciements qui viennent du plus profond de mon cœur. »

« Naturellement, monsieur le président, je vous tiendrai informé de mes entretiens avec le président Sadate. »

### M. YASSER ARAFAT : il n'existe pas, pour le moment, de perspectives de paix.

A Beyrouth, dans une interview accordée jeudi au quotidien de gauche libanais Al Liban, M. Arafat, président de l'O.L.P., a déclaré : « Je suis en parfait accord avec le président Sadate sur la nécessité d'un retrait israélien de tous les territoires arabes occupés, et les questions relatives au droit incontestable des Palestiniens à un État indépendant. Je tiens à préciser que nous les pays arabes qu'Israël se prépare à un « blitz » surprise, à une cinquième guerre du Proche-Orient. Il n'existe pas de perspective de paix, du moins pour le moment. »

Dans une déclaration publiée le même jour par l'agence palestinienne Wafa, M. Arafat souligne d'autre part que « les résolutions du Conseil national palestinien (Portement) ne sauraient être rendues à aucun moment, quelles que soient les circonstances ». Ces textes demandent notamment le rejet de la résolution 242 du Conseil de sécurité et le refus de reconnaître Israël.

134, bd St-Germain  
75 006 Paris  
5, rue Cherche-Midi

Jocelyn PARIS


LEUNG KOK YUEN

ACUPUNCTURE

GROUPES D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR LES MEDICINES TRADITIONNELLES

ACUPUNCTURE

## Les Bahamas vous connaissez-elles ?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Haïti. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons. Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente. Les Bahamas où vous irez tenter la chance au casino. Les Bahamas où tout semble possible. Paradis pour milliardaires ? Jugez-en vous-même : 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F. 2490\*.

Alors ! Pourquoi pas les Bahamas ?

\* 1 semaine, transport jet, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 496. Lic. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances.

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**C'est mieux aux Bahamas ! AIR BAHAMA O.E.**

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances.

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**C'est mieux aux Bahamas ! AIR BAHAMA O.E.**

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances.

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**C'est mieux aux Bahamas ! AIR BAHAMA O.E.**

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances.

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**C'est mieux aux Bahamas ! AIR BAHAMA O.E.**

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances.

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

## PRESIDENT SADATE A JERUSALEM

commenceront la réconciliation de Jacob et d'Esau

Le président égyptien Anwar el-Sadat a annoncé jeudi qu'il se rendrait à Jérusalem samedi pour rencontrer le roi Khaled d'Arabie Saoudite. Cette annonce a suscité de vives réactions dans le monde arabe, notamment en Libye et en Arabie Saoudite, où elle est considérée comme une trahison. Le roi Khaled a déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine.

Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le roi Khaled a également déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir le président égyptien à Jérusalem, mais qu'il l'accueillerait à Médine. Le



## Une mission parlementaire américaine s'est rendue à Mogadiscio

**D.A.I.R. —** Les quatre détenus, dont on est sans nouvelles depuis longtemps, sont Edouard Baldet, dit Lambin, technicien en mécanique, métis de père français et de mère guinéenne; Ellis Naleck, commerçant d'origine libanaise; Touré Sedibou, industriel d'origine malienne, et Raymond-Marie Tchidimbo, archevêque de Conakry. Les trois premiers ont la double nationalité franco-guinéenne; le dernier, la double nationalité franco-gabonaise. Les autorités de Conakry ne reconnaissent pas la double nationalité.]

Numéro spécimen sur demande  
5, rue des Italiens, 75427 PARIS cedex 09





## Quand on veut garder longtemps un enregistrement, on ne peut pas prendre de risques...

Le temps menace vos enregistrements : démagnétisation, bandes qui se déboulent, mécanismes qui se corrompent. Pour vous protéger contre ces risques, prenez les cassettes BASF "Haute-Longévité".

**BASF : une sécurité magnétique**  
BASF fabrique ses propres oxydes, les micronise et les couche sur la bande selon un procédé exclusif. La magnétisation est meilleure, plus tenace : moins de souffle maintenant, moins de souffle plus tard.

**BASF : la Sécurité Mécanique**  
C'est un brevet BASF. Fini le pleurage, finies les bandes qui s'entortillent ou se bloquent. Après vingt, cent, mille bobinages et rambollages, le défillement est toujours impeccable.

**BASF : sécurité de conservation**  
La C-Box est une exclusivité BASF. Quand vous l'achetez, la cassette BASF est déjà dans ce véritable petit coffre-fort qui, année après année, la protégera contre ses pires ennemis, la poussière et l'humidité. Les C-Box sont embossables et constituent le plus rationnel des systèmes de conservation.

Alors, si vous enregistrez n'importe quoi pour l'effacer juste après, prenez n'importe quelle cassette. Mais si vous enregistrez pour garder, et garder longtemps, choisissez BASF.



Nous avons inventé la bande magnétique... et nous continuons.

### OFFRE EXCEPTIONNELLE BASF

Avec BASF, vous gagnez déjà des années de qualité d'écoute. BASF vous propose, en plus, de gagner 20 francs sur l'achat de 3 cassettes en C-Box. Il vous suffit pour cela de remplir le coupon ci-dessous ou le bulletin joint à votre disposition dans les magasins.

Des cassettes "Haute-Longévité" qui vous reviennent moins cher que les cassettes ordinaires. Voilà l'occasion de décaler enfin une vraie sonothèque.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Vous pouvez gagner 20 francs. Pour cela, il vous suffit de joindre 3 emballages carton entourant les cassettes BASF sous C-Box et de nous adresser le tout, avant le 31 janvier 1978, à CIERA BASF, BP 11 - 91500 CHAMPIGNY.

Une dotation de 5000 francs sera répartie, en priorité, aux coupons possédant la bonne réponse à la question suivante :

Quelle est la hauteur totale, en mm, de 12 C-Box assemblées, dans leur position normale d'utilisation ?

Si le quota doit être atteint avant le 31.12.1978, BASF publiera une information dans Le Monde, prévenant le public de l'arrêt de l'opération. 24 heures après la date de parution. (Un seul remboursement de 20 francs par lot, par lot.)

Pour votre  
**DEMEULEMENT**  
208 10-30 ODOUL  
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS...  
ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE.

## Shopping Décor les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs,  
Shopping Décor vous offre la différence,  
et en plus 10% sur votre prochain achat.

**Shopping Décor** le grand magasin de la décoration  
5 magasins : Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

## ASIE

### Vietnam

## TANDIS QUE LA RADIO S'EN PREND A LA PRESSE ÉTRANGÈRE Hanoï lance une nouvelle campagne contre la corruption

Radio-Hanoï, dans une émission en anglais, s'en est pris récemment à « certains journaux et agences de presse étrangers ». Ces organes d'information, a-t-il dit, la radio vietnamienne, ont « fait allusion à nos difficultés avec un manque apparent de bonne volonté. Ils ont insisté sur la pénurie alimentaire et le déficit de la balance commerciale. Ils ont même interprété le départ d'une poignée de personnes qui ont fui le Vietnam pour des raisons qui leur sont propres comme une preuve de mécontentement populaire ».

Ces journaux — non spécifiés — auraient dû, selon Radio-Hanoï, reconnaître aussi les résultats obtenus par le régime depuis deux ans et tenir compte du fait que le Vietnam est « pauvre et arriéré » et qu'il vient de subir, coup sur coup, « une guerre de trente ans et des calamités naturelles qui ont causé des difficultés dans l'économie et la vie quotidienne ». La P.C. et le gouvernement ont « admis les insuffisances de la direction dans le domaine de l'agriculture ». Il est donc vain, conclut le commentaire, d'exagérer les difficultés rencontrées par le Vietnam.

La nouvelle République socialiste, soucieuse de son image de marque, déplore les critiques publiées à l'extérieur comme les attaques dont elle est le cible de la part des réfugiés anticomunistes. Il faut dire que rares sont les journalistes qui peuvent obtenir un visa pour s'informer sur place, et que les services d'information vietnamiens à l'étranger ne font pas toujours preuve de la compétence et de l'ouverture d'esprit qui étaient les leurs pendant la guerre.

On doit, malgré tout, reconnaître aux dirigeants vietnamiens un certain sens de la critique et de l'auto-critique qui fait que nombre de problèmes qui touchent le pays, en particulier dans les domaines éducatif, économique et d'organisation, sont dévolus par les autorités elles-mêmes, et principalement par le premier ministre, M. Pham Van Dong, et le secrétaire général du P.C., M. Le Duan.

La plus récente exemple de cette attitude est l'éditorial du quotidien du parti, Nhan Dan, du 21 octobre et la récente directive du secrétariat du comité central du P.C. sur la « protection de la propriété socialiste » diffusée le même jour par la radio. Ces textes rappellent que l'application de la résolution 228 du bureau politique de janvier 1974 sur la nécessité d'organiser un mouvement de masse « contre les pratiques négatives dans la gestion socio-économique » — c'est-à-dire, concrètement, contre la corruption et la gaspillage — a été négligée depuis la libération du Sud. « A présent, au Nord comme au Sud, le détournement de propriétés d'Etat, la corruption, les pratiques illégales et autres manifestations négatives dans les organes de l'Etat et dans la société tendent à augmenter en nombre et en gravité. Il faut par ailleurs combattre les saboteurs du

socialisme et les voyous », et « les empêcher de tirer profit de nos difficultés pour fomenter des troubles, semer le désespoir, exciter et tromper les masses, dilapider et isoler les bons éléments ».

Ces thèmes affectent le plupart des secteurs, en particulier l'alimentation, l'industrie, la construction et l'artisanat. Qui plus est, « les tribunaux n'ont pas pris la mesure de la situation, de nombreuses affaires sont traitées, et des difficultés sont généralement rencontrées quand il s'agit de poursuivre des personnes en place ». Il faut que la population participe à la chasse aux corrompus et il convient de « récompenser et protéger efficacement ceux qui révèlent les malversations » contre la vengeance éventuelle de ceux qu'ils ont dénoncés.

### « Faire des exemples »

Il est donc nécessaire, poursuivent ces textes, de renforcer les « contrôles » et les « inspections ». En particulier à travers les « commissions populaires d'inspection » au niveau local, instaurées en janvier 1976 par M. Pham Van Dong. Situées dans les quartiers et les villages, elles ont pour but de dénoncer les abus bureaucratiques car, selon le mensuel Courrier du Vietnam de septembre, « pendant les années de guerre, toute tâche devait être exécutée promptement et efficacement, ce qui avait entraîné un certain relâchement dans l'application des réglementations ; le bureaucratisme, l'autoritarisme, les abus de pouvoir s'étaient ainsi développés au détriment des libertés démocratiques (...) ».

Il faut « réduire rationnellement la paperasse qui ralentit le travail et crée des annués à la population ». Dans les principales villes, comme Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), Hanoï et Haiphong, il faut « envoyer les contre-révolutionnaires, les éléments dangereux et les voyous endurcis dans des centres de rééducation loin des agglomérations ». « Ceux qui peuvent travailler mais s'y refusent, ceux qui exercent des professions illégales doivent être forcés de travailler sous surveillance dans des chantiers ».

Les autorités vietnamiennes reconnaissent clairement les problèmes posés par la réunification, de même que leur incapacité, jusqu'à présent, à mener une tâche aussi complexe qu'est une mauvaise gestion qui ont entouré le Sud, des conséquences économiques et psychologiques déplorables. Des cadres issus de la résistance ou venus du Nord se sont laissés séduire par les sirènes de la décadence, acceptant de pots-de-vin (par exemple à l'immigration), revendant au Nord des biens de consommation achetés au Sud, fréquentant les maisons closes. Le Monde des 26 juin 1976 s'est dit le 27 avril 1977. La conviction n'est pas plus pour remettre les choses en ordre et ramener les unités sur le droit chemin, il faut, pour reprendre les termes de la directive du P.C., « faire des exemples ».

PATRICE DE BEER.

## CORRESPONDANCE

### Départ pour l'exil

Un lecteur vietnamien, qui désire conserver l'anonymat, une partie de sa famille demeurant à Saigon, nous écrit au sujet du départ clandestin vers l'étranger d'une de ses cousines :

Elle vient d'arriver en Malaisie où elle est hébergée dans un camp de réfugiés. Son espoir, à partir au plus vite vers les États-Unis pour fuir la misère, mais elle restera porteuse de son angoisse car elle demeurera sans nouvelles de ses parents.

Elle avait tout pour réussir. Elle a trois ans : jeunesse, intelligence, argent. Les parents font partie de cette élite intellectuelle bourgeoise qui a étudié à l'étranger. Elle espérait faire de même, étirée qu'elle est par les idées modernes, mais attachée aussi aux valeurs culturelles traditionnelles du Vietnam.

Avril 1975 : les communistes entrent dans Saigon. Que faire ? Partir avec les Américains que l'on a critiqués, combattus pendant des années ? Rester, en dépit de la hantise du communisme ? Ils sont restés. Ils étaient fiers de la victoire des Vietnamiens.

Deux ans plus tard, ils réalisent qu'ils ne peuvent vivre sous ce régime totalitaire. La lutte avait été exemplaire ; le régime ne l'est guère : pesante bureaucratie, nombreuses bavures, suspicion perpétuelle, misère, famine menaçante. La jeune fille n'a pu entrer à l'université : est-ce à cause de son origine sociale ? Les parents décident de la faire fuir.

Un passeur lui trouve, elle portait un costume brun déchiré, un vieux chapeau conique, avait 200 dollars en poche. Elle avait malgré tout l'air d'une jeune fille de bonne famille, le propriétaire du bateau ne s'y trompa pas : la famille devait payer 1 000 dollars (au lieu des 5 000 versés par les autres passagers).

Départ sur une barque de pêcheur de la tempête, deux jours de mer avant d'être transbordés sur un plus gros bateau, dix jours encore de mer avant d'atteindre la Malaisie. Et puis le camp, l'exil.

### Les réfugiés en Australie

M. Anderson, ambassadeur d'Australie en France, nous écrit : Votre bulletin de l'étranger du 16 novembre met en cause l'attitude de l'Australie à l'égard des réfugiés. Cette critique est injustifiée, car l'Australie est, depuis longtemps, un pays d'accueil qui continue de recevoir des réfugiés venus des quatre coins du monde. Ces dernières années, l'Australie, qui ne compte que 14 millions d'habitants, a ouvert ses frontières à plus de 25 000 réfugiés. Ce chiffre comprend 4 200 Indochinois, 14 000 Libanais, 4 500 Chypriotes, 1 850 Timorais et 1 020 Chiliens.

Le gouvernement australien, dans son programme d'accueil, s'est engagé à accepter, encore 2 000 réfugiés indochinois entre octobre 1977 et juin 1978. De même que la France et les États-Unis, l'Australie a envoyé en Thaïlande des représentants chargés d'accomplir les formalités administratives en vue de l'accueil de ces réfugiés indochinois.

La politique australienne en matière de réfugiés a toujours été et restera inspirée par des considérations humanitaires.

Je ne puis que vous dire que l'Australie n'accueillait pas de réfugiés, mais suggère qu'elle en accueille davantage. L'étendue de ce véritable continent très peu peuplé ne permet pas un effort plus prononcé ? En France, quelque 40 000 Indochinois sont arrivés depuis 1975.

**TWA.**

**Chaque jour le premier 747 pour New York.**

Départ: 12 h 00.  
Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

**N°1 sur l'Atlantique**  
**TWA**

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

et de l'agence à Rome

## Les Italiens estiment nécessaire l'ajustement du Marché commun

« L'ajustement du Marché commun », tel est le thème de la conférence internationale organisée à Rome, du 16 au 18 novembre, par l'Institut d'études économiques de l'Université de Rome. Cette conférence, présidée par M. Mario Monti, directeur général de l'Institut, a réuni une centaine de spécialistes de l'économie internationale.

La conférence a été ouverte par M. Monti, qui a souligné l'importance de l'ajustement du Marché commun dans le contexte de la crise économique mondiale. Il a souligné que l'ajustement du Marché commun est une tâche complexe, qui nécessite une coopération étroite entre les États membres du Marché commun et les autres pays industrialisés.

## Agence de Belgrade aborde l'examen des propositions destinées à améliorer l'application de l'Acte final d'Helsinki

« L'Agence de Belgrade aborde l'examen des propositions destinées à améliorer l'application de l'Acte final d'Helsinki », tel est le thème de la conférence internationale organisée à Belgrade, du 16 au 18 novembre, par l'Institut d'études économiques de l'Université de Belgrade. Cette conférence, présidée par M. Miroslav Stokich, directeur général de l'Institut, a réuni une centaine de spécialistes de l'économie internationale.

La conférence a été ouverte par M. Stokich, qui a souligné l'importance de l'ajustement du Marché commun dans le contexte de la crise économique mondiale. Il a souligné que l'ajustement du Marché commun est une tâche complexe, qui nécessite une coopération étroite entre les États membres du Marché commun et les autres pays industrialisés.

« L'Agence de Belgrade aborde l'examen des propositions destinées à améliorer l'application de l'Acte final d'Helsinki », tel est le thème de la conférence internationale organisée à Belgrade, du 16 au 18 novembre, par l'Institut d'études économiques de l'Université de Belgrade.

مكتبة من الأصل



## DIPLOMATIE

M. de Guiringaud à Rome

### Les Italiens estiment nécessaire l'élargissement du Marché commun

La préparation du conseil européen, qui se tiendra à Bruxelles les 5 et 6 décembre, fait l'objet de nombreuses conversations diplomatiques. M. de Guiringaud, qui s'est rendu le 10 novembre à Bonn et ira le 11<sup>er</sup> décembre à Londres, était à Rome jeudi. M. Jenkins, président de la Commission européenne, s'entretenait, samedi 18 novembre, à Paris, avec M. Barre. C'est surtout à la relance de l'union économique et monétaire que sera consacrée cette conversation. La Commission a adressé à ce sujet une communication aux neuf gouvernements de la Communauté.

De notre correspondant

Rome. — Les conversations du ministre français des Affaires étrangères avec son collègue italien, M. Forlani, jeudi 17 novembre à Rome, ont été principalement consacrées aux affaires internationales. M. de Guiringaud a informé le ministre italien de la position de la France dans l'affaire du Polisario « et celui-ci a exprimé son entier soutien ».

M. Forlani a fait part de ses préoccupations au sujet du terrorisme. « Nous demandons sans cesse à nos experts de hâter les travaux de la convention communautaire contre le terrorisme », a dit M. de Guiringaud.

A propos des élections du Parlement européen, M. Forlani a exprimé un certain nombre de souhaits sur la manière dont pourraient voter les Italiens résidents en France. Ses exigences ont paru surprendre la délégation française et feront l'objet d'études ultérieures.

Les deux ministres ont parlé de l'élargissement du Marché

commun à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Les Italiens ont fait valoir la nécessité de réajuster l'Europe par le sud et d'y rattacher les démocraties naissantes. Ces bénéfices politiques comptent davantage, selon eux, que les difficultés économiques posées à l'Italie et à la France par l'élargissement. M. de Guiringaud a, semble-t-il, fait une allusion à l'attitude différente qu'adopte le représentant italien quand, à Bruxelles, on parle de problèmes concrets.

Les ministres ont évoqué deux propositions de M. Minkof, premier ministre de Malte : celle de créer à La Valette un comité permanent d'étude de la Méditerranée et l'aide militaire qu'il réclame aux Européens en échange de la neutralité de l'île. Sur le premier point, Italiens et Français craignent une institution trop rigide qui, de plus, associerait des pays étrangers au bassin méditerranéen. Quant à l'aide de Malte, il nécessite encore des conversations entre les Européens intéressés. — R. S.

Dans un entretien avec M. Giscard d'Estaing

### Le chah confirme qu'il est favorable au «gel» du prix du pétrole

Le président de la République et le chah d'Iran devaient s'entretenir ce vendredi 18 novembre, après un déjeuner à l'Élysée, des relations bilatérales. Dès jeudi, après un tête-à-tête consacré aux problèmes internationaux, le porte-parole de l'Élysée, M. Leca, a déclaré : « Dès maintenant, l'atmosphère dans laquelle se déroulent ces entretiens donne à penser que la coopération économique franco-iranienne se confirmera et s'approfondira ».

Il est vraisemblable que de nouveaux investissements, ainsi que de nouveaux projets dans le domaine nucléaire et aéronautique seront annoncés. La France devrait également prendre position sur un système de troc, proposé par l'Iran, et qui, sur une grande échelle, permettrait d'éviter les inconvénients des fluctuations monétaires.

La conversation de jeudi a porté plus spécialement sur le Proche-Orient, l'Océan Indien et la situation économique internationale. « Sur le prix du pétrole et la position que l'Iran, qui est notre deuxième fournisseur, entend prendre dans les prochaines négociations internationales », il semble que le chah ait confirmé au président de la République qu'il souhaite le « gel » du prix du pétrole. (Voir page 4 l'article de Bruno Desbordes.)

La visite privée à Paris du chah provoque de nombreuses protestations, notamment du groupe communiste à l'Assemblée (« Une insulte à la démocratie »), de la C.G.T. (qui condamne la « caution » du chef de l'État à « déstabiliser ») et de l'organisation des étudiants iraniens en France, qui dénonce « la trahison permanente du chah ».

● L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À BRAZILVILLE a été rouverte, mercredi 16 novembre, à la suite du rétablissement le 7 juin dernier, après une interruption de deux ans, des relations diplomatiques entre le Congo et les États-Unis. — (A.F.P.)

## 7, rue de l'Assomption, Paris 16ème. 15 appartements de très grand luxe dans un immeuble de très grand luxe.

Des appartements de 6 pièces et de 5 pièces, uniquement Vastes. Le séjour d'un 6 pièces, par exemple, fait 50 m². Et des balcons et loggias agrandissent encore les pièces. Vous renouez avec le confort à l'ancienne : office, lingerie, entrée de service, dans un immeuble ultra-moderne au luxe rationnel d'aujourd'hui.



Renseignements et vente : GEFCO CFI  
28, avenue d'Iéna-75116 Paris-723.78.90.



### La conférence de Belgrade aborde l'examen des propositions destinées à améliorer l'application de l'Acte final d'Helsinki

Selon les milieux diplomatiques français, la première étape de la conférence de Belgrade peut être considérée comme terminée. Aux termes de l'Acte final d'Helsinki, cette conférence avait deux objectifs : procéder à un échange de vues approfondi sur la manière dont sont appliquées les diverses dispositions de cet Acte final ; examiner, d'autre part, les moyens d'améliorer cette application, et donc le processus de la détente.

La première tâche est pratiquement réalisée, bien qu'on ne puisse exclure de nouveaux échanges de vues sur les points déjà évoqués. Ce qui serait certainement le cas si un procès Chitcharansky s'ouvrait en URSS, car une telle mesure serait considérée par la plupart des membres de la conférence comme une très grave atteinte à l'esprit d'Helsinki et même comme une véritable provocation.

En ce qui concerne les violations des droits de l'homme, les Occidentaux ont fait preuve de fermeté, mais se sont soigneusement gardés de créer un climat de confrontation. On estime généralement à Paris que tous les pays de l'Ouest se sont finalement ralliés à la position définie depuis plusieurs mois par la France, soucieuse d'éviter à la fois confrontation et complaisance.

Dans l'ensemble, les interventions des délégués occidentaux, y compris celles des Américains, ont été fort modérées, bien que dans le ton. Les différentes formes de violations des dispositions de l'Acte final, de même que les manquements à ses dispositions ont été constamment dénoncés. Mais à la seule exception des Américains, qui d'ailleurs ne l'ont fait qu'en fin de discussion, les cas individuels n'ont pas été évoqués. Les participants à la réunion de Belgrade estiment que le règlement de ces cas ne relève pas de la diplomatie publique, mais de procédures plus discrètes.

Bien que, de leur côté, les pays socialistes aient réagi vivement contre les mises en cause directes dont ils ont été l'objet, leur réaction n'a jamais pris un caractère excessif, estime-t-on à Paris.

### LE CANADA DEMANDE DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LA VISITE À PARIS DE M. LÉVESQUE

L'ambassadeur du Canada à Paris, M. Pelletier, a remis, lundi 14 novembre, au Quai d'Orsay, un aide-mémoire demandant des éclaircissements au sujet de la visite à Paris de M. Lévesque, premier ministre du Québec, indique une source canadienne.

Ottawa souhaiterait des précisions, en particulier sur deux points : l'institutionnalisation du séjour de M. Lévesque de visites annuelles alternées des premiers ministres français à Québec et québécois à Paris ; la portée d'une phrase prononcée par M. Giscard d'Estaing, assurant le Québec de l'appui de la France, « le long de la route qu'il choisira de suivre ».

### Clôture en 1978 seulement

La réunion de Belgrade en est donc aujourd'hui à la deuxième partie de sa tâche : l'examen des propositions destinées à améliorer et faciliter l'application des recommandations de l'Acte final. On en compte déjà plus de soixante. A elle seule, la France en a proposé cinq en ce qui concerne la corbeille 2 (coopération économique) et douze en ce qui concerne la corbeille 3 (libre circulation des hommes et des idées), sans parler de prochaines propositions dans le domaine de la coopération culturelle, dont plusieurs seront présentées avec d'autres membres de la Communauté des Neuf.

L'examen de ces propositions exigera inévitablement beaucoup de temps. Il est déjà exclu, pour les délégués des pays de l'Ouest, que la conférence de Belgrade puisse se terminer le 22 décembre, première date de clôture envisagée, et même décidée par la réunion préparatoire qui a siégé dans la même ville en juin et juillet derniers. Il paraît même probable que la conférence décidera de suspendre ses travaux avant le 22 décembre et de les reprendre l'année suivante, puis que les « 35 » ont prévu la possibilité d'une prolongation d'un mois de la conférence en 1978, du 15 janvier au 15 février.

JEAN SCHWOEBEL

● Le Chili a proposé, mercredi 16 novembre, aux Nations unies l'établissement d'un système international d'enquête concernant les allégations de violations des droits de l'homme. Selon le projet chilien, un groupe de dix experts, compétents et expérimentés en matière de droits de l'homme, nommés par le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, prépareraient une étude pour l'établissement d'un tel système. Ils représenteraient les diverses zones géographiques et les divers systèmes juridiques. — (A.F.P.)

## A St-Omer nous avons une bonne raison d'avoir confiance en l'avenir. Nous le préparons.

1957 : CGCT s'installe à St-Omer pour construire son système de téléphonie "Pentaconta".

Depuis, la société n'a cessé de se développer pour devenir l'un des premiers employeurs de la région.

Les 10 400 employés de CGCT doivent cette réussite à la qualité et à l'originalité de leurs produits. Mais aussi à l'apport du groupe ITT dans la prospection des marchés internationaux et dans la mise au point de nouvelles méthodes de gestion.

Pour ITT, la plus importante de ces méthodes, c'est la prévision à long terme. Pas 6 mois, ni un an, mais 5 ans à l'avance. Dans le domaine de la recherche, par exemple, nos ingénieurs réfléchissent aujourd'hui aux problèmes qu'ils auront à traiter dans 3 ans. Pour eux, l'avenir appartient à ceux qui l'organisent.

De quels produits aurons-nous besoin dans 10 ans ? Quels seront les nouveaux marchés

intérieurs et étrangers à conquérir... Les responsables de CGCT et d'ITT se réunissent souvent pour parler du futur. CGCT, entreprise française, a su trouver avec ITT l'équilibre du succès.

Il est important pour son personnel, pour l'économie du Pas-de-Calais et pour l'économie française que CGCT conserve, avec ITT, cet équilibre.

Les principales sociétés du groupe ITT en France sont :  
Compagnie Générale de Constructions  
Téléphoniques (CGCT),  
Laboratoire Central de Télécommunications (LCT),  
Claude, La Signalisation,  
Océanic, Lab. N.G. Payot,  
Sheraton Hotel France,  
Sonolor, Société des Produits Industriels-ITT (SPI-ITT), etc...



La coopération internationale ne se remplace pas.

\* Brevet du groupe ITT

REND A LA PRESSE ÉTRANGÈRE  
Campagne contre la corruption

Le ministre français des Affaires étrangères, M. de Guiringaud, a été reçu par le ministre italien, M. Forlani, jeudi 17 novembre à Rome. Les conversations ont été principalement consacrées aux affaires internationales. M. de Guiringaud a informé le ministre italien de la position de la France dans l'affaire du Polisario « et celui-ci a exprimé son entier soutien ».

### CORRESPONDANCE

Le ministre français des Affaires étrangères, M. de Guiringaud, a été reçu par le ministre italien, M. Forlani, jeudi 17 novembre à Rome. Les conversations ont été principalement consacrées aux affaires internationales. M. de Guiringaud a informé le ministre italien de la position de la France dans l'affaire du Polisario « et celui-ci a exprimé son entier soutien ».

TWA.  
Chaque jour  
à premier 747  
pour New York

NPI sur l'Atlantique  
TWA



# EUROPE

## Portugal

### M. Soares menace de démissionner si l'opposition n'accepte pas de conclure un accord avec le gouvernement

Lisbonne. — « Le gouvernement refuse d'être la cible des attaques permanentes des journaux qui ne prennent pas leurs responsabilités, ou d'être le jouet de l'opposition qui ne prend pas ses responsabilités », a déclaré M. Mario Soares le 17 novembre, lors de la présentation au parlement d'un texte qui servira de base à la négociation entre le gouvernement et l'opposition. Si un accord n'est pas conclu d'ici la fin du mois de novembre, le premier ministre demandera au Parlement un vote de confiance.

Si on s'en tenait aux déclarations récentes des différentes formations politiques, ce vote ne lui serait accordé ni par les centristes (C.D.S.) ni par les socialistes-démocrates (P.S.D.). Seul, alors, en dehors bien entendu des socialistes, les communistes voteraient pour le gouvernement. Mais M. Mario Soares ne veut pas d'une « majorité de gauche ». Il donnerait alors sa démission. « Le moment sera venu, et-t-il affirmé, pour l'opposition de montrer enfin au pays ce qu'elle vaut, les compétences qu'elle possède, les appuis internationaux qu'elle pourra obtenir, la confiance populaire qu'elle sera capable de susciter, notamment dans la monde du travail, ainsi que sa capacité à poursuivre les complexes négociations internationales en cours. »

Dans la pratique pourtant, aucun autre gouvernement ne paraît possible, compte tenu de la composition actuelle du Parlement. Une coalition P.S.D.-C.D.S. qui serait elle aussi minoritaire se heurterait à l'opposition des communistes et des socialistes. La démission du gouvernement de M. Soares entraînerait donc des élections législatives anticipées, avec tous les risques que cette solution comporte : taux d'abstention élevé en raison d'une certaine fatigue de l'électorat, appelé à voter pour le cinquième fois en l'espace de trois ans ; chance minime d'un changement significatif de la répartition des sièges à l'Assemblée ; arrêt des négociations avec la Fonds monétaire international, qui attendrait sans doute la formation du nouveau gouvernement.

M. Soares a d'ailleurs insisté sur l'urgence de ces négociations. L'accord avec le F.M.I. permettra au Portugal de bénéficier d'une

deuxième tranche de crédits de 50 millions de dollars ; de cet accord dépend également le prêt de 750 millions de dollars qui a été promis par un consortium de pays dont les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne. S'il ne bénéficiait pas de ces crédits, le Portugal serait, à partir du début de l'année prochaine, hors d'état de payer ses importations. Il serait alors obligé de faire des ventes massives d'or. Mais cette solution ne permettrait pas de survivre plus de six mois.

Le document soumis au parlement, l'opposition, aux syndicats et aux organisations patronales propose un accord global entre toutes les forces politiques et sociales. Il préconise l'acceptation par tous des lois fondamentales votées au Parlement en 1977, notamment celles qui fixent les limites des secteurs public et privé de l'économie, abolissant le mode d'indemnisation des anciens propriétaires d'entreprises nationalisées, posent les principes de la réforme agraire, réglementent le droit de grève et déterminent les attributions des pouvoirs locaux.

Le document prévoit la réduction d'un tiers du déficit de la balance commerciale, la croissance du produit national à un rythme très modéré de 3,5 à 4 %, le maintien du taux de chômage à environ 14 % de la population active et une baisse sensible du taux d'inflation qui doit se situer à la fin de l'année aux alentours de 35 %.

#### Un remaniement ?

Sur le plan social, le gouvernement s'engage à « sauvegarder les conquêtes démocratiques » : droit de grève, contrôle de la gestion, droits syndicaux et définition juridique des commissions de travailleurs. Il exige, en contrepartie, « une plus grande discipline dans les relations de travail », la réduction de l'absentéisme, l'évitement des tournois de travail et des normes relatives aux licenciements. D'autre part, le gouvernement des salaires ne pourra pas dépasser les 15 à 20 %, ce qui représentera sans doute une nouvelle baisse des salaires réels.

L'aspect le plus délicat des propositions de M. Soares concerne la composition du gouvernement.

L'opposition de droite veut un gouvernement de coalition entre les partis signataires de la plate-forme. Elle exige, en outre, que le P.C.P. soit exclu des négociations. Mais M. Soares refuse la « coalition à trois » (P.S., P.S.D., C.D.S.) et la « marginalisation des communistes ». Un nouveau gouvernement resterait « socialiste et homogène » mais serait élargi à quelques « indépendants » proches des socialistes-démocrates et de la gauche non communiste. Pour tenir compte de la position des partis qui refusent de

De notre correspondant

## Grèce

### A LA VILLE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### Le pouvoir de M. Caramanlis ne semble pas sérieusement menacé

De notre correspondant

Athènes. — Les Grecs font une semaine de 20 novembre. Pendant la dernière semaine, la campagne électorale s'est surtout déroulée à la télévision. Chaque soir étaient retransmis les discours prononcés par les chefs politiques dans leurs réunions publiques. Les controverses par trop politiques et les attaques personnelles ont été relatives. Les débats ont été essentiellement portés sur les questions économiques et sociales.

Ainsi M. Caramanlis a-t-il fait appel aux statistiques pour montrer que le revenu par tête atteignait 2.500 dollars, et que plus de six millions de personnes possédaient un livret d'épargne, soit un volume de dépôts de l'ordre de 400 milliards de drachmes (1). A quel point l'opposition a rétorqué que ces calculs ne tenaient pas compte des conditions de vie réelles, ni des préoccupations des Grecs : inflation, sous-emploi, perspectives bouchées pour la jeunesse.

De toute façon, bon nombre d'électeurs continuent à ne pas comprendre pourquoi M. Caramanlis se les appelle sous un an en avant l'échéance normale.

Bien que parfois irritante, l'opposition n'avait pas vraiment gêné le gouvernement. Elle s'était montrée compréhensive, voire coopérative, jusqu'à un certain point. Et M. Caramanlis aurait pu difficilement faire

moins que ce qu'il a fait. C'est un fait que le capital de confiance et de prestige dont il bénéficie lui aurait permis de s'adresser directement aux Grecs pour les informer des problèmes réels et des obstacles qui ont freiné son action. Il a préféré ne pas dévoiler la dessous des cartes et recourir aux élections. C'est pourquoi les Grecs ont constaté que ce qu'il se fait et se décide dans les coulisses dans leur pays, mais aussi à l'étranger, importe parfois bien plus que ce qui est en partie exposé dans la presse, déclaré et discuté au Parlement. D'où le sentiment que la volonté populaire se trouve modifiée par le jeu de facteurs parapolitiques et par les interventions camouflées de ce qui est pudiquement qualifié de « facteur étranger ». Autrement dit, les Grecs n'ont pas l'impression d'être vraiment maîtres de leur destin.

Tout paraît indiquer que le peuple grec redonne une large majorité à M. Caramanlis, ses adversaires étant plus divisés que jamais et ne présentant pas, pour le moment, d'alternative vraiment crédible. Mais ce qui préoccupe le plus l'électorat n'est pas tant le résultat de la consultation que le comportement ultérieur des vainqueurs et des demi-vaincus.

MARC MARCEAU.

(1) 1 drachme vaut 13 centimes.

## Italie

### Le P.C.I. réclame la « mobilisation populaire » contre le terrorisme

De notre correspondant

Rome. — Vingt-quatre heures après avoir tenté d'assassiner à Turin M. Carlo Casalegno, directeur adjoint du *Giornale*, sur le sort duquel les médias restent très réservés — les terroristes ont frappé de nouveau. A Gênes, cette fois, et l'attentat était dirigé contre un journaliste, M. Carlo Castellano, dirigeant de la société parapublique Ansaldo, atteint de six balles aux jambes et à l'abdomen le 17 novembre, est en effet membre du comité régional et de la commission économique du P.C.I. Sa vie ne semble pas être en danger.

Selon un vétéran devenu classique, les Brigades rouges ont immédiatement revendiqué cette « exécution ». Leur nouvelle victime est, comme la précédente, un domestique de l'Etat qui a une voix anonyme à l'agence Ansa. « Nous sommes en pleine activité, et cela va se voir. »

Un attentat par jour ? L'insécurité est grande dans les milieux politiques. Matériellement aucune police, si forte soit-elle, ne peut prévenir des actions tous azimuts qui menacent des dizaines de milliers de personnes de gauche, comme de droite, puisque les terroristes attaquent, sans se limiter à une ville ou à une profession déterminées.

C'est dans ce climat que le parti communiste vient de réclamer la « mobilisation populaire » pour relever le défi des violences. « Le pays, affirme l'« Unità », ne doit pas rester apathique et effrayé ; il doit organiser, bouger, répondre. »

Où, mais comment ? La réponse est donnée dans une interview au *Corriere della Sera* par M. Ugo Pecchioli, responsable de la « section des problèmes de l'Etat », connu pour être le « ministre de l'intérieur du P.C.I. ». Elle est importante, compte tenu du caractère politique de l'attentat. L'affaire Schleyer en Allemagne de l'Ouest.

« La défense de l'Etat démocratique, affirme M. Pecchioli, ne peut être déléguée seulement à la

police et à la magistrature. Si des groupes violents ou leurs complices existent dans une usine, ils doivent être dénoncés par les autres travailleurs. » N'est-ce pas la mobilisation ouvrière qui a fait cesser les incendies chez Fiat, au printemps 1976 ? Même chose pour les quartiers des grandes villes : « Nous devons ouvrir, déclarer le responsable communiste, pour que les habitants de ces quartiers disent aux autorités ce qu'ils ont appris, qu'ils se sentent informés de ce qu'ils voient. »

M. Pecchioli prend soin de préciser : « Il ne s'agit pas de devenir des délateurs ou des espions, mais d'agir pour sa propre survie et celle de la collectivité. La situation du pays est très grave. » Pour les forces populaires comme pour l'Etat, le terrorisme est un ennemi qu'il faut combattre par tous les moyens.

Le responsable communiste évoque la récente proposition d'instituer des comités de quartiers qui exerceraient une sorte de contrôle fiscal. On pourrait imaginer, dit-il d'appliquer cette formule contre le terrorisme.

D'autre part, il faudrait réorganiser les services secrets. « Un service d'information efficace est indispensable et d'urgence. Il ne faut pas que l'Etat, en greffant qu'il puisse agir de manière parfaitement légale. Exiger d'un agent secret qu'il travaille dans le respect formel des lois et au grand jour, est contradictoire, ridicule. »

On relèvera aussi dans cette interview une allusion — déjà faite il y a quelques jours par le ministre de l'Intérieur — aux appels dont jouiraient les terroristes parmi certaines couches de la population. « Ils trouvent encore de l'indulgence quand ils se font appeler des « camarades » (ici du silence). On les considère encore comme « des camarades qui se trompent ». C'est qu'ils sont une petite minorité, mais qui a de l'influence, notamment chez les jeunes, et compte tenu des difficultés que traverse le pays. »

ROBERT SOLÉ.

### Un cycle d'études sur le fascisme

« Le fascisme et l'histoire de l'Italie contemporaine » : c'est le thème de la présentation à la Maison des sciences de l'homme, en janvier 1978, de l'exposition Mattiotti, réalisée par la Direction générale des Archives italiennes et présentée à Rome en novembre 1977 : un cycle de films de la période fasciste.

Les discussions s'organiseront, chaque semaine, autour d'un invité italien, et leur programme suivra, sauf exception, les règles suivantes : un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; une « table ronde », le mardi à 18 h. 30, à l'Institut culturel italien, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à l'Institut culturel italien, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le samedi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le dimanche à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le lundi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mardi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le mercredi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le jeudi à 16 h. 30, à la Maison des sciences de l'homme ; un séminaire, le vendredi à 16 h. 30, à



## EUROPE

### L'EUROPE, OU PORTO-RICO

(Suite de la première page.)

Il n'est donc pas absolument exact d'écrire qu'il a fallu attendre le pape Albrandini pour retrouver dans le vocabulaire, au lendemain de la chute de Constantinople, le mot Europe qui en aurait disparu depuis un millénaire. Mais ces griefs sont de bien peu d'importance. Il est vrai qu'il y a eu, aux temps modernes, une culture européenne, une société européenne, mais qu'il n'y a jamais eu de pouvoir politique européen. Ce qui faisait toute la difficulté d'une tentative fédéraliste trop copiée sur les Etats-Unis, partie née de la rupture avec les patries préexistantes et ayant surmonté dès l'origine le problème de la langue.

En 1949, dans « trois pays », trois hommes d'Etat, Robert Schuman, Adenauer, de Gasperi, se sont rencontrés qui, eux, parlaient la même langue, pas seulement celle de la politique, mais celle de leur commune culture germanique. « Leur Europe, si ce n'est le Saint Empire, c'est au moins la Lotharinge. » Elle réussit au début, parce que « chacun sent qu'il faut inventer quelque chose qui empêche la guerre en Europe, et notamment entre la France et l'Allemagne ». Mais la Grande-Bretagne se tient à l'écart, et la querelle de l'armée européenne infligée à la construction européenne un coup dont elle ne se relèvera jamais tout à fait.

#### Artériosclérose

Il en aurait fallu davantage pour décourager Jean Monnet, dont Jean-François Deniau décrit à merveille la personnalité et le « système » : « S'il y a un problème, s'en servir en utilisant sa solution comme élément de la construction européenne, et la construction européenne comme cadre de la solution, en accord avec les Etats-Unis. » Le Marché commun naît sur les ruines de la CED. Mais Pierre Cot en avait bien vu, dès la première minute, le « péché originel » : « La communauté internationale et le GATT ne vous permettront pas de l'appliquer. » Commentaire de notre auteur : « Dès sa naissance, le Marché commun va devoir entrer en négociations quasi permanentes avec ses voisins, les autres, la Terre entière. Et sa vie sera dominée par le problème des concessions ou dérogations à accorder pour se faire admettre. On peut se demander

encore aujourd'hui s'il est admis. Et aussi s'il survit. » C'est bien la question. Après avoir énuméré les succès et les échecs de la Communauté, l'auteur constate qu'« une sorte d'artériosclérose gagne l'Europe et bloque ses mouvements ». Suivent vingt exemples de futilité et d'impulsivité, tirés de la pratique quotidienne et illustrés par la reproduction d'un ordre du jour du conseil des ministres de la C.E.E. qui fait s'engager au « Dîner de têtes » de Prévert. Des formules émailleuses du patient énoncé du diagnostic : « n'en retenir que deux : « Les contrôles du pouvoir ne manquent pas, c'est le pouvoir qui fait défaut. (...) Depuis vingt ans, les bons esprits réclament que l'Europe parle d'une seule voix. Et si, d'une seule voix, elle déclare qu'elle n'a rien à dire ? »

Mais pourquoi l'Europe continue-t-elle à « être » ? L'auteur se réfère à la « loi de Deniau » : « S'il est difficile d'entrer dans le traité de Rome, il est encore plus difficile d'en sortir ». En fait, plusieurs paris, contradictoires dans leurs ambitions, se sont conjugués. Celui de Monnet : « Commencer par créer une zone économique homogène, autonome, solidaire, qui permettrait ensuite d'aborder, dans un esprit européen, les autres thèmes plus larges » ; celui de de Gaulle, qui visait, grâce à la détente de l'Est, à « libérer l'Allemagne du besoin absolu de la protection américaine » ; L'Allemagne cherchait à créer une Europe occidentale stable, alliée des Etats-Unis, axée autour de la Lotharinge. L'Italie à sortir du sous-développement et, en quelque sorte, à se faire « tirer vers le Nord » sur tous les plans. La Grande-Bretagne à être présente partout.

#### Des paris

Jean-François Deniau estime que dans chacun des cas le « pari minimum » a été gagné, « les billets ont été remboursés ». Mais si l'on veut continuer à jouer, il est nécessaire de remettre un enjeu. Or, il n'y a pas que l'Europe qui joue. Et le pari américain, à tout bien prendre, joue contre elle. Faute d'égalité véritable entre les deux côtés de l'Atlantique, l'alliance « entre les Etats-Unis et l'Europe n'est qu'une « mésalliance ». Et l'auteur de se lancer dans un brillant parallèle entre Rome, qui, elle, non plus, ne souhaitait pas l'empire du monde connu, et le monde américain, qui est en train de se constituer « encore divers dans l'espace sul-

lant les pays et les hommes, divers dans le temps suivant les stades d'évolution, mais un monde avec ses clients, ses ennemis, ses habitudes, ses règles, son ordre ». Si nous nous laissons aller, nous allons vers le type de régime qui est aujourd'hui celui de Porto-Rico : l'autonomie interne, la prospérité importée, mais aucun rôle dans l'élection du président comme du Congrès des Etats-Unis. Que feront ceux-ci lorsque vingt Etats dans le monde poseront le problème : « Notre vie dépend de l'Amérique, et il nous appartient à nous aussi d'élire le président des Etats-Unis ? »

Cette question, Hubert Beuve-Méry s'était permis de la soulever au moment où l'on faisait grief au « Monde » — déjà — de ses penchants « neutralistes ». Deniau la reprend aujourd'hui avec insistance, en rappelant qu'en 1912 le droit de cité romain avait été donné à tous les habitants libres du monde dont Rome était le centre. A refuser l'émancipation, les Américains auraient toute chance de mourir la racine : « Le nouvel empire aura non seulement toujours dix Porto-Rico à intégrer, il risque d'avoir toujours aussi à sa porte, en son sein, dix Cuba à réduire. »

Mais tout autant qu'aux Américains, c'est aux Européens qu'il appartient de choisir. L'auteur ne croit pas à la possibilité de faire l'Europe « contre » les Etats-Unis : ce serait « créer une coalition, non une union, et les coalitions n'ont jamais qu'un temps ». Qui, d'ailleurs, accepterait vraiment de s'y joindre ? Il écarte, bien entendu, le statut de Porto-Rico, l'acceptation du « maître idéal, riche et lointain » et dénonce l'illusion selon laquelle l'Europe intégrée dans l'empire américain pourrait en devenir l'Athènes : la Grèce romainisée, rappelle-t-il, n'a plus compté non seulement militairement mais politiquement mais intellectuellement. « Elle n'a fourni à Rome que des professeurs d'éloquence et des répétiteurs de bonnes manières. »

Reste un troisième parti : « Parler avec les Etats-Unis (...), mettre fin à la mésalliance en révisant le contrat de mariage. » Et, pour cela, il n'y a pas trente-six moyens. Il faut donner aux relations européennes une base contractuelle, faire admettre par Washington « un certain degré de concurrence », et surtout, pour l'Europe, s'affirmer « différente », ce qui revient à définir sa propre civilisation comme sa mission dans le monde. « C'est donner un grand dessin à l'Europe qui peut seulement intéresser les Européens. » A défaut, la décadence, l'effacement, sont inévitables, car aucun de nos pays n'a les moyens, seul, de se faire entendre des grands de ce monde.

Sur ce que pourrait être ce grand dessin, sur la nécessité d'imaginer une forme nouvelle de pouvoir ni « pesant » — comme celui de l'Est — ni « distant » — comme ceux de l'Ouest, — la pensée de J.-F. Deniau mériterait d'être creusée davantage. Et l'on ne saurait trop lui conseiller, dût sa carrière politique provisoirement en souffrir, de persévérer dans son exploration. Il n'est déjà pas fréquent, à notre époque, de voir réunis chez un même auteur la connaissance intime, pratique du sujet, la culture historique, le bonheur d'expression. Or, chez lui, sur ce thème, on sent aussi comme une flamme : celle d'une « vision qui brûle de persuader ses contemporains. Voilà longtemps qu'on n'avait pas lu un livre qui donne autant l'impression d'aller au cœur du sujet.

ANDRÉ FONTAINE.

\* Jean-François Deniau, l'Europe interdite, édition du Seuil, 322 pages, 12 F.

Vendredi 18 novembre  
Samedi 19 novembre

## 2 DERNIERES JOURNEES MONDIALES DE LA FOURRURE

### FANTASTIQUE EXPOSITION

#### VENTE

dans les salons de  
**L'HOTEL GEORGE V**

31, avenue George V (Champs-Élysées)  
organisée par les FOURRURES DU NORD

#### DES MILLIERS DE MANTEAUX

réalisés dans les plus belles pelletteries du monde, avec label d'origine : vison Black Diamond, Blackglama, Ermba, Saga, Majestic, Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakhan Swakara, Castor, Ragondin, Marmotte, Rat d'Amérique, Murrel, Opossum, Mouton doré, Agneau Toscano, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, des créations de Pierre Balmain, Nina Ricci, Lanvin, Givenchy Y, Ted Lapidus, Bud, Roberta di Camerino, Emilio Gucci, Silvano Naldoni.

De nombreuses collections de « Modèles Diffusion » sont également présentes, toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles, tous les prix vous sont proposés de 1.250 F à 127.500 F.

**2 derniers jours de REMISE EXCEPTIONNELLE 15%**  
sur tous les prix marqués

**pendant ces 2 jours CREDIT GRATUIT**

#### COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX		
Hamster	3.450 F	2.670 F
Queue de Vison	5.850 F	4.570 F
Patte de Renard	3.250 F	2.530 F
Rat d'Amérique	4.650 F	3.650 F
Opossum	3.850 F	3.070 F
Mouton doré	2.450 F	1.820 F
Murrel	3.450 F	2.630 F
Patte d'Astrakhan	1.950 F	1.550 F
Astrakhan russe pleins peaux	4.650 F	3.650 F
Astrakhan Swakara	4.650 F	3.650 F
Loup	4.650 F	3.650 F
Ragondin	4.750 F	3.750 F
Lapin naturel	1.550 F	1.210 F
Lapin Nénin	1.250 F	1.060 F

#### VESTES

Renard Australien	5.750 F	4.580 F
Renard bleu	4.750 F	4.030 F
Patchwork Renard	2.250 F	1.910 F
Agneau Toscano	3.850 F	3.070 F
Lapin naturel	1.050 F	890 F

#### COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX		
Vison Blackglama - Pearl	18.750 F	15.900 F
Vison Koh-i-Noor	12.850 F	10.900 F
Vison Pastel	10.750 F	9.130 F
Vison Dark	8.750 F	7.430 F

#### COLLECTION HAUTE FOURRURE

MANTEAUX		
Zibeline	115.000 F	97.750 F
Chinchilla	75.000 F	63.750 F
Chinchilla	47.500 F	40.300 F
Vison Black Diamond	53.000 F	45.000 F
Vison Black Diamond	32.500 F	27.600 F
Vison Blackglama	26.750 F	22.700 F
Vison Lunarine col Zibeline	38.600 F	32.700 F
Vison Ermba	28.500 F	24.200 F

#### MANTEAUX LONGS ET CAPES DU SOIR

MANTEAUX		
Vison Blanc	45.000 F	38.250 F
Vison Koh-i-Noor	54.500 F	46.320 F
Vison Lunarine	27.500 F	24.000 F
et vison blanc	45.000 F	38.250 F
Vison Blackglama	55.000 F	55.250 F
Chinchilla		

CAPES		
Astrakhan Breitschwanz, marron	28.750 F	24.430 F
Astrakhan Breitschwanz, et Vison Blanc	32.750 F	27.830 F

ENTREE LIBRE  
tous les jours de 10h à 20h

**PRESENTATION DES COLLECTIONS 77-78 à 15h**

Mise en scène et présentation par Jean GUEUS - Costumes Jacques GEDSANGE (Genta-Vi)  
Musique de piano RUBINOTEN - Musique de ballet par François SVALTO

présentée par les animateurs d'Europe N°1, Robert Willar et Pierre Daille

#### Italie

### la « mobilisation populaire » contre le terrorisme

De notre correspondant

« Mobilisation populaire » contre le terrorisme. C'est le titre d'un livre de Jean-François Deniau, paru chez Grasset. L'auteur y expose sa vision de l'Europe, de son avenir, de son rôle dans le monde. Il y parle de la chute de Constantinople, de la Lotharinge, de la Grande-Bretagne, de la querelle de l'armée européenne, de la construction européenne, de la communauté internationale, du GATT, de la naissance du Marché commun, de la négociation avec ses voisins, de la Terre entière, de la vie sera dominée par le problème des concessions ou dérogations à accorder pour se faire admettre. On peut se demander encore aujourd'hui s'il est admis. Et aussi s'il survit. C'est bien la question. Après avoir énuméré les succès et les échecs de la Communauté, l'auteur constate qu'« une sorte d'artériosclérose gagne l'Europe et bloque ses mouvements ». Suivent vingt exemples de futilité et d'impulsivité, tirés de la pratique quotidienne et illustrés par la reproduction d'un ordre du jour du conseil des ministres de la C.E.E. qui fait s'engager au « Dîner de têtes » de Prévert. Des formules émailleuses du patient énoncé du diagnostic : « n'en retenir que deux : « Les contrôles du pouvoir ne manquent pas, c'est le pouvoir qui fait défaut. (...) Depuis vingt ans, les bons esprits réclament que l'Europe parle d'une seule voix. Et si, d'une seule voix, elle déclare qu'elle n'a rien à dire ? » Mais pourquoi l'Europe continue-t-elle à « être » ? L'auteur se réfère à la « loi de Deniau » : « S'il est difficile d'entrer dans le traité de Rome, il est encore plus difficile d'en sortir ». En fait, plusieurs paris, contradictoires dans leurs ambitions, se sont conjugués. Celui de Monnet : « Commencer par créer une zone économique homogène, autonome, solidaire, qui permettrait ensuite d'aborder, dans un esprit européen, les autres thèmes plus larges » ; celui de de Gaulle, qui visait, grâce à la détente de l'Est, à « libérer l'Allemagne du besoin absolu de la protection américaine » ; L'Allemagne cherchait à créer une Europe occidentale stable, alliée des Etats-Unis, axée autour de la Lotharinge. L'Italie à sortir du sous-développement et, en quelque sorte, à se faire « tirer vers le Nord » sur tous les plans. La Grande-Bretagne à être présente partout.

#### de d'études sur la

de d'études sur la... (Texte partiellement illisible)

#### 25 français

25 français... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)

#### de l'1

de l'1... (Texte partiellement illisible)







## L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE FINANCES

### LOGEMENT : une mise en œuvre plus souple de la réforme

Jeu de 17 novembre, sous la présidence de Mme Fritsch (réf.), l'Assemblée nationale examine les crédits du logement, crédits qui ont été présentés dans le Monde du 28 août dernier.

En ce qui concerne les aides directes à la pierre, les autorisations de programme s'élevaient à 13 650 millions et les crédits de paiement à 12 043 millions. Parmi les différentes aides à la personne, les crédits destinés au logement s'élevaient à 231 millions. Rapporteur spécial, M. TORRE (P.S.), observe que la crise actuelle a dûment touché le secteur du logement et que le bâtiment continue de connaître une grande activité. La commission des finances demande par conséquent au gouvernement de mener à ce sujet une étude approfondie. Pour M. WEISSENBORN (R.P.), le budget de 1978 peut être qualifié de budget de transition pour la construction neuve, de budget de reconversion, voire de régression, pour les dépenses ordinaires. A son avis, la réforme de l'aide au logement n'a fait, en 1977, l'objet que d'un simple rodage. Il est donc sage de prévoir une transition dans son application. A noter que dans l'article que José Doyère a consacré à la réforme du logement et à l'analyse des rapports parlementaires (Le Monde du 16 novembre), il a été précisé que M. Torre ne figure en fait dans l'avis présenté par M. Weissenborn, au nom de la commission de la production.

Le logement social qui subit un important recul n'est-il pas le cœur de la réforme de l'aide au logement ? demande M. ANDRIEU (P.S.), rapporteur

organismes d'H.L.M. pourront exercer une option entre le nouveau et l'ancien système, et convertir à volonté, en 1978, le logement de type H.L.M. en logement de type H.L.M. habituel ; en accession à la propriété, le choix sera laissé aux candidats au logement jusqu'en 1<sup>er</sup> juillet prochain, date à laquelle le financement par les nouveaux prêts (assortis du versement de l'aide personnelle) au logement, l'A.P.L., sera généralisée, après avoir éliminé les dispositions prises en faveur des organismes H.L.M. Premier orateur inscrit dans la discussion générale des crédits du logement, jeudi 17 novembre, M. CANACOS (P.C., Val-d'Oise) dénonce « la faillite de la politique du logement ». Il relève que des dizaines de milliers de familles sont menacées d'expulsion, alors que plus d'un million six cent mille logements sont inoccupés.

M. Canacos estime que la réforme ne traduit pas une aggravation importante de la charge logement pour la majorité des travailleurs. Puis, évoquant « le désastre » auquel il assiste au sujet des « châteaux de cartes » qu'il affirme que le régime actuel a été construit sur un régime de coquilles et d'écroues en tout genre. M. DENVERS (P.S., Nord) exprime les inquiétudes des responsables des organismes H.L.M. à l'heure d'une application généralisée d'une réforme qu'estime-t-il, ne sera pas suffisamment sociale. M. CHRISTENMEYER (R.P., Bas-Rhin) se prononce pour un allègement et un aménagement de la réglementation en ce qui concerne notamment le « parcours du combattant » imposé aux candidats au permis de construire.

M. MARTIN (réf., Seine-Maritime) s'inquiète à son tour de la généralisation accélérée de la réforme, l'expérimentation en cours prouvant qu'elle n'en est qu'à ses balbutiements.

### La sagesse a prévalu

La sagesse, la raison ont prévalu. Le gouvernement a renoncé à imposer, le 1<sup>er</sup> janvier, la généralisation du nouveau système de financement du logement au secteur de l'accession à la propriété. Même si dans quelques départements, le stade des études est dépassé, six mois de délai supplémentaires ne seront pas de trop pour poursuivre l'expérimentation, qui prend peu à peu corps dans les départements pilotes.

Les praticiens du logement social, anciens et nouveaux, pourront envisager la mise en route des opérations prévues avec plus de sérénité ; mais ils auront tort de s'imaginer, s'ils veulent à temps maîtriser ce volé améliorer — cet outil délicat et complexe, qui se peut relâcher leurs efforts. Il reste en effet beaucoup à faire.

Il faudra aussi, pour ouvrir aux ménages les plus modestes la possibilité d'acquiescer leur logement, trouver une solution en ce qui concerne les salaires du secteur agricole et les fonctionnaires, dont les employeurs ne versent pas le 1 % patronal. L'Union nationale interprofessionnelle du logement, qui regroupe

les collecteurs de ce fameux « 1 % », a accepté, avec quelque prudence, de consentir des prêts privilégiés pour la constitution de l'apport personnel non seulement aux salariés des entreprises adhérentes, mais aussi à ceux des petites firmes (moins de dix employés) qui ne versent pas cette cotisation. Il est douteux qu'un convaincu l'UNIL d'aller plus loin.

Il faudra enfin, pour réhabiliter les immeubles locaux anciens, lever les obstacles juridiques qui s'opposent au « conventionnement » par l'Etat, qui ouvre le droit à l'A.P.L. pour certains locataires. Ce ne sera pas une mince affaire.

En différant de six mois l'application obligatoire de la réforme, le gouvernement croit peut-être avoir perdu un argument électoral de taille. La réforme du logement, cependant, y a gagné en tout cas en crédibilité. La Suède a mis, elle, cinq ans pour mettre en place une réforme du même style. La farnet pour mettre en œuvre les changements préparés ne doit pas être confondue avec la hâte qui pourrait être néfaste.

JOSÉE DOYÈRE.

Enfin, M. ANDRIEU (P.C., Pas-de-Calais) déplore les « énormes insuffisances » de la rénovation de l'habitat ancien dans le bassin minier.

Jeu de 17 novembre, M. DUBOUT (P.S., Isère) insiste sur la nécessité de résoudre le problème de l'habitat social dans son ensemble. Pour ce qui concerne la législation nouvelle s'impose. Pour le logement neuf, il s'inquiète des risques de ségrégation accrue que provoquerait une application trop hâtive de la réforme. Il indique en conclusion que son groupe ne peut approuver la politique du gouvernement. M. BRIANE (réf., Aveyron) observe que les inquiétudes manifestées à l'égard de l'application, en 1978, de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) étaient justifiées. Mme MOREAU (P.C., Paris) observe qu'à peine un logement sur dix construits à Paris est un logement H.L.M. M. RAYMOND (P.S., Haute-Garonne), administrateur d'une société d'H.L.M., craint que la limitation de la hausse des loyers n'entraîne de graves conséquences en empêchant les organismes d'H.L.M. d'entretenir le patrimoine social local. Pour M. BEGAULT (réf., Maine-et-Loire), il subsiste un point noir : la construction de logements locaux H.L.M. en milieu rural. Après Mme THOMAS-PATENOIRE (rad. de gauche, Yvelines), qui évoque l'endettement croissant des familles pour se loger, M. BOYER (P.R., Isère) consacre son intervention aux problèmes de l'habitat rural.

M. JOART, ministre de l'équipement, indique qu'il étudie avec les professionnels concernés une nouvelle définition du seuil de surface à partir duquel le recours à un architecte est obligatoire. Répondant aux orateurs, M. BARROT évoque successivement :

« Le financement des H.L.M. : « Pour le secteur local, il n'y a pas de problème. Pour le secteur accession à la propriété, près de quarante mille logements seront financés par la Caisse des prêts de l'Etat et par les caisses d'épargne, vingt-huit mille le seront par le Crédit foncier et quinze mille par le Crédit agricole. Les organismes H.L.M. recevront au total 26,8 milliards de prêts, soit 63 % du montant total de ces prêts. »

« La limitation des hausses de loyers : « Nous avons décidé de mettre en place un système qui permettra aux organismes H.L.M. de passer une période difficile. L'examen de leur situation sera fait par une instance départementale, sans ingérence dans leur gestion. Dès juillet prochain, le retour au système normal de la hausse des loyers leur permettra de retrouver toute leur autonomie. »

« Sur les déductions fiscales, M. BARROT prend l'engagement que le rapport promis sera déposé avant la fin de l'année. L'étude de ce problème a été confiée au Conseil national d'accession à la propriété. Les crédits du logement une fois octroyés (l'opposition vote contre), l'Assemblée examine un amendement de M. Debré (R.P., la Réunion) destiné à permettre l'adaptation nécessaire des actions de l'Etat dans les zones H.L.M. aux besoins spécifiques de cette catégorie particulière de la population. Le député se rallie à un amendement du rapporteur qui vise cet objectif. L'Assemblée adopte également l'article 55 de la loi de finances qui protège pour 1978 les dispositions instituant une prime à l'amélioration de l'habitat local. A l'article 56 qui a pour but d'assurer la transition avec la mise en place complète de la réforme du financement des logements, M. CLAUDIUS-REYRIER (réf.) indique qu'il est satisfaisant de constater que l'Etat dans les zones H.L.M. a pu construire moins mais mieux que d'essayer de battre un record de quantité.

Un amendement socialiste propose l'institution d'une caisse unique du financement du logement. M. Barrot en partage l'esprit mais estime insuffisantes les ressources de l'Etat dans ce domaine. En matière de financement des organismes du logement social, l'amendement est finalement retiré après que M. Barrot ait assuré qu'un instrument sera envoyé à la Caisse nationale du Crédit agricole et au Crédit foncier d'assurer un tiers des ressources des sociétés de crédit immobilier.

### Le budget de l'équipement militaire

L'Assemblée nationale devait examiner, dans la nuit de ce vendredi 18 novembre au samedi 19, le projet de budget d'équipement militaire pour 1978, qui avait été « réservé » lors des discussions, la semaine dernière, en première présentation, sur l'initiative de plusieurs députés R.P.R.

Tandis que le P.R. adressait une mise en garde au R.P.R. (nos dernières éditions datées 18 novembre) avant le prochain vote au Palais-Bourbon, M. Michel Debré exprimait, dans l'hebdomadaire France Catholique Ecclésiastique, ses doutes sur la politique de défense actuelle.

Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire France Catholique Ecclésiastique, le général de Gaulle et ancien ministre d'Etat chargé de la défense nationale sous la présidence de Georges Pompidou, écrit notamment : « Le refus de voter le budget de la défense relève pour la première fois au grand jour des doctrines de la République, par le général de Gaulle. »

« Successivement, l'abandon du plan bleu (1) et les retards à la construction de nouveaux sous-marins ont, entre autres conséquences, fait douter d'autant plus de la volonté gouvernementale que les autres instruments de la dissuasion nucléaire — avions, fusées ou sol — n'étaient pas mieux traités. »

« Une seconde réflexion inspire une inquiétude. La politique militaire est liée à la politique diplomatique. Par rapport aux régimes antérieurs, la V<sup>e</sup> République a lié la défense et la diplomatie et s'est efforcée d'induire les constructions de la République ont choqué cette politique pour la France. Pour le reste, la loi de programme votée par la majorité en 1976 a défini pour toutes les armes le volume et le calendrier des réalisations nécessaires. Il n'y a pas lieu d'y revenir. »

Cette déclaration est une mise en garde directe adressée au R.P.R. dont on connaît les réserves à l'égard de l'actuelle politique de défense.

L'Assemblée examine ensuite les crédits des transports terrestres qui s'élevaient à 16,4 milliards, dont 14 pour la S.N.C.F. et 1,49 pour la R.A.T.P.

Rapporteur spécial, M. CORNET (app. P.R.) relève un certain nombre d'évolutions favorables, notamment un certain ralentissement du rythme de progression des dépenses de l'Etat envers la S.N.C.F. une amélioration de la situation financière de la R.A.T.P. et une meilleure répartition géographique des subventions d'investissement.

M. BOUDET (réf.) relève lui aussi une certaine stabilisation de l'aide aux entreprises publiques. Une véritable politique de redressement pour la S.N.C.F. implique à son avis le développement de la politique tarifaire. Il regrette les lenteurs de la modernisation du transport fluvial.

### AVIATION CIVILE : l'avenir de Concorde et la percée de l'Airbus

L'Assemblée examine les crédits de l'aviation civile qui s'élevaient à 3,3 milliards, dont 1,7 pour les dépenses ordinaires et 1,6 pour les dépenses en capital, 403 millions sont prévus pour les subventions aux entreprises publiques : 400 pour Air France et 3 pour Air Inter.

M. BAUDIS (app. P.R.), rapporteur spécial, a été élu à l'Assemblée nationale en raison de la mise en service du train à grande vitesse, mais surtout, s'inquiète du déficit chronique d'Air France. Il s'agit de sur les conditions dans lesquelles l'Etat pourra disposer de la minorité de blocage dans la société Marcel Dassault.

M. LABRE (R.P.R.), rapporteur pour avis, rappelle que son rapport sur la politique du gouvernement, par « son souci de l'avenir ». Les compagnies françaises doivent être équipées en matériel français. Cela suppose la conception d'une gamme complète d'avions. Pour ce qui est de la superposition de la seconde génération, il constate que l'industrie française a une certaine concurrence à faire pour la France deux ans « sans que le gouvernement français ait réagi avec suffisamment de vigueur. »

M. CAVAILLE, secrétaire d'Etat aux transports, souligne la très vigoureuse offensive des Etats-Unis, dont la politique tarifaire de baisse des transports aériens constitue une véritable « déviation d'environ 1 % du marché qui nous revient, tant sur l'Atlantique nord que dans le Pacifique ». « Face à cette situation, déclare-t-il, il nous faut élaborer une position commune avec nos partenaires européens et au niveau des compagnies françaises poursuivre l'action de redressement entreprise. A cette fin, le contrat entre l'Etat et Air France (1977-1980) en cours de négociation s'inscrit dans le cadre d'une coordination accrue entre Air France et Air Inter. »

M. CAVAILLE : « Des négociations sont actuellement en cours pour le plan diplomatique afin d'obtenir l'atterrissage de l'Airbus à Moscou. » Le gouvernement espère que la participation de la France à un programme d'avion superphonique de deuxième génération. Selon lui, les mérites d'Airbus sont de plus en plus reconnus. Il fait l'objet de sollicitations de commandes formelles et options, et des négociations sont en cours avec d'importantes compagnies telles que Eastern Airlines, SAS, et Iran Air.

Dans la discussion générale, M. PARTRAT (réf., Loire) considère que le Concorde, bien que représentant un grand succès technique, se solde par un échec commercial grave, et se demande si le gouvernement n'aurait pas pu faire preuve de plus de vigueur. Il estime cependant que l'arrêt du programme Concorde est à exclure. Son groupe votera le budget.

M. MONTDARGENT (P.C., Val-d'Oise) s'élève contre ce qu'il qualifie « de politique d'abandon de l'aviation ». Pour le Concorde, il déclare : « Le gouvernement a dévié le Concorde de sa trajectoire au chantage américain, et rien n'est prévu pour le développement d'autres versions. Pour le futur moyen-courrier, il indique que le Concorde ne sera pas remplacé, pour amener les constructeurs européens à renoncer à leurs projets. Pour M. RAYMOND (P.S.,

### TRANSPORTS TERRESTRES : priorité à la province

M. CAVAILLE, secrétaire d'Etat aux transports, observe que dans ce budget la part de la province est, pour la première fois, en ce qui concerne les autorisations de programme, plus importante que celle de la région parisienne. Pour ce qui est de la hausse du tarif ferroviaire, dont les commissions souhaitent qu'elle soit supérieure à la norme moyenne prévue par le gouvernement (6 %), il indique : « Cette norme sera utilisée avec discernement et il apparaîtra au gouvernement de décider le moment venu des hausses tarifaires, compte tenu des nécessités de sa politique économique. » Le secrétaire d'Etat précise ensuite que la mise en place du fonds de régulation de la batellerie ne sera pas réalisée avant la fin de l'année, d'où la poursuite de l'intervention de l'Etat.

Dans la discussion générale, M. GAILLARD (P.S., Deux-Sèvres) observe que le programme prioritaire relatif aux transports

collectifs urbains ne sera pas exécuté conformément aux prévisions du plan. Le député indique que son groupe repoussera un budget, dont il dénonce le caractère électoraliste. M. RAYNAL (P.C., Cantal) souhaite la poursuite des efforts accomplis par la S.N.C.F. pour désenclaver le Massif Central.

Si l'on M. GOUCHIER (P.C., Seine-Saint-Denis), on exige de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. une rentabilité qui ne doit pas être demandée à un service public. Les mauvais résultats d'exploitation de la S.N.C.F., précise-t-il, résultent « de causes conjuguées : fautes aux grandes entreprises capitalistes. »

En répondant aux orateurs, M. CAVAILLE nie que le gouvernement ait refusé de financer les moyens nécessaires et que cette dernière favorise les gros charbonniers. L'Assemblée adopte les crédits en discussion.

### MARINE MARCHANDE : promouvoir le pavillon national

L'Assemblée nationale examine le budget de la marine marchande qui s'élevait à 2,8 milliards, dont 1,5 pour les dépenses ordinaires et 1,3 pour les dépenses en capital.

Pour M. ROUEL (P.R.), rapporteur spécial, ce budget, malgré son caractère économique défavorable, devrait permettre de maintenir les activités maritimes. A l'inverse, M. DUROMEAUX (P.C.), rapporteur pour avis, estime que le budget est « stagnation et d'adaptation à la crise » ne permettra pas les progrès souhaités. Il s'inquiète, particulièrement, de la dégradation des crédits garantissant les emplois liés à la mer sous le régime d'indemnité.

M. CAVAILLE, secrétaire d'Etat aux transports, précise : « Pour faire face à la crise qui menace la construction navale, le gouvernement a notamment décidé de rétablir l'aide de base, et il attend des mesures créées qu'elles permettent aux chantiers, déjà de tourner à 40 % environ de leur capacité de production et dans d'assurer le maintien d'un niveau d'emploi convenable. » Il annonce que, pour répondre aux souhaits de plusieurs députés, il procédera de 1,5 million de francs la subvention à la Société nationale de sauvetage en mer. Dans la discussion générale, M. GUERMEUR (R.P., Finistère) évoque les conditions sociales difficiles des gens de mer, puis s'indigne du scandale de la navigation transmanche. M. LE PEN-SEC (P.S., Finistère) analyse « ce budget d'insécurité » (notamment en raison des négociations de Bruxelles) et exprime son étonnement devant l'insuffisance des propositions budgétaires du gouvernement. Son groupe ne votera pas les crédits. M. ACHILLE-FOULD (app. réformateur, Gironde), estimant que les essais de repérage des polluants par télédétection doivent être poursuivis, souhaite que la Sécurité sociale apporte son concours aux frais de sauvetage en mer.

M. BARDOUX (P.C., Pas-de-Calais) affirme que le gouvernement a sacrifié les pêcheurs français aux intérêts des grosses sociétés multinationales. C'est pourquoi son groupe votera contre le budget. M. BAUDOUIN (P.R., Manche) demande au secrétaire d'Etat de tout faire pour que les pêcheurs français puissent accéder aux zones de pêche du Nord.

M. DUPLET (P.S., Pas-de-Calais) déplore la nouvelle rationalisation financière accordée aux armateurs qui « sous couleur de reconstruction ne songent qu'à procéder à des licenciements massifs. »

M. CERMOLACCE (P.C., Bouches-du-Rhône) qui déclare au secrétaire d'Etat : « Vous détenez le ruban bleu de la perte d'emplois. En deux ans, précisez-t-il, le nombre des navires a été réduit de deux cents et les effectifs de 60 %. »

M. D'HARCOURT (réf., Calvados) demande la reconduction de l'aide au carburant pour les marins pêcheurs. M. MAUGES (R.P.R., Vendée) souligne la gravité de la crise de la pêche artisanale et demande que les marins pêcheurs bénéficient d'un abattement fiscal de 30 %. M. GABRIEL (R.P.R., Saint-Pierre-et-Miquelon) estime qu'il est temps d'instaurer un haut comité de la mer.

M. CREPEAU (rad., Charente-Maritime) trouve ce budget « franchement mauvais » dans la conjoncture actuelle et relève que le seul déficit de la pêche équivalait à l'ensemble du budget en discussion. A son avis aucun député « maritime » ne peut voter ce dernier. Mme STEPHAN (P.R., Morbihan) souhaite notamment le rattachage des pensions de marins. Enfin, M. GARCIN (P.C., Bouches-du-Rhône) observe que « les travailleurs refusent la politique scandaleuse qui les frappe durement. »

Répondant aux orateurs, M. CAVAILLE évoque notamment le problème de la navigation transmanche et se déclare décidé à intervenir auprès du gouvernement britannique pour que cessent les discriminations. Après l'adoption des crédits en discussion, la séance est levée vendredi à 3 h 25.

PATRICK FRANCES.

## GOUVERNEMENT

### EXÉCUTIF RADICAL

il faut changer de gouvernement

Devant la famille radicale, le gouvernement a été critiqué pour son manque de vision et son incapacité à mener à bien les réformes. Les radicaux exigent un changement de direction à la tête du gouvernement.

Les radicaux ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale, notamment en ce qui concerne la réforme du logement et la politique de défense.

Le groupe radical a souligné les contradictions de la politique gouvernementale et a appelé à une refonte complète de l'exécutif.

Les radicaux ont également critiqué la gestion du budget et la priorité accordée aux dépenses militaires au détriment des services sociaux.

En conclusion, le groupe radical a réaffirmé sa position en faveur d'un changement de gouvernement pour répondre aux attentes du peuple français.

Le débat a été marqué par des échanges vifs entre les radicaux et les membres du gouvernement, illustrant la division au sein de la majorité.



# POLITIQUE

APRÈS LA RÉÉLECTION DE M. ALAIN POHER

## Le P.S. exige une réforme des statuts de l'Association des maires de France

M. Alain Poher a été réélu, à une large majorité, président de l'Association des maires de France, jeudi 17 novembre, par les députés réunis en congrès à l'hôtel de ville de Paris. Il a obtenu 65,70 % des suffrages au premier tour de scrutin, devenant ainsi le troisième homme de la gauche, après René Gaillard (P.S.), maire de Niort, député des Deux-Sèvres, et Camille Vallin (P.C.), maire de Giverny, sénateur du Rhône, qui ont obtenu respectivement 24,93 % et 8,76 %.

Le P.S. escomptait en effet que quatre mille voix environ se porteraient sur M. René Gaillard et les deux mille six cent soixante-quinze voix qu'il a obtenues ne reflètent pas la poussée socialiste enregistrée à l'occasion des municipales. Le P.C., en revanche, avec neuf cent quarante voix, a recueilli trois cent cinquante de plus que ne le laissait prévoir le pointage des mandats avant le scrutin.

Il semble que les divergences qui étaient apparues entre les maires socialistes au cours de leur assemblée de mercredi après-midi (16 novembre) à propos de l'attitude à observer à l'égard de M. Alain Poher n'aient pas été éliminées. La modicité de leur score. Certains maires socialistes, commentant ces résultats, estimaient jeudi soir que leur Fédération nationale n'avait pas suffisamment préparé ce congrès et regrettaient en outre que bon nombre de nouveaux élus n'aient pas encore adhéré à l'Association des maires. Les statuts de celle-ci permettant à certains députés de posséder par procuration plusieurs centaines de mandats, le vote de quelques-uns suffit à entraîner des conséquences inattendues. Les députés de l'opposition considèrent toutefois que la réélection de M. Alain Poher constitue un fait d'importance secondaire, le résultat essentiel du scrutin étant à leurs yeux l'élection d'une majorité de gauche au comité directeur grâce à la liste unique, composée à la proportionnelle par le bureau sortant. La gauche occupe désormais 61 sièges sur 114 (34 P.S., 19 P.C., 8 M.R.G.), alors qu'elle était jusqu'à présent minoritaire.

L'Association des maires de France présente donc aujourd'hui l'apparence d'être dirigée par un comité dominé par la gauche et présidé par le candidat soutenu victorieusement par les formations de la majorité.

Le P.S. est décidé à mettre fin à cette particularité en préparant une réforme des statuts de l'Association. La Lettre de l'Unité du jeudi 17 novembre conteste d'abord le mode d'élection du président, qui est élu directement par

## Libres opinions

### La démocratie locale, c'est aussi 600 000 travailleurs communaux

par JACQUES NODIN (\*)

Au moment où se termine le congrès de l'Association des maires de France, il n'est pas inutile de rappeler que la commune est souvent la première « entreprise » de la ville quant au nombre de salariés. Aussi, on ne peut oublier que les maires sont également des employeurs : près de six cent mille travailleurs sont agents communaux. Le tiers n'est pas titulaire malgré une ancienneté parfois importante. Les trois quarts d'entre eux gagnent moins de 2 200 F par mois. Leurs conditions de travail se dégradent au fil des années (surtout chez les éboueurs, égoutiers, agents-pompiers). Les horaires s'allongent, car il y a partout pénurie de personnel. La répression antisyndicale s'accroît depuis quelques temps, touchant plus particulièrement les militants et adhérents C.F.D.T., et pas seulement dans les municipalités de droite. L'appartenance et l'extension des droits syndicaux aux travailleurs communaux n'est pas effective dans toutes les communes. Les licenciements, pour raison économique, sont de plus en plus nombreux.

Peut-être les représentants des travailleurs réclament en vain des négociations, au niveau national avec le ministère de l'Intérieur et l'Association des maires de France, dans les départements et les communes avec les élus concernés. Il y a eu beaucoup de promesses, mais des actes, beaucoup moins. C'est par la lutte, quelquefois très dure, que les travailleurs ont pu obtenir satisfaction à leurs revendications, comme chez les éboueurs à Paris, à Lyon, à Nantes, à Grenoble ou à Marseille.

Trop souvent, le personnel communal est présenté à la population comme le responsable de ce qui ne va pas. C'est à lui, premier et constant interlocuteur, que les citoyens-usagers s'adressent en réclamant. C'est lui, aussi, que les élus désignent pour justifier l'augmentation rapide des impôts locaux... les dépenses de personnel « grèvent » 40 % des budgets !

Mais, combien de maires et de conseillers municipaux ne passent-ils pas trop facilement du discours obligé sur « le communisme, culture de base de la démocratie », à la privatisation de secteurs entiers du service public : ramassage des ordures, distribution de l'eau, pompes funèbres, transports, urbanisme, dit conventionnés, par lequel des quartiers entiers sont livrés à la spéculation ? Combien d'élus, cumulant les mandats, font, à Paris, le contraire de ce qu'ils réclament dans leur commune ?

Il est plus urgent de passer aux actes. La C.F.D.T., en défendant un projet socialiste autogestionnaire, ne veut ni conforter les illusions du socialisme municipal ni renvoyer à un avenir lointain les changements nécessaires à la vie démocratique. La Fédération inter-co C.F.D.T. réclame pour les travailleurs des collectivités locales leur vraie et juste place. Leur reconnaissance des conditions de travail dignes des exigences du service public, nécessaires à l'accomplissement des tâches favorisant une véritable décentralisation, à l'échelle humaine, permettant aussi d'associer les citoyens à la vie locale et à son administration, voilà ce que nous demandons avec force.

Pour nous, c'est par la confrontation positive entre les élus, les habitants et les travailleurs communaux que pourra exister réellement une collectivité locale responsable et autonome, que la démocratie aura un contenu, une base solide.

(\*) Secrétaire général de la Fédération inter-co C.F.D.T., qui regroupe les personnels des collectivités locales (communes, départements), les personnels des préfectures et du ministère de l'Intérieur, les personnels de la police nationale et des sapeurs.

LES RÉSULTATS DU SCRUTIN

Inscrits : 11 701.  
Votants : 10 724.  
Abstentions : 877.

Ont obtenu :  
M. Alain POHER, prés. sort., président du Sénat : 7 946 voix.  
M. René Gaillard (P.S.), 2 674.  
M. Camille Vallin (P.C.), 549.  
Divers non candidats : 6.  
Blancs : 28.  
Nuls : 28.

En 1976, M. Alain Poher avait obtenu 7 987 voix et Mme Nelly Commenge, candidate de la gauche, 2 336 voix.

LE M.N.E.L. ORGANISE UNE JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES LIBERTÉS LOCALES

Le Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.) organisera, vendredi 25 novembre, de 9 h. 30 à 18 h. 30, à l'hôtel de Ville de Paris, une journée d'étude consacrée à la défense des libertés locales et aux moyens d'assurer l'autonomie financière des communes.

Toutes les formations politiques de la majorité participeront à ces assises dont les organisateurs veulent faire « une manifestation d'unité ». Outre les représentants des différentes associations d'élus, il y aura, au sein de la délégation, notamment la parole M.M. Alain Poher, Edgar Faure, Jacques Chirac, Jean Lecanuet, Jean-Pierre Soisson, M. Raymond Barre doit prononcer, à cette occasion, une allocution sur les problèmes des collectivités locales.

● A Trémisson (Côtes-du-Nord), à la suite du différend entre communistes et socialistes consécutif à l'élection de M. François Jossé (P.S.) (le Monde des 2 et 3 novembre) comme maire de la commune, son adversaire, M. Le Thénio (P.C.F.), nous indique que le poste de deuxième adjoint ne lui a pas été proposé. Il ajoute : « Les électorales et les électeurs auront remarqué une chose paradoxale : c'est le candidat Jossé, qui avait obtenu, en mars 1977, le moins de voix (223 au premier tour et 281 au second), qui est élu maire contre Maurice Le Thénio, élu conseiller municipal au premier tour avec le plus de voix de tous les candidats (302 voix). »

● Le Sénat a été appelé jeudi 17 novembre à se prononcer sur douze accords liant la Communauté économique européenne aux divers pays du Bassin méditerranéen. Leur examen avait été demandé par le gouvernement selon la procédure d'urgence. Le premier accord concernait l'Algérie et avait, pour rapporteur M. Edgar Pisani (Gauche démocratique), qui avait demandé aux sénateurs d'examiner ces projets de ratification « avec sérénité, nonobstant l'émotion provoquée par la situation de nos compatriotes retenus en otages ». Mais, devant une demande de scrutin de M. Palmiro Togliatti (Union centriste) et devant l'hostilité évidente d'une fraction très importante de la majorité, M. Deniau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a dû accepter, après une suspension de séance, le renvoi en commission de ces projets de ratification.

● Le Sénat a siégé, vendredi 18 novembre, au-delà de 4 heures du matin, pour examiner le projet de loi « relatif à l'informatique et aux libertés ». Ce texte, fortement modifié par les sénateurs dans un sens jugé favorable aux libertés individuelles, a été voté à l'unanimité, aux communistes et socialistes s'abstenant au lieu d'émettre un vote hostile, comme ils l'avaient fait le 5 octobre à l'Assemblée nationale.

La commission des lois, indiquant le rapporteur M. THYRAUD (Ind., Loir-et-Cher), émettait la discussion générale, approuvée ce projet tout en soulignant qu'il était « un peu trop tardif ».

● Votre projet manque de souffle, affirme M. CAILLAVET (gauche dém., Lot-et-Garonne), organisateur du « Forum » précité. Il est le fils trop lointain du rapport de M. Bernard Tricot. D'autre part, il ne maîtrise pas les fichiers manuels. Ne tardez pas, conclut-il en s'adressant au garde des sceaux, à créer ou à améliorer la protection des libertés contre une technologie dont les tendances sont totalitaires.

M. RUDLOFF (Un. centr., Bas-Rhin) exprime les réserves de son groupe, et estime que la France doit continuer sur la voie d'une politique qui a supprimé les flics d'hôtels. Pour M. TALON (R.P.R., Territoire de Belfort), le projet en discussion marque un progrès considérable. Tel n'est pas l'avis de M. LEDERMAN (P.C., Val-de-Marne) dont l'intervention provoque un incident de séance. L'orateur ayant accusé le gouvernement d'avoir livré un avocat à la justice d'anciens nazis qui refusent de livrer les criminels de guerre, le garde des sceaux réplique : « Vous critiquez la décision de juger souverains, inamovibles et indépendants... »

● L'initiative de la commission des lois, le Sénat (par 250 voix contre 0) a modifié la procédure de désignation et le nombre des membres de la Commission nationale de l'informatique créée par le texte. Le nombre des magistrats est réduit de neuf à six, et ils ne seront plus nommés, mais élus par l'assemblée générale de la haute juridiction à laquelle ils appartiennent.

● D'autre part, les sénateurs ont décidé que cette commission comprendrait, au total, dix-sept membres, au lieu de douze : il n'y aura que deux membres « désignés » pour leur compétence (au lieu de trois), et elle comprendra, aussi, outre les six magistrats, neuf membres dont l'existence n'était pas prévue, qui seront élus par leurs pairs : quatre parlementaires, deux conseillers économiques, un avocat, un journaliste, un professeur.

● Enfin, la nouvelle commission ainsi créée sera une autorité administrative indépendante, c'est-à-dire, a souligné le rapporteur, que ses décisions relèveront, sans ambiguïté, de l'appel devant le Conseil d'Etat.

● Ses membres bénéficieront d'une indemnité et ne pourront être poursuivis ou jugés « à l'occasion des jugements qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leur fonction ».

ALAIN GUICHARD.

LES SÉNATEURS ONT PROFONDEMENT MODIFIÉ LE PROJET VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le R.F.A. est un pays démocratique : on ne peut pas le dire de beaucoup. Parant ensuite du projet de loi, M. PÉREFFITE déclare notamment : « Le grand danger de l'informatique, c'est son infailibilité, car l'oubli humain est la grande protection des hommes : aussi le texte prend-il l'aspect d'un projet de loi artificiel qui constitue l'effacement programmé des données (...). L'ombre de George Orwell a plané sur les débats de l'Assemblée nationale. A ce pessimiste, l'opposant vaillant Jules Verne, l'optimiste, eux deux de qui la science était vouée au bonheur des hommes : souhaisons que ce soit en France le cas de l'informatique ! »

Les amendements

Par leurs amendements au texte sorti des débats de l'Assemblée nationale (voir le Monde daté 6-7 octobre), les sénateurs, suivant en cela le conseil du rapporteur, ont voulu substituer l'idée de l'individu à celle du groupe, et montrer que si, jusqu'à maintenant, l'informatique, appliquée à des problèmes de gestion, a permis l'usage (cas des notes de téléphone) que les sociétés, groupes ou collectivités utilisaient d'ordinateurs, c'est désormais l'inverse qui doit être recherché.

Le Sénat a voulu aussi introduire une dimension internationale, indispensable, a estimé M. THYRAUD, pour saisir la réalité de l'informatique. « Le nouveau texte, a-t-il déclaré le rapporteur, marque une intention et constitue une invitation pour le gouvernement à collaborer à l'élaboration d'une convention internationale qui d'inspiration de ce souci de progrès au service de l'humanité.

Sur l'initiative de la commission des lois, le Sénat (par 250 voix contre 0) a modifié la procédure de désignation et le nombre des membres de la Commission nationale de l'informatique créée par le texte. Le nombre des magistrats est réduit de neuf à six, et ils ne seront plus nommés, mais élus par l'assemblée générale de la haute juridiction à laquelle ils appartiennent.

D'autre part, les sénateurs ont décidé que cette commission comprendrait, au total, dix-sept membres, au lieu de douze : il n'y aura que deux membres « désignés » pour leur compétence (au lieu de trois), et elle comprendra, aussi, outre les six magistrats, neuf membres dont l'existence n'était pas prévue, qui seront élus par leurs pairs : quatre parlementaires, deux conseillers économiques, un avocat, un journaliste, un professeur.

Enfin, la nouvelle commission ainsi créée sera une autorité administrative indépendante, c'est-à-dire, a souligné le rapporteur, que ses décisions relèveront, sans ambiguïté, de l'appel devant le Conseil d'Etat.

Ses membres bénéficieront d'une indemnité et ne pourront être poursuivis ou jugés « à l'occasion des jugements qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leur fonction ».

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

ALAIN GUICHARD.

# CREDIT GRATUIT

# SUR 12 MOIS\*

jusqu'au 3 décembre, sur l'équipement de la maison, la fourrure et les vêtements de peau.

# Printemps

Haussmann/Nation/Parly2/Vélizy2/Italie-Galaxie

\*à partir de 1000 F d'achat, sauf articles "point rouge" et après acceptation du dossier.

du 22 au 28 Novembre

Semaine de la Microphotographie médicale

Galerie Nikon

مكتبة الفن الأصلى



# INFORMATIQUE ET LIBERTÉS » DEVANT LE SÉNAT

## Un texte tardif dont le contenu est déjà dépassé

L'Assemblée nationale avait reçu, dans une certaine précipitation, un projet de loi « Informatique et libertés » — examiné depuis le 17 novembre par le Sénat — qui était, cela dit sans ambages, mauvais parce qu'il était trop tardif. Les députés l'ont rendu tel qu'ils l'avaient reçu, si ce n'est en pire état.

Les amendements... L'Assemblée nationale avait reçu, dans une certaine précipitation, un projet de loi « Informatique et libertés » — examiné depuis le 17 novembre par le Sénat — qui était, cela dit sans ambages, mauvais parce qu'il était trop tardif. Les députés l'ont rendu tel qu'ils l'avaient reçu, si ce n'est en pire état.

Certaines entreprises ont compris cela avant même la promulgation de la loi.

Pourtant, de ce fait notoire, l'Assemblée nationale n'a tiré aucune conclusion à traduire dans la loi. Pas plus qu'elle ne s'est rappelée, par exemple, qu'elle avait promis à l'Assemblée nationale de ne pas laisser à l'Assemblée nationale le soin de faire la loi.

Or tout est ensemble anormale, bien rodé — les gendarmes sont gens méticuleux — est à l'abri non pas, certes, d'une intervention brouillonne de quelque légiste sourdilleux, mais même de cette commission de contrôle dont on a vu plus haut ce qu'il fallait en penser. Tout comme brouillonne d'une immunité de fait, grâce, il faut bien le dire, à un amendement de M. Claude Gerbet, député d'Alsace et du Lot (P.R.), lequel, de l'avis de la police, comprenait, peut-on le craindre, ces fichiers politiques qui n'ont pas vraiment disparu. Pourquoi ? Or n'est-ce pas ceux-là dans lesquels il est le plus à craindre que ne figurent des informations hasardeuses, sinon controuvées ?

### Louis XV et le XXI<sup>e</sup> siècle

L'Assemblée nationale n'a pas davantage obtenu que les créations de fichiers publics, dont on mesure bien la puissance virtuelle, soient soumises à l'approbation du Parlement. Il n'a pas davantage été envisagé sérieusement, pour autant que la loi prévoit, un problème d'urgence, la question d'une dérogation de l'équilibre des pouvoirs qui pourrait résulter d'une machine qui, en un peu de temps, puisse tout faire. Plus que n'a été abordé le difficile problème des « paradis de données ». Il est vrai que les législations internes sont à peu près inapplicables.

Cette loi, qui n'a pas de quoi rassurer les particuliers, paraît, dans le même temps, inquiéter les constructeurs, et à leur tête la société IBM. Ses représentants s'étonnent que le projet français

soit, par rapport à toutes les autres réglementations, le seul qui étende le droit d'accès aux personnes morales, et, parmi elles, aux sociétés commerciales. Le constructeur américain se préoccupe des usages commerciaux et craint (si ce n'est une menace) que la loi ne résolve un problème qui aurait pour effet de détourner les sociétés étrangères d'avoir des bureaux en France. Bref, tout dit sans traverser, le travail de l'Assemblée nationale apparaît comme un travail bâclé. En effet, il est sorti de ses travaux un texte qui est non seulement un regard en arrière, mais un texte tardif, mais qui est dépassé avant même d'être promulgué. Encore une fois, la France se méfie de tout ce qui permet au citoyen de se faire entendre. On l'a vu déjà vu, il est vrai, au moment de la ratification de la convention européenne des droits de l'homme, puisque Paris avait écarté la possibilité du recours individuel devant les instances de Strasbourg. Le rapporteur du projet au Sénat, M. Jacques Thyraud (C.R.-G.-C.R.), aura beaucoup à faire.

Dépassé, ce texte l'est bien pour l'instant, si l'on se réfère à ce que disait M. Bernard Tricot lors d'un débat organisé au Sénat par l'Association des libertés, que préside M. Callavet (le Monde du 26 octobre). L'auteur, de fait, du rapport « Informatique et libertés » disait, ce jour-là, que ce projet de loi devait être une occasion de « repenser les structures et les méthodes ». Rien de tel n'a été entrepris, et l'on se prend à craindre que, pour l'actualité du proche vingt et unième siècle, le gouvernement ne réfléchisse comme s'il était groupé autour de Louis XV, tandis que le Parlement, face à une telle situation, ne réagisse pas plus que les États généraux réunis par Marie de Médicis en 1614.

PHILIPPE BOUCHER.

### POINT DE VUE

L'INTEGRATION de tous les citoyens dans l'ordinateur est-elle évitable, et si elle ne l'est pas, surons-nous encore le droit d'avoir une carte blanche ?

Jusqu'ici, la question bien que posée n'avait guère fait l'objet que de réflexions et les solutions adoptées l'avaient été sans grande précaution, témoin l'expérience tentée au tribunal de grande instance de Nanterre et la grogne qu'elle a déclenchée un peu partout (le Monde du 23 septembre 1977).

Encore est-il essentiel de remarquer que le projet présenté par le gouvernement semble bien faire fi de certaines des recommandations de la commission pour la loi.

Serait-ce un mal inévitable pour notre pays que les travaux des commissions, cependant composées de sages, soient souvent recueillis pour n'être pas suivis d'effet ?

Quelles peuvent être les justifications pour qu'il en soit ainsi ? Pourquoi d'une part un domaine touchant d'aussi près notre vie privée réduisent-on les mécanismes de protection ? La liberté ne suppose-t-elle pas la possibilité de se défendre ?

Ce qui est en train de se jouer est peut-être la partie la plus importante de notre vie journalière de demain. S'il existe encore une liberté, c'est pour une part à ce qui se discute que les Français le devront. Les Informations et leurs fiches sont prêts à tous les risques si l'on n'y prend pas garde.

Montesquieu et ses trois pouvoirs ont depuis longtemps dépassés, puisque le vingtième siècle a vu naître le quatrième et que l'avènement de l'informatique a déjà bouleversé nos habitudes.

La loi du 17 septembre 1970 l'a concrétisée. Puisse les textes en discussion aujourd'hui au Parlement être le reflet de l'article 9 du code civil, qui en résulte et qui proclame que chacun a droit au respect de sa vie privée. La raison d'Etat ne peut pas justifier raisonnablement que ce principe élémentaire soit en danger.

L'information est une quête de renseignements et la recherche en est un métier, mais qui s'est créé des lettres de noblesse et, pour certains, sa déontologie.

Peut-on oublier toute cette longue marche et son résultat ? L'attente du photographe qui finit par obtenir un cliché recherché à au moins le mérite d'exister, et sa photographie représente une image peut-être choquante, mais unique.

Le juge, aujourd'hui, en interdit la diffusion ou la sanctionne si elle est effectuée sans l'autorisation de l'intéressé.

La photographie qui sortira du terminal représentera sans la moindre attente toute une vie : le juge se doit d'intervenir dans sa composition, sa diffusion et de sanctionner celle-ci si elle vient à être réalisée contrairement aux règles qu'il aura établies.

Le projet de loi actuellement en discussion devant le Parlement présente dès lors des avantages incontestables, mais il doit surtout se rapprocher des travaux de la commission Informatique et libertés

## Carte blanche ?

par LOUIS-EDMOND PETTITI et PHILIPPE LAFARGE (\*)

dont il s'est éloigné et mettre en place tout un système de production sans lequel demain nous ne pourrions plus protéger la sphère de la vie privée.

Tel est le sens de la délibération du conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris du 4 octobre 1977 rapportée par ailleurs.

Mais ce n'est pas assez, et le sort de l'information de gestion appliquée à l'organisation judiciaire mérite un chapitre spécial.

En effet, si celle-ci habilitée et contrôlée par les commissions d'information de gestion, elle risque de devenir une arme aussi redoutable qu'une banque de données télétraitant un fichier.

L'indication et l'identification des dossiers par codes peut permettre une signalisation particulière.

L'association de données qui n'apparaissent pas normalement dans un dossier pénal, classement ou refus d'information peut revêtir une importance considérable.

Il ne faut pas oublier que même des données neutres dites non sensibles peuvent être révélatrices d'un message, par la technique de la mosaïque, qui sont attentatoires au respect de la vie privée.

Il est donc indispensable de prévoir un contrôle particulier de cette information de gestion judiciaire nécessitant l'intervention des représentants des ordres d'avocats aux côtés des magistrats du siège.

Singulière application de la loi que celle actuellement réalisée à Nanterre et qui considère que la liberté individuelle doit tout supporter, même, semble-t-il, ce qui n'est guère prévu par la loi.

Singulier parti pris que celui qui laisse aux avocats le droit de se taire pour éviter d'avoir à mettre des bâtons dans les roues (l'Express), mais cela de l'ordinateur ne méritent-elles pas justement quelquefois ces bâtons puisqu'ils sont une grande défense ?

Il faut donc, tel comme ailleurs, mettre en place des commissions chargées de contrôler l'accès à la machine, la mémoire et ses données, l'effacement, la sécurité.

Elles doivent comprendre des avocats par essence libres et indépendants désignés par leurs confrères et dont la présence constituera à elle seule une garantie.

Mais au-delà des commissions administratives, il faut aussi veiller à ce qu'un contrôle judiciaire puisse toujours avoir lieu à tout moment, soit d'une éventuelle deuxième instance, ou lors d'un éventuel appel, et veiller à ce que l'intervention de la défense soit par tout assurée et l'exercice de ses droits toujours prévu.

Horde de ces garanties élémentaires le loi ne sera pas complète. La commission Informatique et libertés avait été amenée à proposer :

1) Un processus de création des traitements publics informatisés et

nominatifs sous contrôle d'autorités responsables :

2) Une discipline de collecte des données :

3) Une réglementation des catégories de données nominatives soumises à enregistrements et à effacements.

Certains aspects du développement de l'information peuvent faire obstacle aux objectifs de protection ainsi définis.

Il s'agit en premier lieu des interconnexions et de l'identification unique.

Le problème des techniques de communications entre les systèmes de traitements différents ne soulève depuis longtemps plus de difficultés de hardware, ni de défauts de logiciels ou de structuration de données.

Ensuite les exigences de la commission en matière de protection et de sécurité des données appellent des solutions techniques adéquates.

Ces recommandations n'auront pas d'influence directe sur l'évolution de la technique.

En effet, la structuration des données, le champ à recouvrir, la limitation des valeurs, le système de relations entre les groupes de données, le mode de rangement et l'accès, le langage d'interrogation ont déjà trouvé leurs perfectionnements les plus sophistiqués.

La solution est d'ordre juridique et réglementaire en partant des mécanismes déjà connus. Parmi les questions classiques dans les logiciels d'ensembles de données figurent celles qui permettent de donner des listes d'éléments possédant les caractéristiques définies dans une certaine question, tout en respectant l'anonymat des réponses et des statistiques.

Mais il en est autrement lorsqu'il s'agit des mesures de sécurité. Des sécurités supplémentaires peuvent être ajoutées aux codifications et aux clés tant pour l'entrée que pour la sortie, les fabricants d'ordinateurs les ont déjà mises au point, mais leur coût est considérable.

Les administrations sont donc appelées à choisir entre un système plus perfectionné, mais d'une budgétisation difficile, et un système plus rustique non exempt de failles, et pourtant la sécurité de l'utilisation de ce type de machine est fondamentale. C'est ce qui amène la commission à recommander que, dans le cadre de l'Etat soient définies les mesures et les degrés de protection correspondant aux différentes catégories de systèmes et de centres de traitements, ou que soit déterminé dans chaque cas le régime applicable et que tous les personnels concernés en soient clairement informés, spécifiquement dans le domaine judiciaire, que la loi permette au gouvernement d'imposer des règles de sécurité pour les traitements relevant d'autres personnes morales publiques ou de personnes privées, que les dispositifs de sécurité tiennent toujours compte de l'éventualité des circonstances exceptionnelles.

Le législateur dicte à l'administration son choix en lui dictant

son budget, mais il doit se demander s'il a le droit, pour la société de demain, de sacrifier la liberté et le droit au secret des citoyens au profit de la rentabilité économique par les méthodes informatiques de gestion et de télétraitements de toutes les données sociales.

Une société peut-elle devenir totalement transparente sans renier les principes de civilisation humanitaire ? C'est l'interrogation qui pose sur le développement des programmes.

Au-delà de l'actuel projet de loi, ne serait-il pas possible d'élaborer une charte générale de la protection de la vie privée, s'inspirant d'une conception globale des libertés publiques et des droits fondamentaux de l'individu ?

Outre-Atlantique, un effort a été fait, en ce sens et une loi visant à compléter la législation canadienne actuelle en matière de discrimination et de protection de la vie privée a été adoptée par la Chambre des communes du Canada, le 2 juin 1977.

Elle a créé la commission canadienne des droits de la personne, a précisé les droits des individus de vérifier les données les concernant, l'usage qui en est fait, de demander des corrections et d'écarter que soit indiquée sur tout dossier leur absence si l'on a oublié de les faire.

Elle a surtout réglementé l'utilisation à des fins administratives non connexes de renseignements personnels qu'un individu a fournis à une institution gouvernementale dans un but précis, en stipulant qu'elle ne devrait être autorisée par celui-ci qu'après consultation préalable.

Il y a encore beaucoup de chemin à accomplir pour que se confondent les facteurs techniques nouveaux et les concepts moraux, mais c'est étonnant l'œuvre de demain de la justice et de ses auxiliaires.

(\*) Respectivement bâtonnier et membre du Conseil de l'ordre des avocats, au barreau de Paris.

le journal mensuel de documentation politique après-demain (non vendu dans les kiosques)

Offre en dossier complet sur :

LES MARCHÉS AGRICOLES

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 40 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

du 22 au 26 Novembre

Semaine de la Microphotographie médicale (réservée au corps médical)

organisée par le Centre National de Recherches Iconographiques et Nikon.

Exposition permanente de 60 photos prises au microscope.

Animation - Débats les mardi 22, mercredi 23 et jeudi 24 Novembre de 20 à 22 h.

Galerie Nikon 1, rue Jacob - 75006 Paris - de 10 à 22 h.

MATÉLAS & SOMMIERS ENSEMBLES

## TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TOUTES RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

## EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de votre 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> - Métro Parmentier

Tél. 357.45.35



pierre balmain

LE VRAI UN X SUR CHAQUE CROCHET

— robe 10, 15, 20 kilos. — SEULEMENT 5.000 points de vente, ou écrire 37, rue d'Enghien, 75010 Paris

Points de vente sur demande à : 15 Rue de la Banque 75002.



## POLITIQUE

## « La Lettre ouverte », de Jean Elleinstein

### ***Un livre d'actualité ou un événement politique ?***

Communiste depuis trente-trois ans, historien connu et spécialiste apprécié du stalinisme, directeur adjoint du très orthodoxe Centre d'études et de recherches marxistes, candidat du P.C. aux législatives dans le sixième arrondissement de Paris, Jean Elielstein est un intellectuel à la mode. C'est aussi, en quelque sorte, l'élève de pointe du parti communiste. C'est pourquoi il est le prototype du « nouveau communiste » : efficace, ouvert et novateur. Et voici qu'il publie un nouveau livre qui va faire grand bruit et susciter force questions.

Car, avec sa *Lettre ouverte* sur *France 2* sur le *Républicain* du programme commun, Jean Elieinstein se situe résolument, et nul n'en peut douter, tout à fait consciencieusement contre-courant du climat actuel. La gauche parent bien malade, mais lui veut croire à sa guérison. Il ne nie pas la boursasque, mais il refuse le naufrage. Au milieu des invectives et des anathèmes, il poursuit même hardiment sur le pente la plus neuve du vingt-deuxième congrès. Il ne pose la logique plus loin que ce que n'a jamais été fait, comme si l'esprit unitaire continuait à souffrir et à invier le P.C. à l'innovation.

Ce n'est pas qu'il se démarque de son parti à propos de la pétrolique qu'il fait rage. Il reconnaît, certes discrètement, au passage que le ton, peut-être, pourrait être moins véhément — humour involontaire ? Mais il reprend impertinamment la thèse du glissement à droite du P.S., de la phase social-démocrate de ses dirigeants, et même le thème incongru de la « main de Bonn », M. leuc ou « cher François Mitterrand » et au « cher Robert Fabre » un appel aux concessions, et il renifle une odeur de soufre fort suspecte autour de Michel Rocard, Jacques Athliel, et autres Jacques. Delors.

Seulement, ce classicisme irréprochable sur la conjoncture — cette solidité sans faille avec son parti dans la querelle de la gauche — est très largement éclipsé par une audace sans précédent sur le fond de la part d'un intellectuel membre éminent du P.C.F. Car Jean Efflein, tout au long de son petit livre,

prend des libertés inconnues jusqu'à présent avec le « marxisme-léninisme-thorézisme » du P.C.F. Il y a même dans ce deux cents pages qui se lisent d'un trait, de quoi voir s'étouffer d'indignation Soulois, Ponomarev et Mme Jeannette Thoréz-Vermeersch, de quoi faire se retourner dans leurs tombes Maurice Thoréz, Jacques Duclos, Marcel Cachin et tous les communistes « historiques ».

**Des propres « gramsciens »**

L'auteur reconnaît, en effet, tout simplement que le marxisme n'est pas une science, mais une doctrine ou une idéologie — les deux mots sont employés — utilisant une méthodologie scientifique. Il admet que Marx a grandement sous-estimé les facilités d'expansion et d'adaptation du capitalisme. Il conteste que, comme le pensait l'auteur du *Capital*, seule les ouvriers aient intérêt au socialisme « jusqu'au bout ». Lui est plus généreux, beaucoup plus généreux même, puisqu'il leur adjoint les couches moyennes salariées et la plupart des agriculteurs : de quel former un « bloc du pouvoir » extrêmement large et de quel hérissier tous

**Roger Garaudy, mais aussi hardie et, parce que plus cohérents, plus convaincants.**

Blanc sur, moins autres passages tranchent moins. La crise du capitalisme a-t-elle scindé la société ? La crise de la civilisation, tout comme l'impuissance du réformisme ou l'impasse de la social-démocratie sentimentale bien davantage leur orthodoxie. Et il serait tous aussi de limiter à la politique conventionnelle et à la théorie marxiste l'appartenance de cette Lettre ouverte. Il y est trouve également, à propos du gauchisme par exemple, une analyse plus dénuée de préjugés. Ce qui se donne habituellement, distinguant entre la stérilité du gauchisme politique et les intuitions du gauchisme culturel. De même, les passages bien sentie consacrés au phénomène écologique ou à la société « permissive » montrent - ils que Jean Einstein explore des voies où le P.C. jusqu'au présent, s'était montré fort timide. Et à propos de la politique étrangère aussi, on trouve une réflexion originale sur la route du neutralisme, par exemple, - passablement nouvelles ou, en tout cas, et n'ont pas échappées.

dans les lourds rapports officiels  
des hiérarques du parti.

ALAIN DUHAMEL

\* Albin Michel éd. 29 F.

# Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

## UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

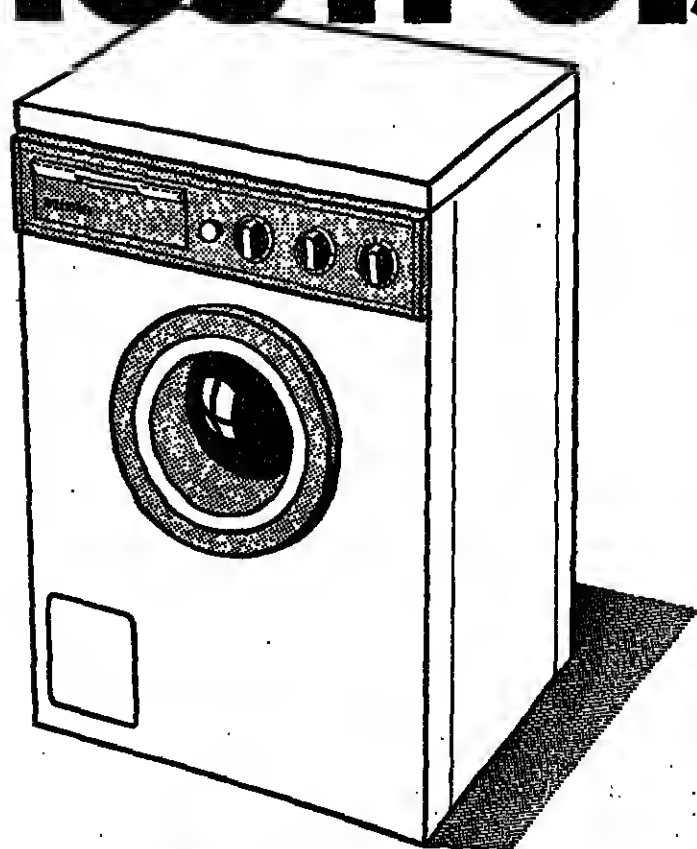
réservée à nos lecteurs résidant à l'étranger

**Au sommaire de chaque numéro :**

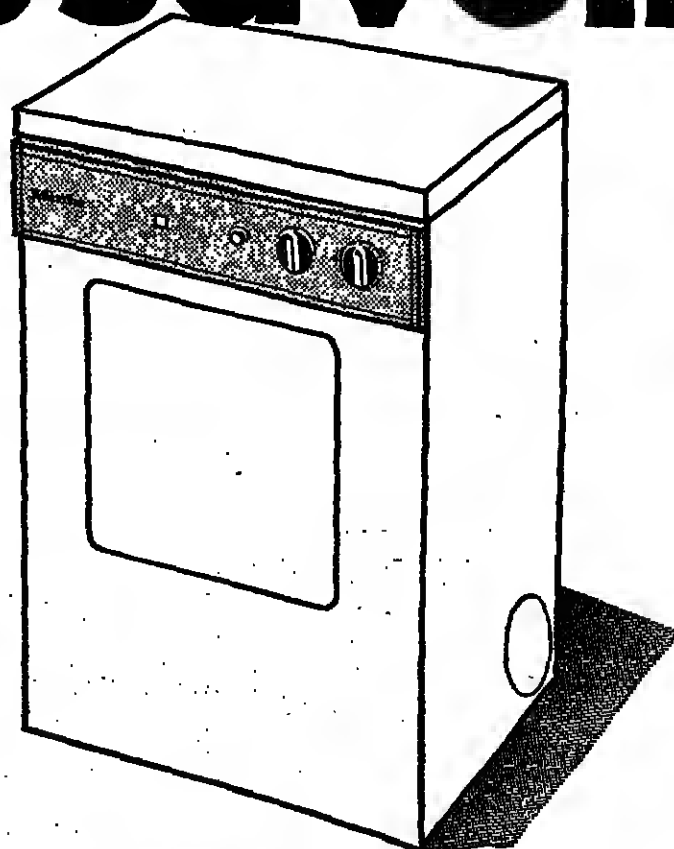
- \* Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- \* Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- \* Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- \* Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :  
5, rue des Italiens. — 75427 PARIS CEDEX 09.  
Téléphone : 296-72-23

# Miele et le linge: les trois savoir-faire.

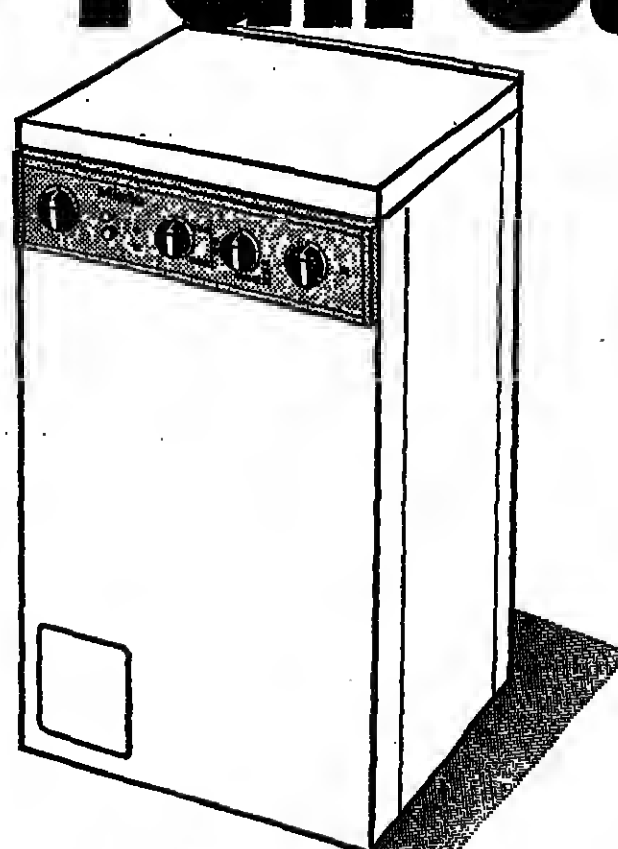


**Les lave-linge Miele.**  
Ils ne font que laver le linge, mais ils le font bien, pour tous les besoins. Choisissez votre largeur de machine de 45 à 60 an, le chargement frontal ou supérieur, un modèle encastrable, un modèle habillable. Enfin, choisissez votre prix à partir de 3380 francs.



## Les sèche-linge Miele.

Ils ne font que sécher le linge, mais ce sont les spécialistes du séchage, pour grandes ou petites lessives. Choisissez votre modèle à minuterie ou à palpeur électronique, à condensation ou à évacuation, habillable ou non. Et choisissez parmi les 5 sèche-linge, à partir de 2630 francs. (Les sèche-linge Miele peuvent compléter toutes les machines à laver et être placés en colonne sur certaines machines à laver.)



## La machine à laver sècheante Miele.

Elle lave bien. Elle sèche aussi. C'est la solution idéale quand on manque de place pour un sèche-linge. Installez-la comme une machine à laver. Elle se charge par le haut et ne fait que 45 cm de large. Pour 5410 francs, elle fait deux choses en même temps. Et elle les fait comme toutes les machines Miele.

# Miele

# Changer la v

# Power USA Prem porta

# Natio



## Changer la vie... et conserver la guerre ?

par GÉRARD DESSEIGNE (\*)

### POINT DE VUE

LES amateurs d'unanimité seront contents : le parti socialiste ne se divise pas sur les problèmes soulevés par la définition d'une nouvelle politique de défense nationale. Le débat est clos, avant d'être abordé lors de la prochaine convention nationale du parti socialiste. Cette fois le synthèse a eu lieu, entre experts.

C'est dommage, car cette question était une question « ouverte », et parmi les socialistes bon nombre de militants de base, sans être des spécialistes de la « chose militaire », avaient leur petite idée sur la force de frappe et son utilité. Ainsi seront dissimulés les points de vue différents qui auraient pu s'exprimer au sein de la majorité du P.S. comme au sein de la minorité, sur les questions militaires.

#### Compatible avec le projet socialiste ?

Le paradoxe veut que, à quelques nuances près, qui ne sont pas secondaires, la gauche se retrouve presque unie sur une conception de la défense nationale, qui accorde un rôle déterminant à la force de dissuasion nucléaire. La voilà bien le vrai « virage à droite » du parti socialiste d'alignement... sur le parti communiste.

Ainsi la bataille menée depuis dix-huit ans par les partis de gauche et les syndicats contre les conceptions militaires de la droite nationaliste, relayés désormais de la mode « rétro » ? Nous serions-nous trompés et aurions-nous critiqué les gaullistes, par erreur ?

Examinons donc les arguments avancés par les nouveaux partisans du nucléaire militaire, car, en ce domaine, particulièrement, il n'est pas possible de réfuter sans réflexion approfondie.

À n'en pas douter, c'est le concept d'« autonomie de décision », garant de l'indépendance nationale, qui « justifie » le mieux que soit consacré le caractère inéluctable de l'utilisation de la panoplie d'armes nucléaires.

Mais pour être dissuasif, l'arsenal militaire implique que le gouvernement de gauche l'utilise le premier, c'est-à-dire prenne l'initiative d'appuyer sur le bouton « avant l'adversaire ». Cette situation possible, « techniquement justifiée », est-elle compatible avec un projet socialiste, qui plus est autogestionnaire ?

Déléguer le pouvoir de déclencher une conflagration mondiale à un petit nombre d'experts et de responsables politiques, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette démocratie-là ne conduit pas à un socialisme à visage humain, mais plutôt à un socialisme masqué.

Dit-on que l'erreur d'appréciation éventuelle est impossible ? Il n'est que de se souvenir de certaines guerres coloniales ou expédition de Suez pour constater que lorsqu'on dispose d'une armée capable d'une offensive, on peut s'en servir tôt ou tard. Dans l'intérêt de la patrie, bien entendu. De ce point de vue, la position de nos camarades communistes est meilleure (« non-emploi en premier »), mais il est évident qu'elle annule l'effet de dissuasion.

#### Le véritable danger

Il y aurait beaucoup à dire sur le caractère « opérationnel » des missiles français au moment où les États-Unis mettent au point leurs « missiles de croisière ». Mais cet aspect a été suffisamment dénoncé depuis une quinzaine d'années pour

qu'il soit inutile d'y revenir longuement.

Plus important apparaît l'aspect économique, le coût de la défense nationale nucléaire et ses conséquences. Faute de moyens financiers suffisants pour disposer d'une « artillerie » nucléaire comparable aux forces des deux grandes puissances — l'U.R.S.S. et les États-Unis — la France réduit son armée classique et n'écède qu'avec retard et difficulté à une puissance de feu minimum.

Non sans « maleise », l'armée devient de plus en plus une armée de métier, dominée par des techniciens, surtout depuis quinze ans, utilisable contre un « ennemi intérieur »... et contre les grévistes. Voilà le véritable danger pour la gauche et elle écède un jour au pouvoir.

Quant à la menace de guerre actuellement, elle est avant tout économique et là le concept d'indépendance nationale développé par la minorité du parti socialiste prend toute sa valeur. Et dans cette guerre de mouvement, la France recule et la patrie est en danger.

C'est sur ce terrain que l'expérience de gauche réussira ou capotera. Et l'une des causes de la

crise de l'union de la gauche prend sa racine dans l'analyse des lendemains qui ne chanteront que si les moyens économiques se conjuguent avec une véritable mobilisation — pacifique — populaire. Croit-on que dans le même temps on pourra assurer le « maintien » de la force de frappe inefficace, militairement, mais ruineuse, économiquement ? C'est tant que les entreprises qui réalisent cette force de dissuasion solliciteront naturellement — faute d'une reconversion des nombreux salariés qui travaillent dans ce secteur — l'autorisation de poursuivre les recherches et d'émietter l'« outil » militaire, encouragées par les États-majors.

Quel argument technique, et pas simplement de tactique politique, leur opposerez-t-on ?

Une autre question mérite réflexion : la force de dissuasion nucléaire évitera-t-elle de se réduire sous le parapluie de l'étantisme et de l'OTAN ?

Apparemment, oui.

Mais ne pas s'attaquer, dès le début d'une légalité d'un gouvernement d'union de la gauche, à

la reconversion de l'armée et à la redéfinition d'une nouvelle défense nationale, c'est prendre le risque — l'alternance aidant... — de conserver l'ennemi nucléaire sans échapper à l'elliptisme auquel nous soumet déjà la droite cosmopolite.

#### Un nombre accru de sous-marins

Mais alors, que faire ?

Tout d'abord, ouvrir largement le débat. Un débat qui ne concerne pas que le parti socialiste lui-même, mais, au-delà, toute la gauche. Seul erreur, le C.G.T., par exemple, est toujours opposée à la force de frappe.

Bien mesurer aussi les implications économiques des choix proposés. Par exemple, les secteurs les plus rentables de la construction aéronautique, ce sont les fabrications militaires ; les avions et les hélicoptères militaires ainsi que les engins tactiques représentent une part prépondérante des exportations, y compris en direction des pays en voie de développement.

Les problèmes d'emploi — en cas de reconversion — ne doivent pas être traités à la légère.

Mais, nous diront-ils, il faut être responsables...

Alors si une force nucléaire doit être conservée, provisoirement, peut-être vaudrait-il mieux que ce soit par un accroissement du nombre de sous-marins nucléaires, afin que la France ne soit pas le cible privilégiée de l'effortement éventuel avec un engins, ami de la veille. Cette orientation mérite discussion.

Mais ne dupons pas les militants : le département international — même « dynamisé » par un secrétaire d'État issu de la gauche du parti socialiste — n'est pas pour demain. Cela les travailleurs le savent. Et c'est pourquoi il est nécessaire de se doter d'une défense nationale et populaire.

#### Le désarmement différé

Entre le risque d'atomisation et le risque de colonisation militaire, quel est celui qui réserve le mieux l'avenir de notre peuple ? Quitte à prendre les armes mieux vaut limiter les maquisards vietnamiens que les ardeurs américaines survolant Hiroshima.

L'analyse du poids politique et économique du complexe militaro-industriel américain explique probablement que, en France aussi, comme ailleurs, il soit difficile de remonter le courant.

Et pourtant quelle force véritable aurait notre pays s'il savait renoncer à l'arme suprême sans pour autant tordre le joug gauche ? Quel crédit il aurait parmi les peuples du monde sinon auprès des dirigeants ?

Quels objectifs nouveaux — travaux utiles au service de la collectivité, protection des populations — il serait possible d'assigner aux militaires qui ne seraient plus en marge de la nation ?

Quelles possibilités nouvelles — notamment financières — s'ouvriraient, par exemple, au spatial civil ?

A force de renvoyer aux calendes grecques tout effort véritable de désarmement fut-il unilatéral, on contribue un peu plus à décevoir les militants des partis de gauche, déjà durement éprouvés par leur incapacité à prendre en main, ensemble, le destin de notre peuple.

(\*) Secrétaire de la fédération des Jeunes du parti socialiste, animateur du C.G.S.S.

# Pour les USA? Prenez la porte Sud

## National Airlines: des vols directs vers le Sud. Orly-Miami sans escale.

Désormais, pour aller vers le Sud des USA, ne passez plus par le Nord : National Airlines vous emmène sans escale de Paris à Miami dans une confortable cabine de DC10.

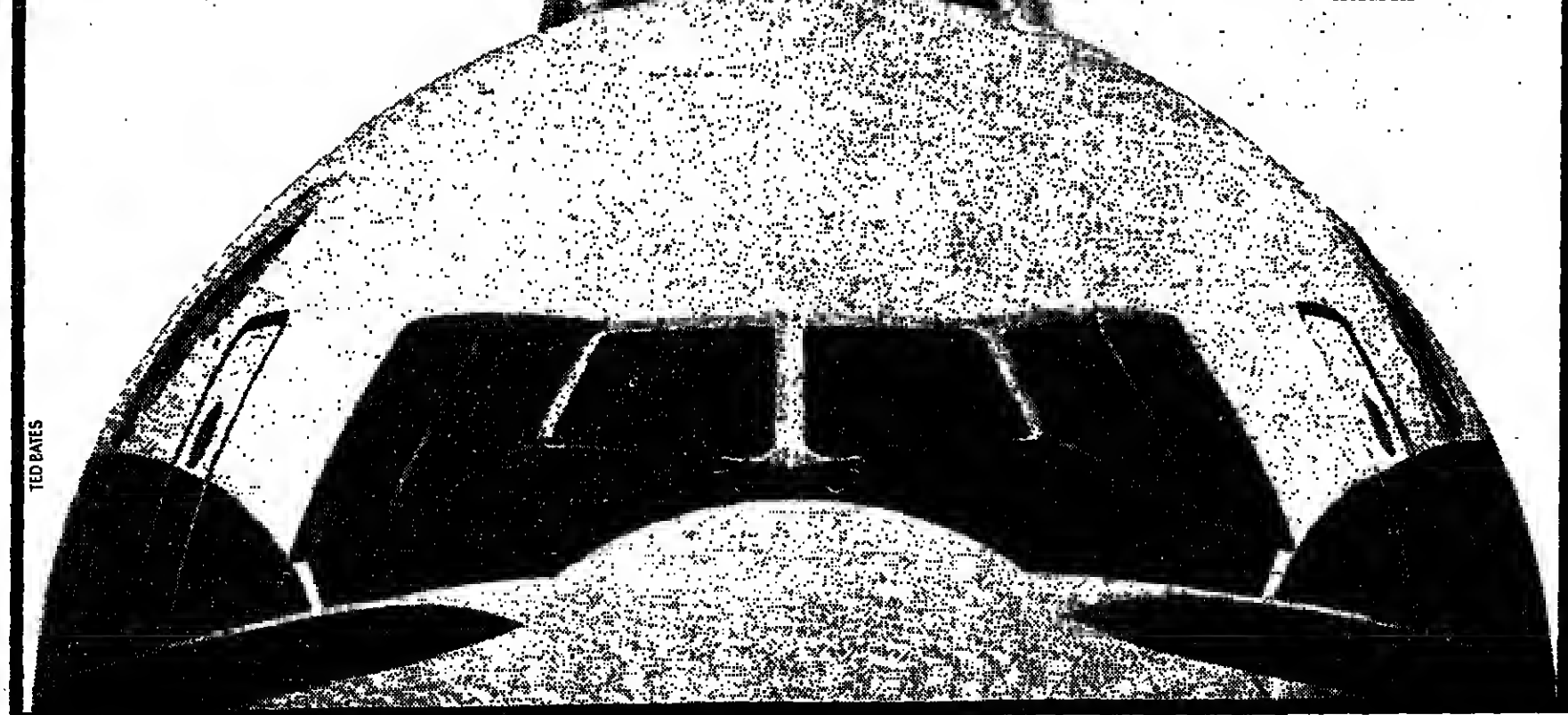
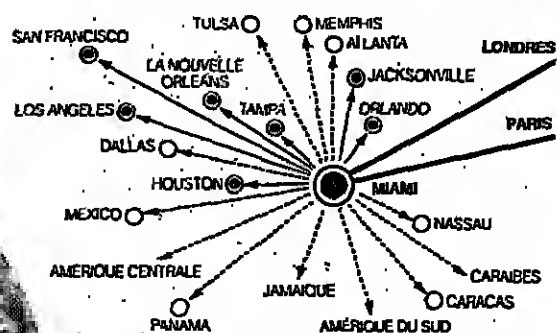
Vous volez vers Houston, La Nouvelle-Orléans et d'autres grandes villes du Sud et du Sud-Ouest sans changer de compagnie.

Quand vous êtes avec nous, nous sommes à votre disposition pendant tout le voyage. Notre service est celui qu'aiment les hommes d'affaires: un service sans agitation, mais efficace. Comme vous l'appréciez.

Une autre bonne raison d'entrer aux USA par la Porte Sud: nos excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud.

C'est le service "aux petits soins" de nos hôtesses qui explique pourquoi les trois quarts de nos passagers ont déjà voyagé avec nous.

## Miami, la porte Sud des USA



# National Airlines

Contactez votre agent de voyages ou National Airlines, 102 Champs-Élysées, 75008 Paris (225.64.75 - 256.25.77 - 563.17.66). Siège de National Airlines Inc.: État de Floride, USA.

### Le Monde

Servir des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75227 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 8 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - TOM.  
115 F 220 F 385 F 490 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
205 F 390 F 515 F 760 F

ÉTRANGERS  
(par Messageries)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
143 F 265 F 385 F 515 F

II - TUNISIE  
120 F 340 F 500 F 620 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois fois) vont  
recevoir bien joindre ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse définitifs  
ou provisoires (d'un  
semaine au plus) : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de  
rédiger tous les noms propres en  
capitales d'imprimerie.

Jean Elleinstein  
politique ?

Le Monde

SELECTION HEBDOMADAIRE

age: faire

100.0

Miele



Le Monde

JUSTICE

# société

APRÈS L'EXTRADITION DE

## Le gouvernement allemand s'engage à respecter les limites fixées par la chambre

M. Hans-Jochen Vogel, ministre fédéral de la justice, a déclaré à la télévision allemande que la procédure contre M. Klaus Croissant pouvait à présent être poursuivie dans le cadre fixé pour son extradition.

« Je dois respecter le fait que la chambre d'accusation n'a suivi qu'en partie la demande allemande », a ajouté le ministre, qui a précisé que M. Croissant ne pourrait être jugé pour d'autres chefs d'accusation qu'une fois que le tribunal se serait prononcé sur ceux qui ont été retenus, et que l'avocat aurait été acquiescé ou libéré après exécution d'une peine.

Cette déclaration signifie que les autorités de la République fédérale d'Allemagne entendent appliquer et respecter les règles de droit international et les dispositions de la convention franco-allemande d'extradition du 29 novembre 1951. Ainsi la justice de R.F.A. est-elle désormais liée par la définition des seuls faits

retenus par la chambre d'accusation. M. Croissant n'est donc plus poursuivi que pour « association de malfaiteurs », pour avoir, en sa qualité d'avocat, organisé et encouragé, membres du groupe Baader, « un système d'information et d'avis, par la même, favorisé les agissements d'une association de malfaiteurs », infraction pour laquelle il encourt une peine de dix mois à cinq ans d'emprisonnement selon la loi ouest-allemande.

Selon un porte-parole du tribunal de grande instance de Stuttgart, le procureur de M. Croissant ne pourrait avoir lieu avant trois à quatre mois. A la prison de Stammheim, M. Croissant a reçu jeudi 17 novembre la visite de son collègue, M. Stefan Baier, commis d'office par le tribunal de grande instance de Stuttgart depuis plusieurs mois. M. Baier a déclaré que son client avait bon moral : « Il n'est pas déprimé et n'a pas envie de se suicider. »

En France, de nombreuses protestations continuent d'avoir lieu contre cette extradition. Un groupe de personnalités, parmi lesquelles figurent M. Michel Foucault, le vice-amiral Antoine Sanguinetti, M. Jacques Debû-Bridel, Mme Marguerite Duras et Simone de Beauvoir, MM. Jean-Paul Sartre, Vercors, Claude Mauriac, Frédéric Granel et Philippe de Saint-Robert, ont appelé à une manifestation, ce vendredi 18 novembre, à 18 h. 30, place de la République, à Paris. Le P.S.U., la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste des travailleurs, les comités communistes pour l'antogestion, le comité pour la libération de Klaus Croissant, le parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et le mouvement Ecole émancipée, ont décidé de s'associer à la manifestation.

D'autre part, plusieurs mouvements d'avocats, de magistrats et de juristes ainsi que la Ligue des droits de l'homme ont décidé

## Une jurisprudence fluctuante

M. Klaus Croissant n'est pas le premier ressortissant allemand soupçonné d'avoir en des lieux étrangers une « fraction armée rouge » à être extradé de France. Le 12 avril dernier, M. Detlev Schultz, accusé par les autorités ouest-allemandes d'appartenir à ce groupe, avait été remis, au poste frontière de Rehl, à la police de la R.F.A. M. Detlev Schultz est notamment accusé d'être l'auteur du meurtre d'un policier, en mai 1976, dans la région de Darmstadt. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Cologne (haut-rhin) avait émis, le 9 décembre 1976, un avis favorable. La chambre criminelle de la Cour de cassation avait rejeté le pourvoi formé contre cet avis en mars dernier (Le Monde du 8 mars et du 15 avril).

ultérieure l'examen de la demande d'extradition. La chambre d'accusation se prononcera le 30 novembre sur le complément d'information demandé par Mlle Nicole Pradain, substitut du procureur général.

Le 14 octobre 1977, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Albi-en-Provence a renvoyé sans dire la demande d'extradition formulée par le gouvernement espagnol à l'encontre du militant basque M. Miguel Apalategui. Ce dernier qui était placé sous contrôle judiciaire, ne s'était pas présenté au commissariat de police à partir du 7 octobre. Il a depuis fait l'objet d'une mesure d'amnistie de la part des autorités espagnoles.

Le 9 novembre 1977, la chambre d'accusation de la cour de Paris, saisi d'une demande d'extradition intervenue par le gouvernement italien contre M. Francesco Berardi, ancien animateur de Radio-Alce, inculpé en Italie d'infraction à la loi sur la presse, d'incitation à commettre des crimes et d'association de malfaiteurs, avait remis à une date

Le 24 juin 1977, le Conseil d'Etat avait émis le décret d'extradition signé à l'encontre de M. Pedro Astudillo, opposant au régime espagnol, au motif que « l'extradition n'est pas accordée... lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». M. Astudillo a été remis en liberté le 28 juin.

Le 15 novembre 1976, la chambre d'accusation du tribunal de Paris avait donné un avis défavorable à la demande d'extradition formulée par le gouvernement américain pour quatre motifs qui avaient détourné un avion, le 31 juillet 1972, de Detroit sur Alger, la cour ayant estimé que leurs mobiles avaient un caractère politique.

Le 28 août 1975, un avis favorable avait été donné par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Albi-en-Provence sur la demande d'extradition des autorités italiennes au sujet de Mario Imbriani, militant du parti communiste, qui participait le 17 novembre à la conférence de presse organisée au siège de la

## Nouvelles réactions des formations et personnalités politiques

LE PARTI REPUBLICAIN (F.R.) : « Le parti républicain est très fermement attaché aux droits de la défense, il le réaffirme, mais sur l'affaire Klaus Croissant il rappelle que l'immunité de l'avocat cesse lorsque celui-ci devient non plus le défenseur mais l'inspiateur et l'auteur des crimes poursuivis. Le P.R. estime donc parfaitement fondée la décision d'extradition qui vient d'être prononcée. »

L'UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS (U.F.B.S.), que préside M. Gérard Fournon : « Que la France mette tout en œuvre contre l'internationalisme terroriste, c'est normal, c'est salutaire. Mais que la France descende l'échelle de la scène internationale à reculer, sur un signe du petit doigt d'Helmut Schmidt, cela manque pour le moins de sagesse et de grandeur. »

Mme FRANÇOISE GIBOUD : « Il me paraît extrêmement grave qu'une extradition soit consentie dans une affaire politique. J'ignore ce qu'a fait M. Croissant, mais je suis sûr qu'il est réfugié politique en France. Si nous commençons à accepter que le droit ne soit pas respecté en ce qui concerne les réfugiés politiques, et souhaite à tous ceux qui sont aujourd'hui des hommes politiques, de n'être jamais réfugiés politiques ou que ce soit. »

MICHEL ANTOINE, SAUVETIER, militant du parti communiste, qui participait le 17 novembre à la conférence de presse organisée au siège de la

Ligue des droits de l'homme : « Le gouvernement français a commis une faute en extradant M. Klaus Croissant. Je ne suis pas juriste, et je n'ai pas à étayer ou non la culpabilité de Klaus Croissant. Mais je m'inquiète de la violation des droits d'asile dans mon pays et je m'inquiète de la montée en Europe d'un phénomène de sud-américanisation. »

L'UNION DES GAULLISTES DE PROGRES : « L'extradition précipitée de M. Klaus Croissant est une décision scandaleuse qui remet en cause le principe inscrit dans notre Constitution d'une France terre d'asile. Cette décision est, d'autre part, une nouvelle démonstration de la servilité giscardienne à la volonté hégémonique de l'Allemagne fédérale. »

LA NOUVELLE DROITE FRANÇAISE : « Il faut souhaiter que la déplorabile extradition de M. Klaus Croissant mette le voile sur les méthodes employées par les pouvoirs contre toutes les minorités politiques. (...) Aujourd'hui on a tracé arbitrairement des limites de l'indéfinissable. Ceux qui, par conviction, se situent en dehors de ces limites sont condamnés sans appel. »

M. GEORGES MARCHAIS, secrétaire général du parti communiste français : l'extradition de M. Klaus Croissant est « un acte indigne de la France ». « Personnellement, je suis tout à fait indigné, et je suis tout à fait

à l'aise pour le dire d'autant plus que nous avons toujours combattu le gauchisme, et il faut absolument lutter contre le terrorisme. Mais la décision du gouvernement français a été rendue à la souvenance en contradiction avec l'article 4 de la Constitution française sur l'asile politique, et nous n'avons pas l'intention de laisser ça là. »

LE GROUPE COMMUNISTE AU SENAT : « Ce véritable déni de justice souligne l'alignement du gouvernement sur la République fédérale allemande, la constitution d'une véritable alliance privilégiée avec le pays où sévissent les interdictions professionnelles, où la délation devient un devoir de chaque citoyen. »

M. JEAN-PIERRE CHEVENEMENT, membre du bureau exécutif du parti socialiste, chef de file de la minorité du P.S. (le C.E.R.E.S.) : « L'extradition de Klaus Croissant manifeste une soumission qui n'a rien d'honorant de la part du gouvernement de M. Barre aux exigences de la politique allemande, mais plus profondément à l'idéologie de la fameuse « commission trilatérale ». »

« C'est en effet au nom de la démocratie que ce haut conseil des classes dirigeantes occidentales préconise de limiter les libertés et de renforcer les contrôles policiers. Le « libéralisme » avancé de M. Giscard d'Estaing vient de révéler son vrai visage. »

## Dans la presse allemande

BILD ZEITUNG (populaire à grand tirage) : « Ce sera à coup sûr un suicide. »

« Il semble que l'avocat terroriste, Klaus Croissant, veuille, comme son idole Baader, exploiter un suicide pour présenter notre pays à l'opinion mondiale comme un Etat où le droit ne serait pas respecté. Mais chaque citoyen sait que l'assassinat est l'arme des terroristes, et pas celle de notre justice. La menace de Croissant est un bon côté : tout le monde sait que s'il devait véritablement mettre fin à sa vie en prison, ce sera à coup sûr un suicide. »

SÜDDUTSCHE ZEITUNG (Centre gauche) : pas de combat de la liberté.

« La cour d'appel de Paris n'a pas reconnu à Klaus Croissant le statut de combattant de la liberté, politique et moralement inattaquable. Le tribunal n'a la cour plus fait selon l'entente que le seul but de Bonn, en demandant l'extradition.

### MESURES DE SÉCURITÉ RENFORCÉES À LA PRISON DE STAMMHEIM

M. Guntram Peim, ministre de la justice de l'Etat de Bade-Wurtemberg, a annoncé que les cellules des détenus terroristes de la prison de Stammheim seraient l'objet de perquisitions, par un service spécial de sécurité, « de façon irrégulière et inopinée ». Verena Becker, accusée de tentative de meurtre sur six policiers, a été reconduite à la prison de Stammheim, à la suite de la grève de la faim qu'elle avait commencée, le 18 novembre, pour protester contre les conditions « évilantes » de son incarcération. Elle doit être jugée dans une quinzaine de jours.

De leur côté, quatre des dix terroristes détenus à Hambourg ont entamé une grève de la faim et de la soif pour obtenir la suspension des mesures spéciales de surveillance prises au lendemain de la mort d'Andreas Baader. Un porte-parole de la justice de Hambourg, annonçant cette nouvelle, a déclaré que d'autres membres de groupes extrémistes emprisonnés en R.F.A. avaient demandé à être réunis, par groupes de quinze, dans leurs différentes prisons. Jusqu'à leur libération.

était de mettre fin à un combat pour la liberté.

FRANKFURTER RUNDSCHAU (socialiste) : « Le point de vue français est honorable. »

« On ne devrait pas négliger, devant le République fédérale, qu'en France des milliers de personnes — depuis les juristes jusqu'aux écrivains, en passant par les acteurs, — se sont engagés en faveur de Croissant, bien qu'ils n'aient pas eu la moindre connaissance du dossier. Leur point de vue (selon lequel) on devrait tolérer les réfugiés politiques en France plutôt que de violer le droit d'asile, est honorable et devrait être respecté. »

GENERAL ANZEIGER (démocrate-chrétien) : « Des juges indépendants. »

« Les protestations et les manifestations contre la défection de Paris ne respectent pas la logique lorsqu'elles reprochent aux juges d'avoir capitulé devant les désirs allemands. Ces juges indépendants ont longtemps hésité et n'ont pris leur décision qu'après un examen sérieux. Cela devrait préoccuper non seulement les terroristes, mais aussi leurs complices. Les uns et les autres ont, par ce jugement, perdu une bataille importante. Il leur sera plus difficile, désormais, de faire croire, que seulement en Allemagne, mais aussi ailleurs, qu'ils sont des personnages politiques. »

### LA SUISSE ET L'AFFAIRE CROISSANT

Dans l'article de Maurice Duverger « Privé du dernier recours » (Le Monde du 18 novembre), on lisait en page 12 seconde colonne, une phrase qui déstabilisait ainsi : « Le commissaire du gouvernement genevois avait tenu lui-même à souligner... » Plusieurs lecteurs se sont interrogés sur une éventuelle intervention de la Suisse dans l'affaire Croissant. Or, il fallait lire : « Le commissaire du gouvernement, M. Genoud, avait tenu... » Il s'agissait en effet de M. Bruno Genevois, maître des requêtes et commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat, auprès duquel nous nous excusons de cette impertinente absence de majuscule.

« Le vol bi-hebdomadaire Francfort-Damas de la Lufthansa ne fera plus escale à l'aéroport de Beyrouth », a annoncé, mercredi 16 novembre, à Cologne, un porte-parole de la compagnie suisse allemande. Cette mesure a été prise dans le cadre du renforcement du dispositif de sécurité et concerne les vols aller et retour.

## Dans la presse française

M. MICHEL FOUCAULT, dans une interview au « MATIN », déclare :

« Il est clair que dans cette affaire le gouvernement a estimé que le rapport des forces lui était favorable. C'est même pour cette raison qu'il a régné avec violence et qu'il a donné à son action une forme imagée et théâtrale. (...) Le pouvoir a considéré que l'opinion publique n'était pas réceptive aux questions posées par les conditions de la justice. Cette volonté de heurter fait d'ailleurs partie du jeu de la peur entretenue depuis des années par le pouvoir. Toute la campagne sur la sécurité publique doit être appuyée — pour être crédible et rentable politiquement — par des mesures spectaculaires qui provoquent chez le citoyen une peur viscérale et fort par-dessus la légalité. Désormais, la sécurité est au-dessus des lois. Le pouvoir a voulu montrer que l'extradition de Croissant était indispensable pour protéger les citoyens. »

M. MAURICE CLAVEL, dans « LE QUOTIDIEN DE PARIS », déclare :

« La France est déshonorée. Vous me répondez : bah ! une fois de plus, de malheur. Et je vous réponds : non, c'est pas tellement fréquent... Même le régime de Vichy ne fut pas un déshonneur quotidien de mille cinq cents jours. Et ce qui emporta le verdict de mort de Pétain ne relevait pas de la stricte politique : ce fut la livraison à Hitler des antisémites et, jadis allemands qui avaient trouvé asile en France. »

« Je rappelle ce petit détail à de Gaulle dans Cornille, lorsque, à la fin de mai 1959, un arrêté d'expulsion vers son pays d'origine fut pris envers un anarchiste espagnol que la police franquiste attendait. La réponse gaulienne ne se fit pas attendre : l'article n'avait pas paru depuis six heures que l'arrêté était rapporté. (...) »

ROUGE : la passivité de la gauche.

« On peut comprendre la gêne du P.S. de s'attaquer indirectement au social-démocrate Schmidt, on peut comprendre la gêne du P.C. de devoir défendre l'extradition de Croissant, mais cela, c'est la conséquence de leur politique. Il n'y a aucune excuse à leur passivité (...) »

(ALAIN KRIVINE.)

L'HUMANITE : Ponce Pilate 77.

« Il est temps d'en finir avec l'hypocrisie de ces Ponce Pilate. Depuis 1977, il est temps d'imposer une véritable démocratie. Elle repose sur la garantie des droits de l'homme, l'extension des libertés individuelles et collectives, la réalisation du droit à l'emploi, comme l'indique la déclaration récente de notre parti adressée à toutes les organisations syndicales. »

« C'est pour cette France-là que nous combattons. »

(HENRI ALLEG.)

LA CROIX : des salicollations tendancieuses.

« Ainsi, on réclame bien haut une véritable indépendance de la magistrature, mais les clemences de la foule en robe noire ont voulu faire pression sur la chambre d'accusation. Le droit d'asile et la liberté de la défense ne sont-ils pas sollicités d'une manière tendancieuse selon le camp auquel on les reconnaît ou on les refuse ? »

« M. Klaus Croissant est maintenant en cas de délit de justice de son pays. C'est à elle de se montrer sereine pour le juger équitablement, selon la loi démocratique. »

(GABRIEL DUPIRE.)

J'INFORME : une dimension mondiale - du droit.

« On ne peut tolérer, et tel s'adresse le cas, qu'un avocat, autre, passe lui-même le droit commun. Et la seule façon de le savoir est d'accepter que la justice soit juste et décide si oui ou non Croissant avait le droit comme avocat, de se comporter comme il l'a fait. (...) »

« Face à cette évolution, les mécanismes traditionnels du droit international sont-ils adaptés ? Le propos n'est pas de créer une « législation internationale d'exception », mais de s'interroger sur l'adaptation de notre droit à une nouvelle dimension « mondiale » qui sera permanente. »

(PHILIPPE EYTMANN.)

LA LETTRE DE LA NATION : le temps de juger.

« C'est bien au gouvernement que nous nous adressons. Le Conseil d'Etat s'est déclaré compétent pour juger de la légalité des décrets d'extradition. Il était donc normal de lui laisser le temps de se prononcer. Qu'il s'agisse de M. Klaus Croissant, sur lequel nous ne nous faisons aucune illusion, ou d'un autre, c'est le même. »

**CUIR CENTER**

Seul à Paris  
100 salons cuir en exposition

commandé le matin  
livré le soir

Seul Cuir Center à la puissance de vous proposer ces 7 salons « vedette » en stock permanent à des prix choc.

Atlanta Le salon cuir 5 places 170.000/230.000/270.000	Miami Le salon cuir 5 places 200.000/270.000/300.000
Prix Cuir Center : 6.500 f.	Prix Cuir Center : 9.975 f.
Los Angeles Le salon cuir 5 places 200.000/270.000/300.000	Barbizon Le salon cuir 5 places 190.000/270.000/300.000
Prix Cuir Center : 11.500 f.	Prix Cuir Center : 11.900 f.
Dakota Le salon cuir 5 places 190.000/270.000/300.000	Oxford Le salon cuir 5 places 210.000/290.000/320.000
Prix Cuir Center : 12.560 f.	Prix Cuir Center : 14.500 f.

**CUIR CENTER**

176 à 182 Bd de Charonne  
75020 PARIS  
tél 373.36.13  
METRO : Alexandre Dumas

Nocturnes :  
mardi, mercredi,  
jeudi, vendredi  
jusqu'à 22 h

CROISSANT

Union de Paris

Dans les syndicats

**Vous avez un Manpower vous**

**Manpower intervient**

**soit l'activité ou la**

**MA**

مكتبة الأصل



## TRADITION D'ACCUSATION DE PARIS

### fixées par la chambre d'accusation de Paris

Les manifestations continuées. Le groupe de personnes qui ont manifesté le 17 novembre, dans le centre de la ville à l'appel de divers mouvements d'extrême gauche. Devant le palais de justice, des membres du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la Ligue des droits de l'homme se sont également rassemblés pour protester contre l'extradition de M. Croissant.

## Les personnalités politiques

Le C.G.T. : « En procédant à cette extradition dans des conditions de précipitation singulières, le gouvernement fait prévaloir sa solidarité d'intérêts avec le gouvernement de Bonn. Les droits de la défense sont bafoués, le droit d'asile violé, l'indépendance de la magistrature gravement mise en cause. »

Le C.F.D.T. : « condamne les méthodes minoritaires et violentes employées par les groupes terroristes, en s'opposant à ce qu'on prenne prétexte de tels actes pour s'en prendre aux libertés. »

Le C.F.D.T. estime que « dans cette affaire, ce sont les principes fondamentaux du droit de la défense et du droit d'asile qui sont en cause. »

LA FÉDÉRATION NATIONALE DE L'ÉDUCATION (F.N.E.) estime que ce geste « constitue une nouvelle et dangereuse mise en cause des principes fondamentaux du droit des personnes. »

LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (S.N.E.S.) « réproche les pressions du pouvoir politique sur les magistrats et dénonce la collaboration policière entre le gouvernement giscardien et l'Etat de R.F.A., dont les dirigeants, sous couvert de lutte anti-terroriste, développent les honneurs de la collaboration policière contre les intellectuels, tout en protégeant les criminels de guerre nazis, dont il refuse l'extradition vers les pays où ils ont été de 1933 à 1945. »

d'organiser, le 22 novembre, au palais de la Mutualité, à Paris, une « réunion d'information et de protestation ».

A Strasbourg, près de trois cents personnes ont manifesté, le 17 novembre, dans le centre de la ville à l'appel de divers mouvements d'extrême gauche. Devant le palais de justice, des membres du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la Ligue des droits de l'homme se sont également rassemblés pour protester contre l'extradition de M. Croissant.

A Marseille, un cortège composé de membres du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France, a symboliquement « enterré », ce vendredi, en fin de matinée, l'indépendance de la justice face au pouvoir politique. Une gerbe a été lancée dans le bassin du jardin public devant le palais de justice.

## Dans les syndicats

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE (S.M.) : « Cette décision (est) conforme aux préoccupations du garde des sceaux et contraire aux principes fondamentaux du droit et en rupture avec une tradition constante. Quelques heures après cette décision, Klaus Croissant a été extradé clandestinement. Le gouvernement, non content d'obtenir une décision favorable, s'est ainsi efforcé de rendre la situation irréversible en enlevant toute efficacité au recours prévu par la loi et déjà introduit devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. »

## Arrêts de travail

Des enseignants du lycée Bonnot-de-Palaise, à Paris, ont observé un arrêt de travail dans la matinée du 17 novembre pour protester contre la violation du droit d'asile et des droits de la défense que constituent l'extradition de M. Croissant et la précipitation avec laquelle elle a été exécutée dans la nuit.

De même, au lycée Voltaire, des enseignants sont en grève et « dénoncent cette nouvelle aggrava-tion de la répression politique à l'échelle européenne ».

D'autre part, une trentaine d'enseignants du lycée Gérard-de-Nerval de Soissons ont envoyé un télégramme au président de la République pour protester contre l'extradition de l'avocat Klaus Croissant par le gouvernement français.

## Le procès des constructeurs du C.E.S. Pailleron devant le tribunal de Paris

### NEUF PRÉVENUS NON COUPABLES ?

Plus de cinquante-sept mois après l'incendie qui détruisit, le 6 février 1973, à Paris, le collège d'enseignement secondaire de la rue Edouard-Pailleron (19<sup>e</sup>), causant la mort de seize enfants et de quatre adultes, s'est ouvert, jeudi 17 novembre, devant la 16<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, le procès des neuf prévenus adultes — fonctionnaires, entrepreneurs, architectes, techniciens du Gaz de France — inculpés d'homicides et blessures involontaires.

M. Claude Duffaut, ingénieur des travaux publics de l'Etat ; M. Jean Raynaud, conseiller référendaire à la Cour des comptes, directeur des services de la Direction de l'équipement scolaire, universitaire et sportif, du ministère de l'éducation nationale, du mois de mars 1964 au mois de septembre 1970.

Plus de trente parties civiles se sont constituées : les parents ou familles des victimes et les fédérations de parents d'élèves Armand et Cornée, cette dernière aux niveaux local, départemental et national.

bièmes juridiques et techniques soulevés par l'explication des causes de la rapidité de l'incendie : la difficulté enfin d'imputer les responsabilités, fussent-elles établies, à des hommes dans le réseau des administrations et des exécutants privés.

M. Kopp, le substitut du procureur de la République, puis chacun des inculpés a rendu hommage à la mémoire des victimes, à la douleur de leurs familles, et à l'héroïsme des sauveteurs victimes ou non de leur dévouement. Le substitut du procureur de la République a, dans une déclaration liminaire, lié cet hommage au « souhait que les débats qui s'ouvrent soient exemplaires par leur dignité, leur précision, leur clarté, afin que la justice soit bien reçue, bien comprise par le corps social ».

A la seule vision du film, deux fois projeté au cours de cette audience, qui montre sous tous leurs aspects les décombres et les restes du C.E.S. Edouard-

Pailleron, on mesure la difficulté de répondre à la question : « Qui a fait, laissé faire, toléré, approuvé, qu'il s'agisse de l'incendie, de la livraison de l'établissement meurtrier ? » Ce sont des centaines de questions portant sur des centaines de points de la réalisation ou de procédure administrative qui seront au cours de des prochaines semaines, posées, révoquées ou résolues par les experts, témoins et avocats appelés à débiter ou à intervenir par dizaines devant le tribunal.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que les neuf inculpés aient proclamé brièvement, mais fermement, au cours de cette audience introductive leur non-culpabilité. « Je ne suis pas responsable », « Je conteste formellement les critiques formulées contre moi », « Je suis seulement un exécutant, je n'ai rien à me reprocher », ont affirmé, comme un seul homme, les inculpés. En l'état du dossier, à l'issue des débats, le contraire est étonnant.

MICHEL KAJMAN.

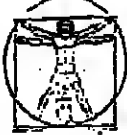
### Cinquante-sept mois d'instruction

- 6 février 1973. Un incendie dévaste, vers 19 h. 40, dans les locaux du collège d'enseignement secondaire Edouard-Pailleron où quatre professeurs dispensent à cinquante et un élèves des cours de solège. Quelques minutes plus tard, l'embrasement est général. Des décombres sont retirés : vingt corps carbonisés ; seize enfants, trois professeurs et la gardienne du C.E.S.
- 10 février 1973 : deux élèves (âgés de quinze et quatorze ans) de l'établissement sont inculpés d'incendie volontaire et de complicité d'incendie volontaire.
- 31 juillet 1973 : le rapport remis par les experts commis attribue à des fautes graves dans la conception et la construction du C.E.S. Edouard-Pailleron la
- propagation rapide du feu. Début des inculpations d'adultes.
- 9 octobre 1975 : le juge d'instruction ordonne la disjonction des cas des deux jeunes incendiaires.
- 3 mars 1977 : le bureau du Sénat décide de ne publier du rapport de la mission d'information sénatoriale sur les constructions scolaires et l'incendie du C.E.S. Pailleron qu'une version expurgée de ce qui a trait « aux faits concernés par les institutions judiciaires » et à la responsabilité des inculpés.
- 5 et 6 octobre 1977 : après trois reports, le procès des neuf prévenus a lieu à huis clos au tribunal pour enfants de Paris. Ils sont condamnés à cinq et quatre années de prison avec sursis.

Un bijoutier toulousain porte plainte contre des policiers. — M. Pierre Brian, bijoutier à Toulouse, vient de déposer une plainte pour violence par des agents de la force publique et vol d'une somme de 30 000 francs. Après une altercation avec des gardiens de la paix chargés de la circulation urbaine, il a dû recevoir des soins pour des traumatismes à la face, une fracture du nez et trois côtes brisées. Il affirme avoir été pris à partie et « pressé à l'abac » par des policiers alors qu'il avait garé sa voiture en stationnement interdit pour déposer une mallette de bijoux dans son magasin. Rappelant son blason dans sa voiture, il aurait constaté la disparition de 30 000 francs placés dans une poche. Selon les policiers, M. Brian, refusant de déplacer son véhicule, aurait au contraire, démarré et aurait entraîné sur une quinzaine de mètres trois agents qui ont, eux aussi, été blessés. Quant à la disparition de l'argent, ce serait « une affabulation ». — (Corresp. rég.)

## la presse française

**Manpower intervient dans toutes les qualifications.**  
**Quelle que soit l'activité ou la taille de votre entreprise, téléphonez-nous.**



**MANPOWER**





# MÉDECINE

## L'AVORTEMENT : légal et sauvage

La nouvelle législation sur l'avortement n'a été, depuis son entrée en vigueur en janvier 1975, qu'une application très inégale, quand elle ne fait pas l'objet de violations manifestes (« le Monde » des 16, 17 et 18 novembre). Les médecins qui pratiquent les interventions vont-ils pour autant s'en détourner ? Les femmes qui les subissent sont-elles toutes dans la situation « de détresse » que décrit le texte ?

C'est un acte triste, minable, et médiocrement sans intérêt. Cette phrase désabusée d'un jeune accoucheur bordelais qui, à peine quelques mois, renoncé à pratiquer des avortements reflète-t-elle une opinion largement répandue parmi les médecins ? Alors-nous déjà, en France, vers une lassitude croissante de ceux que la société charge de régler ce problème, l'assiduité et renoncement que l'on a constatés en Grande-Bretagne par exemple, et, depuis peu, aux Pays-Bas et aux États-Unis ?

Il est vraiment trop tôt pour le dire. La seule constatation qu'il est possible de faire, en l'état actuel des choses, paraît être la suivante : aucun des médecins que nous avons rencontrés, et qui, pour des raisons diverses, ont accepté d'interrompre des grossesses, n'a le sentiment d'accomplir là un geste médical « comme un autre ». Une analyse extrêmement lucide a été faite du « vécu » médical de l'avortement par une équipe de Saint-Etienne (1). Ce type d'intervention, en effet, bouleverse totalement le schéma classique de la relation type médecin-malade. Car, dans cette situation, « le médecin n'est pas celui qui décide, décide ce qui est bon pour l'autre, certain que son action sera salvatrice. C'est l'autre qui décide d'un acte dont il devra partager le risque. Du confort lié à la toute-puissance, voilà l'inconfort lié à l'ambiguïté. Si le législateur a voulu faire de toute femme qui avorte une femme « en détresse », cette détresse parasite toute la

relation, et le médecin lui-même en est contaminé ».

Dans le même sens, Mme Marie-Madeleine Chatel, psychanalyste (maternité de Fort-Royal et Saint-Vincent-de-Paul), écrit : « Pour les médecins, à l'occasion de l'interruption volontaire de grossesse, le rapport médecin-femme enceinte se trouve inversé. Le médecin, qui s'efforce habituellement de faciliter l'évolution d'une grossesse jusqu'à son terme, supprime ici l'état de grossesse normale sans aucune nécessité thérapeutique » (2).

Il ressort de ce bouleversement des schémas traditionnels une perturbation considérable de la relation thérapeutique. Car le médecin, placé dans une telle situation, doit de toute évidence « se défendre ». Il y a une angosserie face à l'avortement, dit le Dr Jacques Malignat (Bordeaux), qu'il faut évidemment lâcher de ne pas communiquer à la femme. Mais il est certain qu'au-delà de dix semaines, nous commençons à ressentir une gêne — métaphysique — insupportable ».

Il y a ceux qui ne supportent pas, effectivement, et qui renouent, telle cette jeune femme psychiatre qui, pendant plus d'un an, a pratiqué la consultation « sociale » obligatoire avant l'intervention, et qui a cessé brusquement : « J'en ai eu ma claque ».

A l'inverse, dans les unités « autonomes » d'I.V.G. de l'Assistance publique de Paris, comme dans la majorité des cas à Marseille, l'intervention se fait généralement sous anesthésie locale, ou même sans anesthésie du tout. Il en est ainsi à l'hôpital Jean-Verdier de Bondy, où le docteur Alain Janand, qui dirige l'unité, estime : « L'anesthésie générale paraît superflue. Il semble que le vécu de l'intervention, la douleur principalement, dépende directement des motivations de la patiente, de son environnement socio-culturel, de son degré d'information contraceptive, des circonstances dans lesquelles elle a

### IV. — La solitude et l'échec

par CLAIRE BRISSET

Je ne suis pas humainement équipée pour ça ».

L'expression de ce malaise des médecins, de ces difficultés, se traduit souvent, de façon inattendue, dans leur attitude à l'égard de l'anesthésie. La femme doit-elle être consciente, participer à l'acte, ou en être, au contraire, retirée dans un sommeil, « réparateur », dit-on ? C'est cette deuxième formule qui prévaut dans la grande majorité des hôpitaux parisiens, où les deux tiers des interventions sont pratiquées sous anesthésie générale, et dans de nombreux hôpitaux de province, où l'accès est mis sur la médicalisation de l'avortement. Certes, les impératifs de sécurité dominent, à cet égard, dans le discours médical. Mais certains vont plus loin. « Il s'agit, dit le docteur Jacques Malignat, de la sécurité des femmes, mais aussi de la nôtre. Je ne connais pas un seul médecin qui pratique des avortements par plaisir ou par vocation. Alors, s'il faut le faire sans anesthésie, ça ne durera pas, je vous assure. On ne pourra pas le faire longtemps ».

#### Le débat sur l'anesthésie

pris la décision d'avorter » (3). Ces deux attitudes divergentes, estime le docteur Debout et les co-auteurs de l'article (1) « montrent combien la pratique médicale est imprégnée d'idéologie. Dans un cas comme dans l'autre, le recours (ou le non-recours) à l'anesthésie générale ne dépend pas uniquement de la situation particulière de la femme, mais de la conception qu'a le groupe des praticiens de ce que doit être une interruption volontaire de grossesse : un acte simple, peu médicalisé, laissant une large place à la parole de la femme (et du médecin) et insistant sur la nécessaire prise en charge par l'avortée

de son acte ; ou bien un acte lourd, médicalisé, où le sommet de tout est la confrontation ». C'est précisément cette « imprégnation » idéologique que conteste le Mouvement français pour le planning familial. « Lorsque la femme choisit la méthode de son interruption volontaire de grossesse, 80 % se pratiquent sans anesthésie ; lorsque c'est le médecin ou la structure hospitalière qui choisit, 70 % se pratiquent avec une anesthésie ».

#### Le « vécu » des femmes

C'est que le « vécu » des femmes, au moins autant que celui des médecins, est complexe, douloureux, dominé par l'ambivalence. Il n'existe presque jamais de motivation unique, simple, claire, mais pratiquement toujours un ensemble de facteurs. Ce qui entre en jeu dans la demande d'avortement est bien rarement réductible aux seuls facteurs économiques et sociaux, à la mésestime en couple, à une rupture. « Quand une femme vient nous voir en demandant l'interruption de sa grossesse », dit M. le Dr Dumoulin-Jahandier, psychologue à l'A.S.E.N. (4), « les raisons qu'elle évoque sont d'ordre psycho-affectif, si elle parle d'un problème de couple, il y a toujours, aussi, des implications socio-économiques. Si la majeure partie a toujours, à l'arrière-plan, un conflit affectif et relationnel ». Mme Rouvillois, quant à elle, résume : « Ce que l'on appelle « commensales personnelles » ou économiennes, n'existe pas. Ce ne sont que des prétextes ».

Car le désir — ou le refus — d'enfant n'est jamais simple. « Une grossesse, même accidentelle, porte un sens, malgré son caractère insensé », écrit

Aujourd'hui, ajoute-t-on au M.F.P.F. : « Il nous semble que cette bataille sur les techniques est au cœur du problème des interruptions de grossesse. Nous nous battons pour que ce ne soit ni l'équipement, ni la structure, ni le médecin qui décide de la méthode à employer, mais pour qu'il soit tenu compte aussi bien de la préférence des femmes que des nécessités spécifiques de chaque cas ».

Les « préférences » des femmes, Mme Violette Rouvillois, conseillère familiale à Fort-Royal, les envisage autrement. « Les femmes me demandent comment l'interruption va se passer. Dès que je parle d'anesthésie générale, elles sont soulagées ».

Mme Chatel. Quel sens ? Par exemple, le désir de vérifier sa fécondité, la recherche de l'enfant impossible. Il peut donc y avoir désir de grossesse sans désir d'enfant. « Chez nombre de nullipares, la grossesse vient apaiser la crainte de ne pas être capable de procréer, qu'elle soit avortée une fois épuisée corporellement cette réassurance et cette certitude quant à la dimension maternelle de leur fécondité », écrivent les docteurs M. Bourgeois et D. Labrousse, dans une étude consacrée à quatre cent onze demandes d'I.V.G. à Bordeaux (5). Ce même désir inconscient peut exister chez certaines femmes après la quarantaine : il revêt alors la même fonction de réassurance. Dans cette hypothèse, l'avortement provient donc du conflit entre le fantasme, le vécu imaginaire et la réalité de la grossesse.

Personne, aujourd'hui, ne cherche à nier la complexité des élé-

ments. Je n'ai rien dit à mes deux filles, elles auraient voulu qu'on le garde. Et le père ? « Mon ami ? Oui, il me donne un coup de main de temps en temps, mais il est marié de son côté. Alors... ».

Alors, la solitude. Ni les médecins ni les travailleurs sociaux que nous avons rencontrés n'ont marqué la moindre indulgence à l'égard des hommes, dans ce type de situation. Certains estiment même que la libéralisation de l'avortement comme celle de la contraception se sont faites franchement au détriment des femmes. « Bien souvent, dit Mme Rouvillois, l'avortement est imposé par le géniteur. » Dans un bon tiers des cas, estime une autre conseillère conjugale, la femme interrompt sa grossesse simplement parce qu'elle est seule. Bien souvent, cette grossesse a valeur de question posée à l'homme. Si la réponse est décevante, et elle l'est souvent, l'issue bien probable sera l'avortement. Il arrive aussi, souligne Françoise Dumoulin-Jahandier, qu'une grossesse se déclare au moment de la dissociation du couple, expression ultime de l'ambivalence.

Cette complexité des mécanismes psychologiques met en relief l'importance de la « consultation sociale » prévue obligatoirement par la loi et qui est si souvent — au dire même de ceux qui la pratiquent — franchement « sablée » ou totalement escamotée. Mme Malignat, Delon, vice-présidente de l'association Vie et Liberté (6) — dont les équipes pratiquent ces entretiens — estime que cette consultation est « difficile, mais capitale, compte tenu de l'inextricable et douloureuse situation où se trouvent l'immense majorité des femmes qui nous voient ». Ce que Mme Rouvillois, d'ailleurs, c'est qu'il y ait non pas une mais deux de ces consultations avant l'avortement. Car le premier de ces entretiens ne nous montre le plus souvent qu'une seule chose : la panique. Le deuxième permettrait de parler de contraception. Car l'information contraceptive est également, elle aussi, « sablée ». « Le sablage », nous a dit une jeune femme qui relevait d'un avortement. Qu'il en soit, il est de fait que la contraception, si largement diffusée qu'elle soit, ne réglera pas à elle seule l'ensemble du problème, comme en témoigne l'exemple des pays où elle est très largement pratiquée. Mais elle contribuera à en diminuer l'acuité, sans tomber dans le pessimisme exagéré, les docteurs Bourgeois et Labrousse rappellent, à cet égard, les propos de Margaret Mead (7) sur l'importance historique et ethnologique de l'infanticide et la persistance, sous des aspects trompeurs, dans nos sociétés d'un rejet et d'une autre forme de mort des enfants. On voit actuellement dénier cette réalité et faire croire que tous les enfants sont désirés et aimés ».

Enfin, alors, faut-il s'en prendre aux excès d'une éthique de la planification aujourd'hui dominante dans les sociétés industrielles. Tout, en effet, tombe dans l'orbite de ce principe : la règle nouvelle et rigide, y compris le nombre des enfants. Il faut dénoncer, comme le fait Marie-Madeleine Chatel, « le caractère novateur, mais insidieux, de cette morale de la planification ».

FIN

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT D'UN JUGEMENT DU TRIBUNAL DE BOURG-EN-BRESSE EN DATE DU 2 MARS 1977 A L'ENCONTRE DE M. MATHEU, imprimeur à BOURG-EN-BRESSE, et de M. Pierre MARIN, Journaliste. Attendu que le 20 mai 1976 étaient distribués dans le public, notamment à LYON et à GRENOBLE, des tracts ayant l'apparence de journaux de petit format portant les titres usurpés : « DAUPHINÉ LIBRE », « PROGRES », les autres du « PROGRES », reproduits dans leurs graphismes, tracts destinés à diffuser un communiqué syndical et comportant divers articles exposant les revendications des syndicats de journalistes et les motifs d'une grève qui devait avoir lieu le lendemain. Attendu que cet article ne mentionne pas les sanctions applicables à ceux qui ont frauduleusement apposé une marque appartenant à autrui. Attendu que cet article ne mentionne pas de restriction que son application ne peut se limiter à la sanction d'intérêt commercial. Attendu que le communiqué et le tract ont été publiés et diffusés par le journal de M. MARIN et de M. Pierre MARIN.

Condamne M. MARIN Pierre et M. MATHEU Gérard à la peine de DEUX MILLE FRANCS D'AMENDE.

Donné par la S.A.E.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.

Imprimerie du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5437.

# Printemps

## Réunion au sommet des Grands de la hifi.

Hi-Fi-Parade au Printemps Haussmann (nouveau magasin 6<sup>e</sup> étage), les meilleures marques Hi-Fi se sont donné rendez-vous, pour vous présenter leurs plus récents modèles. Des vendeurs spécialisés vous accueilleront et vous conseilleront. Profitez des prix spéciaux Hi-Fi-Parade jusqu'au 26 novembre.

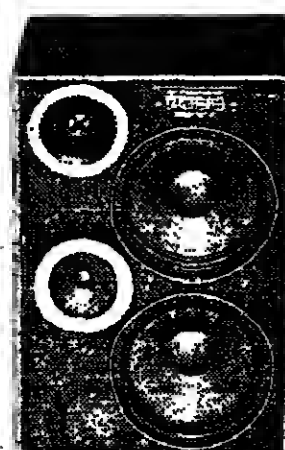
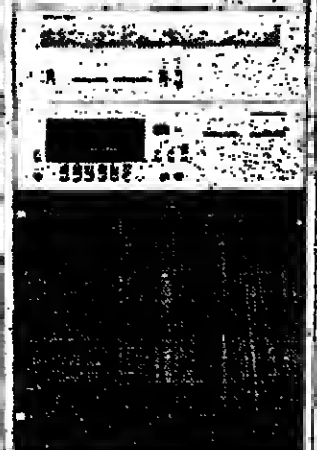
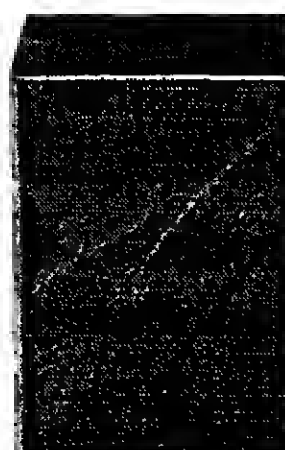
### Hi-Fi-Parade : 6<sup>e</sup> étage Printemps Haussmann

L'ensemble PA + TU + TD + 2 EA + lecteur-enregistreur de cassette DOLBY, LE 9763 7585 F

L'ensemble PA + TU + TD + 2 EA + LE + HiFi-thèque RV 003 (notre photo) 8105 F

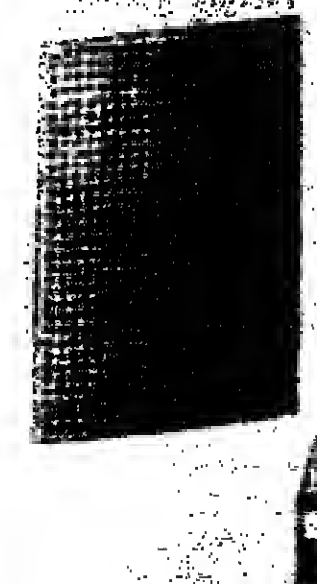
PA 9718 Ampli-préampli 2 x 35 W efficaces TU 9745 - Tuner TD 9752 - Platine disque 2 EA 9780 - Enceintes

6 085 F Continental Edison



PROMOTION HIFI DU 4 AU 26 NOVEMBRE.

## Inutile de FIDELITY



## FIDELITY n°1

FIDELITY une gamme de fiables, perfectionnés.

... FIDELITY

DISTRIMEX

Construc. de FIDELITY pour la FRANCE 4 rue d'Alsace à Orléans - 45000 Orléans - Tél. 245.21.23

En vente chez les meilleurs commerçants et grandes surfaces PARIS-PROVENCE

مكتبة من الأصل



## SCIENCES

### LANCÉ DIMANCHE DE CAP-CANAVERAL

## Le satellite européen Météosat participera aux programmes internationaux de recherche météorologique

Météosat, satellite météorologique de l'Agence spatiale européenne (ESA), doit être lancé dimanche 20 novembre de Cap-Cana-veral (Floride) par une fusée Delta-21A de la NASA, à 20 h. 35, heure locale (21 h. 35, heure de Paris). Il devrait être placé sur orbite géostationnaire, à environ 35 000 kilomètres de la Terre, à la verticale de l'équateur et du méridien de Greenwich, au-dessus du golfe de Guinée.

Construit par le consortium européen Comos, dont le chef de file est la Société nationale industrielle aérospatiale.

(SNIASI), Météosat, dont une partie essentielle, le radiomètre, a été soustraite à la société Matra, aura une triple mission. Il fournira des informations météorologiques aux pays européens et permettra à l'ESA de participer à deux actions internationales mises sur pied par l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) : la Veille météorologique mondiale (V.M.M.) et le Programme global de recherches sur l'atmosphère (GARP), programme expérimental dont la première séquence doit avoir lieu entre la fin 1978 et la fin 1979.

De forme cylindrique, mesurant 3,20 mètres de hauteur et 2,10 mètres de diamètre, le satellite Météosat pèsera, en orbite, environ 300 kilogrammes. Son équipement principal est le radiomètre réalisé par Matra, qui recueillera des images de la Terre dans trois bandes de fréquences, l'une dans le spectre visible, et deux autres dans le spectre infrarouge. La sonde couvrira l'ensemble tout l'Atlantique sud, une partie du Brésil, une bonne moitié de l'Amérique du Nord, la majeure partie de l'Europe et du Proche-Orient, ainsi que l'ensemble de l'Afrique.

L'équipement du satellite permettra de prendre, par balayage, deux images simultanées, l'une en visible, l'autre en infrarouge. Toutes les trente minutes, Météosat enverra par radio à la station au sol, une image parallèle à l'axe de rotation de la Terre, à une vitesse de cent révolutions par minute. C'est cette rotation qui donnera le balayage horizontal des images, le balayage vertical étant produit par le balayement du télescope de 40 centimètres qui équipe le radiomètre. Le pouvoir de résolution au sol (la finesse des détails) sera de 2,5 kilomètres en visible, et de 5 kilomètres en infrarouge.

Les autres équipements sont essentiellement le générateur électrique, alimenté par les panneaux solaires qui recouvrent les parois extérieures du satellite, et qui produiront, à chaque moment, une puissance d'environ 300 watts ; et les installations et antennes de transmission des données.

Les images produites par Météosat seront envoyées aux stations au sol de l'ESA, situées près de Darmstadt (Allemagne fédérale). Elles y seront analysées, ce travail permettant d'obtenir un certain nombre d'informations sur la couverture nuageuse (altitude des nuages et vitesse de déplacement, ces données avec une précision de 3 mètres par seconde), la température de la surface de la mer (avec une précision de 1 °C), la répartition de la vapeur d'eau, etc.

Ces résultats seront renvoyés au satellite qui, agissant comme relais, les transmettra aux stations au sol de la zone d'intérêt. Météosat pourra ainsi servir d'intermédiaire pour des échanges d'information avec les stations météorologiques au sol (stations terrestres ou maritimes), voire avec d'autres satellites météorologiques.

### Boucher un « trou »

Le premier effet de Météosat sera de boucher un « trou » considérable : une bonne partie de la zone qu'il couvrira — en particulier l'Atlantique sud, essentiel dans la genèse des phénomènes météorologiques de l'Afrique et de l'Europe du Sud — ne fait pour l'instant pas l'objet d'une observation continue. Les cinq bateaux météorologiques situés en permanence sur l'Atlantique ne donnent que des données très fragmentaires, et semblent condamnés à disparaître : selon un des responsables du programme Météosat à l'ESA, il faudrait environ quinze cents bateaux de cette sorte pour obtenir une « couverture » équivalente à celle que donnera le satellite.

Il existe, certes, déjà des satellites d'observation de la Terre, comme les Landsat, de fabrication américaine. Pour la plupart, ils sont situés sur orbite plus basse, et survolent les pôles : ils ne permettent donc pas une observation globale et permanente, essentielle quand on connaît la vitesse à laquelle peuvent naître certaines formations atmosphériques.

Le satellite européen, en plus

### Un « quadrillage » de la Terre

En principe, Météosat sera au rendez-vous du GARP, mais il n'est pas sûr, pour l'instant, que tout se passera sans problème : du fait, semble-t-il, des difficultés concernant le traitement des données (à cause, d'ailleurs, de l'embarquement de certains équipements informatiques à l'U.R.S.S.), le satellite soviétique GOMS ne sera probablement pas lancé. Il faudra alors trouver une solution de remplacement, car ce satellite devait se trouver, sur l'équateur, à la verticale de l'océan Indien, où se produisent, notamment, les processus de formation de la mousson.

Les dirigeants de la SNIASI ont

bien, sur ce point, une idée dernière : la tête ; l'Aérospatiale a construit un deuxième modèle de vol de Météosat, destiné à être lancé en 1980 par la fusée européenne Ariane, au cours de son troisième vol de qualification ; ce satellite doit remplacer le premier modèle arrivant en fin de durée de vie nominale (trois ans). Mais aucune décision n'est encore prise.

Météosat et les programmes internationaux auxquels il participera contribueront donc à l'étude météorologique de notre planète, et à améliorer les performances de la prévision : il s'agit, sans aucun doute, d'une des applications les plus prometteuses de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques.

A ces progrès devraient aussi participer des systèmes plus simples, peut-être, mais aussi très utiles. A titre d'exemple, indiquons que, déjà, quelques avions long-courrier de la PanAm ont, à leur bord, des appareils d'antenne, grâce auxquels ils ont pu, par exemple, recueillir des données atmosphériques. Les données recueillies sont, pour l'instant, enregistrées sur des cassettes qui sont à l'atterrissage, transmises aux centres météorologiques. Le système devrait être généralisé progressivement, ces données pouvant, bien sûr, être directement et immédiatement transmises aux satellites météorologiques. Ainsi, se met sur pied, peu à peu, un véritable « quadrillage » de notre Terre.

XAVIER WEEGER.

## La difficile intégration de dix mille chercheurs « hors statut »

Une manifestation de solidarité avec les personnels « hors-statut » (enseignants, chercheurs, ouvriers, employés) a eu lieu, ce jeudi matin 17 novembre, à l'appel de la C.G.T., de la F.C.D.T. et de la F.E.N., devant l'Ecole polytechnique à Palaiseau. Les manifestants, accompagnés d'un bus loué de gauche, entendaient attirer l'attention de M. Raymond Barre, attendu à 10 heures, pour participer à un colloque organisé par la C.G.C. sur les « nouveaux cadres ».

Déjà, le 16 novembre, plusieurs centaines de personnes avaient participé à Paris à une « Journée de revendications, d'animation et de dénonciation de la situation des personnels de la recherche ». Cette action avait pris une forme originale : à partir de 11 heures, les manifestants réunis sur l'initiative du S.G.E.N.-C.F.D.T., du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.-F.E.N.), du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (S.N.T.R.S.-C.G.T.), des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.), ont présenté, aux pieds des pavois de terre du Centre d'Exposition, des panneaux illustrant leurs difficultés concer-

nant principalement l'intégration des personnels « hors-statut ».

Après-midi, vers 10 h. 45, environ trois cents personnes de l'université Paris-Sud (Orsay) avaient manifesté devant le secrétariat d'Etat aux universités, rue Dutoit, dans le quinzième arrondissement, pour protester contre les conditions dans lesquelles se réalisent, à Orsay, l'intégration des « hors-statut », et qui se traduit, dans certains cas, par des déclassements et des réductions de salaire pouvant atteindre 700 F par mois.

L'inquiétude et la colère des personnels « hors statut » n'est pas nouvelle. Officiellement, le gouvernement a décidé, il y a deux ans, de les intégrer peu à peu dans des postes budgétaires spécialement créés à cet effet : en fait, cette opération ne se fait pas sans heurts et sans mal. Les protestations ont commencé au début de 1977 au centre universitaire d'Orsay ; elles se sont généralisées et amplifiées depuis le début de l'automne, particulièrement dans le secteur de la recherche en sciences sociales (le 10 octobre).

## ASSAINIR OU ETATISER ?

En novembre 1975, un conseil interministériel sur la recherche, présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing, décidait l'intégration, en cinq ans, des personnels de la recherche travaillant « hors statut ». En plus de l'effectif « officiel » et « statutaire » des organismes publics de recherche, certains de ceux-ci avaient, particulièrement depuis la fin des années 60, recruté une masse de personnels chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs, grâce aux procédures les plus diverses, les plus courantes consistant à les payer sur crédits de fonctionnement. De leur côté, de nombreuses universités faisaient de même.

Simultanément, et particulièrement dans le domaine des sciences sociales, se sont mises en place diverses structures « parallèles », le plus souvent sous la forme d'associations relais, la loi de 1901. Dans certains cas, il s'agit de ce qu'on appelle, au secrétariat d'Etat à la recherche, des « associations relais » permettant aux organismes publics eux-mêmes d'utiliser des personnels supplémentaires sans être assujettis aux « lourdeurs administratives » qu'impose la création de postes officiels. Mais la diminution progressive de la manne publique a contraint ces personnels à rechercher de plus en plus toutes sortes de contrats. Dans d'autres cas, et souvent

### Une situation confuse

Comme on le voit, ces initiatives ont conduit à une situation des plus confuses, que le gouvernement voulait, à bon droit, assainir. Mais, aujourd'hui encore, deux ans après la décision du conseil interministériel, personne n'est en mesure de dire combien sont, réellement, les « hors statut » de la recherche. Une seule chose semble sûre : ils sont plus de dix mille.

Dans un premier temps, des circonférences administratives ont déterminé les conditions auxquelles un travailleur « hors statut » pouvait postuler à l'intégration. Pour ce qui concerne les personnes dépendant de l'enveloppe recherche, elles devaient être réellement payées sur des crédits de cette enveloppe et

travailler dans un organisme public à la date du 31 décembre 1976, et justifier d'une ancienneté de cinq ans à la date d'intégration. Au secrétariat d'Etat à la recherche, on indique que neuf cents personnes ont bénéficié de l'intégration en 1977, que sept cents en bénéficieront en 1978, et qu'en en prévoit sept cents en 1979 et 1980, soit un total de trois mille intégrations.

Pour ce qui concerne les personnels travaillant sur d'autres crédits publics dans des organismes publics, il s'agit, pour beaucoup, de chercheurs payés par les universités. Au cabinet de Mme Samier-Séba, on indique que 2 500 « hors statut » auront été intégrés à la fin de 1978, et que les 1 500 « cas » supplémentaires pourront être réglés en 1979.

Ces premières décisions provoquent, on s'en doute, une levée de bouilliers : elles excluent purement et simplement toutes les personnes travaillant dans des associations type 1901, y compris les associations relais, que certains organismes publics avaient contribué à créer sans déplaisir. Après discussion entre le ministre de l'Economie et des Finances et le secrétaire d'Etat à la recherche, indique-t-on au cabinet de M. Jacques Sourdilhe, secrétaire d'Etat à la recherche, il a finalement décidé que l'intégration s'étendrait aux personnels de ces « associations relais » ; soit environ cinq cents personnes sur l'enveloppe recherche (comprimes dans les trois mille citées plus haut) : c'est le cas, par exemple, de l'association Marc-Bloch en sciences de l'homme ou des Associations pour le développement de l'enseignement et de la recherche (ADER).

### « Rien n'est changé »

« Il n'est pas question d'intégrer trois mille personnes ni d'intégration automatique », nous précise M. Sourdilhe. Dans tous les cas, la procédure passe par les filières normales permettant de « jouer » les candidatures : commissions scientifiques pour les chercheurs, commissions paritaires pour les autres agents. Et le secrétariat d'Etat à la recherche tient à souligner que « ce plan d'intégration n'a des conséquences non négligeables sur le recrutement des jeunes ». D'autre part, affirme-t-il, « il n'est pas anormal que l'intégration puisse se traduire par une diminution de salaire : les personnes concernées y gagnent tout de même une sécurité d'emploi qu'elles n'avaient pas ».

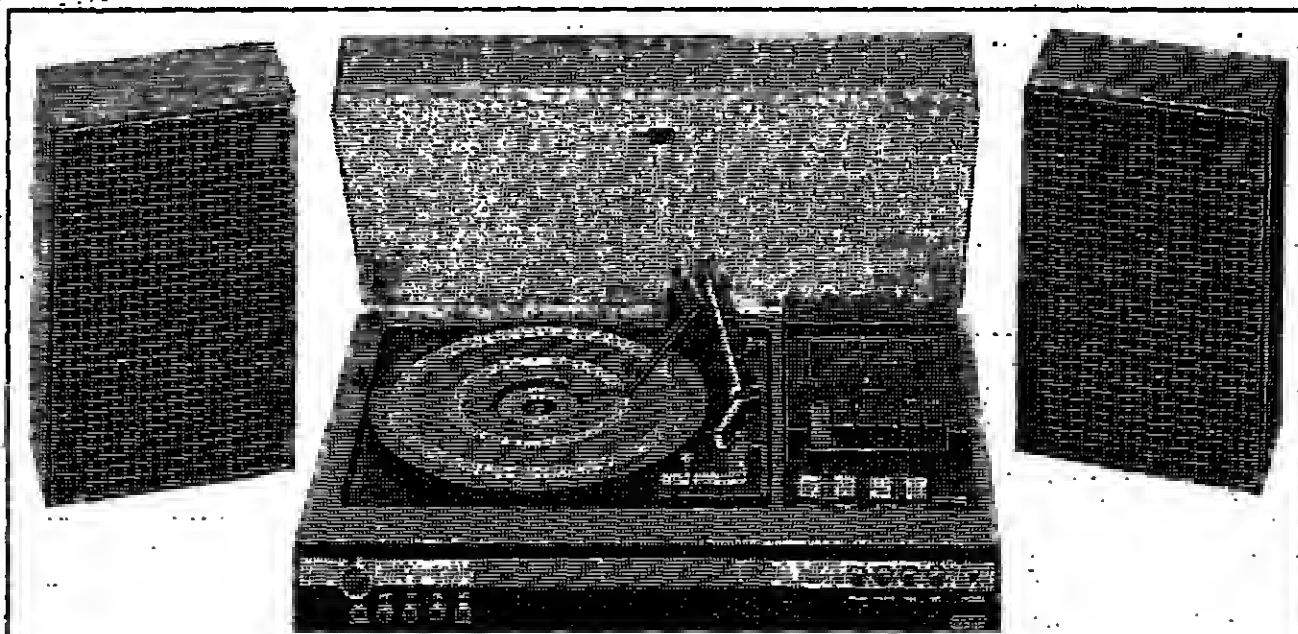
Reste le problème épineux des autres « hors statut », payés sur des crédits n'appartenant pas à l'enveloppe recherche ou appartenant à des associations « indépendantes ». Certes, dit-on, « rien n'est changé » : ils continueront à travailler sur contrats. Mais la philosophie qui a présidé aux décisions de 1975 ne signifie-t-elle pas justement que ces fameux contrats vont se faire encore plus rares, notamment par la quasi-disparition des crédits publics ? La question est encore en discussion entre les différents départements ministériels intéressés.

D'un autre côté, comme le soulignait, dans ces colonnes, deux chercheurs du Centre d'études de recherche et de formation institutionnelles (le Monde du 27 juillet), une fonctionnarisation, voire une élimination, de tout un pan de la recherche publique — particulièrement en sciences sociales — serait-elle vraiment saine ? Et une trop grande rigidité ne risquerait-elle pas d'empêcher la renaissance, dans les prochaines années, de nouvelles structures parallèles, de nouveaux « hors statut », permettant une certaine souplesse échappant à la lourdeur administrative, voire de répondre à un besoin précis ? Et peut-on accepter de voir disparaître des entreprises qui ont fait leurs preuves, comme celle du CRIPOC (Centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation) ?

L'intégration des « hors statut » s'impose. Encore faut-il qu'elle ne conduise pas à l'exclusion de la recherche des individus ou des équipes de valeur et qu'elle atteigne son véritable but : une certaine stabilité, sans laquelle ne peut s'accomplir aucun effort de recherche.

X. W.

## Inutile de traverser la Manche FIDELITY vient à nous !



FIDELITY COMPACT MC5  
Platine - Radio - Cassette - Lecteur - Enregistreur - 8 W eff. sous 40 - Platine : auto changeur BSR  
Prixes casque - aux - micro - Radio : P.O.G.O.M.A.F.C. déc. stéréo  
Antenne Ferrite incorporée - HP elliptique - Cassette chrome - Dim. 166 x 540 x 380 mm  
H.P. 310 x 205 x 125 mm  
livré avec 2 micros - 1 cassette et ant. F.M.

## FIDELITY n° 1 de sa spécialité en Angleterre

FIDELITY une gamme complète d'appareils haute-fidélité, fiables, perfectionnés, dont le rapport qualité/prix est exceptionnel...

... FIDELITY inutile de traverser la Manche !



distributeur de FIDELITY pour la FRANCE  
4, rue d'Estienne d'Orves - 93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS  
TEL. 843.21.33

En vente chez les meilleurs spécialistes Haute-Fidélité et grandes surfaces PARIS-PROVINCE.

☐ Je désire recevoir votre documentation  
☐ J'aimerais connaître l'adresse de votre revendeur le plus proche de mon domicile  
A renvoyer à : DISTRIMEX  
4, rue d'Estienne d'Orves - 93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

UNIVERSAL PUBLICITE

### A L'HOTEL DROUOT

#### EXPOSITIONS

Samedi  
S. 1. - Objets d'art Extrême-Orient.  
S. 2. - Caricatures.  
S. 3. - Antiquité Haute Ep. Art russe.  
S. 4. - Médaillons décorés par des artistes contemporains.  
S. 5. - Successeurs Mrs Soter, M. Larrat et A. div. Bijoux. Objets de vitr. Antiquité anc. et moderne.  
S. 12. - Atelier Carrière.

#### PALAIS D'ORSAY

EXPOSITION  
Monn. et médaill. s. la protestantisme.



# ÉDUCATION

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AUX COMITÉS DE PARENTS

### MM. Lagarde et Cornec invitent les élus indépendants à rejoindre leurs fédérations

Les premiers résultats des élections aux comités de parents des écoles maternelles et primaires (le Monde du 17 novembre) ont suscité des réactions. Selon un communiqué du ministère de l'éducation, publié mercredi 16 novembre, la participation des familles à ces élections — qui avaient lieu pour la première fois cette année, en application de la réforme Baby — a été de 51 % à 55 % en moyenne nationale (1). L'analyse de la répartition des sièges montre d'autre part que

plus de 50 % des familles ont choisi de voter pour des candidats indépendants, très souvent individuels, ou pour des listes d'union locale, non affiliées aux fédérations nationales. Parmi ces fédérations nationales, la F.C.P.E. (Fédération Cornec) semble avoir obtenu environ 40 % et la F.E.E.P. (Fédération Lagarde) 10 % des sièges en moyenne.

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P.), présidée par M. Lagarde, déclare que « ces élections marquent la fin d'un monopole, le succès de l'indépendance et le début d'une vraie participation ».

La fin du monopole, précise son communiqué, est celui de la Fédération Cornec, « qui obtient 40 % des voix (...) alors qu'en 1976 elle était présente à 90 % par ses associations implantées dans les écoles, contre 0,30 % pour la Fédération Lagarde (...) ». Il appartient maintenant aux indépendants de choisir la fédération susceptible de les représenter, les informer et les aider sur le plan national dans un esprit de totale liberté à l'égard des mouvements politiques et syndicaux.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.), présidée par M. Cornec, estime, pour sa part, que les premiers résultats confirment « sa très large représentativité dans l'ensemble du système éducatif » (2). « De plus, précise-t-elle, dans un communiqué, elle peut vanter que nombre de parents élus comme « indépendants » s'inscrivent très vite dans les solutions aux problèmes locaux posés nécessairement par les solutions d'ensemble préconisées par la F.C.P.E. et rejoignent sur ces positions les parents élus de la Fédération Cornec ».

Par ailleurs, précise encore le communiqué, le ministre de l'éducation ayant reconnu que cette consultation a eu lieu dans des conditions de grande régularité, « les accusations qu'il portait à l'encontre de la F.C.P.E. tombent ainsi d'elles-mêmes ».

Des cours de portugais (niveau : débutant, moyen et avancé) sont organisés, en dehors des horaires scolaires, dans les établissements suivants : lycée Henri IV, 5, rue Clovis, 75005 Paris, tél. : 033-49-73 ; lycée Racine, 20, rue du Rocher, 75009 Paris, tél. : 522-11-51 ; école nationale de chimie, Piaz delio, 75013 Paris, tél. : 331-90-94 ; lycée Lamartine, 121, rue du Faubourg — Poissonnière, 75008 Paris, tél. : 578-39-61.

Ces cours assurent la préparation aux épreuves de portugais du B.E.P.C. du baccalauréat et du B.T.S.

\* Pour tous renseignements, s'adresser au secrétaire général adjoint — au recteur de Paris, service de presse, 7, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, qui transmettra.

# AUJOURD'HUI

## Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de publier les textes suivants : — Après un premier dossier sur le Cinéma d'un monde en guerre, 1939-1945, la collection de la Documentation photographique présente un dossier consacré au Cinéma d'un monde en crise — Les années 30. Construit autour de l'évocation de la crise économique, il aborde le cinéma réaliste, et le cinéma d'avant-garde. Sous ces deux formes, le cinéma des années 30 constitue un document, un témoignage sur la mentalité de la société française d'avant-guerre. (N° 601 de la Documentation photographique, le dossier plus les diapositives : 30 F ; le dossier individuel : 15 F.)

Le dernier numéro de la collection Guides pratiques des photographes est consacré à la Conservation des images fixes. Loin d'être réservé aux seuls spécialistes, ce guide illustre à l'aide de photographies les problèmes de la conservation toute personne concernée par la photographie : archivistes et photographes professionnels et amateurs, éditeurs, collectionneurs. Les problèmes du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'environnement de la photographie sont successivement abordés (168 pages, 35 F.).

L'étude de Raymond Moulin sur les Aides plastiques à la création dans les arts plastiques (Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suède), parue dans la collection des Notes et Etudes documentaires, insiste sur les mesures novatrices.

Elle note, dans l'ensemble des pays, une tendance à la socialisation de l'art et à la professionnalisation de l'artiste. A côté de l'Etat « mécène », commanditaire d'œuvres, et de l'Etat « paternaliste », assistant l'artiste en do-

trée, s'esquisse une nouvelle fonction de l'Etat, garant du « droit au travail » de l'artiste et, éventuellement, pourvoyeur d'emplois. (N° 4399-4400, 52 pages, 7 F.)

L'agriculture constitue un secteur exemplaire pour la formation, du fait de l'ampleur des moyens mis en œuvre depuis vingt ans. C'est pourquoi la revue Education permanente vient de réaliser un numéro spécial intitulé Point de vue sur la formation dans l'agriculture. Le numéro comporte une étude sur les innovations en matière d'éducation des adultes, un historique des politiques agricoles et une analyse de leur impact sur les stratégies et les modèles de formation, ainsi que l'histoire du plus renommé des centres de formation agricole. (Numéro 37, 144 pages, 16 francs.)

Ces travaux fournissent des éléments d'information et de réflexion, et mettent généralement en lumière la relativité du niveau de satisfaction. (Problèmes politiques et sociaux, numéro 317, 28 pages, 10 francs.)

\* Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, et 163, rue Garibaldi, 93400 St. Denis, 3, on dans les ventes par correspondance ; les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française. Règlement à réception de la facture.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 18 novembre 1977 :

UN DÉCRET

Modifiant le décret n° 74338 du 23 avril 1974 relatif aux positions statutaires des militaires de carrière.

Apprenez l'anglais

EN ANGLETERRE

COURS SPÉCIAUX NOEL

\* Hôtel confortable et école dans la même bâtisse

\* 5 heures de cours par jour par de

\* Petits groupes (moyenne 9 étudiants)

\* Ecoulements dans toutes les chambres

\* Laboratoire de langues moderne

\* Ecole reconnue par le ministre de l'éducation anglaise

\* Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer

Recevez du

REGENCY RAMSGATE

REV. E. E.

TEL : TRINITY 51242

ou : Miss Bonfield

4, rue de la Perlegrange

25 - FAUBOURG

TEL : 599-25-33 en soirée

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 1923

#### HORIZONTALEMENT

I. II a raison de passagers faibles ; Loin d'être doux. — II. Invite à prendre une décision ; Compétent en la matière. — III. Signe conventionnel ; Ne saurait alimenter un débat ; S'initia à la lutte pour la vie. — IV. Sans raison apparente ; Suivait le plus souvent un siège. — V. Interdite ; Permet de ménager ses effets. — VI. Pas à la rue ; Interjection. — VII. Mieux à l'usage ; Adresse en haut lieu. — VIII. D'un auxiliaire ; Nuisent à la beauté d'un auxiliaire ; Nuisent à la beauté d'un décollé ; Malgrité en été. — IX. Promis à la corde ; Peu sérieuses ; Abréviation commerciale. — X. Réjouissent les habitants d'Espagne ; Préposition ; Une réflexion bien naturelle. — XI. Oxyde ; Suscitait des ren-

contres ; Quelques mois heureux d'attente ; Pronom. — 10. Dans la main du paresseux ; Frontière imprécise ; Réduisait de volume. — 11. Est sinuex ; Membres suppléants ; On n'y va pas à pied. — 12. Point ; Est semé sur le plat. — 13. Occasions de fermer les yeux ; On leur tourne résolument le dos dès qu'on a besoin d'eux. — 14. Ses affaires sont importantes ; Brilla surtout après sa mort. — 15. Eveille l'attention d'un limier ; Se déplace au gré des vents... et pas autrement.

Solution du problème n° 1922

Horizontalement

I. Rutée ; S.O. — II. Eveil ;

Ad. — III. Ténés ; Ile. —

IV. Aragne. — V. (Néant). —

VI. Désirable. — VII. Dugue. —

VIII. Vein ; Dent. — IX. Netta. —

X. St ; Aulne. — XI. Retournés.

Verticalement

I. Retard ; SR. — 2. Uve ;

Edenté ; 3. éna ; Sufe. —

4. Lierant. — 5. Eka ; Rg ; Tan. —

6. Grandeur. — 7. Ain ; Bée. —

8. Soile ; Né. — 9. Odes ;

Entées.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 18 NOV. 1977 A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 18 novembre à 6 heures et le samedi 19 novembre à 24 heures :

La hausse temporaire du champ de pression sur l'Europe continentale apportera une atténuation du flux instable sur la France. Cependant, une nouvelle perturbation venant d'Atlantique, après avoir traversé les îles Britanniques, pourra toucher samedi nos régions septentrionales.

Samdi, le temps sera encore assez nuageux des Vosges et de l'Alsace au nord des Alpes le matin, avec quelques chutes de neige à basse altitude, puis des précipitations d'automne après-midi.

Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des brumes, mais des brumes et des brouillards se formeront temporairement le matin, surtout de la Bretagne au Limousin et au Sud-Ouest. L'après-midi et le soir, le ciel se couvrira de nuages et dans le Nord, avec quelques faibles pluies ou brouillards, les vents du secteur nord-ouest, après avoir traversé la Manche à l'arrivée de la perturbation. Des gelées matinales seront observées au lever du jour dans l'ouest, avec un retour d'écarts, et les températures diurnes varieront peu.

Vendredi 18 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget de 1015,5 millibars, soit 754,7 millimètres de mercure.

Températures du premier chiffre indiquées le maximum de nuit du 17 au 18 :

Alger, 12 et 13 ; Bordeaux, 11 et 12 ;

Brest, 10 et 11 ; Caen, 7 et 8 ;

Cherbourg, 8 et 9 ; Clermont-Ferrand, 8 et 9 ;

Dijon, 8 et 9 ; Grenoble, 8 et 9 ;

Lille, 8 et 9 ; Lyon, 8 et 9 ;

Marcelle, 14 et 15 ; Nancy, 8 et 9 ;

Nantes, 11 et 12 ; Nice, 17 et 18 ;

Paris-Le Bourget, 7 et 8 ; Pau, 11 et 12 ;

Perpignan, 16 et 17 ; Rennes, 8 et 9 ;

Strasbourg, 6 et 7 ; Toulon, 7 et 8 ;

Toulouse, 12 et 13 ; Poitiers, 11 et 12 ;

Alger, 21 et 22 ; Amsterdam, 8 et 9 ;

Athènes, 21 et 22 ; Berlin, 6

### PRÉVISIONS POUR LE 19-20-21 DÉBUT DE MATINÉE

19 et 20 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

19 et 21 : Moscou, 9 et 10 ; New-York, 15 et 16 ;

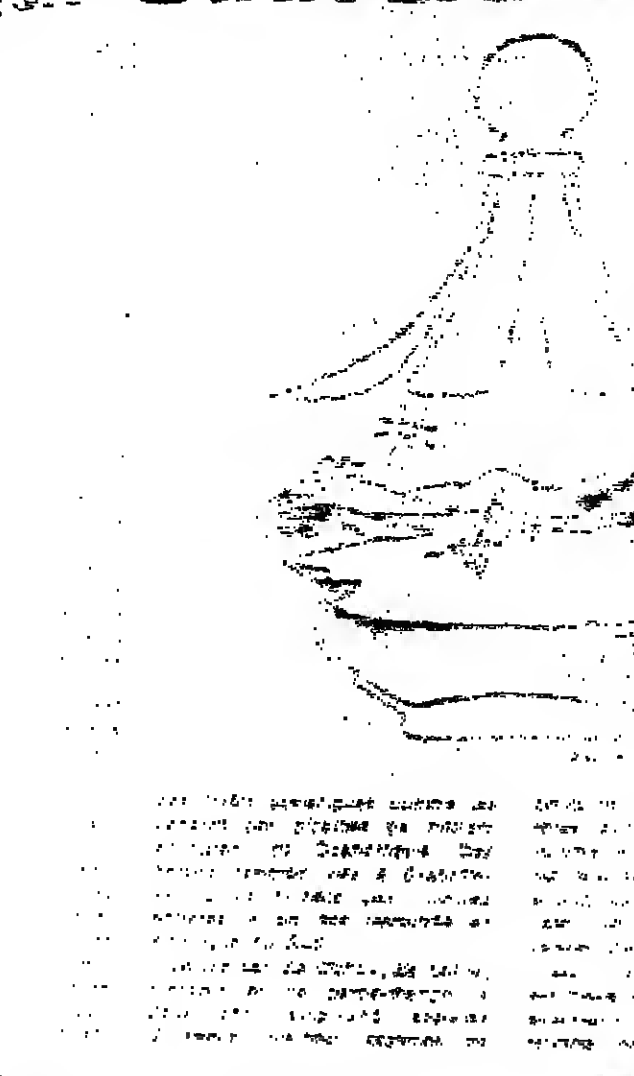
Les Canaries, 22 et 23 ; Coppenhague, 17 et 18 ;

Rome, 18 et 19 ; Stockholm, 20 et 21 ;

Téhéran, 15 et 16 ;

# Le Monde

## UN GRAND LAC ET SA SAUVERA G



## ment le Midi

## veit recevoir les tou

## CHINE

## VOIS SPECIAUX A R

## EXPLORATION

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78

## EXPEDITIONS 1977-78



# Le Monde

des loisirs  
et du tourisme

## UN GRAND LAC ET SON BESTIAIRE

### Qui sauvera Grandlieu ?

L'un des plus grands plans d'eau de France se cache dans la banlieue nantaise. C'est le lac de Grandlieu.

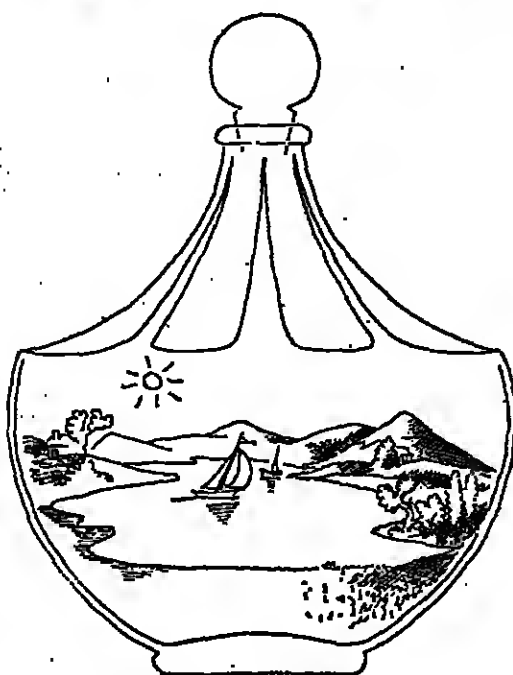
Il y a à peine quelques dizaines, ceux qui connaissent vraiment le lac de Grandlieu, l'un des sites les plus sauvages et les plus mystérieux de l'Hexagone. Avec ses 400 hectares, il est pourtant, par sa situation, le quatrième lac de France. Ses eaux jaunes brunes par la vase ne sont qu'à 15 kilomètres au sud-ouest de Nantes, quasiment dans la grande banlieue de cette métropole de 400 000 âmes. Mais seuls une vingtaine de pêcheurs professionnels, héritiers de droits multiséculaires, quelques chasseurs fortunés et une poignée d'écologistes ont le droit de pousser l'étrave de leurs barques noires au milieu des roseaux qui le cachent sous leur toison alternant vert et rouille. Aucune route circulaire, aucun point de vue, aucune plage, ne permettent de jeter un regard sur ce monde clos, tout entier livré à la sauvagerie.

Car les animaux, eux, connaissent parfaitement Grandlieu. Brasseurs fonde de leurs nageoires, ou filant haut dans le ciel, ils parcourent des milliers de kilomètres pour s'y reposer, s'y nourrir et s'y accoupler. Les jeunes anguilles arrivent chaque année de la mer des Sargasses puis, devenues adultes, y retournent. Les étourneaux, par millions, descendant

des forêts avicennaises comme les canards par dizaines de milliers accourent de Scandinavie. Des hérons candides, nés à Grandlieu — où ils aiment par colonies entières — ont été retrouvés en Amérique du Sud ! Le lac est de doré, de cache, d'escalade et de garde-manger à deux cent vingt-cinq espèces d'oiseaux, dix-neuf espèces de

poissons et quantités de mammifères plus ou moins aquatiques comme le vison, le renard et le rat musqué. Bref, c'est un site écologique de classe internationale, l'un des trésors du capital naturel français.

Mais comme tous les trésors, il est menacé. D'abord par la nature elle-même. Grandlieu n'est qu'une cuvette peu profonde posée au



(Dessin de PLANTU.)

milieu d'une plaine quadrillée de vignobles — le muscadet — de prairies à bovins et de maraichages. Deux rivières aux humeurs fantasques — l'Oignon et la Boulogne — y jettent leurs eaux, et leurs boues. Celles-ci s'accumulent depuis des millénaires, créant des tourbières, ensevelissant les villages sur pilotis et les pirogues des pêcheurs néolithiques, des forêts de chênes entières et même, dit le légende, une ville — Herbauge — dont les cloches sonnent encore certains jours de tempête.

Sur les fonds de vase sans cesse rabaissés par les châtiments d'eau, les lacs et les roseaux. D'étranges îles flottantes se forment, dérivant au gré des vents. On ne sait plus où finit le royaume des eaux et où commence la terre ferme. A tel point qu'au siècle dernier, pour tenter de délimiter le lac, on fit tourner deux chevaux attelés à une charrette, l'un marchant dans l'eau l'autre sur le sec.

Travail bien stérile, car Grandlieu est comme une énorme bête qui malgré l'été et l'été l'hiver ou rythme des pluies et du soleil. A la mauvaise saison, les eaux sortent des marais et inondent autour du lac 250 hectares de prairies. Elles s'en retirent au printemps pour aller irriguer, par tout un système d'écluses et de canaux, le plateau de Bourgneuf en direction de l'Atlantique.

MARC AMEROISE-RENDU

(Lire la suite page 23.)

## Les résultats du « plan neige »

Le Service d'étude d'aménagement touristique de la montagne, qui s'inspire depuis une dizaine d'années la politique du gouvernement en matière d'aménagement des massifs, vient de rendre publique une étude portant sur le développement des stations de sport d'hiver au cours du VI<sup>e</sup> Plan (1971-1975), intitulée « Bilan du plan neige ».

Le plan, mis au point définitivement en 1971 en conseil interministériel, prévoyait la création de 150 000 lits en montagne, instituant une dotation budgétaire à la disposition du secrétariat d'Etat au tourisme (en vue d'accorder les aides de l'Etat au développement des grandes stations de ski existantes, ou à créer en site vierge et, enfin, de faire de la neige française un « piège à devises ».

L'ETUDE du S.E.A.T.M. porte sur la progression du nombre de lits dans les 23 stations anciennes (1) et les 20 stations nouvelles (2) concernées par le « plan neige », et sur le nombre d'emplois créés grâce au développement des sports d'hiver. Le bilan ainsi tracé apparaît être extrêmement positif. Les objectifs fixés ayant été, dans leur ensemble, respectés. Entre 1971 et 1975, 30 000 lits nouveaux ont été construits chaque année en montagne. S'il existait au début du VI<sup>e</sup> Plan environ 200 000 lits dans les 43 stations concernées par le « plan neige », leur nombre était passé à 350 000 à la fin de 1975. Le S.E.A.T.M. constate que ces nouveaux « lits » sont répartis « en peu moins de la moitié dans les 23 stations anciennes, un peu plus de la moitié dans les stations nouvelles ».

Ainsi, contrairement à une opinion trop répandue, constate le S.E.A.T.M., si l'essor des stations nouvelles a été rapide, cela n'a guère en rien l'expansion des stations anciennes qui ont connu, elles aussi, un rapide développement (...). Aussi important que soit le phénomène des stations nouvelles, il est donc loin d'être aussi dominant qu'on le prétend parfois. Les créations nouvelles ne sont pas à elles seules l'essentiel de l'aménagement touristique de la montagne française, elles

sont un élément, certes important, mais qui s'intègre dans un ensemble plus vaste et plus diversifié. Le nombre de lits dans les stations nouvelles était, à la fin du VI<sup>e</sup> Plan, de l'ordre de 100 000 sur les 350 000 lits des 43 stations dans le « plan neige ».

### Permanents et saisonniers

Sur les 150 000 lits construits entre 1971 et 1975, 10 000 l'ont été dans les Pyrénées, 36 000 dans les Alpes du Sud et un peu plus de 100 000 dans les Alpes du Nord. « Les Alpes du Nord ont enregistré plus des deux tiers de l'accroissement total du nombre de lits et obtenu les quatre septièmes des subventions », fait observer le rapport. Ce sont principalement les départements savoyards qui ont reçu les plus fortes dotations et qui se sont les mieux équipés. Le « plan neige » n'a fait d'ailleurs qu'accélérer un processus qui était déjà engagé depuis 1960. Pour donner la mesure de la rapidité de l'aménagement touristique de la montagne en Savoie, il n'est qu'à citer deux chiffres : en 1960, les stations de Tignes et de Val d'Isère disposaient de 15 000 lits ; elles en comptent 111 000 aujourd'hui, ce qui représente 20 % de la totalité des lits touristiques des stations françaises de sports d'hiver. Leur rythme de création se maintient depuis dix ans à plus de 6 000 lits par an en moyenne.

Le rapport a essayé, d'autre part, d'évaluer les « retombées » du « plan neige » au niveau de l'emploi. Là aussi, le bilan serait « positif ».

Selon le S.E.A.T.M., en moyenne 10 lits touristiques créent un emploi, estiment les experts. Mais le jugement que le nombre d'emplois créés dépend aussi de la « classe » de la station : il est plus élevé dans les stations de luxe que dans les stations plus modestes. Mais, sur 10 emplois, 3 seulement sont permanents, les 7 autres étant saisonniers. Le « plan neige » aurait ainsi permis de créer 1 000 emplois dans les Pyrénées, 3 800 dans les Alpes du Sud et 10 000 dans les Alpes du Nord.

Dans les stations anciennes, les « locaux » occupent environ 50 à 65 % des emplois, mais dans les stations nouvelles la proportion serait de l'ordre de 25 à 40 % seulement. « Le plus faible pourcentage des stations nouvelles s'explique aisément par leur croissance rapide. Elles éprouvent en quelques années les ressources locales de main-d'œuvre, et sont rapidement obligées de faire appel à des gens de l'extérieur dont certains, d'ailleurs, au bout de quelques années, en se fixant sur place, vont devenir « locaux », conclut l'analyse du S.E.A.T.M.

CLAUDE FRANCHILLON

(Lire la suite page 25.)

## Comment le Midi pourrait recevoir les touristes allemands

L'étalement des vacances est en Allemagne une réalité. Le midi de la France devrait le savoir.

O n'est parvenu outre-Rhin, afin d'éviter ou du moins de réduire les périodes de creux ou de saturation, à une rationalisation des départs en vacances, grâce à un accord intervenu entre les responsables en

matière de tourisme des onze Länder (régions).

Pour obtenir une telle harmonisation, les ministres de la culture de chaque land, en accord avec les différentes chambres de commerce et syndicats d'hôtels, ont accepté de mettre en pratique un système de « vacances tournantes ».

Entendons par là que chaque land a accepté de déterminer à

l'avance la date de début des vacances (sans fermeture des usines, ateliers, bureaux, commerces, etc.) avec un décalage d'une semaine par rapport au land voisin. Ainsi, les vacances sont étalées sur une bonne partie de l'année, et non sur deux mois (juil. - août) comme c'est le cas dans d'autres pays, et notamment en France. Les vacances d'été, elles, courent du mois de mai à fin septembre.

Les avantages ? Tout d'abord, ne plus créer de hiatus dû à l'arrêt ou au ralentissement de l'activité économique de tout un pays.

En fait, la clientèle étrangère, et même française, n'hésite pas à s'adresser « 12 ou 13 » les portes ne sont pas fermées.

Mais ce n'est pas tout. Un autre avantage du système adopté par les Allemands est de désengorger routes et autoroutes. Enfin, l'organisation adoptée outre-Rhin fournit une clientèle potentielle et « tournaute » de millions de touristes allemands qui hésiteront d'autant moins à prendre le chemin du midi de l'Europe (1) — et notamment de la France — qu'ils seront assurés de séjourner dans de bonnes conditions, en évitant l'encombrement dans les stations avec toutes les inconvénients et nuisances que cela suppose.

### L'exemple des autoroutes

La « répartition » des vacances se fait, en République fédérale, d'une façon très simple : dès le mois de janvier, les familles reçoivent un questionnaire leur demandant de mentionner les dates de vacances souhaitées, à l'intérieur de la « fourchette » attribuée d'un commun accord à chaque land (2). Dans toute la mesure du possible les familles obtiennent satisfaction. Connaissant ainsi dès la fin février leurs dates de départ et de retour, les familles peuvent alors s'adresser aux grandes organisations de vacances (3).

Il est facile pour les services officiels français de connaître le planning des vacances en R.F.A. et de s'organiser en conséquence, en prenant contact avec le ministère de la culture des différents Länder (Berlin, Cologne, Düsseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Kiel, Mayence, Munich, Sarrebruck et Stuttgart).

Que représente pour la France cette innovation qui nous vient d'outre-Rhin ? Elle offre incontestablement de grandes possibilités, et c'est pourquoi il serait souhaitable que les intéressés fassent connaître dès l'automne

aux organismes allemands les propositions et tarifs de l'hôtellerie-restauration, ainsi que le programme des distractions offertes aux touristes dans les différentes régions, permettant ainsi aux offices des provinces allemandes de « vendre » les réservations en fonction des périodes retenues et des lieux de séjour envisagés.

Il est un domaine où la France aurait intérêt à mieux s'organiser : celui des autoroutes. Un exemple illustrera ce propos. Début juin 1977, de très nombreux vacanciers allemands en provenance du Wurtemberg, la région la plus proche de l'Alsace, ont pris la direction du midi de la France au volant de leur voiture, en empruntant l'autoroute Beilfort-Besançon : en tout vingt minutes de trajet. Mais parvenus au péage de Besançon, ils trouvaient en tout et pour tout un seul poste ouvert dans le sens Allemagne-France, alors que du côté français, faiblement emprunté à l'époque en direction de l'Allemagne, une dizaine de postes étaient ouvertes au trafic !

Du fait de ces vacances éboulonnées et donc prolongées, les caristes allemands transportent vers la France (ou font transiter chez nous en direction d'autres régions) près de quatre millions de voyageurs. Le problème qui se pose à eux est d'ordre fiscal. En effet, un cariste allemand se rendant en Autriche, en Suisse ou en Italie, bénéficie de réductions sur le péage et souvent on lui rembourse la T.V.A. Ces avantages n'étant pas consentis en France, les caristes se rendant par exemple de Francfort à Nice ne prennent jamais la « direction » par Strasbourg, Metz, Châlons-sur-Saône, Lyon et Aix, mais passent par la Suisse et l'Italie pour entrer en France par Vintimille.

Considérant que deux cent mille voyageurs sont organisés bon an, mal an, que chacun concerne environ cinquante personnes et que le trajet comporte deux nuitées, on se rend compte de l'importance du manque à gagner pour l'hôtellerie et l'économie françaises.

ANDRÉ MARC.

(1) Chiffre officiel : 80 % des Allemands souhaitent venir dans le Midi.  
(2) Chaque année, le système de roulement change, de manière à ce que les périodes saturées soient au maximum.  
(3) Un exemple : l'Automobilclub d'Allemagne (ADAC) a reçu en 1976 plus de 10 millions de nuitées.  
(4) Le planning d'organisation des vacances en R.F.A. est d'ores et déjà établi pour les dix années à venir.

**PARIS MONTREAL 1500F**

Départ Paris aller-retour

LISBONNE	695 F
MARRAKECH	900 F
ATHENES	900 F
NEW YORK	1 500 F
MONTREAL	1 500 F
NAIROBI	1 900 F
BOMBAY	2 250 F
KATHMANDU	2 600 F
RIO	3 600 F

**VOLS A DATES FIXES**

**THAILANDE 3350F**

ISTHME DE KRA

Circuit 2 semaines du 22.12 au 4.1 du 1.4 au 15.4 du 9.4 au 22.4

**NOUVELLES FRONTIERES**

TOURAVENTURE

63, av. Dentert-Rochereau 75014 PARIS

Tél. : 329.12.14

7, place Clément 67000 STRASBOURG

Tél. : 22.17.12

30, rue des Lois 31000 TOULOUSE

Tél. : 21.03.53

**jsf NOUVELLE BROCHURE 78**

**CHINE**

Voyage en Chine Populaire

du 17/12 au 31/12 : 6.900F

du 28/12 au 11/01 : 7.700F

Canton Shanghai Pékin

**VOLS SPECIAUX A.R.**

- TUNIS 780 F • AGADIR 900 F
- ATHENES 900 F • MARRAKECH 900 F
- LE CAIRE 1.300 F • NEWYORK 1.500 F
- TEHERAN 1.500 F • BOMBAY 2.100 F
- BANGKOK 2.200 F • RIO 3.470 F

et aussi 15 stations de sports d'hiver

Documentations et inscriptions à

jeunes sans frontière

75002 PARIS - 7, rue de la Banque 201.23.21

75008 PARIS - 8, rue Montalembert 225.58.35

**Expéditions 1977-78**

Yémen du Nord et du Sud, Sahara de Libye, d'Algérie et du Niger, Sud Mar Rouge, Mali, Nord Kenya, Rojastan, Royaumes himalayens, Guatemala, volé 7 ans que nous organisons avec succès des voyages de découverte. Nous les présentons dans un calendrier, prédis et technique que nous envoyons sur demande.

3.600 à 12.500 F - 9 à 18 jours - 8 à 12 participants

**EXPLORATOR**

16 place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. 265.66.24

**AIR ALLIANCE L'ANTI-CLUB**

**nos séjours au départ de Paris**

COLOMBO 2.890 F 8 j/5 n. tous les dimanches

BANGKOK 3.130 F 9 j/6 n. tous les samedis

BOMBAY 3.480 F 8 j/5 n. tous les mardis

DELHI 3.750 F 10 j/7 n. tous les dimanches

CALCUTTA 4.180 F 10 j/7 n. tous les dimanches

KATHMANDOU 4.590 F 10 j/7 n. tous les dimanches

SINGAPOUR 4.960 F 11 j/8 n. tous les samedis

BAI 4.250 F 10 j/7 n. tous les vendredis

HONG KONG 4.700 F 9 j/6 n. tous les samedis

Séjours en hôtel 1<sup>re</sup> catégorie ou luxe, sauf Colombo en catégorie touriste

Demandez dès aujourd'hui notre nouvelle brochure à : AirAlliance - Proxipresse - 39 Champs-Élysées 75008 Paris

Tél. 742.50.14

ou chez votre Agent de Voyages

Non: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code Postal: \_\_\_\_\_

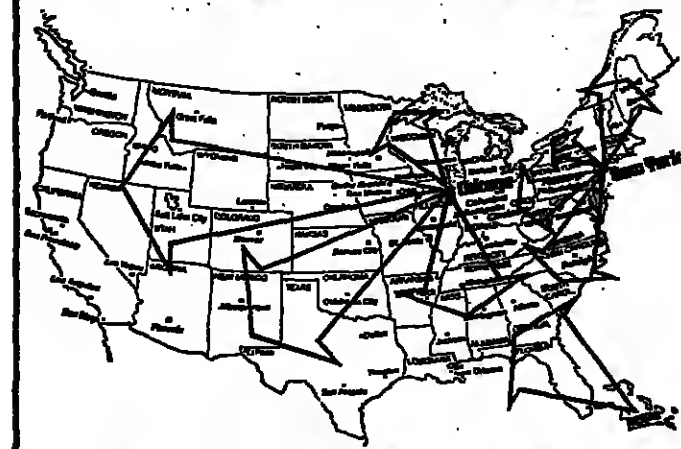
Précisez votre destination: \_\_\_\_\_

Précisez votre itinéraire: \_\_\_\_\_

Précisez votre date de départ: \_\_\_\_\_



# L'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



**NEW YORK**  
1650 F\*  
**CHICAGO**  
1745 F\*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oubliez pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

U.S. pratiqués sur le continent américain.

Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi des Forfaits à New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 2080 (comprenant l'aller-retour Luxembourg/New York + séjour à l'hôtel Century Paramount).

De même, le toujours très populaire Tour Auto en toute liberté (ic. 345 A) de tarif excursions 14/45 jours.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à

**LOFTLEIDIR ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris  
tél. 073.75.42 - 742.52.28  
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice  
tél. 88.73.41

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

## DES CONGÉS, MAIS QUELS CONGÉS ?

### POINT DE VUE

## Le vrai temps libre

Il est certain que les Français éprouvent un besoin légitime de temps libre supplémentaire. Mais il n'est pas évident du tout que ce besoin soit celui de vacances supplémentaires. En réalité, il apparaît — et il suffit pour le comprendre de voir comment les citadins notamment vivent leurs journées de travail — que ce besoin est désormais prioritairement celui de plus de temps libre quotidien.

Les Français les moins favorisés disposent actuellement d'un mois de congés. Et il serait déjà possible, sans faire les frais d'une cinquième semaine, d'améliorer la perception et la qualité effective des quatre semaines actuelles : par l'étalement des vacances ; par le fractionnement des congés ; par l'octroi d'un temps « à la carte ».

En cela une solution est à notre portée : on peut donner aux travailleurs la possibilité (s'ils le souhaitent, bien entendu) de prendre « à la carte » une semaine sur les

quatre dont ils profitent déjà. Une telle mesure introduirait donc d'abord un système souhaité de congés (partiellement au moins) à la carte ; en même temps, elle entraînerait automatiquement un fractionnement des vacances et trait dans le sens d'un bien meilleur étalement. Une semaine, cela veut dire cinq jours ouvrables : ce n'est donc pas utopique !

Quelle est la fonction des vacances ? A part le voyage, elles constituent une période de repos, consacrée à la famille, aux amis, à la culture, au sport, au violon d'Ingres, au divertissement... Or, il est indéniable qu'il s'agit là de besoins essentiellement quotidiens, et que les seules vacances ne peuvent donc satisfaire que très partiellement. La « cinquième semaine » est une belle formule. Mais elle ne correspond donc plus aux véritables

aspirations profondes des Français.

Par conséquent, il est possible, là aussi, de préconiser autre chose : au lieu d'octroyer quarante heures de temps libre sous forme d'une semaine supplémentaire de congés, il serait préférable de répartir ces quarante heures par une réduction de deux heures du temps de travail quotidien sur vingt jours ouvrables, c'est-à-dire quatre semaines qui pourraient notamment être divisées de la manière suivante :

Trois semaines en été, avant les vacances, quand il fait beau, quand les blâmes ont mis les tables sur le trottoir, quand il y a les touristes, quand on est habillé légèrement, quand les jardins publics sont praticables et quand on pourrait mieux se préparer aux grands départs. Une semaine à

la fin décembre, quand c'est Noël, qu'il faut voir la famille, quand les vitrines sont joliment décorées, et quand la ville est illuminée par les lampons de la fête.

Ainsi, on pourra s'acheminer à l'avenir vers une organisation du temps libre qui ménage, outre les congés, toute une période estivale où l'on pourrait vivre des «quasi-vacances» chez soi, dans sa maison, dans sa ville qui ne serait plus uniquement le lieu de travail que l'on veut fuir dès que l'on peut.

Et c'est sans doute cela la véritable «civilisation des loisirs» telle que l'on peut l'envisager de façon réaliste.

GUY GAY-PARA,  
chercheur au Centre  
des hautes études touristiques  
de l'université d'Als-Marseille III.

## A CONTRE RYTHME

### VÉCU

Rien ne va plus sur le « Roussillon »

Un de nos lecteurs, M. Paul Bonnetant, coopérant en Tunisie, nous fait part, dans la lettre ci-dessous, de ses impressions de voyage entre Marseille et Tunis :

Ayant voyagé, le 9 septembre dernier, de Marseille à Tunis, à bord du Roussillon, qui battait pavillon de la société nationale Corse-Méditerranée, j'ai été surpris de la mauvaise qualité du service rendu aux passagers de la classe « Eco-fauteuil ».

Le conditionnement d'air était très défectueux ; dans quelques petites salles, l'air était presque irrespirable par suite du manque d'aération. Le manque de propreté et d'hygiène était flagrant : sol poli de toutes sortes de déchets, poignées des portes en nombre très insuffisant, saleté des toilettes sans distributeur de savon ni serviettes. Pour 500 à 600 fauteuils, pas une seule douche... Une fois le bar fermé, il n'y avait à bord aucun autre point d'eau potable, hormis dans les toilettes aux lavabos souvent bouchés.

Vu les conditions de confort de ce voyage (elles se bornent à un fauteuil et à la télévision dans certaines salles), le prix du passage sur cette classe que fréquentent surtout des travailleurs tunisiens est excessif ! Le navire Danu Corona, de la D.F.D.S. Seaway, sur lequel j'ai très souvent voyagé entre Gênes et Tunis, offre pour le même prix une couchette par personne, des douches à tous les coins de coursive : à quelque classe qu'appartienne, chaque passager peut accéder à tous les équipements du navire : bars, restaurants, distractions, piscine, dancing, cinéma.

La cinquième semaine de congés payés doit absolument être « étalée » (le Monde du 22 octobre). Mais est-ce possible pour les salariés dont le rythme de travail est celui du poste à quai ? M. Guy Massard, de Lillebonne (Seine-Maritime), rappelle qu'une partie importante de la population active vit selon ce rythme « anormal ».

On a tendance à dire, ou à sous-entendre, par salariés : « individus travaillant en général, cinq jours par semaine à raison de huit à neuf heures par jour ». Faut-il rappeler qu'une partie importante de la population active (sans doute supérieure à 25 %, mais l'Annuaire statistique est muet là-dessus) travaille selon un rythme totalement différent, et en particulier selon le mode dit des « postes » ou des « quarts », qui lui fait appréhender quantité de facteurs sociaux avec un ciel et un intérêt différents.

Les cas des congés, en particulier, sont souvent ardu à résoudre, par suite des difficultés inhérentes aux problèmes de remplacements dans les établissements « à feu continu ». Les petits congés (Pâques, Noël, etc.) sont

difficiles ou impossibles à prendre ; la concordance des congés avec les vacances scolaires très aléatoire.

Mais le problème est plus vaste et concerne la situation globale de cette population, qui doit s'adapter à des horaires variables (nuits, après-midi, matins) dans la plupart des cas encore sur la base de cinquante-six heures consécutives avec récupération du dépassement du temps légal sous une forme différente selon l'entreprise et le système de quarts en place, cette séquence englobant dimanche et jours fériés.

Bien sûr, une prime veut compenser ces inconvénients, mais que sont-ils et que signifient ces 15 % du salaire en échange d'une fatigue quasi permanente due en premier lieu aux à-coups imposés à l'organisme tant pour les repas que pour le sommeil, de frustrations dans la vie familiale, la vie culturelle, la vie publique ?

Aucune statistique ne donne le taux de fréquentation par la « population postée » des cinémas, des théâtres, des manifestations publiques conçues pour des gens qui se couchent normalement le soir et se lèvent normalement le matin !

## 3 + 1

La tentative d'étalement des vacances aux usines Renault (une semaine fin juillet et trois semaines en août) a été condamnée par les ouvriers de la Régie (le Monde du 8 octobre 1977). Dans le même esprit, la fédération de la métallurgie C.G.C. a pris position contre une fermeture générale des usines au mois d'août.

Elle demande notamment des jours de congés supplémentaires en fonction des dates de congés retenues ; des prix attractifs hors des mois de juillet et d'août ; la possibilité d'obtenir deux billets S.N.C.F. de congés payés chaque année.

En attendant un véritable étalement des vacances, la C.G.C. propose de limiter à trois semaines la fermeture des établissements Renault, au cours de l'été 1978.

« La quatrième semaine devrait pouvoir être utilisée en fonction du souhait des salariés, c'est-à-dire soit accolée aux trois premières semaines, soit accolée aux congés supplémentaires, soit fractionnée à la journée », conclut la C.G.C.

## CARNET DE VOYAGES

● Aux Philippines, mais... sous la mer ! — Une formule de croisière-plongée (plongeurs non confirmés s'abstenir) aux Philippines. A partir de San-José, port d'attache de ces expéditions, on embarquera sur un bâtiment de 70 pieds, pour sept jours, de l'île de Mindanao à celle de Si-rang, en passant par les îles de Coloman et la passe d'Apo. Sur place (c'est-à-dire à bord), bouteilles, détendeurs et ceintures plombées : les participants devront se munir seulement de leur combinaison et de matériel léger, palmes, masque, etc.

De Paris à Manille et retour, à partir de 5 000 francs par personne, pour 9 jours.

★ Air Tours : 15, avenue de Tourville, 75001 Paris. Tél. : 355-92-32 (se toutes agences de voyages) Au même catalogue, de nombreuses propositions pour l'océan Indien, l'Asie du Sud-Est, l'extrême-Orient, l'Indonésie, etc.

● Madagascar, nouvelle destination vedette ? — Quatrième île du monde par sa superficie (1 500 kilomètres de long sur 600 kilomètres de large), Madagascar — que le rapide succès de ses petites voisines, les Sey-helles, les Comores et Maurice, avait un peu laissée dans l'oubli — semble vouloir rattraper le temps perdu.

Il y a, certes, du pain sur la planche, notamment au « eau des équipements hôteliers encore insuffisants, mais, d'ores et déjà, plusieurs tours-opérateurs français (Explorator, Africotours, M.V.M., Jet Tours, Ifrac, Voyage Conseil, etc.) proposent des forfaits intéressants. Et la compagnie Air Madagascar dessert régulièrement l'île depuis l'Europe, comme elle assure les liaisons à l'intérieur du pays.

★ Air Madagascar : 7, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 355-30-51. (Documentation sur demande.)

● Une antenne les « ienne pour République Tours. — L'un des meilleurs spécialistes français de la Grande-Bretagne vient d'ouvrir un bureau à Londres, et en a confié la direction à M. John Wordie, ancien directeur de l'Office britannique du tourisme à Paris. Un spécialiste, lui aussi... Ainsi, République Tours est-il désormais à même de consolider sa position sur le marché d'outre-Manche, et aussi d'élargir une gamme de programmes déjà importante.

★ République Tours : 51, rue de Malte, 75541 Paris Cedex 12. Tél. : 355-30-30.

● ERRATUM. — C'est à la suite d'une erreur de transmission que l'article « Le séisme entre le « nouille » et le « carbu » (le Monde des loisirs et du tourisme du 5 novembre) a été attribué à « Jean Rolat ». Son auteur est, en effet, Jean Rollin.

### BASF présente le 1<sup>er</sup> ampli-tuner évolutif.

Grâce à son système de «boîtes noires» interchangeables, l'ampli-tuner BASF 8440 permet dès aujourd'hui de s'adapter aux innovations techniques de demain.

Prix indicatif au 1.10.77 : 3 800 F.  
Documentation et liste des points de vente sélectionnés sur simple demande à BASF,  
140, rue Jules-Guesde 92300 Levallois-Perret. Tél. 739.33.22

### loterie nationale

TRANCHE du  
**SUPER LOT 5 000 000 de F**

TIRAGE le  
**21 NOVEMBRE**

### QUI sauvera Gr...

Les services de...

### LA CHAMBRE D'HOTEL CL...

### Jaltour

semaine d'affaires au Ja  
à partir de 5330 francs

vous pourrez attaquer  
che japonais sans pou  
dépendre des somme  
Avant de partir, pa  
votre agent de voyag

JALTOUR a mis au  
plusieurs voyages au Japon  
voyages pendant lesquels

JAPAN AIR LINES

هكذا من الأصل



# Qui sauvera Grandlieu ?

(Suite de la page 21.)

En tout cas, il ne reste plus aujourd'hui au centre de Grandlieu que 800 hectares d'eau libre entourés de 3 200 hectares de marais. Dans quelques dizaines d'années, pronostiquent Loïc et Patrick Marlon, deux écologistes qui ont rédigé une monumentale monographie du lac (1), la végétation aura tout envahi, et dans un siècle Grandlieu sera comblé.

Cette prévision, les seigneurs et les hobereaux qui de tout temps furent les propriétaires du site l'avaient faite aussi. D'où l'idée « d'écouler le marais », c'est-à-dire d'assécher le lac pour en cultiver le limon. A l'origine, la force de la nature s'ajoutait à l'envie de réaliser une lucrative opération commerciale. En quelques siècles, on ne recense pas moins de dix-neuf projets de polystérification du lac. Le dernier, formé par des Hollandais, date d'il y a vingt ans et peine. Les pelleteuses étaient déjà en action. Mais les rivières, les éleveurs de la plaine de Bourgneuf et l'Etat se sont chaque fois opposés à ces entreprises. Grandlieu a été jusqu'ici sauvé des hommes, parfois in extremis.

Le sauvetage, généralement accompagné de conflits d'intérêts et de chamailleries juridiques, est toujours à recommencer. Grandlieu appartient aujourd'hui à quelques propriétaires privés qui y pratiquent la chasse au gibier d'eau. Une quarantaine de chasseurs locaux se partagent environ 100 hectares, un industriel de Loire-Atlantique en contrôle 700 et une société, dont le porteur Jean-Pierre Guerlain est le principal actionnaire, 2 700. C'est grâce à ce dernier que Grandlieu sera définitivement tiré des griffes des spéculateurs.

Depuis plus d'un demi-siècle, Jean-Pierre Guerlain est amoureux de Grandlieu, de ses roseaux changeants de son ciel ponctué de nuages, de ses animaux sauvages. Il y chasse huit mois par an, mais avec mesure, comme un prédateur intelligent. Il y a développé un élevage original de canards colverts qui, à raison de dix mille par an, vont grossir les escadrilles de migrateurs. « J'ai éloigné Grandlieu comme mon enfant, dit-il, mais j'ai soixante-douze ans et je veux qu'après ma mort cet endroit soit sauvegardé. L'idée m'est venue voici trois ans de céder à l'Etat les espaces que je possède. A quatre conditions : que les autres actionnaires de la société soient dédommagés, que les pêcheurs puissent continuer leur métier, que je sois autorisé à chasser tant que j'en aurai la force et qu'enfin le lac devienne une réserve naturelle. »

Entre l'industriel et le ministre de l'environnement les négociations ont été laborieuses. Elles viennent de s'achever par un protocole d'accord. Le ministre, M. Michel d'Ornano, a accepté les « conditions » du porteur qui, en contrepartie de ses 2 700 hectares, recevra environ 3 millions de francs.

**Les servitudes du classement**

Tout n'est pas réglé pour autant. D'abord, l'Etat ne sera propriétaire du lac que sur 77 % de sa surface. Les autres propriétaires exceptionnels ont le jour de vendre ? La réserve naturelle soumise par M. Guerlain — et dont le gestion sera confiée à une société de protection de la nature — ne deviendra effective qu'après la

décès de l'industriel. Enfin à quel servira-t-il de protéger le lac et les rivières qui l'alimentent sont de plus en plus pollués et si les rives qui le cerment se hérissent de villas ?

Côté politique, la situation est loin d'être rassurante. Sur les neuf communes riveraines, trois seulement ont une station d'épuration.

ici commence... l'Asie

nous la connaissons si bien que nous avons créé, pour qu'il soit à votre disposition, notre

## CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE de L'ASIE DU SUD EST

Nous y avons la documentation, les guides, les cartes. Et surtout un personnel compétent qui vous aidera à préparer et à organiser vos voyages. Nous organisons toutes les formules, des moins coûteuses aux plus luxueuses : voyages individuels - en groupes - voyages d'affaires. Nous avons même notre propre brochure de voyages « à la carte ».

**PACIFIC HOLIDAYS**  
163, avenue du Maine  
Tél. : 539.37.36  
75014 PARIS  
Métro : Mouton-Duvernét

Veuillez adresser la brochure L'ASIE de A à Z à M. :  
Adresse :  
Code postal :  
Joindre 3 francs en timbres pour frais d'envoi

EXEMPLES DE PRIX POUR DES VOYAGES DE 10 JOURS	
Bali.....	4.100 F
Bangkok.....	3.100 F
Ceylan.....	2.950 F
Philippines.....	4.350 F
Indes.....	3.290 F
Japon.....	4.950 F

Nous vous dirons enfin ce qu'il faut penser des vols à prix réduits et vous conseillerons les meilleurs charters.

## LA CHAMBRE D'HOTEL CLEFS EN MAIN

A U milieu du hall d'exposition, trône la salle à manger standard que tous les hôtels ont adoptée. Plus loin, a été reconstituée une suite du Novotel de Libreville (Gabon) dans laquelle on tente des « mariages » de meubles.

A Evry (Seine-et-Marne), au siège du groupe, ce hall est un peu le laboratoire » de la Devimco. « Développements immobiliers et commerciaux », filiale du Novotel, spécialisée dans l'achat de biens d'équipement pour le compte des sociétés Novotel, des hôtels « Ibis » ou « Mercure » et des restaurants Courte-Paille.

Une chambre Ibis à deux lits a été reconstituée aux dimensions exactes. Elle permet de vérifier l'usage d'une chambre pour faire les lits sans gêne excessive. Dans une cellule, on essaie un prototype de chambre en matériau stratifié ; dans une autre, on promène la tablette-bureau jusqu'à ce que la place idéale s'impose. Ailleurs, on teste les chaises, les moquettes, les luminaires et les plantes en plastique.

Comment la Devimco fait-elle ses choix ? « Ce n'est pas la Devimco qui choisit ses modèles, explique M. Jacques Langier, directeur général. Intervient d'abord le décorateur, qui sélectionne un certain nombre de meubles et d'éléments décoratifs en fonction de « l'état d'âme » qu'il veut créer dans l'établissement. La Devimco introduit alors les contraintes d'exploitation. Pour avoir réellement testé par exemple les moquettes, nous pouvons donc dire si les choix du décorateur sont adaptés ou non. Nous sélectionnons tout ce qui est inflammable, résistant et, surtout, fragile, car les hôtels doivent disposer d'un matériel d'une solidité extraordinaire. »

Après les points de vue esthétiques et techniques, c'est au tour des possibilités budgétaires d'imposer leurs contraintes. Les directions générales des chaînes hôtelières communiquent à la Devimco les « fourchettes » de prix dont elles disposent pour meubler les chambres. Ainsi, le coût total d'un hôtel Ibis divisé par le nombre de chambres donne un prix unitaire de 75 000 francs, dans lequel entrent le coût de la construction, celui de la pelouse, comme celui des meubles. La Devimco doit faire en sorte de proposer aux directions des produits dont les prix ne bouleversent pas cette « fourchette ».

Avec un chiffre d'affaires annuel de 35 millions de francs, la société pèse d'un poids important dans les négociations qu'elle mène avec ses fournisseurs. Sa puissance d'achat est incontestable : cinq millions de savonnettes et soixante mille assiettes par an, pour les dix-neuf mille chambres des hôtels du groupe Novotel, cela coûte. Signer un marché d'équipement pour mille chambres permet d'obtenir des conditions très favorables.

**Cinq millions de savonnettes**

« Nous bénéficions d'une réduction de 50 % sur les ampoules électriques », déclare M. Langier-Nègre. Mais il s'agit d'un record que je ne m'explique pas encore très bien. En moyenne, les rabais que nous obtenons tournent autour de 20 %. Sur certains produits, comme les articles pour bébé, que nous achetons en très petite quantité, la réduction est nulle. »

La centrale d'achats ne se contente pas d'acheter. « Dans un hôtel, il y a environ trois mille catégories de produits (vaisselle, lits, savonnettes, chaises...) », explique le directeur général. Lorsqu'on ouvre un établissement, ces trois mille produits doivent se trouver au même moment et au même endroit. Il faut les transporter sur place : c'est un mini-débarquement de Normandie. Il faut aussi coordonner les livraisons, car deux cents camions ne pourront être placés dans les chambres qu'après la pose des fils électriques, des tôles de lits et de la moquette. C'est vraiment très complexe, et il manque toujours quelque chose, mais jamais rien d'essentiel. »

Quelque filiale du holding Novotel, la Devimco ne bénéficie d'aucun monopole. Aucune des sociétés du groupe n'est obligée de s'adresser à elle pour ses équipements. « Si elles achètent tout de même par notre intermédiaire, c'est qu'elles doivent y trouver leur intérêt », constate M. Langier-Nègre.

La société ne peut compter sur aucune rente de situation. Aussi cherche-t-elle à multiplier ses exportations à l'étranger et ses collaborations avec des clients « extérieurs ». Cette croissance élève la puissance d'achat du groupe, permet d'obtenir de meilleurs prix et aide à ouvrir les frais fixes de la Devimco.

Celle-ci a équipé neuf cents chambres à Plovdiv et à Sofia (Bulgarie). Elle monnaie son savoir-faire au Brésil. Elle prévoit qu'en 1978 les trois quarts des équipements d'hôtels nouveaux seront traités à l'exportation.

Enfin, un tiers du chiffre d'affaires de la société est réalisé avec des clients n'appartenant pas au groupe Novotel-S.I.E.H. Ibis, Mercure et Courte-Paille. M. Langier-Nègre projette d'augmenter cette clientèle grâce à un réseau d'agents en cours de constitution.

« Nous avons seulement besoin d'apprendre en temps utile que M. Untel veut co-ruire cinq cents chambres à Machin-les-Bains », précise M. Langier-Nègre. « Quand nous savons s'il s'agit d'un hôtel d'affaires ou d'un hôtel de vacances — les machines à café diffèrent, n'est-ce pas, — nous pouvons alors proposer nos services. »

**ALAIN FAUJAS.**

● Onze étoiles de plus pour P.L.M. — Trois hôtels viennent de rejoindre la chaîne P.L.M. Il s'agit d'abord de l'hôtel Lou Tamarou, à Béziers. Construit en 1974, ce 3 étoiles de soixante-cinq chambres est situé à quelques minutes du centre-ville et à proximité des plages du Cap-d'Agde et de Valras. Avec l'hôtel Arverne à Clermont-Ferrand, ses soixante chambres 4 étoiles et sa salle de conférence de deux cents places, P.L.M. s'installe, pour la première fois, dans le centre de la France. Enfin, l'hôtel Royal Madeleine, situé au cœur de Paris, à deux pas de la Concorde, compte soixante-dix chambres 4 étoiles qui ont été totalement rénovées en 1976.

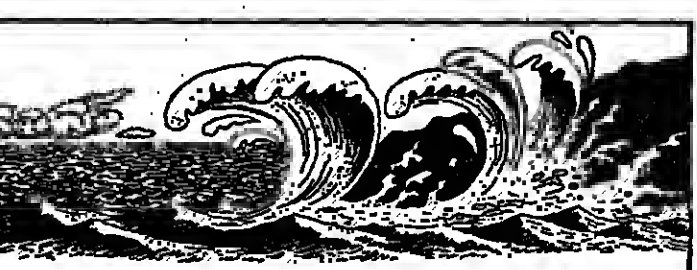


## Jaltour une semaine d'affaires au Japon à partir de 5330 francs.

Pour les hommes d'affaires soucieux d'associer rentabilité et efficacité, JALTOUR a mis au point plusieurs voyages au Japon. Des voyages pendant lesquels vous pourrez attaquer le marché japonais sans pour autant dépenser des sommes folles. Avant de partir, parlez-en à votre agent de voyages.



**JAPAN AIR LINES**  
Vous êtes notre raison d'être.



## Quiberon: Le bien-être retrouvé à l'Institut de thalassothérapie de Quiberon

Information et Réservation:  
56170 Quiberon  
Tél. (97) 52 67 02 ou à Paris 657 11 43  
Forfaits spéciaux d'automne sur demande.

## le tourisme français

80 circuits ou séjours au bout du monde

## philippines



17 jours  
**8 880 F**

Participez gratuitement à une réunion d'information sur ces voyages le 24 Novembre à notre cercle

Invitation sur demande à une agence ou par téléphone.

## le tourisme français

- Paris 9<sup>e</sup> 88, rue de la Victoire - Tél. 280.67.80
- Paris 11<sup>e</sup> 277, bd Voltaire - Tél. 344.78.03
- Paris 13<sup>e</sup> 107, rue de la Glacière - Tél. 688.92.41
- Paris 14<sup>e</sup> 177, rue d'Alsace - Tél. 542.47.03 (agence correspondante)
- Paris 14<sup>e</sup> chez la Société Générale Tour Maine-Montparnasse Tél. 538.71.18
- Paris 15<sup>e</sup> 32, avenue Félix-Faure - Tél. 250.88.74
- Paris 17<sup>e</sup> 14, avenue de Villiers - Tél. 227.82.18
- Paris 18<sup>e</sup> 147, rue Ordener - Tél. 078.52.42 (agence associée)
- Levallois-Perret 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.08.70 (ag. corresp.)
- Saint-Denis 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 280.67.80 (p. 280)





TOURISME

la Birmanie telle qu

**REFUSEZ DE VIEILLIR!**

**CURES DE GERIATRIE EN ROUMANIE**

Réservations et inscriptions auprès de votre agence de voyages habituelle.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :  
**OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN ET CIE AERIENNE TAROM**  
38, avenue de l'Opéra - 75002 Paris  
Tél. : 073.79.08 et 073.27.14

En toutes saisons, profitez de cet excellent moyen pour combiner vos vacances avec un séjour "repos-sant" à Bucarest.

Les cures de gériatrie, d'une durée de 14 à 21 jours, sont administrées dans des instituts spéciaux, de renommée mondiale, sur la base du traitement réputé du Professeur Ane ASLAN.

Prix tout compris pour 14 jours : à partir de 3760 F.

DOCUMENTATION  
Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cures de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

## Participez au concours de Radio-Varsovie

- êtes-vous allé en Pologne ? si oui, quelles impressions avez-vous rapportées de votre séjour ?
- quelles sont les réalisations qui, selon vous, ont rendu plus proche au monde l'image de la Pologne contemporaine ?

En répondant à ces questions, ou seulement à l'une d'elles, vous serez admis à participer au tirage au sort des prix :

## Excursions de 10 jours en Pologne et divers lots de valeur

adrez vos réponses à  
**POLSKIE RADIO**  
00-950 - VARSOVIE  
Boîte Postale 46 - POLOGNE

sous enveloppe portant la mention "Concours" avant le 31 décembre 1977 (le cachet de la poste faisant foi).

Les résultats seront annoncés dans nos émissions du 31 janvier 1978; l'excursion aura lieu à la date fixée par la Radio Polonaise.

**Heures et longueurs d'ondes des émissions en langue française de RADIO VARSOVIE à destination de l'Europe (heure de Paris)**

7 h 00	31,01 m	41,27 m	48,90 m			
12 h 30	31,45 m	42,11 m	48,90 m			
13 h 30	31,45 m	41,18 m	48,90 m	49,22 m	50,04 m	200 m
15 h 00	41,18 m	48,90 m	49,22 m	50,04 m	200 m	
16 h 30	25,34 m	31,45 m				
19 h 00	31,45 m	42,11 m	48,90 m			
21 h 00	41,27 m	48,90 m				
21 h 30	41,27 m	48,90 m	50,04 m	75,85 m	200 m	
22 h 30	41,27 m	42,11 m	48,90 m			
23 h 00	41,27 m	48,90 m				

## PAUVRE ET ÉTONNANT PAYS La Gascogne pour lire l'histoire de France

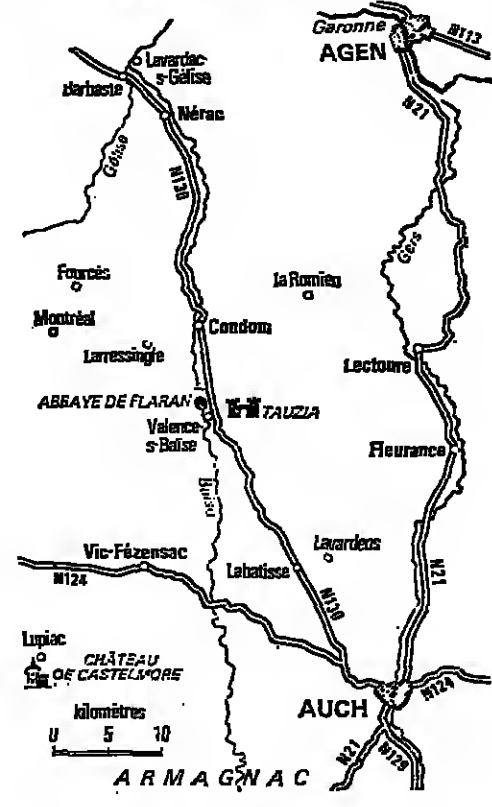
Il n'est pas de région de France qui, plus que la Gascogne, ait été abusée par l'excellence de sa table sur le véritable état de sa fortune. Pas d'autre qui, sous l'influence du Pays basque, ait été aussi impudemment modelée par le droit d'aînesse étendu aux biens de roture. De sorte que le cadet y a toujours été le produit le plus constant d'une agriculture soumise, comme ailleurs, aux caprices des saisons, et qu'il est, de par le monde, aussi célèbre que le foie gras et l'armagnac. Traité par sa mère comme un perpétuel invité, comment eût-il douté de l'avenir qui se présentait sous la forme du conflit d'oie et du madiran ? Las ! Le jour où son père lui présentait la rosse de 10 écus qui devait le porter à Paris, il n'en recevait guère plus pour se présenter lui-même à M. de Tréville ou au maréchal de Gramont.

Tel fut le sort de d'Artagnan, dont une plaque honore la mémoire au château de Castelmore. Bref, pour ne rien négliger des moyens de séduction de ce pauvre et étonnant pays, n'ayant pu s'offrir l'architecture de ses rêves, il a été le carrefour de toutes les autres et, n'ayant pu davantage les hybrider au gré des modes, nous les a léguées intactes, dans un paysage qui est encore à la dimension du cheval, bien qu'il soit hanté par le tracteur.

Et c'est ainsi que, de colline en colline, de bord (métairie) en bord, ce paysage, en casquette plate de la figure, à travers des noms illustres, toute l'histoire de France. La route grimpait et s'enfonçait, qui ignore les mirages, et sur laquelle, à la cime de chaque côte, matin et soir, s'embauchait ce dangereux archer, le soleil. Au gré du périple, défient bastides et fortifications du Moyen Âge, donjons, églises et monastères, murs, clochers romans, cathédrales et cloîtres gothiques, le tout saupoudré de quelques deux cents châteaux, manoirs et gentilhommières.

A l'exception de la cathédrale d'Auch, construite par des hommes du Nord insoucieux des impératifs climatiques, tout ce monde — et d'un commun accord — habitat paysan en tête, tourne le dos à l'Océan, d'où viennent chaque été dix-huit à vingt orages plus ou moins catastrophiques. Marcher vers l'est, c'est donc rencontrer le vent contraire qui sèche tout. C'est aller du vert des Landes au rose briqué du Midi toulousain, à travers les colimaçons gris et or, les plus ardemment colorés de France. Sous l'infinie variété des tuelles, qui vont du rose fané au sang séché des lendemains de corrida, cette campagne est déjà espagnole par tout ce qu'elle dégage dans la lôte d'un ciel bleu, retentissant comme un gong sous le choc du soleil, par le violent contraste des blancs et des ombres, par l'ascétique maigreur de certains visages.

Comment cette écriture linéaire peut-elle cohabiter avec l'opulente palette des récoltes, c'est bien là le paradoxe ! C'est pourtant un pays de guérilla que celui où, chaque fois que le mal fait place à la vigne, on se met à sonder les sols avant de les daller, pour voir s'ils ne recèlent pas quelques filacons vénérables.



enfoncé en des temps troublés. Car on distille, ici, depuis au moins François I<sup>er</sup>. Et depuis que la guerre de l'indépendance a ouvert le marché américain à l'armagnac, l'alcool est l'étalon or de la Gascogne. Les meilleures années on toujours été théaurisées. On marche sur des coffres forts.

### Du meunier à l'ami des hommes

Avant même de pénétrer dans le Gers, cœur de la Gascogne, en venant de Casteljaloux on rencontre à Lavardac-sur-Gelise le mont-lin fortifié (XIV<sup>e</sup> siècle) qui fit d'Henri IV adolescent le « petit meunier de Borbaste ». Plus au sud, la bastide de Fourcès (XIII<sup>e</sup> siècle) et son château du XIV<sup>e</sup> siècle ont le même panorama que celle de Montréal greffe sur le rocher qui surplombe le Peyragort. L'ancienne résidence des évêques de Condom, Larressingle, tient au contraire tout son prestige de la main de l'homme. En vain a-t-on tenté de ridiculiser ce demi-hectare de fortifications en le comparant à Carcassonne, c'est le plus saisissant raccourci de ce que l'architecture militaire, civile et religieuse peut montrer au XIII<sup>e</sup> siècle : il ne lui manque que la parole, c'est-à-dire le répertoire de Villon pour récupérer dans nos sensibilités toute son artillerie.

Condom a perdu la sienne le jour où Bossuet, nommé évêque, décida de ne pas rejoindre sa cathédrale flamboyante dont les arcs-boutants rament puissamment dans la boue des toits. Il y eût trouvé « la meilleure acoustique du royaume ». Le cloître qui la flanque abrite avec le musée de l'Armagnac, un gigantesque pressoir du XVII<sup>e</sup>. Visiter les chais et, parmi les nombreux châteaux d'alentour, celui de Bonpas, où le marquis, premier distillateur moderne, fit au XVII<sup>e</sup> de remarquables installations. A l'est de Condom, l'extraordinaire

collégiale de la Romieu fut construite en sept ans par Armand d'Aux, camériste du pape d'Avignon Clément V. En allant sur Valence, on découvre la célèbre abbaye cistercienne de Flaran, dont la salle capitulaire est le maître morceau. Essai de châteaux, dont le plus significatif, l'ouvrage militaire du Tauxa, n'avait besoin que d'une échelle pour assurer sa sécurité !

Ne s'engagez pas sur Auch sans faire, un peu avant la Batisse, un « à gauche » de 4 kilomètres qui vous conduira à Lavardens. Ce formidable bouquet de pierres juché sur son promontoire est l'œuvre du comte de Mirabeau, l'ami des hommes, père du tribun. Il est enté sur deux châteaux antérieurs dont l'un, remontant au moins au XII<sup>e</sup> siècle, a abandonné son donjon à l'égide qui le joute et dont l'autre, du XVI<sup>e</sup> siècle-ci, entièrement refait au XVII<sup>e</sup>, nous a laissé d'admirables carrelages à thèmes cosmogoniques.

Il a fallu deux siècles pour construire, à partir du XV<sup>e</sup>, la cathédrale d'Auch. Trois chefs-d'œuvre : l'un des hochers de Toulouse en quelque mille cinq cents personnages sculptés dans les stèles du chœur, l'autre du génial vitrailier Arnould de Moles, dont le dernier panneau est daté de 1513, le troisième du facteur d'orgues Jean de Joyeux, qui les termina en 1645. Quatrième exploit, celui de Victor Gonzales, qui, en les restaurant, a fait d'Auch une des capitales mondiales du concert spirituel. Bie des choses vous retiendront encore ici, notamment le ravissant petit théâtre XVIII<sup>e</sup> de l'hôtel de ville. Ou, bien moins connu, le cloître construit au XIX<sup>e</sup> dans l'ancien couvent des Carmélites. Nul ne s'attendait à l'admirable épure spirituelle que ce siècle, grand amateur de pâtisseries, nous a laissée là. C'est le petit miracle d'Auch.

ANDRÉ SEVERAC.

## CARNET DE VOYAGES

- Trois jours à l'ombre de la Koutoubia. — Du samedi au mardi, soit 4 jours et 3 nuits, la découverte de Marrakech. Il en coûtera 1 795 francs par personne, ce prix comprenant l'avion Paris-Paris et le transfert à l'hôtel Palais El Badia, où on résidera en demi-pension. Un excellent prétexte pour aller goûter dans les souks la cuisine populaire du Maroc.
- ★ Airtour - Euro 7 (Europair). Dans les agences de voyages.
- Plus de trois millions d'aventures. — Le catalogue automne-hiver d'Air Alliance propose 3 600 000 possibilités d'extensions au départ de Bangkok, Colombo, New-Delhi, Bombay, Katmandou, Calcutta, Hongkong, Singapour, Diakarto et Bali. L'agence a cherché à combiner les possibilités d'aventures avec les séjours dans les grands hôtels. Un exemple ? Le voyageur pourra se rendre jusqu'au pont de la rivière Kwai après avoir pris une chambre à l'hôtel Ambassador de Bangkok. Confort rudimentaire ou vie de pacha, Air Alliance se veut toujours l'anti-club pour les passionnés de découvertes.
- ★ Air Alliance : 4, rue de l'Echelle, 75001 Paris. Tél. : 260-74-03. Réservations : 4, rue de la Michodière, 75002 Paris. Tél. : 073-63-50.
- American Express assure les voyages. — La carte électorale American Express offre automatiquement — et gratuitement — à tous ses titulaires une assurance couvrant le risque de décès ou d'invalidité par accident survenu au cours d'un voyage. Le montant maximum de la garantie s'élève à 125 000 francs. Une seule condition : le billet de transport doit avoir été acheté avec la carte American Express.
- D'autre part, celle-ci permet au voyageur de retirer à l'étranger, dans les bureaux American Express, 1 000 francs par semaine, en échange d'un chèque bancaire.
- Londres à la carte, pourquoi pas ? — La S.N.C.F. propose, pour le prix de 332 francs par personne, une escapade à Londres. Ce forfait comprend le voyage aller et retour par le train — cela va sans dire ! — en deuxième classe, la traversée maritime, le séjour dans la capitale britannique en demi-pension avec un vrai breakfast durant la nuit, et l'attribution d'une carte « go on you please » permettant d'emprunter à volonté métro et autobus londoniens.
- ★ Bureaux de tourisme S.N.C.F. : 18, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 296-14-14, et toutes gares du réseau.

Avec « BIBLE ET TERRE SAINTE »

**NOËL A BETHLEEM**

du 22 au 29 décembre 1977

accompagné de Paris à Paris par l'abbé LEITNER, aumônier des lycées de Metz

Prix par personne en pension complète : 2.670 francs

Renseignements et inscriptions toute Agence de Voyages et SIRT TOURS, 5, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 260-31-96. Lic. 309 A.

## Si la magie de l'Orient vous fait r... voici où vous devez d...

LA MALAISIE

Tout

مكتبة من الأصل



NI JEANS, NI COCA, NI TÉLÉVISION...

# La Birmanie telle qu'en elle-même

ENSAÏMÉE entre l'Inde, la Chine, le Laos, la Thaïlande et la mer, la Birmanie a résolu jusqu'ici de se laisser entraîner dans l'engrenage d'un tourisme échevelé et parfois destructeur. Ayant fait partie de l'Empire des Indes jusqu'en 1887, ce pays d'environ trente millions d'habitants, et d'une superficie un peu plus grande que celle de la France, l'occupation japonaise, avant de devenir indépendante en 1947 sous le nom officiel d'Union birmane. En effet, les Birmans proprement dits représentent seulement à peu près la moitié de la population, le reste étant formé de diverses ethnies souvent turbulentes, dont les Shans, les Kachins, les Karens, les Kayahs, les Arakans, les Nagas et les Chins sont les plus importantes.

Depuis l'indépendance, la Birmanie a connu une histoire intérieure plutôt mouvementée, mais relativement discrète, et le gouvernement central n'a jusqu'à présent pas véritablement réussi à pacifier toutes les régions. C'est sans doute l'une des raisons de son repli sur lui-même et de son peu d'empressement à ouvrir ses frontières à tout venant. Pourtant, certains accommodements ont été quand même trouvés : si, il y a de cela une douzaine d'années, le visa n'était accordé au visiteur que pour quarante-huit heures, aujourd'hui, le séjour autorisé est étendu à sept jours et assorti de la permission d'aller voir quelques rares villes de l'intérieur. Bien sûr, elles ne sont pas toutes accessibles, tant s'en faut, aussi bien pour des motifs de sécurité que par manque d'infrastructures. Mais déjà, les localités ouvertes au voyageur laissent découvrir d'étonnantes splendeurs du passé et un kaléidoscope de couleurs, de senteurs et de sons de la vie quotidienne.

A comparer le souvenir évanouissant d'une brève escale à Rangoon, la capitale, il y a quelque chose de plus à la Birmanie telle que nous venons de la retrouver, l'impression de continuité est totale. Peut-être y a-t-il quelques voitures de plus à brinquebaler sur les larges avenues de la ville, où les cyclopoisses demeurent

cependant encore les plus nombreux. Les passants, hommes et femmes, n'ont toujours pas troqué le « longyi » (espèce de sarong) traditionnel contre le costume européen ; de petits chevaux au trot nonchalant tirent des fiacres découverts parfaitement adaptés à l'atmosphère moite des tropiques ; des hommes entraînent encore des chariots chargés de fruits ou des marchandises.

Pourtant, c'est à Shwe-Dagon, la grande pagode dorée plus que himilénante, que nous avons soudain eu le sentiment que le temps s'était arrêté. Sous un ciel d'azur qui se colorait des premiers éclatements d'un crépuscule chatoyant, le saboteur vit sa vie apparemment immuable. Autour du « stupa » central étincelant de son revêtement d'or perpétuellement renouvelé, dans des chapelles aménagées sous le regard paisible de centaines de bouddhas, on va, on vient, on s'assoit, on repart, on prie, on regarde, on médite, on bavarde, on songe, on rêve.

## Le bouddhisme au jour le jour

L'air lui-même semble s'enivrer des senteurs de milliers de bouquets ou de guirlandes, sérénité ambiante calme insidieusement les moindres velléités d'extraversion — cela ne vent pas dire pour autant qu'on est sérieux jusqu'à la morosité sévère et monotone. Au contraire, les sourires sont ici légion, les rires fusent souvent, les regards eux-mêmes s'illuminent d'une courtoisie à l'épreuve des contingences quotidiennes. Le bouddhisme est vécu ici au jour le jour, avec une aisance souveraine et, sans doute, une foi profonde qui permet d'arrondir les angles et de s'accommoder d'innombrables contrariétés. Le monastère est aussi l'école, et chaque Birman est tenu d'y consacrer au moins une période déterminée de son existence. Il revêtira alors la robe couleur safran et s'en ira chaque jour mendier sa nourriture, n'ayant plus, dès lors, le droit de posséder pour tout bien qu'une ombrelle,

une besace, un éventail et son bol à aumônes.

A Shwe-Dagon, les bonzes vont et viennent, font leurs dévotions, tiennent des conciliabulas animés au pied des statues, égrègent leur chapelet. Mais, le plus souvent, ils sont les yeux mi-clos, comme absents aux autres, comme enracinés dans un monde décalé. Sous l'auvent d'un petit temple, un vieil homme au regard pétillant de malice carresse un vieux grimoire : c'est l'astrologue qui attend l'éventuel client. Contemplant la ville qui s'étend à leurs pieds, un moine au visage tout ridé raconte une longue histoire à un jeune disciple attentif ; peut-être lui rappelle-t-il la légende qui veut que quatre-vingt-dix-huit bonzes marchands se virent gratifiés de huit chevaux du Bouddha. Alors, ils décidèrent d'édifier un temple ; enrichis dans un raiquaire, les précieuses chevaux furent placés sur le dos d'un éléphant blanc, qui entreprit un long voyage. Puis, un beau jour, il s'arrêta pile. A l'endroit où se situe aujourd'hui la Pagode dorée, l'une des plus belles et des plus vénérées de tout le Sud-Est asiatique.

Cependant, si Rangoon est un premier contact bien utile pour qui débarque en Birmanie, le voyage à l'intérieur du pays révèle bien des surprises et ménage des rencontres inattendues. Pagan d'abord, l'ancienne capitale d'un royaume florissant à partir du onzième siècle. S'étendant sur plusieurs kilomètres, des vestiges encore fièrement témoignent de sa somptuosité passée.

## Tempête sur le lac

Puis au nord, plus moderne et plus vivante, Mandalay fut la capitale des derniers rois birmans au siècle passé. Ses rues grouillent d'artisans, de commerçants, de marchands ambulants, de gamins en vadrouille dans une ambiance tranquille, certes, mais pleine de vie. Là aussi, les cyclopoisses sont légion devant la gare, tandis que, sur la place, un guérisseur entouré d'une foule vivement intéressée vante les vertus de ses plantes. Au loin, la célèbre colline de Mandalay,

gardée par deux lions mythiques et monumentaux, découpe sa silhouette sur le ciel pur.

En atterrissant à Hano, en pays shan, l'ordalie soudaine se dresse à l'écoule d'un étrange grincement régulier qui rase la tranquillité environnante. Sur la route de terre battue, une longue caravane de chars à bœufs se déplace lentement, au rythme balancé de ses grosses roues cerclées de fer : les paysans des environs vont porter au village la récolte de pommes de terre.

Aux alentours de Taunggyi, le décor change : à plus de 1 000 mètres d'altitude, l'air des montagnes est frais, les visages plus fermés et le sourire plus rare. Le grand lac Inle, situé dans une couronne de cimes couvertes de forêts profondes, est une oasis bleue et mauve, ponctué d'îles où se dressent d'admirables monuments religieux. Mais ce lac paisible sait aussi avoir des colères soudaines, et la tempête dont il nous gratifia pendant une bonne heure, accompagnée de rafales cinglantes de pluie chaude et d'un vent fou, restera longtemps dans nos mémoires. Des dizaines de pirogues se hâtèrent vers le refuge sur pilotis où nous avions trouvé abri. Comment lui en garder rancune puisque, après le débâtement imprévu des éléments, il nous offrit le spectacle d'un superbe arc-en-ciel sur un ciel lavé mais encore tacheté de nuages menaçants ?

Pas de jeans, de Coca ni de télévision : la Birmanie est probablement l'un des derniers pays de la planète à se refuser aux concessions de la société de consommation. Mais ce n'est pas non plus un paradis pour nostalgiques d'un passé qui stérilise lentement. Attachant et contradictoire, le pays continue à s'entreouvrir préeconsciemment, pris entre un temps autre et le désir diffus de connaître autre chose.

CLAUDE B. LEVENSON.

\* Air Alliance, Ase Tour, P.M.T.J. Voyages, Jumbo, Kwon, Planète, Airtour-Euro 7 et plusieurs autres agences françaises ont inscrit la Birmanie à leurs catalogues. (Se renseigner dans les agences de voyages.)

FOURCHETTE EN L'AIR

# Le pari sarde

NOUS avons parlé, en leur temps, des délicieuses — et rares — spécialités sardes que la Sardaigne propose dans ses deux restaurants parisiens, celui du boulevard Garibaldi et celui de la place du Marché-Saint-Honoré (« le Monde des loisirs et du tourisme » du 29 septembre 1975). Nous avions dit combien Marcello Pisaddu possédait l'art de faire, de cuire et d'apprêter ces pâtes à la mode de Sardaigne très différentes de celles que l'Italie a fait connaître tout autour du globe : combien la romeste, l'agnon, le basilic, le fenouil et l'huile d'olive savaient leur faire, quand ils ne cèdent pas la place

à la capone fraîche, aux épinards, ou à la poltrone tumbe, une escorte aussi alambiquée que raffinée.

Les 1 Si le boulevard Garibaldi ne désemplit guère, la salle du Marché-Saint-Honoré, elle, désespère le maître de céans. Quelques fidèles, mais pas de nouveaux gourmets... Après s'être interrogé — « Est-ce que j'ai pu plier, ou mes prix ? » — après avoir rallié son décor, il a décidé, pour en avoir le cœur net, de se lancer dans une expérience — le mot n'est pas trop fort — pour le moins originale. Qui, croyons-nous, s'avère, quand ils ne cèdent pas la place

## Un « sondage » inhabituel

Dès aujourd'hui, et jusqu'au 31 décembre prochain, les clients qui viendront déjeuner ou dîner au Marché-Saint-Honoré de la place du Marché-Saint-Honoré auront eux-mêmes leur addition, et ne régleront que ce qu'ils auront estimé devoir payer. Ni le patron ni le maître d'hôtel ne feront la moindre observation (ni la moindre grimace) lorsque le client s'excusera. A lui, et à lui seul, d'estimer le montant de chaque plat (service inclus), que ce soit les spécialités qu'il aura choisies, quel que soit le nombre de plats qu'il aura dégustés. Seule la carte des vins sera normalement chiffrée — et la boisson normalement acquittée.

De ce « sondage » (pour une fois bien différent de ceux auxquelles nous sommes quotidiennement habitués), Marcello Pisaddu tire très certainement des enseignements qu'il espère. Et gagnera, nous en sommes persuadés, cette clientèle qu'il mérite tant, mais se désola de ne voir prendre le chemin de ses terrasses, de ses cullingtones et de ses malloredus, également exquises...

J.-M. D.-S.

\* La Sardaigne, 23, place du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. 260-54-69 et 260-48-94 (tous les dimanches).

P.S. — Puisque l'occasion nous est donnée de raporter de maisons déjà citées, il leur signaler que les propriétaires de Chez Katy, l'excellent restaurant marseillais de la rue Jean-Jacques-Rousseau (le Monde du 19 février 1977) viennent d'ouvrir, à l'enseigne de la Tour Hassan, un deuxième et non moins excellent teltel, où couscouss, ignines, méchoules et autres « teltels » (pastilles) sont à l'honneur. Toutefois, dans ce cadre plus élégant et plus vaste, si le cuisinier reste le même, les prix sont un peu plus élevés. Compter environ 100 F par couvert.

\* La Tour Hassan, 27, rue de Turbigo, 75003 Paris, tél. 233-79-34 (ouvert tous les jours).



La renommée des merveilleux baillifs imprimés à la main et des somptueux brocards tissés à la main a dépassé les frontières de Malaisie. Ils donnent libre cours aux couleurs et aux motifs.

Un édifice remarquable de Kuala Lumpur, la capitale de la Malaisie, est le palais de style Mauresque du Sultan Abdul Samad. Achève en 1897, il surplombe le Club de Selangor et Padang où l'on joue toujours au cricket, très calmement.

A Sarawak, une débauche d'ibanaise met sa culture de cérémonie à l'occasion d'une fête dans la maison communautaire qui peut recevoir de 10 à 100 familles.

## Si la magie de l'Orient vous fait rêver, voici où vous devez d'aller.

Tout ce que l'Orient vous inspire. Les gens, les cultures, les nourritures, les costumes. Les mosquées et les temples. Le piquant de la cuisine. Le piquant de la vie. Les palmiers plongeant dans la mer sur des plages blanches désertes. Les bazars où marchander des trésors faits à la main. La chaleur du peuple qui ose offrir la chaleur du soleil.

Tout est là en Malaisie. Nous sommes juste au-dessus de l'équateur. Sur la côte ouest, les eaux du Détroit de Malacca se jettent dans l'Océan indien tandis que la Mer de Chine Méridionale rafraîchit les plages de l'est.

Commerçante de longue date, la Malaisie est l'étape idéale de tout voyage. Mais vous découvrirez vite pourquoi autant de monde désire y rester un temps.

Nous avons tant à vous montrer. La superbe hospitalité de nos hôtels. Les économies surprises qu'on fait, à venir passer des vacances ici. Envoyez-nous vos nom et adresse, maintenant. Le rêve peut devenir réalité. Dès demain.

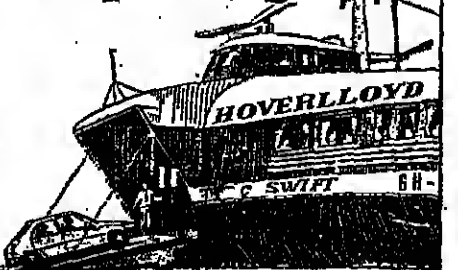
Tourist Development Corporation of Malaysia  
Rossmarkt 171 Am Salzhaus 6, 6000 Frankfurt am Main, Germany. Tel. (01) 28.37.82/83

N° 17, Curzon Street, Mayfair, London W1Y, 7FE United Kingdom. Tel. (01) 499.7388

**LA MALAISIE**  
Tout est là.

## 179 Francs pour la voiture, 0 Franc pour 1, 2, 3, 4 ou 5 passagers.

— Exemple de prix : à partir de 179 F pour une Mini et 5 passagers.  
— Jusqu'à 7 départs par jour.  
— 40 minutes de traversée.  
Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais.  
Tél. : Paris 278.75.05 - Calais 34.67.10, Bruxelles 219.02.25 ou directement 24, rue de Saint-Quentin, 75010 Paris.



Nouveaux tarifs pour passer la Manche à partir du 23 Octobre.

## 116 km² de Charme

# jersey

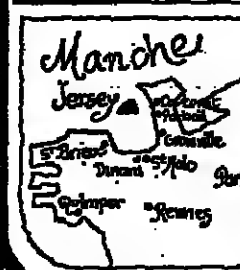
Zeste de Côte d'Azur flottant sur le Gulf Stream à 20 km de la côte normande, Jersey est, depuis sept siècles, un joyeux petit Etat rattaché à la Couronne d'Angleterre.

L'automne et l'hiver, sont des périodes tout à fait favorables pour découvrir les charmes de ce minuscule et passionnant dominion : 20 km de long sur 10 de large, 70.000 habitants.

Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises plongeant dans la mer, les petits chemins creux, les merveilleux golfs... vous appartiennent davantage. Les auberges, les pubs paraissent encore plus pittoresques et sympathiques. Dans votre palace de grand luxe, ou dans votre petite pension, vous êtes soigné au maximum et les prix sont encore plus doux. Et les célèbres rues King Street et Queen Street, pour qui le mot « taxes » ne veut absolument rien dire, vous font profiter plus calmement d'un shopping à faire rêver : cashmere, shetland, argenterie, parfums, disques... à des prix incroyables.

Un week-end, une semaine à Jersey, en automne ou en hiver, c'est le dépaysement, la vraie détente.

Jersey, oasis de paix et de beauté vous attend dès demain. Bon voyage.



Consultez votre Agence de Voyages.

**BIA**  
BRITISH ISLAND AIRWAYS  
Aveo B.I.A., Jersey est à 70 minutes de l'Angleterre par le Ferry-Only Sud Réservations 886.80.80

Pour recevoir une documentation en couleurs, suez la gentillesse de retourner ce coupon, en joignant à 1,40 F à l'Office National de Tourisme, Service France, 14 Jersey (des Anglo-Normandes).

NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Château Héméon, La Châtaignière

DE VOYAGES

NOËL A BETHLEEM



**TOURISME**  
**HOTELS RECOMMANDÉS**

**Côte d'Azur**

**MENTON (06500)**

**HOTEL ORLY** \*\* N.N. Face mer, Cuv. en 1971. Restaurant. Salle Garavan. HOTEL OU PARC \*\* N.N. Face mer et casino, plein centre. Park. Gr. parc.

**NICE**

**HOTEL DE VERDUN** \*\* N.N. 45, rue Hôtel-des-Postes. CENTRE - PRES MER. T.V. couleur - Bain - W.C. modernisés - Remise importante sur prix homologués.

**Paris**

**HOTEL DE LONDRES** \*\* N.N. 1, rue Angereau (Champ-de-Mars, près Tour Eiffel). Hôtel de ville. T.V. couleur - Bain - W.C. modernisés - Remise importante sur prix homologués.

**Allemagne**

**FRANKFURT**

**PARKHOTEL 1<sup>er</sup> classe**, centre, près gare centrale. Wiesbadenplatz 23. T. 154/811/236571 T. 04-12908.

**Angleterre**

**KENSINGTON LONDON**

Une situation exceptionnelle près du Métro South Kensington. 70 bedrooms, 100 bathrooms, 100 toilets, 100 showers, 100 kitchens, 100 living rooms, 100 dining rooms, 100 bedrooms, 100 bathrooms, 100 toilets, 100 showers, 100 kitchens, 100 living rooms, 100 dining rooms.

**Suisse**

**ARONA**

**HOTEL EDEN** 170 lits. Hôtel de premier rang. Restaurant - Bar - Dancing. T. 154/81/18 77. T. 74245.

**HOTEL VALSANA** 1<sup>er</sup> étage. Piscine ouverte. Salle de bal. T. 154/81/18 77. T. 74245.

**CH 3963 CRANS-MONTANA**

**(VALAIS)**

**HOTEL SPLENIDEUR** 191/27/412088. Ski. Salle d'attente agréable. Piste forstaire. Penitence compl. des 130 P.F.

**LEYSIN (Alpes Valais)**

**HOTEL MONT-RIANT** 38 lits. Confort. Services personnalisés. Pension compl. T.T.O. des P.F. 80. T. 191-25-62235.

**Les résultats du « plan neige »**

(Suite de la page 21.)

L'étude cite deux exemples extrêmes : celui de la commune de Saint-Martin-de-Belleville, où se sont installées les stations des Ménières et de Val-Thorens, qui ont créé 1 200 emplois, dont 60 % sont occupés par des habitants de la commune. En 1968, lorsque les travaux ont démarré, Saint-Martin-de-Belleville comptait un millier d'habitants, et a pu ainsi fournir une importante main-d'œuvre. Le cas d'Isola 2000 est tout autre. Au début de la construction de la station, en 1971, la commune ne comptait plus que 228 habitants, dont 150 étaient âgés de plus de soixante ans. Aussi, les « locaux » n'occupent-ils aujourd'hui que 14 % des emplois.

Il faut noter encore que l'analyse du dernier recensement montre qu'il existe une très grande disparité au niveau démographique entre les zones de montagne. Les communes « non touristiques » voient leur population disparaître, tandis que les communes supportant des stations accueillent chaque année de nouveaux habitants « permanents ». D'autre part, la création d'une

station de ski a presque chaque fois entraîné l'exode rural. Ainsi, dans le département du Cantal, toutes les communes accusent une baisse de population, sauf celle de Laveissière où est installée la station du Lioran. En Savoie, une commune comme Saint-Martin-de-Belleville est passée de 1 000 habitants en 1968 à 1 600 en 1975 (plus 60 %). La vallée de la Tarentaise, en Savoie, où ont été bâties les grandes stations de Val-d'Isère, Tignes, Les Arcs, La Plagne, Courchevel, Méribel, Val-Thorens et les Ménières, a vu l'ensemble de sa population croître de 5 %. Dans cette vallée, les communes supportant des stations ont progressé de 24 %, tandis que la population des autres communes régressait de 4 %.

La Maurienne, vallée voisine de la Tarentaise, a vu sa population baisser de 3 % en raison principalement des difficultés économiques liées au déclin de l'industrie électro-métallurgique. Mais la neige n'a pas relayé cette activité économique ni créé des emplois nouveaux. La Maurienne ne dispose, en effet, que de quelques stations de ski aux équipements encore modestes. L'expansion des stations de ski dans les com-

munes de montagne où elle a pu se produire a entraîné l'hémorragie catastrophique de la dépopulation constatée partout ailleurs en zone de montagne », conclut le rapport du S.E.A.T.M.

L'objectif du « plan neige » était enfin de faire connaître aux étrangers « la neige française », et de leur prouver que nos « équipements » étaient probablement les meilleurs d'Europe. « Dix ans après, on peut dire que le pari est gagné », constatent les experts du S.E.A.T.M. « En effet, plus de trois cent cinquante mille skieurs sont venus en France en 1976, et le taux de croissance des skieurs étrangers est de 20 % à 30 %. La fréquentation étrangère se concentre presque exclusivement sur les stations nouvelles dites de la « troisième génération », et dans quelques stations plus anciennes comme Val-d'Isère, Courchevel, Chamrousse. En 1976, les skieurs étrangers dépensaient dans les stations françaises 600 millions de francs en devises.

« Le développement du ski en France a permis la création de nombreuses industries (appareils de remontées mécaniques, skis, jumelles, etc.) dont la plupart sont largement exportatrices, pour un montant annuel de 300 millions. Au total, l'apport de devises à l'économie française est de l'ordre de 8 à 900 millions et doit fortement croître dans les années qui viennent. (...) Le tourisme de montagne doit continuer à progresser, comme une grande industrie exportatrice », estime le S.E.A.T.M.

Le service d'étude d'aménagement touristique de la montagne considère enfin que l'état doit continuer à soutenir le développement du tourisme de montagne et de la montagne en montagne « parce qu'un relâchement excessif de l'expansion aurait pour conséquence de créer la rareté, qui entraînerait de ce fait une limitation des équipements et des aménagements de qualité, dont la surface cumulée ne représenterait que 5 à 8 % de la clientèle totale des Alpes et 25 % des Pyrénées, garantissant ainsi à plus de 90 % de la zone de haute montagne de rester à l'état naturel ».

CLAUDE FRANÇILLON.

**Bourses aux « vieilles planches »**

LES bourses aux skis connaissent depuis quelques années un très grand succès. A Grenoble, deux bourses organisées conjointement par l'Office municipal des sports et un centre commercial ont attiré vingt mille chalandes à la recherche de bonnes occasions, et un millier de vendeurs souhaitant se séparer de leurs vieilles « planches ». « Au bout d'une saison, mes skis sont fatigués ; ils se sont un peu couchés, sont moins nerveux sur la neige dure, je dois les changer », explique cet étudiant qui prépare son moniteur de ski. Il vient ven-

dre aussi le paire de skis neufs gagnés lors d'une compétition, ses chaussures et un anorak. En une matinée, presque tout ce qu'il proposait a été dispersé. Il est vrai qu'il avait bien « préparé » son matériel, refait les semelles de ses skis, affûté les carres. « En une seule saison, les skis perdent 50 à 60 % de leur prix d'achat », constate un garçon de dix-huit ans qui pratique la compétition à un niveau régional et qui, lui aussi, remplace son matériel chaque année.

Petit-on de bonnes affaires dans les bourses aux skis ? Peut-être, quand on est un spécialiste, qu'on sait juger de l'état de « fatigue » d'un ski, de son « caractère ». Mais la clientèle des skieurs confirmés n'est pas celle des bourses : elle est faite des débutants et des skieurs moyens qui, en sachant profiter de bonnes occasions, parviennent parfois à s'équiper à moindre frais.

Mais le marché le plus intéressant reste celui des enfants. Les paires de chaussures et les skis sont vite devenus trop petits, et il faut impérativement les changer, généralement tous les deux ans. Ces bourses constituent un excellent moyen d'échange — et le plus économique — pour les familles. Là, le choix est immense et le matériel souvent en bon état, même si l'apparence du « vrai neuf » a été mise à mal par des coups de carre maladroits sur les spatules.

Les bourses aux skis constituent aujourd'hui un important marché parallèle où les affaires traitées se chiffrent par plusieurs millions de francs. Pourtant ces « foires » ne semblent pas inquiéter les commerçants qui savent que ces « vendeurs d'un après-midi » reviendront en grand nombre dans leurs magasins pour acheter du neuf et reconstruire leur « panoplie de piste ». — CL. F.

**CHAINES à NEIGE**

en LOCATION

et SKIS - Chaussures

Parti-ski auto - Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

Remontées mécaniques

**Les Jeux olympiques au Pays du Mont-Blanc ?**

« L'EXPERIENCE grenobloise en matière de Jeux olympiques inquiète et tente toutefois les communes de montagne installées au bas des pistes. Celles-ci se félicitent du coût d'une telle opération, mais se déclarent aussitôt prêtes à s'engager « dans l'aventure » si l'état apporte son concours financier. » Pour les maires de la Fédération du Pays du Mont-Blanc (Megève, Chamoussy, Saint-Gervais), cette aide devrait couvrir tous les frais correspondant à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver. Les communes les plus « raisonnables » estiment toutefois que la charge des petites communes qui participent à l'organisation des Jeux « devrait demeurer dans le domaine du tolérable ».

Pour donner plus de poids à leur dossier de candidature, la Fédération du Pays du Mont-Blanc tout comme l'Association des Trois Vallées (Courchevel, Méribel, Les Ménières) se déclarent prêtes à mettre sur pied des « Jeux olympiques » avec le minimum d'investissements nécessaires aux sports, et s'engagent à ne pas tomber dans le gigantisme grenoblois. L'argument trop souvent employé depuis quelques années par les villes organisatrices des Jeux olympiques a toujours été démenti dans les faits. Il n'a pas, semble-t-il, convaincu le comité d'état de la jeunesse et aux sports, M. Paul Dijoud, qui estime que le coût d'une telle opération est trop élevé pour un pays en crise.

**Plus de place au sport et moins au prestige !**

Les arguments de la F.P.M.B. et de l'A.T.V. sont pourtant solides. Les stations françaises candidates possèdent des atouts nécessaires pour l'organisation des épreuves olympiques et disposent d'une très forte capacité d'hébergement. Les Trois Vallées prétendent pouvoir « mobi-

liser » quarante-cinq mille lits, 400 kilomètres de pistes et cent quarante remontées mécaniques. Ces équipements ont déjà permis l'organisation de nombreuses courses internationales. Mais Courchevel, Méribel et Les Ménières ne pourraient accueillir que les épreuves alpines. Ces stations ne possèdent en effet ni tremplin, ni patinoire, ni piste de bobsleigh, ni le large éventail de pistes de ski de fond indispensables aux épreuves nordiques. M. Georges Cumin, président de l'Association des Trois Vallées, souhaite pouvoir collaborer avec une autre région pour l'organisation de ces épreuves : « Pourquoi pas avec Grenoble, qui dispose de toutes les installations nécessaires ? » précise-t-il.

En 1974, la candidature de Chamoussy pour les Jeux olympiques de 1980 a permis d'établir un dossier détaillé du coût d'une telle opération. La commission interministérielle, qui avait enquêté sur place, avait évalué à 700 millions de francs le montant des investissements et des dépenses nécessaires à l'organisation de ces Jeux olympiques. M. Maurice Herzog, alors maire de Chamoussy, avait estimé que l'évaluation des dépenses était astronomique et ne reflétait pas la réalité, et, un peu plus tard, avait dénoncé la candidature de sa ville à l'organisation des Jeux de 1980.

Cette fois, le « flambeau » a été repris par la F.P.M.B. et notamment par M. Maurice Martel, maire de Saint-Gervais, qui fut vice-président du Comité international olympique lors des J.O. de Grenoble, en 1968. Il se déclare « convaincu du bien-fondé et des résultats favorables » qu'entraînerait pour le Pays du Mont-Blanc, l'organisation de épreuves olympiques. Cette région dispose de possibilités hôtelières supérieures à celles de Grenoble, d'une piste de descente réaménagée cet hiver — la fameuse « verte » des Houches — de sites très vastes à Argentière, au-dessus de Chamoussy, ainsi qu'à Megève et aux Contamines, pour le ski nordique, de trois patinoires olympiques (Chamoussy, Saint-Gervais, Megève), d'un tremplin.

M. Martel précise, d'autre part : « En aucun cas, nous ne construisons des installations coûteuses, comme des pistes de bobsleigh et de luge, qui ne servent à aucune jeunesse dans aucun pays du monde, et ce n'est pour des athlètes professionnels que l'on fabrique tous les quatre ans pour ces épreuves ». Mais, puisque le programme olympique prévoit ces compétitions, la F.P.M.B. propose de s'associer avec la station italienne de Cervinia, située à 40 kilomètres de Chamoussy. « Il n'est plus question, à l'heure actuelle, d'organiser des Jeux olympiques avec le faste de ceux d'autan. Il faut donner plus de place au sport, et beaucoup moins au prestige. On peut, avec des budgets raisonnables et des gens compétents, réussir une organisation qui ne coûte pas des sommes considérables », reconnaît aujourd'hui M. Maurice Martel.

En dernier ressort, c'est le gouvernement français qui prendra la décision d'organiser ou non les Jeux de 1984, puisque, comme l'a fait remarquer M. Paul Dijoud, « lorsqu'une station se porte candidate aux J.O., c'est la France qui en assure la responsabilité financière ».

CL. F.

**Du rêve à la réalité Ceylan: Sri Lanka**

Cette éblouissante île royale vous offre ses terrasses de riz d'un vert lumineux, ses coteaux de thé vert profond, ses plages au sable fin, bordées de cocotiers, ses jardins botaniques, ses parcs nationaux. Vous découvrirez encore en ce pays une multitude de choses splendides : la civilisation bouddhique avec ses fêtes religieuses que vous pourrez admirer, ses villes sacrées parsemées d'innombrables temples et ruines diverses. Laissez-vous émerveiller par les splendeurs sous-marines de l'Océan Indien. Vous serez touchés par l'accueil chaleureux des habitants de Sri Lanka.

\*Une semaine à partir de 2.900 FF, vol et hôtel inclus. Les touristes bénéficient d'un taux de change très avantageux : 65% en plus du taux de change officiel.

**Sri Lanka Ceylan**

Si vous désirez d'autres renseignements, veuillez prendre contact avec votre Agence de Voyages ou :

**OFFICE DU TOURISME CEYLANAIS**  
61, quai d'Orsay. 75007 Paris. Tél. 705 26 79

Les joies du ski. Les bienfaits d'une cure hivernale. Et les plaisirs artistiques.

**Innsbruck**

Skiez sur des pistes olympiques  
Innsbruck vous accueille chaleureusement

**Igls** Découvrez Igls. Un centre de cure hivernale international.

Venez nous voir. Nous vous accueillerons avec plaisir pour parler de vos prochaines vacances en Autriche. Verkehrsverein A-6021 Innsbruck, Burggraben 3, Tel. 0043/5222/25715 ou Office National Autrichien du Tourisme 12 rue Auber - 75009 Paris.

**COURCHEVEL Semaines de ski**

11-17 décembre 1977 - 8-14/15-21/22-28 janvier 1978  
29 janvier-4 février 1978 - 26 mars-1<sup>er</sup> avril 1978 - 16-22 avril 1978

2 FORMULES : Pension complète en hôtel 2, 3 ou 4 étoiles et remontées mécaniques.  
ou Pension complète en hôtel 2, 3 ou 4 étoiles, remontées mécaniques et cours de ski.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :  
COURCHEVEL ACCUEIL - OFFICE DU TOURISME  
73120 COURCHEVEL 1850 - Tél. : (79) 08-00-29

Egalement cet hiver à Courchevel :  
**STAGE SKI LIMITE AVEC SYLVAIN SAUDAN**

**Ne téléphonez plus pour réserver votre séjour dans les Alpes 1 fois suffit**

Tel. (50) 45 33 33

**Ski Hotel Réservations**

18, rue de la République  
92100 Nanterre









## Jardinage

« Il suffit pour ça

d'imagination.

vedettes difficiles, égoïstes, et dont les éclats autant que les haute faits détruisent la chronique.

Captivés par Pelé et les autres européens, les Américains allaient découvrir Mendiéti d'autres mérites au football. Les parents, que la brutalité du football américain avait toujours inquiétés, se mirent à conseiller à leurs enfants de jouer au football à tout court. Les jeunes s'aperçurent que pour bien y jouer, il n'était pas indispensible, comme c'est le cas au football de chez eux, de mesurer 1,90 mètre et de peser 100 kilos.

### Rendez-vous dans trois ans ?

Le football a aujourd'hui une public socialisme bien défini : blanc, aisé, habitant à Suburbia (pourbus cossus) ou dans des villes prospères de province (Dallas, Las Vegas, Seattle, Los Angeles, Minneapolis). 86 % ont moins de quarante-quatre ans, 74 % ont fait des études universitaires, 50 % gagnent au moins 20 000 dollars par an. En trois ans, le nombre de équipes universitaires est

Le football a aujourd'hui une image socialement bien définie : blanc, aisé, habitant à Suburbia (banlieue des villes riches), dans des familles prospères de province (Dallas, Las Vegas, Seattle, Los Angeles, Minneapolis). 86 % ont moins de quarante-quatre ans, 74 % ont fait des études universitaires, 60 % gagnent au moins 20 000 dollars par an. En trois ans, le nombre de équipes universitaires est

**I**NUITILE de s'émotionner de la tristesse des plantations dans les parcs et les jardins privés de Paris, lorsque l'on voit l'état de ces jardins de l'hôtel de Sully, qui ont servi de « vitrine » pendant un mois à une remarquable exposition sur ces 163 hectares de « frondaisons secrètes », derniers refuges de la nature dans la plus belle ville du monde. Idée utile et fort séduisante que de faire découvrir au grand public ces enclos de verdure. Idée originale aussi d'avoir voulu renouer avec l'art des treillages, en cherchant à concevoir les tuteurs de l'avenir, qui se veulent sculptures végétales.

Mais pourquoi faut-il que l'essentiel, la plante, l'élément végétal, ne devienne plus que prétexte, comme si le discours, la réflexion architecturale, sociale, étaient plus importants que la réalisation concrète ? Si tous les beaux jardins sont le fruit d'une révérie de leur créateur, ils restent avant tout la somme d'un peu de technique, d'une part d'imagination, d'une grande patience et de beaucoup d'amour des plantes.

C'est cet amour des plantes qui doit présider avant tout à l'aménagement d'un petit jardin.

plussieurs années d'expériences, de tâtonnements, d'erreurs, avant de devenir le lieu de ses rêves, où il fait bon vivre.

Cependant, il y a quelques règles générales à respecter avant le choix des végétaux qui se feront au fur et à mesure de la vie à la fantaisie. Quelles sont les servitudes imposées par l'extérieur (municipalité, mitoyenneté, copropriété) ou dérivant de la vie moderne (lutte contre le bruit de la rue, habillage d'un mur peu esthétique, vues non désirées sur certaines zones du jardin) ? Quel est le cheminement des canalisations et sursaturées, l'implacement de caves ou d'écervolés souterrains qui exigent d'être à bonne distance des racines d'un arbre ? Quelle est la diversité de désirs familiaux en fonction des âges et de l'évolution des activités ? (Ainsi, une petite aire de jeux pour les jeunes enfants qui l'on pourra surveiller de la fenêtre de la cuisine ou du salon simplifie bien la vie.) Quels sont les lieux de passages courants (on transforme rarement les habitudes en traçant arbitrairement des allées qui se révèlent vite non suivies !), les passages obligés (cave, garage, aire de repas, etc.) et, surtout, quel est le projet (améliorer, changer, etc.) ?

[illegible]

**P**OUR son siècle et demi d'existence, la Société nationale d'horticulture de France tente de se trouver une nouvelle jeunesse. Car cette vieille dame qui connut une gloire européenne et même mondiale au début de ce siècle se languit quelque peu. Le temps n'est plus d'ôter, comme à l'époque d'Aiton, de l'époque au lûte, nous enviait les succès de nos expositions, l'activité de nos sociétés, le rayonnement de nos inventeurs de plantes, la qualité de nos paysagistes qui se disputaient les cours d'Eu-

pièces florales ou truitières que les années ont consacrées, et, bien sûr, tous les jardins. Les fastes d'antan ont vécu, mais le passion pour les plantes habite de plus en plus nos contemporains dans un monde tourné vers la nature et l'environnement. On se doit donc d'espérer un renouveau d'une écologie qui semble se contenter d'assurer modestement la pérennité d'un passé brillant.

Si le fantasme et l'imagination créatrice ne l'habitent plus guère, et si ces vingt dernières années ont été souvent celles de prolets

Fondée en 1827, la S.N.H.F. eut à l'origine pour président le vicomte Héricart de Thury dont le nom rappelle une bonne grosse fraise cavoureuse, et reçut la soutien actif de grands personnages qui assurèrent son développement, tels le duc de Morny, le duc Decazes, ou le grand seigneur Adolphe Brongniart.

Elle était alors un lieu d'échanges où se retrouvaient, autour d'un mécanisme aristocratique, des botanistes, des explora-

et d'espérances déçues, calmes  
aussi de la désaffection des  
professionnels comme du grand  
public, espérons qu'il s'égail-  
lât d'un long hiver prélude à de  
riches floraisons !

C'est le grand souhait que  
l'on peut formuler à l'égard  
d'une vieille dame digne, trop  
digne, qui se meurt avec discrè-  
tion, dans l'indifférence polie de  
ceux qui n'attendent aujourd'hui  
plus rien d'elle.

Une vieille dame qui pourtant  
pourrait chanter.

s'acclimatent dans nos parcs, des horticulteurs curieux de nouveautés, souvent créateurs d'es-

M. L  
★ S.N.H.F., 81, rue de Grenelle.  
75007 Paris.

**LES VIGNOBLES.** Entrepôt Ney Calberson. 215 rue d'Aubervilliers. 75018 PARIS.

## Spécialités françaises et étrangères

12 COSEBARI, 1, bd Brelmann, 19.  
22-23-25. Polonaise, piano française  
sur fruits de mer, terrine rognons,  
caviar, gratin, Cuisines soignées.  
13 MAUR, 29, bd de la Chapelle, 19.  
77-271-94-38 Ses Bourrides et Affilié.  
14 MESSIERIE, le spécialiste de l'œuf  
dur, le plat de 50-60-14. Cœuvres  
élégantes et crêpes. Les préparations  
le poissons du jour

**VOLAILLES**  
**PERIGOURDINES**  
15 LA CHLORESE (Le de la CSE), 4, r.  
de la Colonie, 19-77-08-74/nd.

**ARMÉNIENNES**  
16 ALCAPPODES, 3, r. MARITIM, 29.  
42-53-53-57 /nd Chant musique.

**BRESILIENNES**  
17 BOUTZ, 4, r. MARITIM, 42-53-57-61.  
29-77-08-74/nd

18 LE DISCOPAGE, 11, pass. Gios  
Crouzeau (31-33 rue des Sciences)  
29-77-08-74/nd

**CHINOISES**  
19 CHINESE-MANDARIN, 3, r. Collège,  
5 étages. BAL. 40-75. Soirée cise  
passant. Tous les jours.

**DANOISES ET CINAIDAYES**  
20 COENRAGE, 12, r. de la Chapelle,  
19-77-08-74/nd

**ESPAGNOLES**  
21 EL FICADOR, 30, bd Batignolles,  
77-27-29-91, jusqu'à 100 cœuvres.

**INDIENNES**  
22 HAREJAJA, 12, bd de la Chapelle,  
42-53-57-61 Menuis à 25 F./vun.

**ITALIENNES**  
23 CANTINFRANCO, 9, rue Racine, 5.  
Café Théâtre de l'Odéon, 326-54-77.  
24 L'ESPRESSO, 12, r. de la Chapelle,  
42-53-57-61

25 CANTINFRANCO, 1, r. Mirabeau  
19-77-08-74/nd

**JAPONAISES**  
26 ASAKA, 163, r. St-Honoré, 260-54-41.

**LIBANAISES**  
**FRANZ FRILIP**, 10, r. Daoust, 24.  
 41-49-41. Translocater Pierre Dubut.

**MAROCAINES**  
**ISSA FILA**, 10, rue Neuve, 548-57-32.  
 21, rue soussou, Pastilla, Fyrid, Jinn.  
 A. MENARA, 8, bd de la Madeleine,  
 74-06-92. P. Oim. Cadre Ierrique.  
**MARAVANE DE MARAKACHE**,  
 7, place, Panoramia, 24. 508-35-87.  
 Agences 32 x 26 P.

**Salons pour Déjeuné et Banquet**

**PARIS**  
**BOCK LORRAIN**, 27, bd Magenta,  
 1288-17-28. Spéc. Lorraines. Jus-  
 100 couverts.  
**LE PICARD**, 10, rue de Bastignolles,  
 37-36-37. Jusqu'à 100 couverts.  
**S. MERVAN**, 16, Carr.-Odéon, 033-  
 51. De 5 à 100 couverts.  
**AFEROUSE**, 11, qu. G.-Augustina,  
 38-38-04. Men. da. 70 F. 100 F.  
**LE TERT**, 10, rue de 50 étaps. Tour  
 Montparnasse, 538-52-35. Jusq. 2 h.  
 u mat. Rest. Panoramia Spécialités.  
 41-49-41. P. Oim. 30 à 400 couverts.  
 Réceptions jusqu'à 250 personnes  
 sur l'étage.

**Ouvvert après**

**FRANCOIS**, 5, r. Mabilien. GOR. 57-61.  
 Crémy, 100. Feijoadas. Oubrasaca.

**LEO**, 63, Fg St-Denis. PRO 13-59.  
 10000 dinames. Poles gr. salad.

**A. CLOCHE** D'OR 2, rue Mansart,  
 74-48-38 Océ. din. coup. jusq. 4 h.

**Traiteurs et livraisi**  
**GUY**, plate brésilien.

**MEXICAINES**  
1. QUAZTAL 22-13. L'espervieuille, 18.  
77-36-13. Cuisine authentique.

**SLAVES ET YIDDISH**  
O GOLDENBERG, 7, r. des Roislers  
17 (ancs 18, r. Rivoli), 887-20-86.  
12-13, soirees russes tous 2 h. mat.

**VIETNAMIENNES**  
NE NEM, 67, r. Rannequin. 722-54-41.  
Cuisine. Hègre. Spéc. Grill. Din. aux  
menud. Card. transculle. F/dim

**anners d'affaires**  
**quets**

**ELAIS LOUIS-XIII, 7, r. Grande-  
Carmelaine, 88. Card. historique. De  
à 34 couverts.**

**HORS PARIS**

**A RESERVE DU BDIS. De de Pu-  
au 12 Décembre 1988 à 10 h  
Stroile - Parking Ulmité de 4  
couverts - 772-31-88.**

**MEUX CALON -- BOIS de BOUT-  
GARDON, LON 25-10 • Une table  
d'attente, 100 m. d'un navire du  
spéciale • Réceptions • Contrats  
Séminaires • Présental. Park.**

**es Minuit**

**EFPLER, 14, pl. Chézy - 722-83-29  
un banc d'attente, ses poissons.  
BAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-  
cent, 236-10-82. On sert jusqu'à  
11 heures du midi au 20-5-77.**

**OUTON de PANURGÉ, 11, rue  
hémiculaire, 742-78-49 - P.M.R. 100 F.**

**consils à domicile**

**seurent à**

**Ouvert après Minuit**

## Traiteurs et livraisons à domicile

GUY, plate brésilienne authent. 2

**Leffe**

12, rue de la République - 59000 Lille

**PRODUITS NATURELS**

PAIN POILANE

**SAUNAT - CADEAUX**

sauna, bains aromatiques (L'Occitane)

les soins du visage et du corps

**CRYSTALS**

SAUNAT - CADEAUX

Tous les jours, sauf dimanche  
de 10 heures à 19 heures.

59000 LILLE

Tél. : 735 10 00

Rice japonais

LE PETIT  
REINTEGRANT  
Le Petit

Les MAR

TOUS L  
UN MOU

Rice denté

Tru

WATER

RESTAUR  
ILE DI

BRAS  
SA F  
DE SELLES

BR

مكذبا عن الأصل



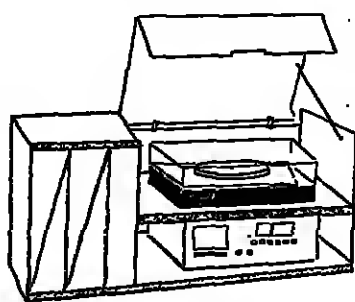




## COLEFAX AND FOWLER OF LONDON

Les grands spécialistes du Chintz ont traversé la Manche pour installer leur Chintz-Shop 2, rue de Furstenberg, Paris 6<sup>e</sup> téléphone 325.66.64/70.65

## SPECIALISTE MEUBLES HI FI



PLUS  
DE 100 MODÈLES  
À PARTIR DE 900 F  
**READY-MADE**  
**260-28-01**  
40, rue Jacob. - 75006 PARIS

## Pan Haute Fidélité "La musique d'abord!"



... 32 sonates, 17 quatuors, 9 symphonies... Il faut "bien" les écouter.

... de la musique... chez Pan, nous concevons les chaînes Haute-Fidélité avec le même soin qu'un chef d'orchestre rassemble ses musiciens pour interpréter une œuvre.  
... de l'espace... afin de faciliter le choix de ses clients, Pan a agrandi son magasin du 11, rue Jacob. Avec ses 3 auditoriums "Pan-rue Jacob" se consacrent désormais à la haute-fidélité.  
... des prix... tous les grands noms de la Haute-Fidélité, BO, Technics, Sony, Linear Speaker, Cabasse, etc. vous sont proposés à des prix et des services très concurrentiels.

**Pan Disques**  
Disques, Cassettes  
176, bd Saint-Germain  
75006 PARIS

**Pan Haute-Fidélité**  
Haute-Fidélité,  
Télévision, radio-cassettes  
11, rue Jacob, 75006 PARIS

## AUX «JUS»!

## Parfums d'automne

INCONTESTABLE jusqu'en 1988 sur le marché américain, le parfum français, cadeau de prestige par excellence, doit faire face aujourd'hui à une réalité très différente, d'où les nombreux changements de cet automne. En effet, après avoir racheté des maisons françaises et des noms de couturiers, conciliant tout, les gros trusts américains de la beauté et de la pharmacie, entre autres, se sont tournés vers les hauts de gamme avec des «jus» de luxe, s'adressant d'ailleurs aux spécialistes de Grasse, mais avec l'optique dynamique qui caractérise leurs entreprises commerciales.

Les études prospectives du marché, explique Jean-Michel Huet, directeur général de la Fédération française de la parfumerie, démontrent que les produits alcooliques dans ce secteur : parfums, eaux de toilette, cologne, etc., sont appelés au cours de la décennie à venir à un taux de croissance supérieur à celui de l'industrie des cosmétiques. Il faut donc recourir à d'autres méthodes de conception de présentation et de distribution pour arriver à équilibrer une présence française réelle dans les grands magasins qui, là-bas, réalisent 80 % des ventes de parfumerie, tout en maintenant le standing des couturiers et des parfumeurs de luxe.

Les grandes maisons de Grasse travaillent en ce moment à allier les notions françaises de «parfum vivant» à celles des Américains, amateurs de sensations fortes et directes plutôt que de subtilités. Le tout est d'y faire face avec une créativité efficace et les investissements à l'échelle de ce continent.

### Opopanax

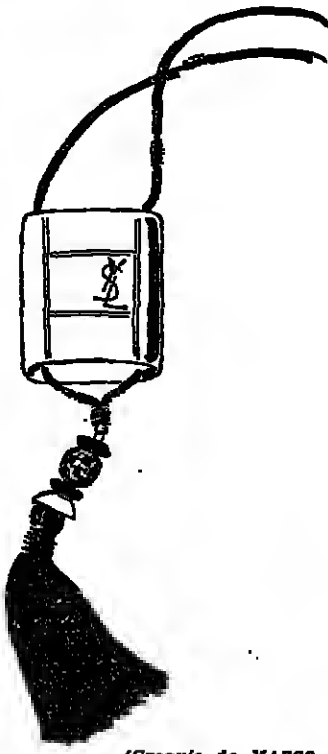
«Opium», d'Yves Saint-Laurent, n'est pas un mélange passe-partout. Comme tout ce que réalise le couturier, «on s'y adonne» selon le slogan de lancement... ou pas. C'est une senteur à la Schéhérazade, composée de benjoin de Siam, d'opopanax, de myrrhe, de jasmijn et de coriandre. Sa présentation en «parfum-bijou», dans un étui corallin sur une cordelette de passementerie à gland, en fera le coliflet à succès.

«Private Collection», d'Estée Lauder, se révèle déjà un succès outre-Atlantique. Avec lui, sa créatrice, blonde au teint clair et aux yeux bleus, joue la clientèle internationale de grand luxe avec des extraits parfumés, des absolus rares et précieux où les notes florales ressortent sur un fond épicé, au sillage présent et

subtile. Sa présentation est simple comme une robe de haute couture : flacon en forme d'ampoule givrée, à bouchon en caisson ou doré sur le vaporisateur.

Chanel, en parfumerie, représente une valeur stable, symbole de l'élégance immuable de la rue Cambon. Il suffit de rappeler que la tenue de nuit préférée de Marilyn Monroe était le «5» pour s'en assurer. Aussi Guy Lysiane, président des Parfums Chanel, a-t-il préféré s'associer au couturier Ungaro qui signe son premier «jus» dans le style jeune, éblouissant et un rien insolite qui est le sien. Le flacon rectangulaire et plat est coiffé d'un bouchon bleu émail. Il est d'ailleurs présenté en vaporisateur rechargeable sans gaz, et bénéficiera de la très forte implantation de la société mère à travers le monde, à laquelle il apporte une diversification très astucieuse.

Jean Patou ajoute à sa gamme importante de «Joy», «Amour-Amour», «Celine», «Eau de 1000» dérivé d'un parfum sur mesure «1000» proposé en flacons numérotés il y a quelques saisons. A noter, dominantes de sensualité, d'opopanax de Chine et de jasmijn, cette «eau» se place



(Croquis de MARCO)  
Parfum-bijou d'Yves Saint-Laurent

## TROUVAILLES

### Chauffage

#### Poêle rétro

La mode rétro est entrée aussi dans le domaine du chauffage. De Dietrich vient de rééditer, en nombre limité, un magnifique poêle en fonte. C'est la réplique exacte du modèle créé il y a près d'un siècle ; ses parois entièrement sculptées et ciselées en font une pièce de collection. Chacune des deux portes du foyer est ornée d'un buste (une Lorraine et une Alsacienne en coiffe régionale). Le prix de ce poêle l'apparente plutôt à une œuvre d'art (2.390 francs), mais il est conçu pour chauffer effectivement ou bois. Une façon, onéreuse mais originale, de redécouvrir le charme d'un chauffage à l'ancienne.

\* Poêle «Alsace-Lorraine», De Dietrich, 2, rue Georges-Clemenceau, 97110 Niederbronn-les-Bains.

### Cuisine

#### «Steak and kidney pie»

Des invités imprévus ? Un dîner en tête à tête sans effort ? Les crustacés fraîches ou bouffes et aux rognons de Saint-Michel (steak and kidney pie) sont désormais livrés régulièrement chez Marks & Spencer, selon une recette traditionnelle anglaise, à croûte de pâte brisée. Il suffit de les réchauffer dans leurs barquettes d'origine pendant trente minutes pour obtenir un plat de résistance confortable pour trois personnes. A renforcer éventuellement par un potage, une salade et un dessert approprié à la mi-temps d'un bridge dominical. 22 francs ou rayon d'ornementation du sous-sol de Marks & Spencer.

35-37, boulevard Haussmann, ainsi qu'au nouveau point de vente du centre commercial de Rosny-2.

### Linge

#### A vos souhaits !

Voilà arrivé l'automne, les sautes de température et les rhumes de cerveau. Parmi les trésors du rayon de vêtements de travail de la Samaritaine, des mouchoirs géants apporteront douceur et réconfort aux victimes du coryza rétroactif aux mouchoirs de papier. Ils mesurent 48 cm ou carré, sont en métis, mélange de lin et de coton, d'une finesse agréable. Ils existent en trois couleurs de quodriges : «acé» : bleu, marron ou vert sur fond blanc. Vendus par lots de six, 41,80 francs, ils supportent le lavage à 60 °C et plus en machine à laver. Mieux vaut, d'ailleurs, les y passer-avant de s'en servir afin d'en rincer l'apprêt.

### Maison

#### La bonne cloison

Pour monter soi-même une cloison, aussi facilement qu'un jeu de construction, de nouveaux modules de faible encombrement sont en cartons de bois agglomérés. Ces éléments de 30 x 60 cm ou 30 x 30 cm, ont leurs bords soit rainurés, soit munis de languettes pour permettre leur emboîtement. Sur des profils de bois, verticaux et horizontaux, formant l'ossature, la cloison se monte sans effort, module après module. Un système de verrous permet de la fixer solidement entre soi et plafond. Les éléments carrés et rectangulaires existent en deux épaisseurs, 50 mm et 70 mm, et leur surface poncée peut être peinte ou tapissée (133,50 francs le carton, en 50 mm, représentant 1 mètre carré de surface). D'autres modules, de mêmes dimensions, sont vendus à décor en stratifié blanc ou de couleur ou en imitation bois. A titre d'exemple, un bricoleur moyennement doué peut monter une cloison d'une dizaine de mètres carrés en une heure, la seule difficulté résidant en un bon équilibre de départ entre le sol et le mur.

parmi les fragrances précieuses tenaces.

«J'ai osé», de Guy Laroche, corse de notes épicées pour compléter son «Fidji», vert et floral qui figure dans le tiercé des best-sellers en France (avec «l'Air temps» de Nina Ricci et «le dame Rochas»).

«Chunga», de Well, se situe aussi dans ces compositions orales et fruitées qui caractérisent le millésime de 1977.

Enfin, «Miss Worth» suit la tradition plus verte et florale : n'est pas sans rappeler en ce de tête de «Fleurs de Rocaille» de Caron.

NATHALIE MONT-SERVAN.

## Bien choisir son canapé



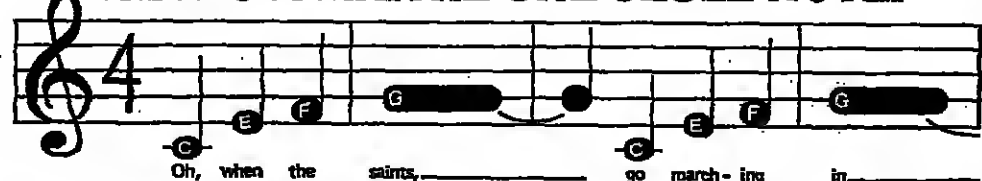
Sélectionné pour vous, cette semaine, ce magnifique canapé fait à la main et sur mesure «exclusivité CARLIS».

## Les Créations Carlis

«La Boutique du Canapé»

46, rue du Four - 75006 PARIS - Tél. 545-82-72

## ORCHESTRON SINGER : JOUEZ SANS CONNAÎTRE UNE SEULE NOTE.



Qui n'a jamais rêvé de savoir faire de la musique sans l'apprendre ? Avec l'orgue électronique "Orchestron Singer" tout devient facile. Une touche à enfoncer et vous jouez du violon ou du piano, une autre, vous dirigez tout un orchestre. Tout cela sans aucune notion de solfège : la méthode Singer, conçue avec des partitions spéciales, vous permet de jouer dès les premiers instants vos mélodies préférées.

Avec "Orchestron Singer", il n'est pas trop tard pour vous offrir les satisfactions d'un virtuose. Faites de votre famille une famille de musiciens.



**ORCHESTRON SINGER - LE PLAISIR DE LA MUSIQUE SANS LES TRACAS DU SOLFÈGE.**

Sans engagement de ma part, j'aimerais recevoir votre documentation sur les "Orchestrons Singer" ainsi qu'une invitation à un cours gratuit.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

### SINGER

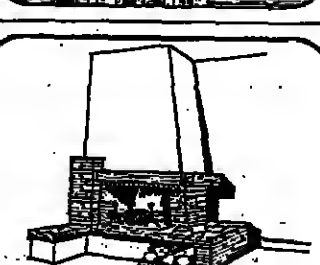
27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Visitez les magasins : 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris 88, rue de Rivoli, 75001 Paris  
Centre Commercial Rosny II 80, avenue Edouard-Vaillant, 93500 Pantin Centre Commercial Belle Epine  
Centre Commercial Parly II Centre Commercial Cergy-Pontoise.

Au cœur du Marais  
**vente directe**  
Orfèvrerie - Couverts  
Verrerie - Porcelaine  
Inox - Linge de maison

## Elite cadeaux

150, rue du Temple - Paris 3<sup>e</sup>  
Tél. : 277-54-54.  
Ouvert du Lundi au Samedi inclus

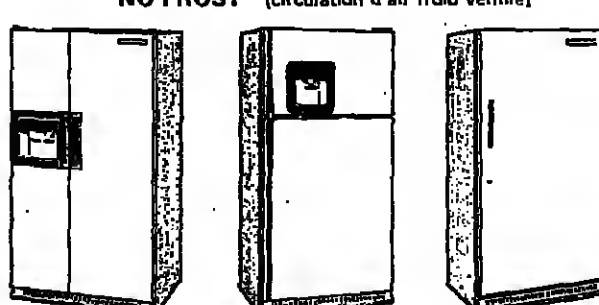


### art et cheminée

présente une gamme de modèles tous styles : exposition permanente et vente 169, rue maurice arnou 92120 Montrouge - 2655.13.00 agents sud-91720 Maisse, sur r.a.837 près milly-la-forêt - 499.53.85 un réseau de coin de feu conseil BATIMAT pélois sud J1 stand 7119

## GENERAL ELECTRIC®

pour ceux qui sont en avance sur leur temps  
REFRIGÉRATEUR + CONGÉLATEUR  
"NO FROST" (circulation d'air froid ventilé)



**TFF 24 R**  
● Réfrigérateur + congélateur avec fabrication et distribution de glace en cube ou piles  
● Le TFF 24 R comporte également un distributeur d'eau glacée.  
● Entièrement "no frost" circulation d'air froid ventilé supprimant le dégivrage.  
● Autres modèles avec ou sans labrique de glace.  
● Plusieurs coloris - Capacité de 418 à 868 l

**TBF 21 R**  
● La circulation d'air froid ventilé supprime le dégivrage  
● Capacité 440 litres.

**Congélateur armoire "no frost"**

**AMERICAN HOME**  
65, avenue d'Iéna. - PARIS-16<sup>e</sup>

**FRANCO-AMERICAINE DU FROID**  
183, av. du Maine. - PARIS-14<sup>e</sup>

**PAIS DE LA MACHINE A LAGER**  
208 bis, rue du Faub-Saint-Denis, 20, bd de Strasbourg. - PARIS-10<sup>e</sup>

**Etablissements PIRAC**  
45, rue de la Pompe. - PARIS-16<sup>e</sup>

Magasin d'exposition, 11, place de la Porte-Champerret. - PARIS (17<sup>e</sup>)  
GARANTIE 5 ANS par contrat longue durée

Boutique  
NINA RICCI - GEORGE V  
21, avenue George V  
PARIS  
Tél. 525-10-11

مكتبة من الأصل



Homme

Treize ou plus...

Des tables avec les coudées franches

LES grandes tables de repas connaissent un regain d'intérêt. Sans doute parce qu'on a retrouvé le plaisir d'inviter ses amis à déguster des plats simples, faciles à préparer ou qui mijotent longuement sans surveillance. Il faut de la place pour se réunir à huit ou dix autour d'un bon mode ou d'une fondue ; à raison de 60 cm par convive (pour manger à l'aise), les tables d'aujourd'hui atteignent 2 mètres de long et plus.

Pour installer et demeurer l'une de ces longues tables, une vraie salle à manger s'impose. Dans un appartement moderne, selon la disposition du séjour (tout en longueur ou deux pièces en équerre), il est possible de créer une partie distincte pour les repas, délimitée par un décor mural différent, éventuellement surélevée par un podium, et fermée par une paroi japonaise faite d'écrans de tissu coulissant les uns devant les autres.

Les tables rectangulaires fixes, en bois clair, plaisent aux jeunes qui adoptent un style décontracté. Un plateau en pin massif naturel verni, de 1,83 m x 0,85 m, repose sur deux pieds en croix reliés par une barre transversale (Habibat, 900 F). Quatre pieds, droits et doubles, servent de support à une table en sapin massif mesurant 1,95 m x 0,75 m (1 350 F) ; elle est entourée de chaises dont l'assise en toile bise est fixée par des pat-

tes de cuir sur l'armature de bois clair, 415 F (Personna). Une très grande table, 2,15 m x 1 m, à coins arrondis et en frêne naturel, est montée sur de gros pieds cylindriques (« Porcetail », 3 700 F, chez Le Bihan).

Une toute nouvelle et très longue table ovale, de 2,30 x 1,10 m, à son plateau en marbre blanc ou vert, qui est soutenu par deux blocs de marbre (Charron, 5 300 F en marbre blanc). Roland Haessler a exposé au dernier Salon des artistes décorateurs une table de forme tonneau, de 2 mètres de long, en frêne massif satiné et dont le piètement original est en glace transparente ; elle est accompagnée d'un bahut très long et très bas, à poignées de glace. Cet ensemble est visible chez A.M.C.-Regain.

Du marbre et du laqué

L'exigence de certains appartements amène à choisir une table de dimensions normales mais qui peut s'agrandir par le jeu d'allonges. Ces tables, très en vogue actuellement, existent en diverses formes.

Parmi les tables carrées, la plus simple est en aggloméré plaqué frêne verni, naturel ou teinté noir ; sur son plateau de 90 centimètres de côté s'accrochent deux allonges de 45 centimètres par un système de charnières (Habibat, table « Moon », 1 300 F). Une autre table carrée, de 95 centimètres de côté, en frêne naturel, à son plateau qui se tire d'un côté et se dédouble, offrant alors une longueur de 1,90 mètre (Rouve, 2 000 F). Presque carrée, puis-elle mesure 1,20 x 1 mètre, une très belle table en laque encastrée de filets or, est dotée d'un double plateau ; celui du dessus s'ouvre par le milieu et chacune des allonges se déploie vers l'extérieur, maintenant par des tirettes. La table ouverte mesure 2,40 x 1 mètre et peut accueillir dix convives (Boutique « 7 x 7 », 7 900 F).

Représentant le système classique sur les tables en bois, d'allonges qui se tirent en bout et se rangent en se glissant sous le plateau, une table rectangulaire à son piètement en acier satiné mais et son dessus en laque fumée. Fermée, elle mesure 1,40 x 0,90 mètre, ses deux allonges tirées, elle fait 2,10 mètres de long (Artisano, 2 600 F, chez Personna). Une pratique table ovale, de 1,20 x 1 mètre, est en aggloméré plaqué frêne, avec des pieds disposés en chevrons. Son système d'allongement est astucieux : la table s'ouvre par le milieu et découvre un casier vertical (faissant partie du piètement) dans lequel est repliée une allonge de 42 centimètres (Stillwood, 1 726 F, chez Le Bihan).

C'est également par le centre que s'agrandissent les tables rondes. D'aspect rustique, une table en orme massif est dotée d'une allonge de 40 cm, avec possibilité d'une allonge supplémentaire (« Normandie », 2 857 F, A.M.C.-Regain). Elle est entourée de chaises en orme garnies de paille blanche. Monté sur des pieds en bois tourné façon bambou, un plateau en stratifié noir, de 1,20 m de diamètre, s'ouvre pour recevoir une allonge de 60 cm ; une deuxième allonge peut s'incorporer au centre de la table, soutenue par un pied complémentaire (8 300 F avec une allonge, chez « 7 x 7 »).

Michel Boyer vient de créer une table ronde dont la qualité et la conception inédite justifient le prix de 15 000 F. Le plateau central ainsi que les deux allonges sont en ramrin, bois clair finement veiné. Le piètement, en bois laqué noir satiné, se compose de quatre éléments courbes qui s'imbriquent deux par deux en position fermée ; ils se séparent par un système de glissières pour recevoir les allonges. Le plateau de base mesurant 1,30 m de diamètre et chacune des allonges 60 cm, l'ensemble forme une très grande table ovale autour de laquelle peuvent prendre place une douzaine de personnes. Cette table est présentée en exclusivité chez Rouve.

JANY AUJAME.

\* Habibat, 35, avenue de Wagram et Maine-Montparnasse, à Paris ; vente par correspondance, 7830 Orgival ; Personna, 47, rue de l'Université, 75007 Paris ; Le Bihan, 25, faubourg Saint-Antoine, 75001 Paris ; Charron, 3, rue de Châteauneuf, 75011 Paris et concessionnaires en province : A.M.C.-Regain, 103, boul. Magenta, 75010 Paris ; Rouve, 84, rue de Rennes, 75006 Paris ; « 7 x 7 », Village suisse, av. de Suifren, 75015 Paris.

odette

une seule adresse ! soutien-gorge, guêpière, combiné, maillot de bain, sables, selon votre problème sur rendez-vous

66, rue d'Alsace 75001 - 7742-71-4 et avec accession

Une nouvelle adresse

SCHERRER boutique Saint-Honoré 90, Fg Saint-Honoré 75008 Paris Tél. 285.55.15/70.96

VENDEUR 18, SAMEDI 19 NOV. ET JOURS SUIVANTS

LIQUIDATION MDD 20 RUE TRONCHET 2 RUE DE SEVRES

TOUTES LES COLLECTIONS D'HIVER 77/78 DES PLUS GRANDES MARQUES DU PRÊT-À-PORTER pour les hommes pour les femmes pour les enfants

JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS Ouverts sans interruption de 10 à 19 h

SÈVRES "33"

PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX

33, rue de Sévres, Paris tél. : 548.66.73

Clin d'œil

LADY-SUD

EN ce qui concerne la silhouette, le vêtement, la coiffure, le maquillage et le comportement social, la femme américaine des États du Sud pourrait passer pour rétrograde. Elle rejette, en effet, certains canons de la mode européenne de ces dernières années qui donnent aux filles d'Eve l'apparence d'éphèbes longilignes, quelquefois décharnés, et leur imposent le vêtement unisexe, ce qui prête parfois à confusion.

La lady de La Nouvelle-Orléans, d'Atlanta, de Houston ou de La Mobile n'a pas honte de ses formes, excepté de les mettre en valeur et cultiver son charme. C'est une femme-femme. Pour ne s'être jamais sentie attirée par une civilisation qui laisse volontiers les responsabilités masculines aux hommes, l'épouse sudiste attend patiemment à son avantage une tradition courtoise, le respect et la considération émus que les « cavaliers » d'avant la guerre civile portaient aux belles et tendres créatures qui laissaient le charme des plantations. Les dames noires ont, dans ce domaine, parfaitement assimilé les mœurs de leurs sœurs blanches. Plantureuses ou sveltes, elles savent, elles aussi, ne pas redouter les jugements masculins.

En matière de coiffure, par exemple, rares sont les élégantes sudistes qui ont adopté les cheveux courts. Elles préfèrent les tresses ondulées du genre de celle de Rita Hayworth dans *Gilda* aux coiffes style Jeanne d'Arc ou à la chèche. Beaucoup restent fidèles au chignon volumineux ou aux boucles empilées genre pièce montée, coiffure toujours consciencieusement liguée, surtout dans la basse vallée du Mississippi où le taux d'humidité atteint fréquemment 100 %. Les coiffeuses de La Nouvelle-Orléans ou de Baton-Rouge ont la main faite à ces architectures capillaires, et les Européennes de passage qui confient leur tête à ces artistes ont quelquefois du mal à se reconnaître en quittant leurs salons.

En ce qui touche au maquillage, il suffit de franchir les portes d'un supermarché ou d'un grand magasin pour s'apercevoir que les femmes du Sud occupent une place prépondérante dans les comptoirs où se dispensent les armoiries de la beauté.

Autre domaine prodigieusement approvisionné par des créateurs imaginatifs, celui de la lingerie féminine, et, plus spécialement, de la lingerie de nuit. A croire que les dames du Sud ont plus que les autres le souci d'apparaître dans l'intimité vêtues avec recherche. Sachant louer des transparences ensorcelantes, des tricotages sophistiqués (et charitablement dissimulés parfois), des couleurs éclatantes, des imprimés toniques, les créatrices proposent ici tout ce qu'il faut de la chambre à coucher ou à l'heure du breakfast les femmes se montrant parées de lamé d'or ou d'argent quand elles ne s'embaillottent pas dans le plumage de cygne synthétique !

Pudibonde et puritaine, l'Américaine des États du Sud et de la cote à l'ouest des États-Unis, avec une touchante candeur, se présente à son mari dans les atours d'une « ecodite » des années folles.

Si l'on propose peu de pyjamas à l'étranger des vêtements de nuit, on trouve, en revanche, plus d'ensembles-pantalons que de robes ou de jupes au rayon du prêt-à-porter de jour. Tout le monde sait que de ce côté-ci de l'Atlantique les femmes portent le culotte. Les Sudistes ont fini par venir au pantalon dont l'usage longtemps les choqua. Aujourd'hui, les ensembles trois-pièces (pantalon, veste et gilet) occupent sur des rayonnages des centaines de mètres carrés dans les grands magasins. Grâce à la mode nouvellement importée des « coordonnés », on les trouve accompagnés de corsets, de chemisiers et de chemises dans les mêmes tons. Parfois, une jupe fait partie du lot, ce qui permet à la cliente de disposer d'un tailleur pour un petit supplément de prix. De nouveaux textiles artificiels doux comme le coton ou moelleux comme la laine se déploient en un éventail considérable de couleurs, à des prix qui font rêver les visiteuses françaises : on peut enlever un trois-pièces pour moins de 20 dollars (100 francs), le mettre dans la machine à laver et le passer le lendemain matin sans avoir eu à brancher son fer électrique.

Ce qui laisse aux femmes du Sud plus de temps pour faire du shopping, regarder la télévision, tenir des conversations téléphoniques, avec leurs amies et déguster des tarts aux noix de pécan nappées de crème glacée, toutes activités propres à développer comme il se doit leur féminité.

MAURICE DENUZIERE.

véritable

Loden

autrichien coloris mode

FORSHO

LA MAISON DU LODEN

145 rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>

Tél. 260.12.51 Métro Louvre

Parcours Rivoli de Louvre

AUTEUIL

PARIS

MANTEAUX HIVER 77

PRET-À-PORTER FEMMIN

LIDKE

GRANDES TAILLES

DU 44 AU 58

99, RUE DE PASSY, PARIS 16<sup>e</sup>

ARCADES DU LIDO, PARIS 8<sup>e</sup>

41, RUE LAFAYETTE, PARIS 9<sup>e</sup>

OPÉRATION FIN D'ANNÉE

3 costumes

(au choix parmi 1 000 ensembles)

1000 F

CLUB DX 131

TOUT LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN

ouvert tous les jours sauf dimanche de 9 h à 18 h 30

CLUB DX 131

131, rue du Fg S<sup>t</sup> Honoré

75008

M<sup>r</sup> S<sup>t</sup> Philippe du Roule

contre l'inflation STABILITÉ DES PRIX



GARANTIE DANS LES MAGASINS DE CHAUSSURES

- |                   |                              |                               |                           |                        |
|-------------------|------------------------------|-------------------------------|---------------------------|------------------------|
| ANDRÉ ANDISCO ATA | BUCHÉ BYRON CENDRY           | DUCHUE EDOUARDO ELEGANT HOUSE | MANFIELD MINELLI MONCLAIR | RAOUL RAYMOND RICARD   |
| BALLY BATA BISET  | CHARLES DANÉ DEBARD DRESSOIR | ERAM FRANCE ARNO HEYRAUD      | MYRYS PINET PRIMETOU      | TILL TISSERAND TRIANON |

FLUIDITÉS DU SOIR

Cet hiver s'annonce comme celui des petits dîners chez soi, plutôt qu'au bistrot, donnant l'occasion d'établir un pont à la bouteille NINA RICCI, Ginette Spanier e



réuni un véritable bouquet de robes faciles à porter, en toutes saisons, par la fluidité des formes et des tissus. De fines crêpes de soie, des

mousselines unies ou imprimées dévalent le visage par leur encoûre dégage, soulignent la taille et tombent au-dessus de la cheville ou à terre. Parmi les créations de Gérard Pipart, qui annoncent déjà le printemps, un modèle à grandes manches effine la buste par le fluidité de sa coupe. Il marque la taille par un corset à draper et à nouer, selon sa fantaisie, sous un jeu de plis ouvert, donnant une ampleur mesurée à la jupe dont l'ourlet s'arrête au bas du mollet, nouvelle longueur pour le soir (1 910 F). Le même imprimé à petits dessins sur fond sable, gris ou bleu de France est taillé en robes chemisiers (1 590 F) d'après-midi et en grands châles (380 F). Les mariages de fin d'après-midi sont suivis de réceptions, voire de dîners plus habillés, mais toujours sans ostentation. Les robes « fleur » en mousseline de soie imprimées en long doux sur fonds sobres sont travaillées de fronces à l'encolure et au bas de grandes manches transparentes, retenues au poignet (3 900 F). Si on préfère une ligne plus droite, une robe tout en plis orne la buste d'une grande berthe couvrant le haut des bras sous un décolleté bateau, à taille fine et jupe mouvante. Elle existe en crêpe georgette bleu lavande, marine ou noir (2 200 F) ainsi qu'en mousseline de soie imprimée de feuilles d'automne (3 300 F). Enfin, pour les clients qui voyagent et se préparent aux croisières d'hiver, renouvellement de la gandoura par des effets asymétriques en jersey de soie (à partir de 2 490 F) en noir, violet ou blanc.

Boutique NINA RICCI - GEORGE V 29, avenue George-V, PARIS. Tél. : 720-80-01.



## Cinéma

## Robby Deerfield, a Star

Chez les poulinières, rien d'exceptionnel. Ce qui l'est prend désormais le chemin des ventes de Newmarket ou de Dublin, où, par exemple, on vendra, la semaine prochaine, la plus grande

partie de l'effectif de M. Henri Berlin. Le marché français est malade. Nous avons, personnellement, beaucoup espéré de l'impulsion que paraissait pouvoir lui donner Guy de Rothschild, élu en 1975 à la présidence du syndicat des éleveurs. Voilà exactement un an, au dîner de l'éle-

vage, il connaît des propos novateurs, regrettant, par exemple, l'escalade des prix des services des étalons, escalade qui ne peut que servir les intérêts des autres marchés du pur-sang. Hélas, il ne pratique pas, pour son propre compte, la désescalade. Il est en

train de syndiquer Crystal Palace et Lighting. Une part de chacun des deux chevaux coûte 400.000 francs, ce qui revient à les évaluer, ensemble, à 16 millions de francs.

**LOUIS DANIÉL**

## Pas d'échec à Matt

ec à Matt

vante. Si vous aimez les diffi-  
cultés, cachez les mains d'Est.  
Ouest.

♠ 10 9 2  
♥ 4 3  
♦ V 8 6  
♣ AV 8 8 3

N	E
O	S

♠ RD 6  
♥ DV 8  
♦ R 10 5 4  
♣ D 8 5

♠ AV 8 7 5 4 3  
♥ 5  
♦ D 7  
♣ 10 12

♠ —  
♥ AR 10 9 7 5 2  
♦ A 9 3 2  
♣ R 7

Ann. : E. don. N-S. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
— 3 ♠ 4 ♥  
— 3 SA passe 4 ♣  
— 4 SA passe 6 ♥

Quest ayant entame le 10 de  
pique, comment Sud doit-il jouer  
pour gagner ce PETIT CHELEM  
A CŒUR contre toute défense ?

**Note sur les enchères :**  
L'ouverture de barrage de  
« 3 ♠ » est très gênante. Sud  
aurait pu déclarer « 4 ♥ », mais  
il a préféré contrer. Alors Nord,  
après s'être contenté de répondre

« 3 SA », a fait un effort au second tour.

**COURRIER DES LECTEURS.**

Le championnat d'Europe des dames (728) :

« Avec : R 7, ♠ 5, ♠ 4, ♠ 10 9 6, RD 5 3 il me semble. écrit F. H., qu'Est pourrait annoncer « 3 SA » au lieu de contrer.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	contre	passé	passé
1 SA	?		

Ce serait tout à fait irrationnel. Pourquoi, en effet, courir le risque de chuter alors que si l'on peut faire huit levées, l'adversaire chutera de deux levées contrées ?

Entre une pénalité sûre et un contrat douteux, le choix n'est pas une question de « timidité », mais de logique. Il se trouve que Nord, sur « 1 SA », contre, a pu sauver la mise en disant « 2  $\frac{1}{2}$  », mais si elles n'avaient pas eu six tréfiles, les Anglais auraient chuté lourdement sans qu'il y ait de manche en Est-Ouest.

**PHILIPPE BRUGNON.**

# TOUT LE MONDE

peut jouer au  
**BRIDGE**  
même  
les enfants

grâce à  
**JAÏS/LEBEL**  
un volume 40 F.  
EDITIONS

**DU ROCHER**

[illegible][illegible]



ARTS ET SPECTACLES

JOUR CINÉMA

Garnett le parfum l'aventure

On l'appelle en public pour la première fois, et pour la dernière, du moins chez nous, à l'heure, au début de cette année, où Henry Langlois l'a vu avec Richard Leacock et quelques autres à l'âge de la venue des écoles de cinéma. Il venait de créer dans la ville de Jean Royer (et qui va continuer en 1978).

Tay Garnett, né en 1898 à Los Angeles, a appris très tôt son métier à la meilleure école possible, celle de Mack Sennett, à Frank Capra et à Harry Langdon, dans les années 20. Il y découvrit ce sens du gag, l'effet bien calculé, du moment de haute tension, qui caractérise la tradition américaine. Son Homme (1930), c'est la mythologie des bougres, exotisme, la première de ces agapes homériques qui restent probablement le titre de gloire de Tay Garnett dans l'histoire du cinéma. Le Voyage sans retour (1933), toujours les éléments horribles, deux amants réunis par une traversée, un condamné à mort (William Powell) et une jeune femme qui va mourir (Kay Francis), ultime rendez-vous impossible à tenir, deux verres s'enchevêtrant à la dernière image.

De ses comédies, on retiendra l'Amour en première page (1937) et sa prison fantôme, Quelle joie de vivre (1938) avec Irene Dunne et Douglas Fairbanks Jr, portant pieds nus sous la pluie. La Taverne des sept péchés (1940), avec Marlene Dietrich et John Wayne, reprend et résume tous les clichés chers au cinéaste. L'ennemi, le beau garçon, plus à bagarre inévitables.

Cinéma non métaphysique, infima léger au possible, s'occupant comme gag, comme exotisme, comme évocation. Cinéma hollywoodien par excellence d'un artiste mineur et pourtant aisément reconnaissable.

Tay Garnett nous a quittés sur la pointe des pieds, sans avertir les médias, le 10 octobre.

exploitants éconémiques

L'assemblée générale du Groupement des cinémas indépendants de l'Ouest et du Sud de la France s'est tenue le 15 novembre à Bordeaux, en présence de M. Pierre Viot, directeur du Centre national de la cinématographie. Deux cents exploitants de salles de cinéma se sont retrouvés à ce congrès, pour discuter de la situation de la diffusion TV de 30 films seulement par an au lieu de 500 actuellement.

Antenne 2 a fait un gros effort dans ce sens, a-t-il été dit, mais TP1 oppose une corde d'acier. M. Edeline a déploré également que les films passent trop rapidement en télévision après leur sortie en salle. M. Pierre Viot a estimé qu'un délai de quatre ans pour être imposé.

Frank chez Goethe

Les moins commémoratifs des cinéastes contemporains : Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, n'en continuent pas moins de montrer leurs films à travers la France et l'Europe. Le Goethe Institut les accueillera du 22 au 19 novembre, dans sa salle d'avenue d'Iéna, où sera programmée la totalité de l'œuvre des deux cinéastes, depuis Machorka-Muff (1962) jusqu'à Partini Cani (1976) et Un coup de dés n'abolira pas le hasard (1977). Ces deux derniers seront immédiatement en salle, en programmation régulière, à partir du 30 novembre pour Partini Cani, le 7 décembre pour l'interprétation du poème de Mallarmé.

Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna, tél. 723-61-21.

Cinéma

« Bobby Deerfield », de Sydney Pollack

Qu'appelle-t-on au juste « un beau film américain » ? Peut-être ce mélange bien connu de la technique la plus raffinée et de l'émotion la plus débridée que Leo McCarey lui ait pointé à Hollywood il y a déjà quatre décennies, qu'on chercherait en vain à imiter aujourd'hui à l'âge du jet et du laser, mais dont Sydney Pollack, le cinéaste de Yakuza (1974) et des Trois Jours du condor (1975), réussit une assez jolie approximation avec son tout dernier film Bobby Deerfield.

Donc, mélodrame, sans vergogne, plus comédie débridée, revue et corrigée par un virtuose du réel cinématographique qui aurait vu le Pelone de Daniel Schmid et se serait dit qu'on ne peut plus tout à fait raconter la Dame aux camélias ou les Camarades comme on le faisait. D'abord Gréta Garbo et Margaret Sullivan ont, depuis longtemps, dégaré de nos écrans, n'ont jamais été remplacées : ce n'est pas la même, la tonique, le très hélicoïdique Merle Keeler qui peut faire illusion en poitrine de service chez Sydney Pollack ; les stars ne sont plus ce qu'elles étaient, et surtout les vedettes féminines qui ont définitivement été suppléées par l'écran de nos rêves par les minuscules à l'Al Pacino.

Donc Marthe Keller, bien en chair, solide comme le roc des Grisons, à l'artifice de la mort, donc Al Pacino improbable cœur d'automobile de première catégorie qui découvre le spleen. Hollywood lui qu'en lui-même, hors du temps, hors des soucis d'argent, tout juste et Bobby Deerfield pose pour quelques pubs sur le trottoir de Chailiot, deux jolies filles dans les bras, pour célébrer le Martin et arrêter ses fins de mois. Al Pacino Bobby oublie tout et son métier.

Si Marthe Keller, excellentement dirigée, fait presque accepter son personnage, le notre compatriote Amy Duprey, dans un simple rôle de faire valoir, est parfaite, le film, le mélodrame superbe n'existe que par, pour, à travers Al Pacino. Le classicisme hollywoodien de la grande race des Cary Grant et de Gary Cooper a été revu et corrigé par l'Académie Studio ou le Living : ne reste plus que l'émotion décapée sans pathétique superflu. Tout dans le cocasse, le dérisoire, l'impulsif.

Tout Hollywood.

LOUIS MARCORIELLES.  
(Voir « Les films nouveaux ».)

Vente

La vie joyeuse de la Chine des T'ang

L'étude Godeau, Solanet, Andap s'est jointe à Mme Contard et Nicolas (expose) pour présenter mercredi 9 novembre à Drouot-Rive gauche la pièce la plus rare d'un bel ensemble d'Extrême-Orient culte T'ang (750 m. de haut), encore resté sous son harnachement à grétois - douze siècles après sa création - semblait près de galoquer vers l'Extrême-Orient. L'animal trois couleurs - vert, jaune, brun - offrait un magnifique exemple, notamment dans les nuances veloutées du lapis de couleur d'une technique caractéristique des T'ang, et plus tard imitée par les potiers perses (600-700 F). Des figurines plus modestes, destinées aux bouddhistes, évoquent la vie joyeuse et raffinée d'une époque qui tint, dit-on, les femmes en grand honneur. Celles-ci, raconte un chroniqueur, « montaient à cheval, s'abandonnant à la conduite d'autrefois, caché leur visage, et quand elles piquaient un galop, voilà que, soudain, leur chevelure était exposée aux regards. On en collectionne, porteur des vêtements d'homme et des boîtes... » Mais le moindre courant d'air serait venu à bout de la coiffure compliquée, la forme de beauté de cette dame légèrement cambrée (53 270 F). Quelle laisse au jeune fauconnier (58 670 F) les activités violentes ; le concert d'acrobates (100 140 F) est là pour le retenir. Plus anciennes, deux femmes d'époque Han conservaient pourtant encore de discrets rehauts sur la coiffure, les sourcils, les yeux, et les lourdes manches de leurs manteaux étaient soulignées de rouge ou de bleu (141 370 F).

Plumiers de Perse

Première vente importante d'art islamique depuis celle de la collection Eschasy à la saison dernière, la dispersion d'une série de plumiers, jeudi 10 novembre (étude Couturier et Nicolas, experts : MM. Beurdeley et Soustelle), avait attiré à Paris la demi-douzaine de marchands qui comptent dans ce secteur du marché des arts ; et la présence d'un collectionneur iranien, en concurrence avec les professionnels, a contribué à la réussite de la vente.

Le plumier est depuis longtemps un objet de prestige en Perse. Porté à la ceinture, ce produit d'un art de cour témoignait de la qualité de l'lettre de son propriétaire. Et, dès le dix-neuvième siècle, la signature de certains maîtres était plus recherchée, de sorte que les pastiches et les faux peuvent être anciens. L'estimation de ces objets fragiles - en papier mâché laqué - est donc particulièrement difficile, et seuls les connaisseurs avertis prennent le risque d'un achat, même si une

Danse

Le « Petrouchka » de Béjart à Bruxelles

C'est op Forest-National de Bruxelles qui a fait voir le Ballet du XX<sup>e</sup> siècle si l'on veut mesurer l'ascendant de Maurice Béjart. La scène circulaire est ancrée au cœur de la foule, et les danseurs doivent s'y sentir portés par des courants de vent. Pour l'hommage à Stravinski, quatre mille cinq cents spectateurs, unis dans une atmosphère surchauffée, ont applaudi tout ce qui leur passait sous les yeux en attendant l'événement de la soirée, une nouvelle version de « Petrouchka », interprétée par Vladimir Vassiliev.

Maurice Béjart a recomposé le chef-d'œuvre de Fokine pour mettre en valeur les qualités d'expression du grand artiste soviétique. Sans abandonner entièrement le personnage traditionnel de Petrouchka, marionnette au grand cœur manipulée par un charlatan, il l'a projeté dans un monde onirique et souillé à l'un de ses thèmes favoris : l'éclatement et la perte d'identité. L'anecdote naïve cède la place à la psychanalyse.

L'héritage communément admis : c'est la fête. Poussé par le carnaval, un garçon perché dans la baraque d'un magicien, en une des barbaques de toile, en glaces déformées. Il essaie des masques et devient successivement le Pierrot révolté, le Maître féroce et la coquette Colombine. Ce jeu de masques inquiétant et ambigu, démultiplié par un jeu de miroirs, est d'autant plus trou-

Musique

Le Canada à Paris

Musicanada ou six concerts pour découvrir ou retrouver la musique canadienne : Garand, Mather, Tremblay, quelques noms qui figurent çà et là dans les programmes de festivals et qui, cette fois, n'étaient que des points de repère au milieu d'une diversité de tendances qui rend caduque la notion même d'une musique spécifiquement canadienne qu'on venait chercher là. Ni à Vancouver, garde ni épigonal pour autant, ces quatuors, symphonies, mouvements pour orchestre, pièces de musique de chambre ont affirmé la vitalité d'une culture musicale contemporaine sans laisser toujours l'impression qu'il y ait une école ou un langage bien définissable. Le dernier concert du cycle, donné à la Maison de Radio-France avec les concours du nouvel Orchestre philharmonique, débutait avec Jeux de solistes (1974), de Gilles Tremblay, une de ces œuvres qui font se souvenir de ce qu'on connaissait déjà du même compositeur et qu'on préfère. Peut-être aussi, avec le recul, se rend-on mieux compte des défauts de la musique française avec les concours du nouvel Orchestre philharmonique, débutant avec Jeux de solistes (1974), de Gilles Tremblay, une de ces œuvres qui font se souvenir de ce qu'on connaissait déjà du même compositeur et qu'on préfère. Peut-être aussi, avec le recul, se rend-on mieux compte des défauts de la musique française avec les concours du nouvel Orchestre philharmonique, débutant avec Jeux de solistes (1974), de Gilles Tremblay, une de ces œuvres qui font se souvenir de ce qu'on connaissait déjà du même compositeur et qu'on préfère.

Jazz

Art Blakey au Palais des glaces

Dans le jazz (on trouverait évidemment d'autres bons exemples ailleurs), il est des musiciens dont le style a bougé, voire dont le langage a été radicalement transformé avec le temps. C'est ainsi qu'on parle de la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième, trentième, trentième et une, trentième et deux, trentième et trois, trentième et quatre, trentième et cinq, trentième et six, trentième et sept, trentième et huit, trentième et neuf, trentième et dix, trentième et onze, trentième et douze, trentième et treize, trentième et quatorze, trentième et quinze, trentième et seize, trentième et dix-sept, trentième et dix-huit, trentième et dix-neuf, trentième et vingt, trentième et vingt-et-un, trentième et vingt-deux, trentième et vingt-trois, trentième et vingt-quatre, trentième et vingt-cinq, trentième et vingt-six, trentième et vingt-sept, trentième et vingt-huit, trentième et vingt-neuf, trentième et trente, trentième et trente-et-un, trentième et trente-deux, trentième et trente-trois, trentième et trente-quatre, trentième et trente-cinq, trentième et trente-six, trentième et trente-sept, trentième et trente-huit, trentième et trente-neuf, trentième et quarante, trentième et quarante-et-un, trentième et quarante-deux, trentième et quarante-trois, trentième et quarante-quatre, trentième et quarante-cinq, trentième et quarante-six, trentième et quarante-sept, trentième et quarante-huit, trentième et quarante-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trentième et septante-et-un, trentième et septante-deux, trentième et septante-trois, trentième et septante-quatre, trentième et septante-cinq, trentième et septante-six, trentième et septante-sept, trentième et septante-huit, trentième et septante-neuf, trentième et quatre-vingts, trentième et quatre-vingts-et-un, trentième et quatre-vingts-deux, trentième et quatre-vingts-trois, trentième et quatre-vingts-quatre, trentième et quatre-vingts-cinq, trentième et quatre-vingts-six, trentième et quatre-vingts-sept, trentième et quatre-vingts-huit, trentième et quatre-vingts-neuf, trentième et cinquante, trentième et cinquante-et-un, trentième et cinquante-deux, trentième et cinquante-trois, trentième et cinquante-quatre, trentième et cinquante-cinq, trentième et cinquante-six, trentième et cinquante-sept, trentième et cinquante-huit, trentième et cinquante-neuf, trentième et soixante, trentième et soixante-et-un, trentième et soixante-deux, trentième et soixante-trois, trentième et soixante-quatre, trentième et soixante-cinq, trentième et soixante-six, trentième et soixante-sept, trentième et soixante-huit, trentième et soixante-neuf, trentième et septante, trent



(Publicité)

## Après « Jonas » et « La Dentellière » le nouveau chef-d'œuvre du Cinéma Suisse

« Il est rare qu'on ait l'occasion de voir vraiment les femmes au cinéma, alors qu'on vit nos vies avec elles. Elles n'ont d'habitude que des rôles schématiques de faire-valoir. Je me suis donc accordé ce plaisir : vivre au cinéma avec elles. »

M. SOUTTER.

« C'est un des plus beaux rôles de ma carrière. En plus, je crois que c'est une très belle histoire où les femmes ont des rôles forts, et c'est rare. Ce n'est pas un film féministe, c'est un film fait avec l'amour des femmes. »

J.-L. TRINTIGNANT.

« Repérages » n'est pas indigne d'être comparé à certaines comédies de BERGMAN. »

M. MOHRT, « LE FIGARO ».

« Michel SOUTTER a réalisé une œuvre étrangement émue dont la délicatesse et l'élégance ne trahissent pas la force interne. »

Les trois sœurs sont admirables, TRINTIGNANT rend tout limpide, la force et la naïveté, la rouerie et la maladresse du créateur. Et je crois bien que Delphine SEYRIG a trouvé là son plus beau rôle. »

M. PEREZ, « LE MATIN ».

« Ce film impressionniste, subtil, vif et calme à la fois, où la sérénité apparente se plisse d'un sourire ou d'une ride. Il y a du RESNAIS dans l'air. »

MICHEL DELAIN, « L'EXPRESS ».

« J'ai filmé grave, un brin autobiographique, d'un Harald PINTER suisse. »

M. GRISOLIA, « LE NOUVEL OBSERVATEUR ».

« Ce film tendre et déchirant aux accents slaves parle comme jamais de l'amour et de la difficulté d'aimer, de la vie et de la cruauté de vivre. Sublime concerta. »

M. BOUJUT, « PLAY BOY ».

« Ce film, le meilleur de son auteur, est une leçon d'amour. »

« FRANCE-SOIR ».

« En orchestrant avec malice ces rencontres impressionnistes, SOUTTER administre une leçon de tolérance et de respect pour l'identité de la femme. »

« TÉLÉRAMA ».

« Film fascinant. On se laisse complètement prendre au climat moelleux, presque hypnotisant de cette histoire d'amour. »

« L'AUREOLE ».

GAUMONT  
YVES CASSEY • YVES PEYROT  
présentent  
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT  
DELPHINE SEYRIG • LÉA MASSARI  
VALÉRIE MAIRESSE



Un film de MICHEL SOUTTER  
Régie: ARIE DZIERLATKA • Scénario: GEORGES BACU • Film Suisse  
Cinéma Suisse - Cinéma Suisse - Cinéma Suisse



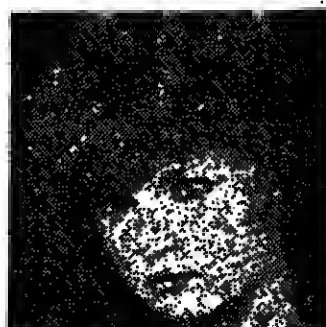
Jean-Louis Trintignant



Delphine Seyrig



Léa Massari



Valérie Mairesse

# Repérages

Un film de  
MICHEL SOUTTER

ÉLYSÉES LINCOLN - MARIGNAN PATHÉ - QUARTIER LATIN - QUINTETTE - MONTPARNASSE 83 - GAUMONT OPÉRA - NATION - ENTREPOT - GAUMONT CONVENTION

**THEATRE IN ROND**  
10, rue de la Harpe  
du WEEK-END  
des PATRIOTES

**THEATRE FONTAINE**  
10, rue Fontaine  
jusqu'au 21 nov.  
**1915**  
de J. V. VAN HULST  
avec J. V. VAN HULST  
et J. V. VAN HULST  
"1915" est plus  
qu'un spectacle.  
C'est une prise de  
conscience.

**Salon Exposition**  
Du Lur Viking  
haute fidélité Danoise  
17 Nov. au 4 Déc.  
du Danemark 142 Champs-Élysées

**REPERAGES**  
UN FILM DE MICHEL SOUTTER  
UN FILM DE CINÉMA SUISSE  
FILMS • FILM PAR JOUR • FILMS

**Booby Deerfield**  
AL PACINO  
MARTHE KELLER  
UN FILM DE STEVEN POLLACK  
ANNY DUPEY  
Charles Belmont • des  
Un film fondamental  
Un film de projection de ce film, ce peut  
Un film excitant, parce qu'il aborde  
mots d'ordre, des paroles  
Les images, magnifiquement  
Un film troublant, magnifiquement

**UGC MARBEU**  
Il est des films qui ont l'effet de  
le place à part de tout ce qui se  
Charles Belmont • des  
Un film fondamental  
Un film de projection de ce film, ce peut  
Un film excitant, parce qu'il aborde  
mots d'ordre, des paroles  
Les images, magnifiquement  
Un film troublant, magnifiquement

مكتبة الأصل



# SPECTACLES

lière  
ma Suisse

bons rôles de ma comédie  
est une très belle histoire  
forte, et c'est rare. Ce n'est  
pas un film fait avec l'amour

J.-L. TRINTIGNAN

**STUDIO CUJAS**  
à 14 h - 18 h 25 - 18 h 55  
21 h 20  
**LE SATYRICON** de Federico Fellini  
20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

**jusqu'au 20 novembre**  
**PEINES DE CŒUR D'UNE CHATTE ANGLAISE**  
par le groupe TSE  
du 22 au 27 novembre  
**LE TNP VILLEURBANNE**  
**LE THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS**  
présentent  
**LA BATAILLE** (DIE SCHLACHT)  
(scènes en Allemagne)  
de HEINER MÜLLER  
par la **VOLKSBÜHNE BERLIN R.D.A.**  
spectacle bilingue  
**THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS**  
58, Bd Jules-Guesde 243.00.59  
loc. théâtre - Fnac - Copar Agences

**LA BATAILLE**  
(scènes en Allemagne)  
de HEINER MÜLLER  
par la **VOLKSBÜHNE BERLIN R.D.A.**  
spectacle bilingue  
**THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS**  
58, Bd Jules-Guesde 243.00.59  
loc. théâtre - Fnac - Copar Agences

**THEATRE EN ROND**  
place Clichy  
**le WEEK-END**  
**INDPATRIOTES**

**THÉÂTRE FONTAINE**  
10, Rue Fontaine (9<sup>e</sup>)  
métro Blanche - 074-74-40  
**jusqu'au 21 nov.**  
**1915** (création)  
le génocide arménien  
texte de J.-J. VAROQUEAN  
mise en scène de Jean-Marie LEHEC  
"1915" est plus  
qu'un spectacle,  
c'est une prise de  
conscience.  
**LE FIGARO**  
Y. L. 21 h sans dim. et mardi matin  
dimanche 15 h et 18 h 30  
25 ans, 1000 représentations, 100 F

**SALON EXPOSITION**  
**Du Lur Viking**  
**à la haute fidélité Danoise**  
**17 Nov. au 4 Déc.**  
**Maison du Danemark 142 Champs-Élysées**  
Tous les jours de 12 h à 19 h, Dimanche 15 h à 19 h.  
entrée libre

**CINEMA DIRECT (01 442 07 07)**  
GAUMONT et L'OLYMPIC ENTREPOUT présentent  
A L'OCCASION DE LA SORTIE  
**DU CHEF-D'ŒUVRE DE MICHEL SOUTTER**  
**"REPERAGES"**  
**10 ANS DE CINEMA SUISSE**  
3 SEMAINES - 1 FILM PAR JOUR - 17 FILMS

WARRIGAN VO - GAUMONT RIVE GAUCHE VO - HAUTEFEUILLE VO  
IMPERIAL VF - GAUMONT SUB VF  
TRICYCLE Asnières - GAUMONT Evry - CYRANO Versailles

**...fascinant face-à-face avec la mort et l'amour!**  
**AL PACINO**  
**MARTHE KELLER**  
UN FILM DE SYDNEY POLLACK  
**Bobby Deerfield**  
avec **ANNY DUPEREY**  
et **ROMOLO VALLI** dans le rôle de l'écrit  
de **ERICH MARIA REMARQUE**  
Production Exécutive **JOHN FOREMAN**  
Produit et mis en scène par **SYDNEY POLLACK** Musique de **DAVE GRISIN**  
Bande originale **CASALANCA** Distribution **Diogenes VOQUE**  
DISTRIBUTION Warner-Columbia Film

## théâtres

**Les salles subventionnées**  
Opéra, 19 h 30 : la Belle au bois dormant.  
Comédie-Française, 20 h 30 : les Acteurs de bonne foi ; On ne badine pas avec l'amour.  
Châtelet, grande salle, 20 h 15 : Hamlet.  
Petit Odéon, 18 h 30 : Mercredi trois quarts.  
M.P., 20 h 30 : la Tragédie d'Hamlet, prince de Danemark.  
Petit TNP, 20 h 30 : la Force des faibles.

**Les salles municipales**  
Châtelet, 20 h 30 : Volga.  
Nouveaux Carrés, grande salle, 21 h : Nuova Carola.  
Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Michel Jussas ; 20 h 30 : le Mante polaire.

**Les autres salles**  
Aire libre, 20 h 30 : Nuit sans nuit ; 22 h : Etodes rouges.  
Aurore, 20 h 30 : Raymond Devos.  
A.R.S.-Berthel, 20 h 45 : 61 les beaux.  
A.R.S., 21 h : Riqua.  
Rothéâtre-Opéra, 21 h : Soixante le constructeur.  
Rothéâtre-Opéra, 20 h 45 : le Petit-Pis du chape.  
Carroubier, Théâtre de l'Aquarium, 20 h 30 : Les belles histoires d'un plus d'homme ; Théâtre du Soleil, 20 h 30 : David Copperfield.  
Cité internationale, la Galerie, 21 h : Héros Gohier - Grande salle, 21 h : Toussaint Louverture.  
La Rose, 21 h : l'Avarice.  
Comédie-Carnaudin, 21 h 18 : Boiling-Boiling.  
C.M. édité des Champs-Élysées, 20 h 45 : le Bateau pour l'Épave.  
Dauphin, 21 h : Fédor.  
Edouard-VII, 21 h : Du ennemi du peuple.  
Elyse-Montmartre, 14 h 30 : Dom Juan.  
Espace Cardin, 20 h 45 : Almira.  
Fantaisie, 21 h : 1915.  
Gaité-Montparnasse, 21 h : Elise, Stuffy, Pomme, Jane et Vivi.  
Grenelle, 20 h 45 : Arrête ton cinéma.  
Huchette, 20 h 45 : la Centaurie chaise ; la Légion.  
Le Tétrin, 20 h 30 : les Ragotiers.  
Lucerna, Théâtre Noir, 18 h 30 : la Belle Vie ; 20 h : Fantaisies ; 22 h 30 : Richard Wagner.  
Théâtre Rouge, 20 h 30 : Soixante ans de la Zoo Story.  
Madeline, 20 h 30 : Petit de vache.  
Marigny, 21 h : Nini la Chasse.  
Mathurins, 20 h 45 : La fille dont le prince est un enfant.  
Michel, 21 h : les Vignes du Seigneur.  
Michodière, 20 h 30 : Pauvre Samson.  
M.J.C. de la Poterne des Peupliers, 20 h 30 : le Jeu de l'amour et du hasard.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Vendredi 18 novembre**

**Modernes, 21 h** : Par-delà les montagnes.  
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour huit.  
Moffettard, 19 h 30 : Pédras.  
Nouveautés, 21 h : Apprends-moi, Colline.  
Opéra, 21 h : la Magouille.  
Opéra, grande salle, 20 h 30 : l'Eden.  
Opéra - Petite salle, 18 h 30 : Portrait ; 20 h 30 : les Libertés de la Fontaine.  
Palais des arts, 20 h 45 : Pauline Julien.  
Palais-Royal, 20 h 30 : la Cage aux folles.  
Piscine, 20 h 45 : Oni.  
Poche-Montparnasse, 21 h : Sigismond.  
Porte-Saint-Martin, 21 h : Pas d'orchestre pour Mlle Blundell.  
Renaissance, 20 h 45 : Claude Vega.  
Saint-Georges, 20 h 30 : Topaze.  
Studio des Champs-Élysées, 21 h : les Dames du jeudi.  
Studio-Théâtre 14, 21 h : Théâtre et chant mythologiques.  
Théâtre de Paris, 21 h : Pygmalion.  
Théâtre Paris-Nord, 20 h 45 : Voix de femmes.  
Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Un sang fort.  
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h 30 : l'Ombrage du comte.  
Théâtre Présent, 20 h 30 : les Derniers.  
Tristan-Bernard, 21 h : Overt qui mal 7 pelles.  
Trogody, 21 h : Retrouvailles de l'imagination.  
Variétés, 20 h 30 : Péré de Broadway.

**Les cafés-théâtres**  
Au Sac Flin, 20 h 45 : le Moutif ; 22 h : le Veuve des arrières.  
Bureau-Suivre, 20 h 30 : Renaud ; 21 h 45 : Au niveau du chœur ; 22 h 15 : Pierre Triboulet.  
Café d'Orléans, 20 h 15 : Aubade.  
Lindy, 21 h 45 : Poupée ; 23 h : Douby ; 11, 19 h : Machine à loup ; 22 h 30 : Deux Suisses amoureux de tout coup.

**Les théâtres de banlieue**  
Argenteuil, Baillique Saint-Denis, 20 h 45 : André Gorge, piano (Beethoven).  
Athis-Mons, salle des fêtes, 21 h : Oubliés.  
Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h 30 : Coriolan.  
Boisguy, T. B. 20 h 30 : Et la fête continue.  
Bourg-la-Reine, C.A., 21 h : Mont-Jouff et Bernadette ; 22 h : les Bureaux de l'été.  
Chaban, Maison des jeunes, 20 h 45 : les personnages en quête d'auteur.  
Chelles, C.C., 14 h et 20 h 30 : le Mariage de Figaro.  
Clichy, A.B.C., 20 h 30 : Gullit.  
Colombes, M. J. C., 20 h 30 : Toto.

Bisacantha, chants populaires d'Haïti.  
Gennévilliers, Théâtre, 20 h 45 : les Bruguères.  
Le Vélain, O.A.L., 21 h : Soixante Chinois.  
Malakoff, Théâtre VI, 21 h : Turandot.  
Méhervill, 20 h 30 : Trois pitres vieilles et puis s'en vont.  
Nanterre, salle J.-M.-Berrou, 21 h : Martin Eden.  
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 19 h 30 : Félina de cœur d'une chatte anglaise ; 23 h 30 : Tango, tango.  
Seaux, Les Géméux, 21 h : le Gardien.  
Sucy-en-Brie, C.C., 21 h : Danse et musique de l'Inde.  
Versailles, Théâtre Montandier, 21 h : le Mariage de Figaro.

**Les concerts**  
Lucerna-Forum, 19 h : Manfred Stiles (musique ancienne).  
Maison de la radio, 20 h 30 : Nouvel orchestre symphonique, dir. L. Somogyi (Brahms, Ravel, Moussorgski).  
Palais des congrès, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Debussy).  
Salle Gaveau, 21 h : P. Joffé Thimble, piano (Rachmaninov).  
Conservatoire Rachmaninov, 20 h 30 : A. Davidova, soprano (Gounod, Beethoven, Mozart, Puccini, Rachmaninov).  
Hôtel Biron, 20 h 30 : Simone Escure, piano (Bach).  
Eglise St-Roch, 19 h 30 : Festival J.-S. Bach.  
Eglise Edouard de la Vierge de l'Ange, 20 h 30 : Musique de chambre (Prokofiev, Ravel, Debussy).  
Eglise St-Germain-des-Près, 21 h : les Solistes de la Camerata (Beethoven, Mozart, Schubert).

**Festival d'automne**  
Voir aussi les salles subventionnées.  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Festival international de la danse (Ballet national de Cuba).  
Palais des arts, 14 h : Caméra-Théâtre.  
Théâtre des Amandiers (Nanterre), 20 h 30 : le Hamlet de Shakespeare.

**Jazz, pop, rock, folk**  
Théâtre Montferrat, 22 h 30 : Sabat Sarib.  
La Fenêtre, 20 h 30 : Shylock, rock progressif.  
American Center, 21 h : Zaka Perousson.  
Palais des glaces, 20 h : Perception et Chris Macgregor.  
Arceuil, salle Guy-Moquet, 20 h 30 : Maurice Goring.  
Théâtre Mugard, 21 h : Caravan.

**ST-MICHEL VO**  
**WOODY ALLEN**  
**TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI**  
(PLAY IT AGAIN, SAM)  
un film d'Allen  
RACINE - LA CLEF

**RACINE - LA CLEF**  
Ce film passionnant éclaire plus sur le problème Israélo-Arabe, que les discours les plus longs et les guerres les plus cruelles !  
**NOUS SOMMES DES JEUS ARABES EN ISRAEL**  
un film d'Alon Nidnam

U.G.C. MARBEUF - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET BASTILLE

BRIGITTE FOSSEY LOU CASTEL JEAN SOREL  
**Les Enfants du Placard**  
un film de BENOIT JACQUOT

PARA-MONT OPÉRA et CAPRI BOULEVARD et PARA-MONT MONTMARTRE et PARA-MONT MAILLOT et PARA-MONT BASTILLE et PARA-MONT BALAZIEUX et CONVENTION ST-CHARLES et PASSY et dans les meilleures salles de périphérie

**Audrey Rose**  
Une Production ROBERT WISE "AUDREY ROSE"  
avec **MARSHA NASON** - **ANTHONY HOPKINS** - **JOHN BECK**  
et **SUSAN SWIFT** dans le rôle de "Toby" Scénario de FRANK DE FELITTA - D'après le roman de Paul De Fries  
Produit par JOE WIZAN et FRANK DE FELITTA - Réalisé par ROBERT WISE - Musique de MANUEL MAYERSON  
Services de Production de Rock Company (Paris) - Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS  
Interdit aux moins de 18 ans.

STUDIO SAINT-SÉVERIN ACTION LAFAYETTE

**HARLAN COUNTY U.S.A.**  
film de Barbara Kopple  
**OSCAR HOLLYWOOD 1977**

GAUMONT COLISEES - A.B.C. MONTMARTRE PATHE - SAINT-GERMAIN STUDIO - ST-LAZARE PASQUER - IMPERIAL - GAUMONT CONVENTION - NATION MAY FAIR - ATHENA - CLICHY PATHE Et la Périphérie

SAN ROCHERFORT CLAUDE PICHON JACQUES DUFILHOY  
HERESCH-CHENDEFFER  
**LE CRABE TAMBOR**  
un film de JACQUES DUFILHOY

UGC MARBEUF - STUDIO MEDICIS - OLYMPIC ENTREPOUT

**Pour Clemence**

GAUMONT COLISEES - A.B.C. MONTMARTRE PATHE - SAINT-GERMAIN STUDIO - ST-LAZARE PASQUER - IMPERIAL - GAUMONT CONVENTION - NATION MAY FAIR - ATHENA - CLICHY PATHE Et la Périphérie



# SPECTACLES

(\*) Films interdits aux moins de treize ans.  
(\*\*) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

## La cinématèque

Chaillet, 15 h. : L'Aurore, de Murnau ; 20 h. 30 : Signe de vie, de W. Sorensen ; 22 h. 30 : Hommage à H. Diamant-Berger ; 22 h. 30 : Miquette et sa mère ; 22 h. 30 : Éducation de prince.

## Les exclusivités

ACCELERATION FURIE (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
ALICE CONSTANT (Fr.) : La Clé, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

ANNIE HALL (A. v.o.) : Studio Alpha, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

AD-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

AD-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

AD-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

AD-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

AD-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

AD-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

## cinémas

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

MARCHES PAS SUR MES LACETS (Fr.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).  
L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Vidéo, 15 h. 30 (32-30-30).

# RADIO-TÉLÉVISION

## VO

## Foi en soi

Intéressant le cas de ce gosse de huit ans, un certain Georges Small, surnommé Tiger, jeudi après-midi sur Antenne 2. Le plus grand petit boxeur de la planète, à l'entendre. Cette révélation, lui-même le tient de son père, qui en est, qui l'en a persuadé. On ont la gloire infuse et remercient Dieu de ce cadeau du ciel : La grâce de croire en lui mais aussi, mais surtout, de croire en soi. Croire en sa force, en sa beauté, en son génie, en ce que vous voudrez, se prendre tellement au sérieux que le monde, subjugué, suivra, s'inclinera, acceptera l'image que vous lui imposerez.

Car, en l'absence de tout combat, comment ce mini-champion noir hors catégorie a-t-il pu arriver à fixer l'attention des médias sinon par le magnétisme de son regard d'encre ou

l'expression terrifiante adulte déjà habillée, de son visage auréolé d'une énorme culture afro, réduite, quand il n'est pas en représentation, à quelques nattes en zigzag ?  
On ne nous a pas montré, et c'est bien dommage, ce curieux parcours, ce passage de l'obscurité de la cave où il s'entraîne quatre heures par jour à la lumière des plateaux de télévision. Comment est-ce arrivé ? Comment le père a-t-il pu imposer son fils au point de lui faire disputer un semblant de match au Madison Square Garden avec Mohamed Ali ? Voilà ce qu'on aurait aimé savoir. Voilà ce qu'il faudrait nous expliquer à l'occasion de nos prochaines rencontres avec les personnages de cette nouvelle série. Les enfants phénomènes ?  
CLAUDE SARRAUTE.

## GRÈVES A L'INA ET A TF1

● Selon la section du syndicat C.G.T. des personnels de l'audiovisuel, les grèves des journalistes ont répondu le jeudi 17 novembre à l'appel à la grève lancé par l'ensemble des organisations syndicales des travailleurs de l'audiovisuel (le Monde du 18 novembre). A la suite de cet arrêt de travail observé le jour de la réunion du conseil d'administration de l'Institut, le délégué syndical inter-syndical — qui a été reçu par les dirigeants de l'INA — envisage de demander une entrevue aux responsables des services du premier ministre et entend poursuivre dans les prochains jours cette action revendicative en matière de salaires et d'emploi.

D'autre part, les journalistes de TF1, adhérents aux syndicats C.F.D.T., S.N.J., C.F.T.C. et F.O. réunis en assemblée générale ce même jeudi, ont décidé de déposer un préavis de grève pour le mercredi 23 novembre. Ce mouvement, d'une durée indéterminée, prendra effet le mercredi 23 novembre. Les journalistes de la première chaîne espèrent que les propositions de la direction sur les salaires ne sauront pas empêcher le maintien de leur pouvoir d'achat ni répondre aux promesses d'une plus grande justice.

● Biologie aux « matinales » de France-Culture. — M. Joël de Rosnay, directeur de la recherche et du développement à l'Institut Pasteur, sera le commentateur d'une série de courtes émissions de vulgarisation programmées chaque matin, de 7 h. 55 à 8 h. 05, du lundi au vendredi 23 novembre. Les thèmes abordés seront : lundi : les origines de la vie ; mardi : la révolution biologique ; mercredi : nos amis les microbes ; jeudi : mode de vie et cancer ; vendredi : les cultures de vie.

## INSTITUT

## SÉANCE PUBLIQUE DE L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS Mort de Beethoven et aurore de temps nouveaux

L'Académie des beaux-arts a tenu mercredi sa séance publique sous la présidence de M. Eugène Beaudouin, qui a d'abord prononcé l'éloge des confrères disparus pendant l'année écoulée : Jean Bouchaud, Jacques Carli, Paul Lemagny, Benjamin Britten, Sir Robert Maclure et le compositeur Cini, paroli des sociétés étrangères. Diego Valeri, parmi les correspondants. Il a ensuite — car tous, dit-il, dans cette compagnie, sont « voués au démon de la création » — analysé le processus qui va « de l'individu à la communauté, de la quantité à la qualité », en soulignant que « ceux qui commandent et repoussent l'ouvrage et ceux qui le conçoivent et en assurent la réalisation, qu'il s'agisse d'un hôtel de ville ou d'une école maternelle, du carton d'une tapisserie ou de l'illustration d'un recueil de poésies, de la sculpture d'un mémorial sur une pile de pont ou au musoir d'un continent, de la mu-

sique d'un festival ou d'obseques nationaux soient conscients de la nécessité de vouloir la qualité et d'en donner les moyens ».  
Après la proclamation des récompenses, faite par M. Albert Decaris, vice-président, M. Emmanuel Bondeville, secrétaire perpétuel, a longuement passé en revue une année cruciale du siècle dernier : 1827, l'année de la mort de Beethoven, qui est en même temps l'aurore de temps nouveaux, toute marquée par le commencement, de l'influence exercée par le musicien de l'Ode à la joie : en 1827, Gérard de Nerval achève la traduction de Faust, Berlioz compose les Hauts Scènes de Faust. Delacroix expose Méphistophélès apparaissant au docteur Faust et exécute la Mort de Sardanapale, à l'Odéon des comédiens anglais viennent jouer Hamlet, Victor Hugo publie la préface de Cromwell.  
L'orchestre de l'Opéra, sous la direction de M. Robert Blot, devait illustrer cette séance d'intermèdes musicaux. — J.-M. D.

# RADIO-TÉLÉVISION

ENDREDI 18 NOVEMBRE

CHATELAIN : FR. 2.  
FRANCE CULTURE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.  
FRANCE MUSIQUE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.



Le roman de la gauche

FRANCE CULTURE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.  
FRANCE MUSIQUE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.

SAMEDI 19 NOVEMBRE

FRANCE CULTURE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.  
FRANCE MUSIQUE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.

DIMANCHE 20 NOVEMBRE

FRANCE CULTURE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.  
FRANCE MUSIQUE : 20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.

**MERCREDI**  
LE NOUVEAU FILM DE CHRIS MARKER  
**LE FOND DE L'AIR EST ROUGE**

**MERCREDI**  
hors des sentiers battus  
**DURAS AKERMAN HANOUN**  
INDIA SONG 12h30  
VERA BAXTER 14h30  
JE TU IL ELLE 12h15  
NEWS FROM HOME 16h30  
UNE SIMPLE HISTOIRE 19h00  
OCTOBER A MADRID 20h30

**MERCREDI**  
LE PLUS GRAND RÔLE COMIQUE DE  
**VITTORIO GASSMAN**  
**BRANCALLEONE**  
**S'EN VA-T'AUX CROISADES**  
VITTORIO GASSMAN / avec la participation de STEFANIA SANDRELLI / Mise en scène de MARIO MONICELLI



**FRANCE CULTURE**  
20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.  
**FRANCE MUSIQUE**  
20 h. 30 : Les grands écrivains de la France : M. de La Fayette.











15 h., métro Corentin-Celton : « Le

15 h. séminaire d'Éssy » (Paris-  
 deannu).  
 15 h. parvis de la basilique de  
 Landstad-Denis : « La basilique »  
 (Temple).  
 15 h. 15. place du Palais-Bourbon :  
 15 h. Palais-Bourbon » (Tourisme  
 Usturel).  
 15 h. 55, rue de l'Université :  
 L'hôtel de Lassay » (Villages de  
 arda).  
 CONFÉRENCES. — 15 h. 30, 13. rue  
 de la Tour-des-Dames : « État de  
 conscience supérieures et méditation  
 transcendentale », entrée libre.  
 De 10 h. à 17 h. 34, avenue Bette :  
 Des mystiques des chrétiens et

15 h. 30, 15, rue de la Éucharie,  
L. Jean Mycinski : « Les chevaliers  
autoniques » (Les Artisans de  
l'Asie).

15 h., 43, rue Bolleau, Lama Sogyal  
Lhampoche : « Le bouddhisme tibé-  
tain : un chemin vers le bien-être »

16 Babou, d'Indes occidentales),  
 17 Bâle, Notre-Dame de Paris,  
 18 Bégin, Bagine Perouse; « La femme  
 en temps des cathédrales »;  
 19 B. 15, Centre national Sahar-  
 i, rue de la Pompe, Mme Sabaron,  
 Kriegal : « L'éducation des jeunes  
 du monde actuel »;  
 20 B. 29, avenue d'Orléans, M. Roger  
 Courange; 15 B. 11, Cours du Sud,  
 Malwan : 17 B. : Les Philippines,  
 Hongkong », projections.  


---

 21 Sachez préparer votre plaisir :  
 avant de boire votre  
**SCEWREPPES Bitter Lemon**  
 retournez-le à l'envers !

## PRESSE

Elle sera l'occasion de rappeler les revendications prioritaires de la profession telles qu'elles sont définies dans la charte-forme de l'union nationale des syndicats de journalistes : la valorisation des salaires par une augmentation de 300 F pour un salaire minimum d'embauche à 2 800 F, droit à la retraite à soixante ans, etc.

Les mandataires seront déterminés ultérieurement par des assemblées générales, par leur présence aux manifestations F.D.T., C.G.T., F.E.N. »

● M. Daniel Journe quitte les fonctions de directeur du *Nouvel économiste* qu'il occupait depuis 1975, à la création de l'hebdomadaire né de la fusion d'*Entreprise* et des *Informations*. Il est remplacé par M. Jacques Monnier, directeur commercial du *Nouvel économiste*.

**ation**

**PARIS - TÉL. : 533.62.22**

**l'énergie**

**durants d'air !**

joint un procédé  
n de survitrages,  
outes fenêtres, qui  
ndes économies.

DOCUMENTATION

Prénom \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ M 18/

— Paul GUYONNAUD  
— (ER) LAURA (médecine),  
— pour CHAUCHARD

77 de 8 h 30 à 19 heures  
Garnier, 92200 NEUILLY

**LE DE SÉROLOGUE  
LA SÉROLOGIE**

**: LA VIOLENCE**

parité des Arts Martiaux et  
Docteur Jean-Paul GUYON-

teur P. CHAUCHARD.  
ce à la violence, par le Doc-

émy CHAUVIN.  
 la violence, par le Doc-  
 ar J DAUVEN.  
 DONNARS.  
 UNE Communiste, par le Doc-  
 sie, par J-P GIRARD.  
 LVEZ.  
 R BAJOLAIS.  
 Directeur GUYONNAUD.  
 Nanterre (92).



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	12 m/m. cl.	T.C.
AGENCES ENCADEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

## offres d'emploi

**IBM FRANCE**  
Division Systèmes Grande Diffusion  
offre

### des stages pratiques

(Loi du 5 juillet 77) Durée de 6 à 6 mois

Formation théorique et pratique sur des applications informatiques réelles - programmation G.A.P. assurée -

### à 30 jeunes gens et jeunes filles

de 18 à 25 ans  
titulaires du Bac ou d'un Brevet de Technicien

Début du stage : Décembre 1977.  
Lieu de travail : Paris-La Défense.

Adresser les candidatures à : Monsieur BOUNAN  
IBM France - D.S.G.D. - Référence 201  
Tour Générale  
92088 Paris-La Défense.

**IBM**

Groupement international  
ch. pour serv. transit maritime  
boulvard Ney, Paris (17)

**UN CHIEF DE GROUPE**  
poss. cadre, anglais souhail.  
Ecrire avec C.V. à n° 3740,  
PUBLIFOR, 100 r. de Richelieu,  
PARIS 12<sup>e</sup>, qui transmettra.

**IMPORTANT CABINET**  
**INGENIEURS-CONSEILS**  
cherche

**TRADUCTEURS**  
ayant exp. de la rédaction  
des brevets d'invention  
dans les domaines :  
— ELECTRONIQUE  
— MECANIQUE  
— ELECTROTECHNIQUE  
— TEXTILE  
à partir de documents allemands  
et anglais. Envoyer lettre et ré-  
sumé au n° 1239 B Bleu  
17, rue Labat, 92000 Vincennes  
Pour établissement d'un contrat  
privé Paris  
recherche, urgent !

**GESTIONNAIRE EXP.**  
possédant parfaite connaissance  
des problèmes informatiques  
Env. C.V. et photo sous réf. 1819  
à INTER PA, B.P. 285,  
75004 Paris Cedex 02,  
qui transmettra

Important cabinet d'ingénierie  
recherche pour un ingénieur  
recherche, pour un poste de  
chef de service des études  
30 ans min., pouvant organiser  
et diriger des équipes d'ingé-  
nieurs et techniciens, possédant  
une expérience de 10 ans au  
moins dans un poste de chef de  
service ou de directeur d'un  
service technique, ayant une  
bonne connaissance des problèmes  
de gestion et de développement  
des logiciels. Envoyer lettre  
motivée et C.V. à n° 3740,  
PUBLIFOR, 100 r. de Richelieu,  
PARIS 12<sup>e</sup>, qui transmettra.

**2155 mac. gén. Versailles.**  
**82 MO** électr. mac. banl. Sud.  
DEBAULPIS - 292-78-72,  
78, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup>.

## représent.

## offre

## collaborateur

## 30 ans minimum pour clientèle

## particuliers administratifs et

## privés, bureaux d'études, reven-

## dours. Fixe et intéressement,

## voiture indispensable.

## Ecrire avec C.V. et photo sous

## n° 1875 B, BLEU, 17 rue

## Labat, 92000 Vincennes.

## Discretions assurées.

## AGENCE HAVAS

## recherche

## REPRESENTANTS (ES)

## d'expérience pour support

## officiel. Econom. paraitant.

## Secteurs d'activité :

## régions TOURS et ORLÉANS.

## Connaissances impératives.

## Ecrire avec C.V. et photo

## à M. MONNOT,

## HAVAS REGIONS,

## 136, bd. Charles de Gaulle,

## 92022 NEUILLY-SUR-SEINE.

## représent.

## demande

## MUNICH R.F.A.

## J.H. 30 ans, rés. à Munich R.F.A.

## I.E.P. sur ser. brie près. 7.

## lancé, marché alle. exp.

## mark. angl. 10 ans exp.

## étude de marché, 10 ans exp.

## Ecrire AATB R. J. 101 Pr 40971

## 8 München R.F.A. ou tél. au

## 089-8051-35-45 après 20 heures.

## cours

## et leçons

## MATH.

## Redrappage par

## professeur expérimenté.

## Tél. : 278-77-71

## travaux

## à façon

## ENTREPRISE ARTISANALE

## Peinture-Electricité-Plomberie

## Appartements Bureaux entreti-

## nés - Devs. gratuits.

## Tél. : 244-54-49.

## capitaux ou

## proposit. com.

## Sie rech. participation au achat

## dans affaire de transports.

## Faire offres : 887-66-16.

## propositions

## diverses

## Paris-15<sup>e</sup>, location R.-de-C. de

## 500 m<sup>2</sup>, libre fin 77, accolée en

## centre informatique, salle ordi-

## nateur 120 m<sup>2</sup>, EDF 140 KVA,

## climatisation 14.000 frigories/h.

## Téléphone : 33-41-49.

## occasions

## EN SOLDE moquette et

## revêtements muraux 1<sup>er</sup> et

## 2<sup>e</sup> choix, 20.000 m<sup>2</sup> sur stock.

## Tél. : 269-66-25.

## ACHETONS PIANOS

## Doude, 73, av. Wagram-17<sup>e</sup>,

## WAG. 34-17. Vente-Location.

## caravanes

## Caravane Digue 530 H, 6 places,

## juin 77, P.C.A. 1.250 kg, partiel

## Mat. jamais roulé. Part. assur.

## Possib. louer terrain week-end.

## Px 28.000 F. Tél. 657-87-00, p. 56.

## automobiles

## vente

## 5 à 7 C.V.

## PARTICULIER VEND

## VW GOLF I

## 6 CV, an. 1976, état impeccable.

## Prix Argus.

## Téléph. 648-89-65.

## + de 16 C.V.

## A vendre Porsche 911 L, 1977,

## climatisée, V.T. blanche, état

## impeccable. Tél. 132 57-11-67.

## FERRARI DAYTONA ADUPT 70,

## version, importateur Bordeaux,

## 80.000 F. Tél. h. bur. 288-05-54.

## B.M.W. 30 51, 74, gros élec-

## trous en alliage gris métalisé,

## inter. beige, tissu, 26.000 km.

## révis. mat. neuve de 6 mois, tes-

## tac. d'entretien, jantes, 1<sup>re</sup> main,

## 52.000 F. 1<sup>er</sup> apr. 20 h. 15 les jrs

## ou w.e. 114 la journée 134-64-61.

## 280 SL, 1975, 36.000 kilomètres,

## état impeccable, crédit possible.

## Téléph. 874-10-55.

## caravanes

## Caravane Digue 530 H, 6 places,

## juin 77, P.C.A. 1.250 kg, partiel

## Mat. jamais roulé. Part. assur.

## Possib. louer terrain week-end.

## Px 28.000 F. Tél. 657-87-00, p. 56.

## divers

## CENTRE OFFICIEL

## OCASION

## FIAT

## AUTOMOBILES S.A.

## 23, RUE DE PARIS

## 93 - BOBIGNY (R.N. 3)

## 845-63-02/63-03

## 1<sup>er</sup> véhicule Epave (Panthéon

## 1 Route de Meaux).

## CONDITIONS

## EXCEPTIONNELLES

## DE VENTE

## SUR FIAT 1977

## de 3 à 6 mois d'age,

## petit kilométrage,

## DIVERS COULEURS.

## FIAT 127 3 PTES 14.51

## FIAT 131 1900 21.01

## FIAT 132 615 24.01

## Première lettre à 3 MOIS.

## GARANTIE 6 MOIS

## CENTRE OUVERT TOUS 1

## JOURS SAUF DIMANCH

# l'agenda du monde

## Artisans

## PLUMBERIE

## dépannages immédiats

## installations et réparation

## sur devis

## urgence électrique

## en dépannage rapide et

## installations et 12 cours de reluiers

## Tél. : 764-43-36

## 3 bis, rue de la Réunion, 75001.

## Menuiserie

## plumerie, menuiserie, travail

## soigné, sérieux références.

## 91, r. des Martyrs, 1<sup>er</sup> arr.

## Tous travaux, plomberie,

## CHAUFFAGE et CARRELAGE.

## Téléph. : 478-00-75 et 29-30-23.

## Arts

## Artiste peintre homme, 36 ans,

## chercheur, à Paris ou province

## collègues pour partager atelier.

## 62, rue de la République, 75011.

## 3, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

## Bijoux

## BIJOUX ANCIENS, BAGUES

## ROMANTISQUES. Se chaloient

## chez GILLES, 19, rue d'Arcole,

## PARIS-4<sup>e</sup>. Téléphone : 033-00-43.

## Collections

## Wetzel vend

## PIERRES VERTES

## et IVOIRES DE CHINE

## Ecr. n° 6471 HAVAS Contact,

## 136, bd. Haussmann, 75008 Paris.

## A vendre collection de bijoux

## autres 1/4<sup>e</sup>, toutes marques.

## Tél. : 073-53-60.

## Relations

## Artiste peintre 40 ans, boîte

## rech. contacts, souhaiterait col-



# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
VEHICULES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	91,52

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
VEHICULES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## immobilier

### appartements vente

**PARIS 16<sup>e</sup> arr.**  
CHATELAIN 5<sup>e</sup> CHAMPS-ELYSEES  
De bel imm. par. de l'axe, 3 p.  
60 m<sup>2</sup> bien distrib. et ch. 2<sup>e</sup> ét.  
clair, calme, 1/2000<sup>e</sup> ch. serv.  
Vend. 450.000 F. P. 25-26-27  
L'Agence, 16<sup>e</sup> arr. 15-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2



مكذبا من الأصل

M.  
de co

1. 1990年12月，  
 2. 1991年1月，  
 3. 1991年2月，  
 4. 1991年3月，  
 5. 1991年4月，  
 6. 1991年5月，  
 7. 1991年6月，  
 8. 1991年7月，  
 9. 1991年8月，  
 10. 1991年9月，  
 11. 1991年10月，  
 12. 1991年11月，  
 13. 1991年12月，  
 14. 1992年1月，  
 15. 1992年2月，  
 16. 1992年3月，  
 17. 1992年4月，  
 18. 1992年5月，  
 19. 1992年6月，  
 20. 1992年7月，  
 21. 1992年8月，  
 22. 1992年9月，  
 23. 1992年10月，  
 24. 1992年11月，  
 25. 1992年12月，  
 26. 1993年1月，  
 27. 1993年2月，  
 28. 1993年3月，  
 29. 1993年4月，  
 30. 1993年5月，  
 31. 1993年6月，  
 32. 1993年7月，  
 33. 1993年8月，  
 34. 1993年9月，  
 35. 1993年10月，  
 36. 1993年11月，  
 37. 1993年12月，  
 38. 1994年1月，  
 39. 1994年2月，  
 40. 1994年3月，  
 41. 1994年4月，  
 42. 1994年5月，  
 43. 1994年6月，  
 44. 1994年7月，  
 45. 1994年8月，  
 46. 1994年9月，  
 47. 1994年10月，  
 48. 1994年11月，  
 49. 1994年12月，  
 50. 1995年1月，  
 51. 1995年2月，  
 52. 1995年3月，  
 53. 1995年4月，  
 54. 1995年5月，  
 55. 1995年6月，  
 56. 1995年7月，  
 57. 1995年8月，  
 58. 1995年9月，  
 59. 1995年10月，  
 60. 1995年11月，  
 61. 1995年12月，  
 62. 1996年1月，  
 63. 1996年2月，  
 64. 1996年3月，  
 65. 1996年4月，  
 66. 1996年5月，  
 67. 1996年6月，  
 68. 1996年7月，  
 69. 1996年8月，  
 70. 1996年9月，  
 71. 1996年10月，  
 72. 1996年11月，  
 73. 1996年12月，  
 74. 1997年1月，  
 75. 1997年2月，  
 76. 1997年3月，  
 77. 1997年4月，  
 78. 1997年5月，  
 79. 1997年6月，  
 80. 1997年7月，  
 81. 1997年8月，  
 82. 1997年9月，  
 83. 1997年10月，  
 84. 1997年11月，  
 85. 1997年12月，  
 86. 1998年1月，  
 87. 1998年2月，  
 88. 1998年3月，  
 89. 1998年4月，  
 90. 1998年5月，  
 91. 1998年6月，  
 92. 1998年7月，  
 93. 1998年8月，  
 94. 1998年9月，  
 95. 1998年10月，  
 96. 1998年11月，  
 97. 1998年12月，  
 98. 1999年1月，  
 99. 1999年2月，  
 100. 1999年3月，  
 101. 1999年4月，  
 102. 1999年5月，  
 103. 1999年6月，  
 104. 1999年7月，  
 105. 1999年8月，  
 106. 1999年9月，  
 107. 1999年10月，  
 108. 1999年11月，  
 109. 1999年12月，  
 110. 2000年1月，  
 111. 2000年2月，  
 112. 2000年3月，  
 113. 2000年4月，  
 114. 2000年5月，  
 115. 2000年6月，  
 116. 2000年7月，  
 117. 2000年8月，  
 118. 2000年9月，  
 119. 2000年10月，  
 120. 2000年11月，  
 121. 2000年12月，  
 122. 2001年1月，  
 123. 2001年2月，  
 124. 2001年3月，  
 125. 2001年4月，  
 126. 2001年5月，  
 127. 2001年6月，  
 128. 2001年7月，  
 129. 2001年8月，  
 130. 2001年9月，  
 131. 2001年10月，  
 132. 2001年11月，  
 133. 2001年12月，  
 134. 2002年1月，  
 135. 2002年2月，  
 136. 2002年3月，  
 137. 2002年4月，  
 138. 2002年5月，  
 139. 2002年6月，  
 140. 2002年7月，  
 141. 2002年8月，  
 142. 2002年9月，  
 143. 2002年10月，  
 144. 2002年11月，  
 145. 2002年12月，  
 146. 2003年1月，  
 147. 2003年2月，  
 148. 2003年3月，  
 149. 2003年4月，  
 150. 2003年5月，  
 151. 2003年6月，  
 152. 2003年7月，  
 153. 2003年8月，  
 154. 2003年9月，  
 155. 2003年10月，  
 156. 2003年11月，  
 157. 2003年12月，  
 158. 2004年1月，  
 159. 2004年2月，  
 160. 2004年3月，  
 161. 2004年4月，  
 162. 2004年5月，  
 163. 2004年6月，  
 164. 2004年7月，  
 165. 2004年8月，  
 166. 2004年9月，  
 167. 2004年10月，  
 168. 2004年11月，  
 169. 2004年12月，  
 170. 2005年1月，  
 171. 2005年2月，  
 172. 2005年3月，  
 173. 2005年4月，  
 174. 2005年5月，  
 175. 2005年6月，  
 176. 2005年7月，  
 177. 2005年8月，  
 178. 2005年9月，  
 179. 2005年10月，  
 180. 2005年11月，  
 181. 2005年12月，  
 182. 2006年1月，  
 183. 2006年2月，  
 184. 2006年3月，  
 185. 2006年4月，  
 186. 2006年5月，  
 187. 2006年6月，  
 188. 2006年7月，  
 189. 2006年8月，  
 190. 2006年9月，  
 191. 2006年10月，  
 192. 2006年11月，  
 193. 2006年12月，  
 194. 2007年1月，  
 195. 2007年2月，  
 196. 2007年3月，  
 197. 2007年4月，  
 198. 2007年5月，  
 199. 2007年6月，  
 200. 2007年7月，  
 201. 2007年8月，  
 202. 2007年9月，  
 203. 2007年10月，  
 204. 2007年11月，  
 205. 2007年12月，  
 206. 2008年1月，  
 207. 2008年2月，  
 208. 2008年3月，  
 209. 2008年4月，  
 210. 2008年5月，  
 211. 2008年6月，  
 212. 2008年7月，  
 213. 2008年8月，  
 214. 2008年9月，  
 215. 2008年10月，  
 216. 2008年11月，  
 217. 2008年12月，  
 218. 2009年1月，  
 21

[illegible]

1. 1990年12月31日，  
 2. 1991年1月1日，  
 3. 1991年1月2日，  
 4. 1991年1月3日，  
 5. 1991年1月4日，  
 6. 1991年1月5日，  
 7. 1991年1月6日，  
 8. 1991年1月7日，  
 9. 1991年1月8日，  
 10. 1991年1月9日，  
 11. 1991年1月10日，  
 12. 1991年1月11日，  
 13. 1991年1月12日，  
 14. 1991年1月13日，  
 15. 1991年1月14日，  
 16. 1991年1月15日，  
 17. 1991年1月16日，  
 18. 1991年1月17日，  
 19. 1991年1月18日，  
 20. 1991年1月19日，  
 21. 1991年1月20日，  
 22. 1991年1月21日，  
 23. 1991年1月22日，  
 24. 1991年1月23日，  
 25. 1991年1月24日，  
 26. 1991年1月25日，  
 27. 1991年1月26日，  
 28. 1991年1月27日，  
 29. 1991年1月28日，  
 30. 1991年1月29日，  
 31. 1991年1月30日，  
 32. 1991年1月31日，  
 33. 1991年2月1日，  
 34. 1991年2月2日，  
 35. 1991年2月3日，  
 36. 1991年2月4日，  
 37. 1991年2月5日，  
 38. 1991年2月6日，  
 39. 1991年2月7日，  
 40. 1991年2月8日，  
 41. 1991年2月9日，  
 42. 1991年2月10日，  
 43. 1991年2月11日，  
 44. 1991年2月12日，  
 45. 1991年2月13日，  
 46. 1991年2月14日，  
 47. 1991年2月15日，  
 48. 1991年2月16日，  
 49. 1991年2月17日，  
 50. 1991年2月18日，  
 51. 1991年2月19日，  
 52. 1991年2月20日，  
 53. 1991年2月21日，  
 54. 1991年2月22日，  
 55. 1991年2月23日，  
 56. 1991年2月24日，  
 57. 1991年2月25日，  
 58. 1991年2月26日，  
 59. 1991年2月27日，  
 60. 1991年2月28日，  
 61. 1991年3月1日，  
 62. 1991年3月2日，  
 63. 1991年3月3日，  
 64. 1991年3月4日，  
 65. 1991年3月5日，  
 66. 1991年3月6日，  
 67. 1991年3月7日，  
 68. 1991年3月8日，  
 69. 1991年3月9日，  
 70. 1991年3月10日，  
 71. 1991年3月11日，  
 72. 1991年3月12日，  
 73. 1991年3月13日，  
 74. 1991年3月14日，  
 75. 1991年3月15日，  
 76. 1991年3月16日，  
 77. 1991年3月17日，  
 78. 1991年3月18日，  
 79. 1991年3月19日，  
 80. 1991年3月20日，  
 81. 1991年3月21日，  
 82. 1991年3月22日，  
 83. 1991年3月23日，  
 84. 1991年3月24日，  
 85. 1991年3月25日，  
 86. 1991年3月26日，  
 87. 1991年3月27日，  
 88. 1991年3月28日，  
 89. 1991年3月29日，  
 90. 1991年3月30日，  
 91. 1991年3月31日，  
 92. 1991年4月1日，  
 93. 1991年4月2日，  
 94. 1991年4月3日，  
 95. 1991年4月4日，  
 96. 1991年4月5日，  
 97. 1991年4月6日，  
 98. 1991年4月7日，  
 99. 1991年4月8日，  
 100. 1991年4月9日，  
 101. 1991年4月10日，  
 102. 1991年4月11日，  
 103. 1991年4月12日，  
 104. 1991年4月13日，  
 105. 1991年4月14日，  
 106. 1991年4月15日，  
 107. 1991年4月16日，  
 108. 1991年4月17日，  
 109. 1991年4月18日，  
 110. 1991年4月19日，  
 111. 1991年4月20日，  
 112. 1991年4月21日，  
 113. 1991年4月22日，  
 114. 1991年4月23日，  
 115. 1991年4月24日，  
 116. 1991年4月25日，  
 117. 1991年4月26日，  
 118. 1991年4月27日，  
 119. 1991年4月28日，  
 120. 1991年4月29日，  
 121. 1991年4月30日，  
 122. 1991年5月1日，  
 123. 1991年5月2日，  
 124. 1991年5月3日，  
 125. 1991年5月4日，  
 126. 1991年5月5日，  
 127. 1991年5月6日，  
 128. 1991年5月7日，  
 129. 1991年5月8日，  
 130. 1991年5月9日，  
 131. 1991年5月10日，  
 132. 1991年5月11日，  
 133. 1991年5月12日，  
 134. 1991年5月13日，  
 135. 1991年5月14日，  
 136. 1991年5月15日，  
 137. 1991年5月16日，  
 138. 1991年5月17日，  
 139. 1991年5月18日，  
 140. 1991年5月19日，  
 141. 1991年5月20日，  
 142. 1991年5月21日，  
 143. 1991年5月22日，  
 144. 1991年5月23日，  
 145. 1991年5月24日，  
 146. 1991年5月25日，  
 147. 1991年5月26日，  
 148. 1991年5月27日，  
 149. 1991年5月28日，  
 150. 1991年5月29日，  
 151. 1991年5月30日，  
 152. 1991年5月31日，  
 153. 1991年6月1日，  
 154. 1991年6月2日，  
 155. 1991年6月3日，  
 156. 1991年6月4日，  
 157. 1991年6月5日，  
 158. 1991年6月6日，  
 159. 1991年6月7日，  
 160. 1991年6月8日，  
 161. 1991年6月9日，  
 162. 1991年6月10日，  
 163. 1991年6月11日，  
 164. 1991年6月12日，  
 165. 1991年6月13日，  
 166. 1991年6月14日，  
 167. 1991年6月15日，  
 168. 1991年6月16日，  
 169. 1991年6月17日，  
 170. 1991年6月18日，  
 171. 1991年6月19日，  
 172. 1991年6月20日，  
 173. 1991年6月21日，  
 174. 1991年6月22日，  
 175. 1991年6月23日，  
 176. 1991年6月24日，  
 177. 1991年6月25日，  
 178. 1991年6月26日，  
 179. 1991年6月27日，  
 180. 1991年6月28日，  
 181. 1991年6月29日，  
 182. 1991年6月30日，  
 183. 1991年7月1日，  
 184. 1991年7月2日，  
 185. 1991年7月3日，  
 186. 1991年7月4日，  
 187. 1991年7月5日，  
 188. 1991年7月6日，  
 189. 1991年7月7日，  
 190. 1991年7月8日，  
 191. 1991年7月9日，  
 192. 1991年7月10日，  
 193. 1991年7月11日，  
 194. 1991年7月12日

1. 凡在本行开立存款账户的客户，均可向本行申请开立定期存款账户。  
 2. 定期存款账户的开立，须由客户填写《定期存款开户申请书》，并提供有效身份证件。  
 3. 本行定期存款账户分为整存整付、零存整付、整存零付、零存零付四种类型。  
 4. 定期存款的期限分为三个月、六个月、九个月、十二个月、十八个月、二十四个月、三十六个月、四十八个月、六十个月、七十二个月、八十四个月、九十六个月、一百零八个月、一百二十个月。  
 5. 定期存款的利率按中国人民银行规定的利率执行。  
 6. 定期存款账户的开立，须由客户本人或授权代理人办理。  
 7. 本行定期存款账户的开立，须符合中国人民银行的相关规定。

1. 凡在本行开立存款账户的客户，均可向本行申请开立定期存款账户。  
 2. 定期存款账户的开立，须由客户填写《定期存款开户申请书》，并提供有效身份证件。  
 3. 本行定期存款账户分为整存整付、零存整付、整存零付、零存零付四种类型。  
 4. 定期存款的期限分为三个月、六个月、九个月、十二个月、十八个月、二十四个月、三十六个月、四十八个月、六十个月、七十二个月、八十四个月、九十六个月、一百零八个月、一百二十个月。  
 5. 定期存款的利率按中国人民银行规定的利率执行。  
 6. 定期存款账户的开立，须由客户本人或授权代理人办理。  
 7. 本行定期存款账户的开立，须符合中国人民银行的相关规定。

1990

**FISCAL**

**DELAIS  
POUR LI  
LA TAILL**

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATIONS  
155 E. 42ND ST. NEW YORK 17, N.Y.

100



Le Monde

# économie

## LA CRISE DE L'ACIER

Les sidérurgistes européens réclament aux Neuf des mesures de sauvegarde

Les principaux sidérurgistes européens, regroupés au sein de l'Association Européenne, lancent un cri d'alarme devant l'aggravation de la crise qui frappe cette industrie, et demandent à la Commission de Bruxelles et aux gouvernements des Neuf de prendre d'urgence des mesures de sauvegarde.

Dans un communiqué, diffusé le 17 novembre, à la veille d'un conseil des ministres de la Communauté qui sera consacré aux problèmes de la sidérurgie européenne, ils constatent que, malgré de très importants efforts, la situation de l'industrie sidérurgique se détériore, l'activité,

déjà fortement réduite, risquant d'être encore diminuée par l'augmentation des importations à bas prix en provenance des pays tiers et par la menace de blocage de leur exportation à partir des Etats-Unis.

Cette situation, si elle devait se prolonger, conduirait inéluctablement à une aggravation du chômage. C'est pourquoi la sidérurgie européenne demande aux autorités responsables d'adopter pleinement les responsabilités qui leur incombent au titre notamment des articles 2 et 3 du traité de Paris. Elle souhaite instamment que la Commission de Bruxelles « prenne toutes les mesures nécessaires en vue d'appliquer, d'urgence, les dispositions nécessaires à l'élimination des importations

abusives ainsi qu'au respect des prix d'orientation pris par la Communauté ».

En clair, cela signifie que le plan de redressement communautaire, mis au point par M.M. Sjöberg et Davignon, qui prévoit la fixation de prix minimum pour les ronds à béton, et celle de « prix d'orientation » pour les autres produits, avec attribution de licences « automatiques » pour les importations, a échoué en grande partie.

Si la Commission peut obliger les sidérurgistes des Etats membres à respecter ses décisions et à relever leur prix avec parfois la plus grande difficulté, comme l'exemple des fameux brésiliens le montre, elle reste totalement impuissante devant le déferlement des importations en provenance

d'Espagne, des pays de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie), qui s'effectuent à des prix inférieurs de 25 à 40 % aux prix « plancher » fixés par la Commission et réduits, sans cesse, par les efforts.

Selon les sidérurgistes, les frontières communautaires sont de véritables « passoirs ». Dans ces conditions, il est fatal que les sidérurgistes européens, y compris, cette fois-ci, les Allemands, qui se montrent réticents jusqu'à présent, réclament ce qu'il faut bien appeler des mesures de protection, et sans doute, l'établissement de prix minima applicables aux importations en provenance des pays tiers. Cette procédure serait imitée de celle que le gouvernement américain, face à un déferlement d'importations étrangères, pourrait adopter. — F.R.

BILLET

## Pétrole : le réalisme iranien

Pour avoir été affirmée avec vigueur par le chah à Washington le 16 novembre, la position de l'Iran en matière de prix pétroliers n'est pas pour autant une surprise. Dès le 18 juillet à Stockholm, lors de la dernière conférence de l'OPEP, M. Amouzegar, ministre iranien du pétrole, devenu depuis premier ministre, avait estimé qu'un gel des prix serait sans doute nécessaire en 1978, en fonction des éléments qui entrent en compte dans la fixation des prix du brut : « le chômage, l'inflation, le taux de croissance des pays consommateurs, l'offre et la demande de pétrole ».

Pour avoir été affirmée avec vigueur par le chah à Washington le 16 novembre, la position de l'Iran en matière de prix pétroliers n'est pas pour autant une surprise.

Or cette « concession » est faite à mi-mesure. Les pays industrialisés sont à ce point surexposés à la hausse des prix du pétrole que les pays producteurs de pétrole se livrent, une véritable guerre des rabais, même s'ils le démentent quotidiennement, et cette surproduction doit durer encore un ou deux ans. Le pétroleur écossais indique ainsi que « les pétroliers du Nigeria sont offerts avec des réductions de 40 cents le baril et plus (près de 3 %) sans... pour autant attirer des acheteurs. Le brut léger d'Iran se vend spot à 16 cents au-dessous du prix officiel, et le brut lourd est cédé avec une décote de 15 cents ».

Préciser, comme le chah l'a fait, que l'Iran soutiendra le blocage des prix lors de la prochaine réunion des pays exportateurs, le 20 décembre à Caracas, est donc une simple confirmation, même si une semaine plus tôt le souverain parlait de neutralité.

L'Iran ne peut trouver que des avantages à rejoindre le camp des modérés de l'OPEP. A l'intérieur de l'Organisation, il reprend ainsi l'initiative après avoir constaté son impuissance à s'opposer à l'Arabie Saoudite. Vis-à-vis des Américains, déclarer que « les arguments du président Carter [?] ont convaincu de modifier sa politique de neutralité » est habile, alors que le dossier énergétique est au centre des préoccupations à Washington et que l'Iran veut acheter aux Etats-Unis cent avions F-16 et huit canotiers nucléaires. Le souverain iranien espère ainsi se concilier le président américain, qui avait traité son prédécesseur de « premier marchand de canons du monde », lors de la campagne électorale pour le Malcolm Blanche, et le Congrès, qui d'iniquité, depuis plusieurs années, de la

BRUNO DETHOMAS.

## AFFAIRES

### L'ENTRÉE DE L'U.L.N. DANS PRÉVAL

M. Leven assure disposer de cautions bancaires sérieuses

« Nous sommes une société française à capitaux français qui a vendu des Renault », le gouvernement n'a pas à demander de permission. L'accord a été signé le 9 novembre, il n'est pas question d'y revenir », a déclaré jeudi 17 novembre M. Gustave Leven, président-directeur général du groupe Perrier, commentant la conclusion d'un accord — annoncé à la surprise générale — sur la cession d'une partie du capital de Préval à l'Union latérale normale (U.L.N.), la Centrale coopérative de Boulogne (S.N.), les fournisseurs de lait (14 %) et un groupe de banques (20 %) (le Monde du 18 novembre). L'estimation retenue par Perrier et l'U.L.N. s'élève à 157 millions de francs a. révélé M. Leven, en soulignant que « l'U.L.N. », la valeur aurait atteint 200 millions, à P.-D.G. de Perrier, n'a demandé aucune indication supplémentaire sur les banques intéressées, mais a affirmé qu'il avait « des cautions bancaires sérieuses ». Il a précisé que le financement de la prise de participation des producteurs serait assurée par un prélèvement de 1 centime par litre de lait livré, et que le Crédit agricole n'avait pas été contacté pour avancer les fonds.

A l'issue de sa conférence de presse, M. Leven a annoncé qu'après vingt ans d'hésitations et quelques mois seulement de publicité, Perrier allait se lancer à fond sur le marché des Etats-Unis, « où nous existons à un véritable raz de marée ». Alors que le programme élaboré fin 1976 tablait sur une expédition de 6 millions de cois en 1977 et de 80 millions vers 1980, le livraisons atteindraient 100 à 120 millions de cois cette année, et peut-être 400 à 500 millions en 1979. La conséquence est que le groupe va, dans un premier temps, doubler la capacité de production de l'usine de Vergèze, dans le Gard (370 millions de cois par

### La construction d'une usine d'automobiles en Algérie

FIAT A 80 % DE CHANCES D'OBTENIR LE CONTRAT

déclare M. Agnelli

« Fiat a plus de 80 % de chances de décrocher le contrat en Algérie », a déclaré jeudi 17 novembre à Turin M. Umberto Agnelli, vice-président du groupe italien. Depuis des mois, Fiat et Renault sont en compétition pour construire, « en cas de malin », une usine d'automobiles en Algérie. Située près d'Oran, elle devrait avoir une capacité de production de 60 000 voitures par an. La valeur du contrat est estimée à 1 500 milliards de francs. L'Etat italien a finalement accepté, au cas où Fiat serait choisie, de prendre à sa charge l'essentiel du financement (le Monde des 23-24 octobre). L'Algérie payant « cash » 15 %, Fiat ne présiderait, selon M. Agnelli, aucune participation dans l'usine d'Oran.

Si tout n'est pas encore définitivement acquis, de nombreux points de détail restent à régler, la détermination des relations politiques entre Paris et Alger est, de l'avis même de M. Agnelli, un des éléments déterminants qui fait actuellement pencher la balance en faveur de Fiat, au détriment de Renault.

### LES FABRICANTS DE CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE INTÈGRE CRITIQUENT LES MESURES GOUVERNEMENTALES

Le Groupement des industries françaises des appareils d'équipement ménager (GIFAM) s'est indigné lors d'une conférence de presse, le 17 novembre, des mesures prises par le gouvernement contre le chauffage électrique intégré. D'abord parce que la part de celui-ci est faible dans le bilan énergétique français : « 3 % de la consommation d'électricité, soit moins de 1 % de la consommation totale d'énergie ».

Mais surtout parce que ce mode de chauffage « économise des devises sur une longue période » et qu'il est « le plus parfait qui soit à la disposition du consommateur ».

Selon une étude commandée à un ingénieur-conseil, qui s'est fondée sur les chiffres les plus favorables et les plus défavorables au chauffage électrique intégré, l'économie de devises sur vingt ans pour un appartement de 72 mètres carrés (180 mètres cubes) va de 2 210 à 2 354 dollars. Pour une maison individuelle de 290 mètres cubes, l'économie va de 3 390 à 3 530 dollars sur vingt ans. La GIFAM s'élève donc de mesures fondées sur une analyse à court terme et qui peuvent entraîner de graves problèmes pour une industrie qui représente 900 millions de chiffre d'affaires et emploie six mille personnes.

● Manufacture : prochains entrées d'un partenaire non-industriel. M. Petit, P.-D.G. de Manufacture, a confirmé, jeudi 17 novembre, au cours d'une réunion du comité d'entreprise, l'entrée prochaine d'un partenaire financier non-industriel et non-concurrentiel, dans le capital de la société. Selon les organisations syndicales de Manufacture, M. Petit envisage un développement de la vente par correspondance et des surfaces de magasins de vente. Dans le secteur industriel, les espoirs à l'exportation ne se sont pas concrétisés. Pour le P.-D.G., et le marché des automobiles, celui de la machine à coudre semble par contre « porteur », et un élargissement de la gamme Manufacture pourrait donc être envisagé.

● PRÉCISION. — Le groupe pharmaceutique américain Merck renforce son implantation en France. Dans l'article paru le 17 novembre (le Monde daté du 18 novembre), l'omission d'un chiffre, à la fin du deuxième paragraphe, rendait incompréhensible la comparaison de l'investissement des investissements, qui aurait dû être : « Une coquette somme comparée aux 422 millions de francs d'investissements réalisés en 1976 par toute l'industrie française du médicament ».

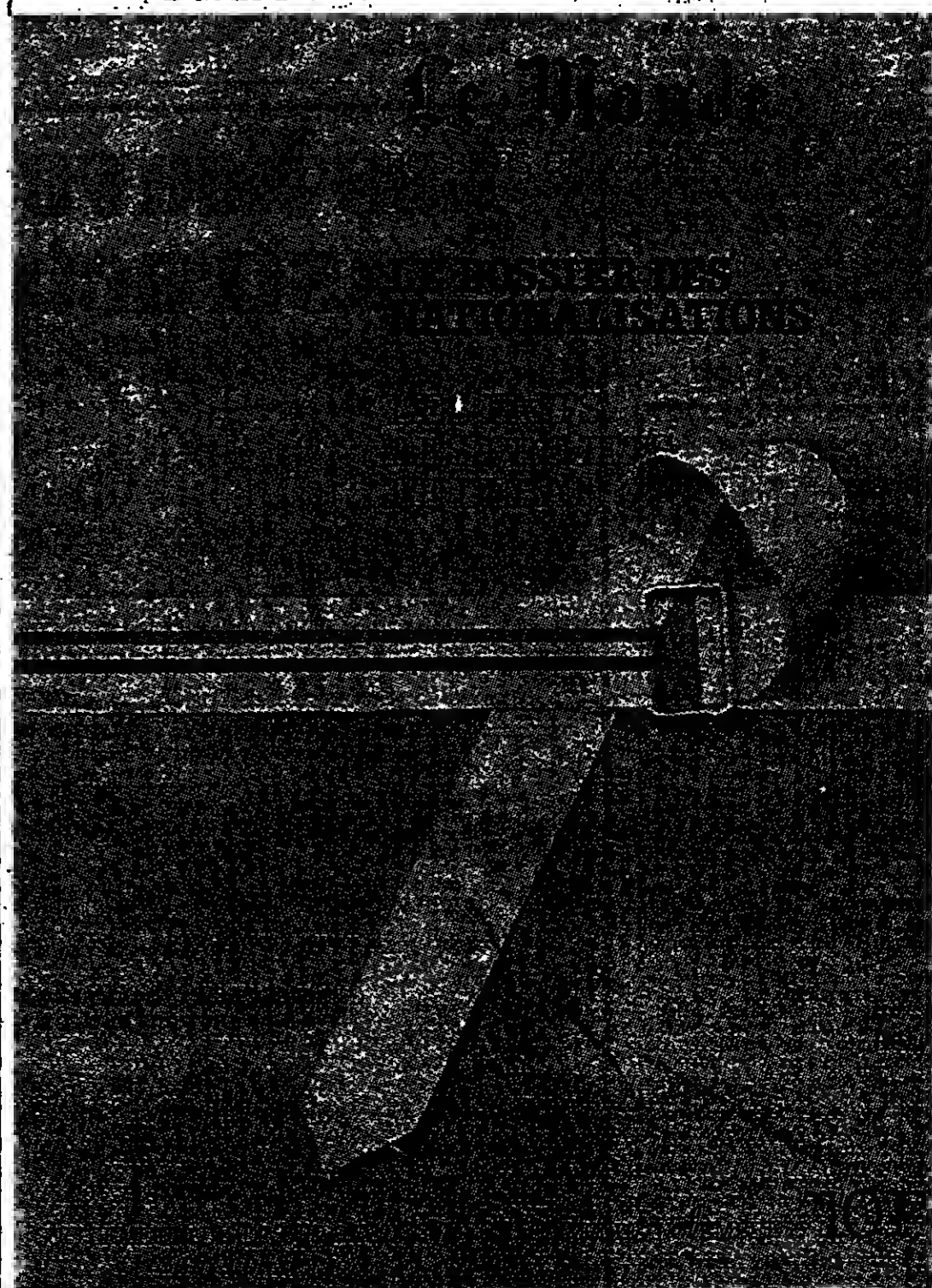
### FISCALITÉ

DÉLAIS POSSIBLES POUR LE PAIEMENT DE LA TAXE D'HABITATION

En réponse à une question de M. Louis Maisonnat, député (communiste) de l'Isère, M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, a indiqué, mercredi 16 novembre, à l'Assemblée nationale :

« Des instructions ont été données pour qu'aucun comptable du Trésor ne refuse d'accorder aux contribuables qui en auront besoin des délais de paiement. Sur le plan national, 97 % des demandes de délai ont été satisfaites. Enfin, il est toujours possible au contribuable qui se trouve dans une situation financière durablement mauvaise d'obtenir des remises d'impôt ».

## VIENT DE PARAÎTRE



EN VENTE PARTOUT

**PARIS STOCKHOLM**  
NON STOP SUR DC 9  
CHAQUE JOUR AVEC  
**SAS** 742.06.14  
PARIS 14h25 ..... STOCKHOLM 16h45  
STOCKHOLM 8h55 ..... PARIS 11h25

**SUISSE**  
VILLARS-SUR-OLLON  
altitude 1300 m  
**A VENDRE**  
dans domaine privé avec  
environnement protégé  
APPARTEMENTS  
DE LUXE  
dans  
CHALET TYPIQUE  
de 5 à 10 appart. seulement  
VUE PANORAMIQUE  
orienté 70 % sur 20 % entretenu  
Directement du constructeur  
IMMOBILIER DE VILLARS  
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON  
Tel. 25/31039 et 32208



## COMMERCE

### Quatre séries de mesures pour moderniser le marché de Rungis

M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, a annoncé, jeudi 17 novembre, une série de mesures destinées à moderniser et à rentabiliser le marché des fruits et légumes de Rungis.

Aux 350 grossistes qui occupent quatre cent quatre-vingt-cinq postes de vente éparpillés dans treize pavillons, commercialisant 1,3 million de tonnes de fruits et légumes, soit le cinquième de la production nationale, et réalisant quelque 4 milliards de francs de chiffre d'affaires, M. Bernard-Reymond a proposé quatre types de mesures :

1) **Modernisation des structures professionnelles.** Il s'agit de réorganiser la profession de grossiste en créant un organisme (G.E. ou société) chargé de racheter les fonds de commerce, d'indemniser les parcellaires, d'installer les entreprises au regroupement, d'organiser des actions de formation, les pouvoirs publics étant prêts à soutenir ces opérations en finançant des bonifications de taux de crédit. Parallèlement, un plan directeur de restructuration des surfaces d'exploitation sera élaboré pour « remembrer » les points de vente des grossistes. Enfin, l'emploi des différents équipements devra être rationalisé.

2) **Redressement financier des sociétés d'économie mixte.** — Le nouveau directeur du Marché d'intérêt national (MIN), M. Arrih de Casanova, devra présenter d'ici trois mois un plan de redressement financier à moyen terme de la Semmaris, société gestionnaire du marché, destiné à apurer un déficit cumulé de 80 millions de francs. L'Etat examinera alors les possibilités de rééquilibrer les composantes du passif en faisant modifier notamment les contrats de maintenance et de nettoyage. La Semmaris, société ayant la charge des terrains du marché, sera dissoute après la vente des dernières parcelles de la zone Delta, de façon à liquider les comptes sans aucune perte.

3) **Améliorer la transparence du marché.** — Il s'agit de commencer à compiler les quantités entrant et sortant du MIN sans créer toutefois de contrainte.

● **Boycottage des pâtisseries et des vins.** — La Confédération générale de l'industrie hôtelière recommande à ses adhérents de ne plus vendre de croissants au beurre, de pains aux raisins et de pains au chocolat, les trois « viennoiseries » récemment taxées par le gouvernement. De leur côté, la Fédération autonome générale de l'industrie hôtelière (100 000 adhérents) et la Confédération générale de l'industrie (60 000 adhérents) de sont mises d'accord jeudi 17 novembre pour boycotter huit crus (beaujolais, beaujolais-villages, côtes-du-rhône, côtes-de-provence, bordoux, s.p.p. le vin, muscadet, gros plant et sauvignon) dont les prix sont taxés dans les cafés et les restaurants.

## AGRICULTURE

### Plusieurs pays industrialisés sont opposés à l'augmentation du budget de la F.A.O.

(De notre correspondant.)

Rome. — A défaut de grandes surprises, la conférence de la F.A.O. qui se réunit à Rome jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, a été marquée par quelques « sorties » inattendues. C'est ainsi, par exemple, que M. Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis à l'O.N.U., a proposé la création d'un « corps international de volontaires de l'alimentation », qui permettrait de combattre, selon lui, le plus grand péril de la bataille contre la faim, à savoir la « bureaucratie ». Les volontaires seraient « entraînés » au sein des Nations unies » et contribueraient au développement des pays pauvres.

M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O., avait demandé, dans son discours d'ouverture, que l'organisation jouisse de moyens financiers suffisants pour participer « en première ligne » à la « bataille du siècle ». Il veut concrètement que le budget de l'organisation passe de 167 millions de dollars pour la période 1976-1977 à 271 millions pour 1978-1979. Ce projet a rencontré l'opposition de plusieurs pays qui assurent une part importante du financement de la F.A.O., notamment l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne, la Suisse et le Japon. La discussion se poursuit.

Comme prévu, sept nouveaux membres ont été admis à la F.A.O. : l'Angola, les Comores, Djibouti, la République populaire démocratique de Corée, le Mozambique, Sao-Tomé et Principe et les Seychelles. — R. S.

## SOCIAL

### M. Ségué : La profondeur de la crise doit inciter à réviser en hausse le programme commun

La persévérance avec laquelle le C.G.T. met l'accent sur le caractère unitaire de ses relations avec la C.F.D.T. s'est encore manifestée, le 17 novembre, au cours de la rencontre que M. Ségué et les autres dirigeants cégétistes organisent, chaque année, avec la presse. Et lorsque des divergences d'analyse, d'objectif ou de méthodes apparaissent, l'accent est mis sur les convergences. « Les cégétistes se sont refusés à commenter la déclaration pessimiste de 7 novembre, par la F.C.F. et la C.F.D.T., à la C.G.T., à la F.E.N. et à la F.O., intitulée « Pour une avancée décisive de la démocratie ». Il s'agit pour l'essentiel, estimait-il, d'un débat entre le P.C.F. et la C.F.D.T. »

A propos des récentes déclarations de M. Edmond Maire sur la rupture de la gauche et l'attitude du P.C.F. M. Ségué, Krasucki et Mayonnat ont répondu :

« Comme la C.F.D.T., nous estimons qu'il faut être la vérité aux travailleurs. Oui, les mesures à prendre ne pourront être profitables à tout le monde ». M. Ségué déclare que le parti communiste a rompu l'union de la gauche, parce qu'il est effrayé par l'ampleur de la crise, elle ne fait que « l'éluder ». « Nous sommes plus optimistes », disent les cégétistes, « à condition, bien entendu, qu'un gouvernement de gauche s'engage sur un programme qui comprenne les réformes de structure indispensables ».

### M. Bergeron : l'idée d'une cinquième semaine de congés payés fait son chemin

Une délégation de Force ouvrière, conduite par son secrétaire général, M. André Bergeron, a été reçue à l'Assemblée nationale, le 17 novembre, par le ministre de l'emploi, M. Jean-Pierre Fourcade. Celui-ci a déclaré, à l'issue de l'entretien, que « le problème d'une cinquième semaine de congés payés est, pour le président de la République et pour le gouvernement, la préoccupation dominante ».

M. Giscard d'Estaing est conscient du problème posé par la revendication d'une cinquième semaine de congés payés, mais, « puisqu'il y a des divergences sur les coûts d'une telle mesure, il faut en discuter. Mais c'est avec le gouvernement que l'on doit en discuter ». La question sera posée le 1<sup>er</sup> décembre, lorsque le C.N.P.P. recevra F.O. Compte tenu de contacts officiels avec des patrons et des industriels, M. Bergeron estime que « l'idée d'une cinquième semaine fait son chemin ».

« A la question de savoir si la crise de la société capitaliste doit inciter la gauche à réviser le programme commun en hausse ou en baisse, nous répondons sans la moindre hésitation qu'il faut le réviser en hausse et l'appliquer intégralement, sinon il serait tout à fait illusoire de promettre aux travailleurs l'application de la politique sociale audacieuse qu'il y a prise en charge. D'où le rappel de nos positions sur la nationalisation des grands groupes et de leurs filiales, auxquelles nous ajoutons la sidérurgie, l'automobile et le pétrole », a encore dit M. Ségué.

Le seul rapport que l'on puisse établir entre la journée du 1<sup>er</sup> décembre et les difficultés de l'union de la gauche est la volonté des travailleurs de défendre leurs intérêts : « Le 1<sup>er</sup> décembre est bel et bien une journée d'action, mais elle ne doit pas être une journée de trêve, où le gouvernement et le patronat se permettent d'importer la loi ».

Apparavant, M. Ségué avait, une fois de plus, mis en accusation la politique de M. Barre. Le pouvoir d'achat, a-t-il dit, baissera en moyenne de 3 % en 1977, et le nombre des chômeurs augmentera toujours, malgré les augures du gouvernement. En faveur de ceux qui vivent « aux confins de la misère permanente », la C.G.T. réclame, pour la fin de l'année, l'attribution d'allocations spéciales, la généralisation du treizième mois et des indemnités particulières pour les chômeurs et retraités.

### Air Inter : reprise du travail

Le blocage des rémunérations des personnels des compagnies aériennes continue, en France et en Espagne, de provoquer des arrêts de travail.

● A Air Inter, la grève déclenchée, le lundi 14 novembre, par les pilotes devait prendre fin le vendredi 18 novembre, à minuit. Le Syndicat national des pilotes de ligne envisage de reconduire prochainement le mouvement, car il estime n'avoir pas obtenu satisfaction en ce qui concerne le débloqué des rémunérations les plus élevées.

● A Air France, le conflit qui oppose le service de réservation centrale à la direction s'est éteint, ce vendredi 18 novembre, aux agences parisiennes, qui ont décidé un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour faire aboutir leurs revendications, en matière d'effectifs et de conditions de travail.

« Des perspectives d'accord étant apparues », le Syndicat national du personnel navigant a lancé pour le 19 et le 20 novembre, pour amener la direction à modifier sa position à propos du nombre d'hôresses et de stewards à bord des Boeing 747 long-courriers.

● En Espagne, les onze mille employés au sol des trente-huit aéroports ont maintenu leur ordre de grève, qui a pris effet, le vendredi 18 novembre, à 7 heures. Ils réclament un salaire minimum mensuel de 30 000 pesetas (1 800 francs). Le gouvernement espagnol a fait part aux organismes aéronautiques internationaux de la fermeture de l'espace aérien espagnol au trafic civil pour toute la durée de la grève.

● Cent soixante-dix licenciements viennent d'être annoncés par la direction de la Société parisiennne de lingerie indémallable (S.P.L.I.) : quatre-vingt-six à l'usine de Rennes, cinquante-deux à celle de Fougères et vingt-huit à celle de Saint-Brice-en-Cogles. La société avait d'abord tenté d'éviter les licenciements en offrant une prime de 10 000 F à ceux qui quitteraient volontairement l'entreprise (le Monde du 30 septembre) ; mais cette offre a rencontré peu d'échos.

Depuis dix-huit mois, quatre cent cinquante emplois ont été supprimés dans les trois usines bretonnes de cette entreprise dont le siège social est à Paris, et qui employait fin mars 1976 mille sept cent quarante et une personnes, dont 1 500 à l'usine locale. Cette importante diminution des effectifs serait due, selon la direction, à la concurrence étrangère. — (Corresp.)

## MONNAIES

### Le Japon prend des mesures contre les entrées de capitaux

De notre correspondant

Tokyo. — Pour essayer de freiner la montée du yen, qui, jeudi 17 novembre, a dépassé le seuil des 245 yens pour 1 dollar (il s'échangent au cours de 244,05 pour 1 dollar sur le marché de Tokyo et 242,90 sur le marché de Londres), les autorités monétaires nipponnes ont décidé, dans la nuit de jeudi, de prendre deux mesures qui visent à limiter la spéculation sur leur monnaie. A partir de lundi prochain sera suspendue la vente à des non-résidents de valeurs gouvernementales à court terme. En même temps, le gouvernement a décidé d'offrir, à partir du mardi prochain, les non-résidents à placer, au titre de réserve auprès de la Banque du Japon, la moitié du montant de toute augmentation de leur dépôt en yens convertibles. Les sommes ainsi déposées à la Banque centrale ne rapportent aucun intérêt, cette mesure devant décourager de telles opérations. C'est la première fois depuis 1974 que le gouvernement prend ce type de mesure.

Selon les milieux officiels, les non-résidents ont acheté depuis le 1<sup>er</sup> octobre pour 1,5 milliard de dollars en titres d'Etat, tandis que les dépôts en yens convertibles ont augmenté de 575 millions de dollars pour se chiffrer aujourd'hui à plus de 2 milliards.

Les mesures prises par les autorités japonaises sont assurément de nature à freiner la spéculation de la hausse du yen. Elles n'en offrent pas pour autant, souligne le quotidien Asahi, une solution réelle au problème de la réévaluation du yen dans la mesure où celle-ci est due essentiellement à l'excédent de la balance commerciale du Japon, qui ne cesse de croître (le Monde du 17 novembre).

Les mesures prises tendent à prouver que, cette fois, les autorités monétaires sentent la monnaie échapper à leur contrôle et entendent la reprendre en main, quelque puisse être la réaction à l'étranger.

PHILIPPE PONS.

### PORTUGAL

● Les réserves d'or sont revenues à 301 tonnes (1 166 millions de francs) le 30 septembre, indique la Banque du Portugal. Cette annonce fait suite à des informations venant de Londres, selon lesquelles le Portugal aurait procédé au cours de ces derniers jours à des ventes d'or sur le marché libre. La Banque du Portugal précise que les réserves d'or, qui s'élevaient à 301 tonnes au 30 septembre, ont servi en septembre à rembourser environ 200 millions de dollars prêtés par les Etats-Unis pour soutenir la balance portugaise des paiements.

### GRANDE-BRETAGNE

● La balance commerciale a enregistré un excédent de 31 millions de livres sterling (127 millions de francs) en octobre contre 80 millions (chiffre révisé) en septembre et un déficit de 518 millions (chiffre révisé) en octobre. Compte tenu d'un excédent de 176 millions des échanges invisibles, la balance des paiements courants a été excédentaire de 208 millions (— 112 millions en août, au plus tôt). Pour les dix premiers mois de 1977, cette balance a été équilibrée, ce qui ne devait pas intervenir avant la fin de l'année. Cependant la production industrielle a reculé de 0,5 % en septembre.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-D.	4,8320 4,8350	+ 100 + 130	+ 180 + 220	+ 580 + 650
£ cas.	4,3690 4,3720	+ 30 + 80	+ 140 + 180	+ 410 + 490
Yen (100)	1,9320 1,9350	+ 120 + 150	+ 210 + 260	+ 610 + 690
D.M.	2,1610 2,1650	+ 90 + 120	+ 190 + 220	+ 620 + 660
Florin	2,0420 2,0450	+ 50 + 70	+ 100 + 130	+ 310 + 350
F.S. (100)	13,7330 13,7450	+ 220 + 280	+ 410 + 500	+ 1030 + 1400
F.S. (1 000)	2,1960 2,2000	+ 120 + 150	+ 240 + 270	+ 780 + 820
Sc. (1 000)	2,2420 2,2450	+ 120 + 150	+ 240 + 270	+ 780 + 820
Fr. (1 000)	4,8220 4,8250	+ 320 + 390	+ 650 + 720	+ 1670 + 1790

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	4	5 1/2	6 1/4	7	8 1/4	10	12 1/2	15
\$ U.S.	6 3/8	6 3/4	6 3/4	6 3/4	7	7 1/4	7 1/4	7 1/2	7 1/2
Florin	4 1/2	5 1/2	5 1/4	6	6	6 3/4	6 1/4	7	7
F.S.	3 1/2	4 1/2	4 1/2	6 1/4	7	7 1/2	7 3/4	8 1/4	8 1/4
F.S. (1 000)	9	11	12	12 1/2	12	12 1/2	12 1/2	13	13
Fr. (1 000)	3 3/4	4 1/4	4 1/4	5	5 3/4	5 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
Fr. (1 000)	9 3/4	10 1/2	12 1/4	13	12 1/4	12 3/4	12 1/4	13	13

Nous donnons ci-dessus les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au 15 de maturité par une grande banque de la place.

# Les Nouveaux Constructeurs

## Les Hauts de Bures

De nouvelles maisons : 13 programme des Nouveaux Constructeurs : les maisons sont harmonieuses, sont disposées autour de jardins paysagers. A deux ou trois étages, centre commercial, équipements sportifs. Accès ultra rapide : F18 et A10 avec Contournement Nord. 12-32 km du Châtelet à la gare de Bures.

Des Hauts de Bures : 91440 Bures-sur-Yvette • Tél. : 907.25.82

Les Nouveaux Constructeurs Des maisons pour mieux vivre

Le train c'est encore plus pratique quand on a son permis de conduire le téléphone

مركز من الأصل



## COMMERCE EXTÉRIEUR

### Importer mieux pour exporter plus

de la première page.)  
La réflexion conduite à la fin essentielle est-elle posée pour l'acheteur à ce point d'achet supplémentaire peut engendrer des exportations nouvelles ? Autrement dit, possible de développer le global de nos exportations à une redistribution de nos ventes pour certaines raisons, liées à l'importation ?  
Un simple regard sur la balance commerciale de la France montre que cela peut être particulièrement intéressant pour nous. En 1976, la France a enregistré un déficit de 17,6 milliards de francs (1) à l'égard de la balance commerciale, respectivement de 10 milliards de francs à l'égard des États-Unis et de 13 milliards de francs à l'égard de l'Allemagne. Dans le temps, elle enregistrait un déficit de 4,4 milliards de francs à l'égard des pays à l'Est, et de 13 milliards de francs à l'égard des pays de développement non alignés.

Il semble donc qu'il soit possible de transférer vers les pays de l'Est une partie des achats de machines-outils que, de toute façon, nous devons importer. Ces pays sont, en effet, par excellence les pays où le développement de nos exportations est directement lié à celui de nos importations.

Dans un tout autre domaine, celui du soja, les États-Unis sont notre fournisseur privilégié. En 1976, les seules importations de soja en provenance de ce pays ont coûté 2 milliards de francs. Dans la mesure où il n'existerait pas de produits de substitution et où les expériences de production en France ne se révéleraient pas rentables, ne conviendrait-il pas de faire le maximum d'efforts pour tenter, en coopération avec les pays concernés, d'acclimater cette production en Afrique noire ? Ces pays auraient un débouché assuré vers la France et les recettes qu'ils en tireraient renforceraient leur capacité d'achat de biens d'équipement.

On voit donc les avantages d'une approche plus globale du commerce extérieur : on voit clai-

rement qu'une meilleure répartition de nos importations peut permettre un accroissement du volume global des exportations. L'idée est d'ailleurs apparue spontanément après la crise du pétrole : à sécurité d'approvisionnement égale, nous avons cherché de préférence à orienter nos achats vers les pays qui offraient en contrepartie un débouché à nos produits industriels.

#### Machine-outil à l'Est soja en Afrique

On connaît les difficultés de l'industrie française de la machine-outil. Nos importations dans ce secteur sont considérables : les importations de « biens d'équipement professionnels » sont responsables, à elles seules, de 60 % de notre déficit à l'égard de l'Allemagne et de 70 % vis-à-vis des États-Unis. Ayant visité la plupart des pays de l'Est, j'ai pu constater, notamment à l'occasion des foires de Moscou et de Leipzig, le niveau de performance auquel est parvenue aujourd'hui l'industrie de la machine-outil dans un certain nombre de ces pays.

Il semble donc qu'il soit possible de transférer vers les pays de l'Est une partie des achats de machines-outils que, de toute façon, nous devons importer. Ces pays sont, en effet, par excellence les pays où le développement de nos exportations est directement lié à celui de nos importations.

Dans un tout autre domaine, celui du soja, les États-Unis sont notre fournisseur privilégié. En 1976, les seules importations de soja en provenance de ce pays ont coûté 2 milliards de francs. Dans la mesure où il n'existerait pas de produits de substitution et où les expériences de production en France ne se révéleraient pas rentables, ne conviendrait-il pas de faire le maximum d'efforts pour tenter, en coopération avec les pays concernés, d'acclimater cette production en Afrique noire ? Ces pays auraient un débouché assuré vers la France et les recettes qu'ils en tireraient renforceraient leur capacité d'achat de biens d'équipement.

On voit donc les avantages d'une approche plus globale du commerce extérieur : on voit clai-

rement qu'une meilleure répartition de nos importations peut permettre un accroissement du volume global des exportations. L'idée est d'ailleurs apparue spontanément après la crise du pétrole : à sécurité d'approvisionnement égale, nous avons cherché de préférence à orienter nos achats vers les pays qui offraient en contrepartie un débouché à nos produits industriels.

Ce raisonnement a évidemment ses limites, et il ne conviendrait pas de chercher systématiquement à réaliser des équilibres bilatéraux avec tous nos partenaires. Un retour à l'économie de troc constituerait une régression évidente, en introduisant des rigidités dans l'échange international dont nous avons si nous attirer depuis longtemps. Le commerce extérieur de la France est fondamentalement un commerce multilatéral, et il est essentiel qu'il le demeure.

Il s'agit seulement d'utiliser davantage pour développer nos exportations, le « levier » que constituent nos importations.

Cette approche globale du commerce extérieur appelle la réconciliation entre l'importation et l'exportation, entre importateurs et exportateurs. Déjà, l'action menée pour le développement des sociétés de commerce international et la multiplication de « centres du commerce international », qui constituent des lieux de rencontre privilégiés, devraient contribuer, grâce aux échanges d'informations et à la multiplication des contacts qu'ils rendent possibles, à développer substantiellement l'efficacité de chacun des acteurs pris isolément.

Mais il faut aller plus loin. Pour valoriser pleinement l'expérience professionnelle de tous les opérateurs du commerce international, je propose d'organiser, au début de l'année prochaine, des « journées de rencontre du commerce extérieur ». Là, pendant quelques jours, seraient mises en commun, confrontées, et minutieusement valorisées, les expériences complémentaires de tous les acteurs du commerce extérieur.

ANDRÉ ROSSI.

### NOUVEL EXCÉDENT DE LA FRANCE EN OCTOBRE

La balance commerciale française a été excédentaire pour le dixième mois consécutif. Le surplus s'est élevé — après correction des variations saisonnières — à 127 millions de francs en octobre, après avoir atteint 421 millions en septembre. Les exportations ont représenté 28 038 millions de francs, en hausse de 0,8 % par rapport à septembre, mais augmentant de 15,6 % par rapport à octobre 1976. Les importations ont représenté 27 811 millions de francs, en hausse de 0,2 % en un mois et de 1,2 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 100,5 %, contre 99,5 % en septembre et 97,9 % en octobre 1976.

Pour les dix premiers mois de l'année, le déficit cumulé de la balance commerciale s'élève à 10 millions de francs. En chiffres bruts, ce déficit s'établit à 10 642 millions. Toujours en chiffres bruts, les échanges ont été excédentaires de 1 391 millions de francs en octobre. Les exportations ont atteint 28 565 millions de francs, en hausse de 7,3 % par rapport à septembre, et les importations 27 174 millions, en augmentation de 0,2 %.

Ces résultats ont été obtenus en dépit d'achats élargis qui ont reculé de 1,1 milliard de francs en octobre contre 5,9 milliards en septembre (6,7 milliards en août). Ils s'expliquent en partie par une amélioration de la balance des échanges agricoles, qui enregistre les premières exportations de la récolte 1977. Les ventes, de céréales ont atteint, le mois dernier, 588 millions contre 590 à 600 millions en moyenne depuis le début de l'année. Au total les exportations de produits agricoles se sont élevées à 1,9 milliard contre 1,6 en septembre. Compte tenu de la baisse des cours du café, les importations sont revenues de 2,5 à 2,5 milliards de francs, si bien que le déficit a été de 600 millions contre 1 milliard de francs en septembre.

Cependant les ventes de biens d'équipement ont dépassé à nouveau les 7 milliards de francs. Dans ce secteur, l'excédent s'est élevé à 2,25 milliards contre 2,15 en septembre, 1,1 en août, 1,6 en juillet. Le résultat commercial d'octobre, qui a quelque peu surpris, provient aussi de la vente d'un pétrolier et de deux Airbus pour 1 milliard de francs. Chaque mois des ventes « exceptionnelles » interviennent à hauteur de 600 millions ; le mois dernier, elles ont été plus exceptionnelles que d'habitude. En fait, le taux réel de couverture s'établirait actuellement à 98 % environ.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### elf gabon

Le conseil d'administration d'Elf-Gabon s'est réuni le lundi 7 novembre 1977 à Port-Gentil sous la présidence de M. Gilbert Lugal, il a été décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire afin de statuer sur une augmentation du capital social par incorporation d'une partie des réserves au capital. L'opération sera réalisée par la création de 1 500 000 actions nouvelles de 5 000 F C.F.A. attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes et portant l'inscription à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978. A la suite de cette opération, le capital d'Elf-Gabon serait de 22 500 000 000 F.

Le conseil d'administration a également décidé que, sous réserve de la réalisation de cette augmentation de capital, il sera versé un acompte de 100 F C.F.A. à l'issue de l'exercice 1977 d'un montant de 1 200 F C.F.A. (soit 25 000 F) auquel s'ajoutera, pour les actionnaires qui en bénéficieront, un crédit d'impôt de 9,21 F. Cet acompte sera payé aux porteurs des 1 500 000 actions d'Elf-Gabon à compter du 15 décembre 1977.

#### ELF GABON

Société anonyme au capital de 15 milliards de francs C.F.A.  
Siège social : Port-Gentil - R.P. 835 République Gabonaise  
R.C. Port-Gentil n° 128-B.

Messieurs les actionnaires de la société Elf-Gabon sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le lundi 5 décembre 1977 à 10 heures dans les bureaux de la société à Libreville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :  
— augmentation du capital social de 7 milliards de francs C.F.A. à 22 500 millions de francs C.F.A. du capital social par incorporation de réserves ;  
— modification de l'article 6 des statuts, comme conséquence de cette augmentation.  
Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer soit au siège de la société, soit à ses bureaux en France à la Tour Générale - La Défense 9 - Cédex 22 - 92008 Paris La Défense, au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt au Crédit Lyonnais.

Le conseil d'administration.

### L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS - I.A.R.D.

#### AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Au cours de sa séance du 15 novembre 1977, le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des assureurs de l'Union des assurances de Paris-I.A.R.D., réuni en assemblée générale extraordinaire, a décidé de porter le capital de la société de 142 millions à 350 millions de francs.

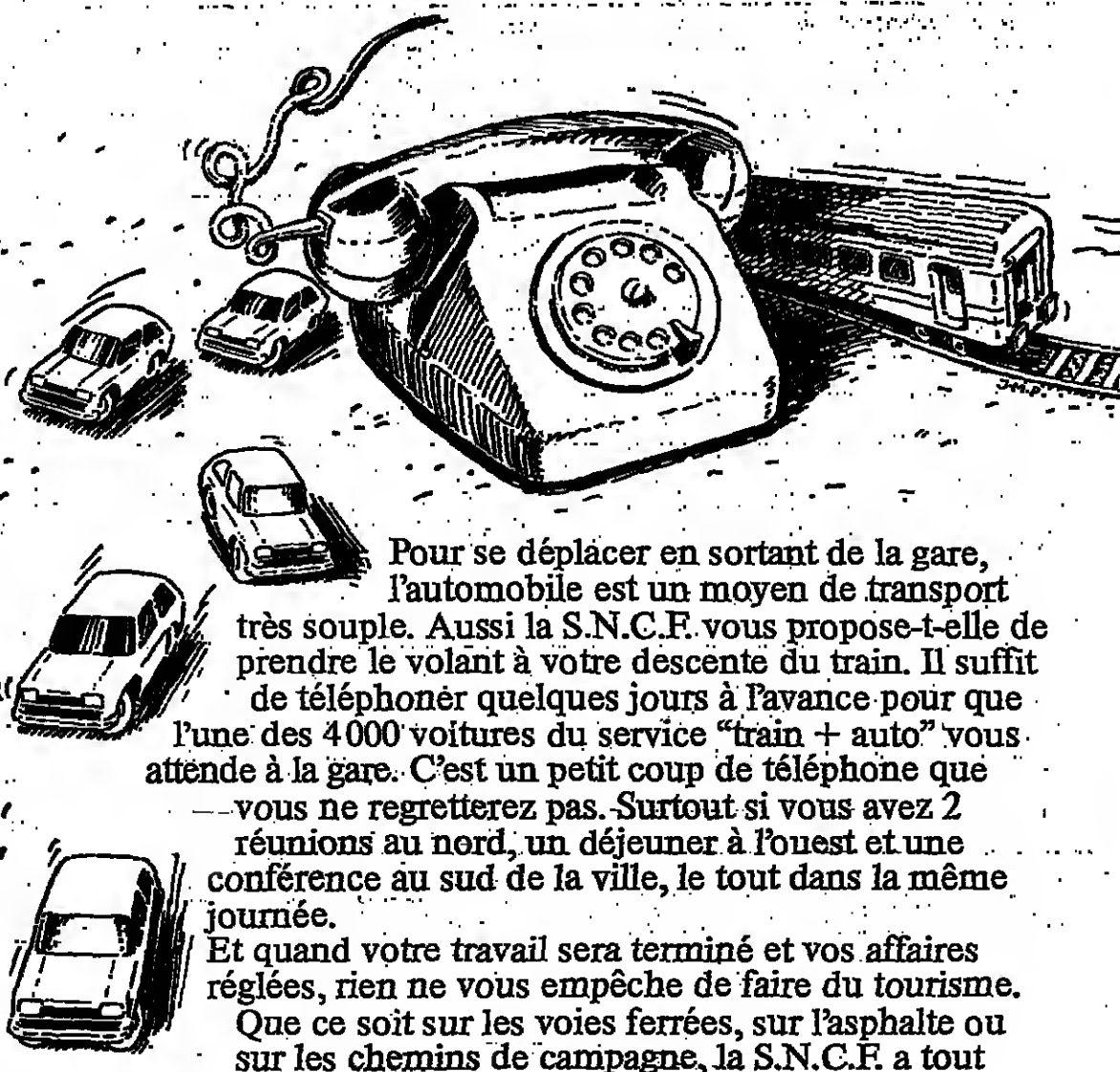
Cette augmentation de capital sera réalisée par l'émission, au prix de 1 000 F par action, de deux cent mille actions nouvelles de 1 000 F chacune libérées en quart à la souscription.

Dans le cadre des dispositions de l'article 12, §2-12 du code des assurances (loi du 7 juin 1977), les actions nouvelles seront souscrites à concurrence de 175 000 par l'Union des assurances de Paris-I.A.R.D. et à concurrence de 25 000 par l'Union des assurances de Paris-Capitalisation.

### JACQUES BOREL INTERNATIONAL

Une assemblée générale extraordinaire sera réunie prochainement pour donner au conseil d'administration l'autorisation d'émettre un emprunt convertible en actions. Cette émission d'un montant maximum de 75 millions de francs pourrait avoir lieu au début de 1978. La constitution financière de cette émission, apportée par un groupe qui permettra de mener à son terme le plan de redressement en cours. Les caractéristiques de l'emprunt seront déterminées par le conseil d'administration, suivant les pouvoirs qui lui auront été donnés par l'assemblée générale.

# Le train c'est encore plus pratique quand on a son permis de conduire et le téléphone.



Pour se déplacer en sortant de la gare, l'automobile est un moyen de transport très souple. Aussi la S.N.C.F. vous propose-t-elle de prendre le volant à votre descente du train. Il suffit de téléphoner quelques jours à l'avance pour que l'une des 4 000 voitures du service "train + auto" vous attende à la gare. C'est un petit coup de téléphone que vous ne regretterez pas. Surtout si vous avez 2 réunions au nord, un déjeuner à l'ouest et une conférence au sud de la ville, le tout dans la même journée. Et quand votre travail sera terminé et vos affaires réglées, rien ne vous empêche de faire du tourisme. Que ce soit sur les voies ferrées, sur l'asphalte ou sur les chemins de campagne, la S.N.C.F. a tout ce qu'il faut pour faciliter vos voyages.

#### TRAIN + AUTO

Centres de réservation pour l'ensemble du territoire.

Paris 292.02.92 Lyon 374.23.25  
Bordeaux 91.20.65 Marseille 50.83.85



REDECouvrez LE TRAIN.



هكذا من الأصل







## UN JOUR DANS LE MONDE

1. IDÉES
2. LE CHRISTIANISME ET LE CORPS : réponse d'André Mandouze à Alfred Kastler.
3. « Le tombeau vide », par Gabriel Matzneff.
4. ÉTRANGER
5. La visite du président Sadat à Jérusalem.
6. PROCHE-ORIENT
7. AFRIQUE
8. ASIE
9. VIETNAM : Hanoi lance une nouvelle campagne contre la corruption.
10. DIPLOMATIE
11. La visite de M. de Guiringaud à Rome.
12. EUROPE
13. PORTUGAL : M. Soares menace de démissionner si l'opposition n'accepte pas de conclure un accord avec le gouvernement.
14. POLITIQUE
15. Le projet « Informatique et libertés » devant le Sénat : « Carte blanche », un point de vue de M. Petit et L. Forge.
16. La mise au point des « objectifs d'action » du gouvernement.
17. L'examen du projet de loi de finances.
18. DÉFENSE
19. POINT DE VUE : « Changer la vie... et conserver la guerre », par Gérard Desseigne.
20. SOCIÉTÉ
21. Après l'extradition de M. Klaus Croissant.
22. JUSTICE
23. MÉDECINE
24. L'« L'ortement » : légal et « sauvage » (IV), par Claire Briset.
25. SCIENCES
26. La difficile intégration de dix mille chercheurs « hors statut ».
27. ÉDUCATION
28. Les résultats des élections aux comités de parents.

**LE MONDE DES LOISIRS  
ET DU TOURISME**  
PAGES 32 à 33

- Qui sauvera Grandville ?
- Les résultats du « plan neige ».
- Le Casque pour lire l'histoire de France.
- Faisla de la table : Mots d'ivoire.
- Demain la neige !
- Fourchettes en l'air. Sports. Jardins. Clin d'œil. Philatélie. Biologie. Jeux.
- MODÈS DU TEMPS : Parfums d'automne.

**33 à 36. ARTS ET SPECTACLES**  
**37. SPORTS**  
**38. ANNIVERSAIRE**  
— Le centenaire de Jules Isaac.  
**42. RÉGIONS**  
**43 à 46. ÉCONOMIE**  
— Les sidérurgistes européens réclament aux Neuf des mesures de sauvegarde.  
— PÉTROLE : le réalisme brésilien.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (36 et 37)  
Annonces classées (40 et 41) : Aujourd'hui (20) ; Carnet (39) ; Journal officiel (20) ; Loto (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20) ; Bourse (47).

**UNE SEMAINE  
AVEC LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

Continuant son tour de France des régions, « Le Monde » va, du lundi 21 au samedi 26 novembre, convier ses lecteurs à passer une semaine avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Chaque jour, il publiera sur plusieurs pages les reportages et les enquêtes de ses envoyés spéciaux et de ses correspondants, à propos des six départements qui composent cette région, l'une des plus riches et des plus diverses.

A B C D E F G

## Pour protester contre les mesures annoncées par M. Stoleru Des immigrés manifestent samedi à Paris

A l'initiative du comité de coordination des foyers Sonacotra en grève (1) — organisation groupant des comités de résidents de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs — une manifestation de protestation a eu lieu samedi à Paris, devant le ministère de l'Intérieur, pour protester contre les mesures annoncées par M. Stoleru, secrétaire d'État à l'Immigration, relatives à la défense des droits des immigrés.

Un certain nombre de groupements d'immigrés et d'organisations françaises d'extrême gauche ont annoncé leur participation à cette manifestation (2). En revanche, le P.C.F., le P.S., le C.G.T. et la C.F.D.T., ainsi que certains mouvements d'immigrés tels que l'Amicale des Algériens en France ou l'Association des Marocains en France, ont préféré s'abstenir.

Au P.C.F., on déclare s'en tenir à la position habituelle du parti, qui n'entend pas encourager « des initiatives qui ont pour résultat, dans la situation actuelle, d'isoler les travailleurs immigrés, alors qu'il s'agit au contraire d'élargir le mouvement ».

(1) 14, rue de Valenciennes, Paris-15.  
(2) Notamment la F.A.T.E. (Front des travailleurs algériens), l'Association générale des étudiants algériens et le Mouvement des travailleurs algériens. Évolution Afrique et, pour les organisations françaises, la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste (maoïste)). Lutte ouvrière (trotskiste) a annoncé également qu'elle soutiendrait l'initiative.

## Mort du général d'armée André Demetz

Le général d'armée (cadre de réserve) André Demetz est mort le 17 novembre à Montlhéry (Seine-et-Marne), à l'âge de soixante-trois ans. Il avait notamment été chef d'état-major de l'armée de terre et gouverneur militaire de Paris entre 1969 et 1972.

Né le 10 décembre 1902 à Dijon, André Demetz sort de Saint-Cyr dans la cavalerie. Jeune officier, il participe aux campagnes de France, d'Indochine et d'Algérie. En 1945, il est nommé chef d'état-major de la 1<sup>re</sup> division blindée, à la 4<sup>e</sup> division cuirassée et il est placé sous les ordres du colonel de Gaulle.

En 1946, le général Demetz prend le commandement de la 25<sup>e</sup> division aéroportée, première grande unité de ce genre et, au titre conjoint d'inspecteur des troupes aéroportées, il établit le règlement de la nouvelle arme. Commandant l'école supérieure de guerre en 1950, il est placé deux ans plus tard à la tête de la 1<sup>re</sup> division blindée en Allemagne, puis il est nommé adjoint au général commandant les forces françaises outre-Rhin.

En 1955, il est conseiller technique au cabinet de M. Gaeton

## Une déclaration de M. Boulin (R.P.R.)

### M. CHIRAC APORTE DE L'EAU AU MOULIN DE L'OPPOSITION

Commentant les propos tenus jeudi soir par M. Chirac au cours de l'émission télévisée « L'événement » (voir page 10), M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances (R.P.R.), nous a fait, vendredi matin, la déclaration suivante : « Tout en souhaitant la cohésion dans la majorité d'une majorité pluraliste, M. Chirac, en attaquant ce que l'on nomme « le plan Barre », a apporté de l'eau au moulin de l'opposition, permettant ainsi d'atténuer la discordance chez l'adversaire. »

## Au Mexique

### LES MINISTRES CHARGÉS DE L'ÉCONOMIE ONT DONNÉ LEUR DÉMISSION

(De notre correspondant.)

Mexico. — MM. Rodolfo Mactuma, ministre mexicain des finances, et Carlos Tello, ministre chargé de la programmation économique, ont remis leur démission, pour que, disant-ils, le président Lopez Portillo ait la possibilité de constituer une équipe harmonieuse. Ces démissions seraient l'annonce d'un remaniement plus important. Ainsi le ministre de l'éducation, M. Porfirio Muñoz Ledo, et le président du parti révolutionnaire institutionnel (le parti au pouvoir), M. Carlos Sansores Perez, pourraient quitter le gouvernement.

Les démissions des ministres chargés de l'économie ont eu les répercussions sur les conversations qui menaient à Mexico M. André Rost, ministre français du commerce exté-

## Renault signe avec le gouvernement portugais un important accord de coopération

M. Varnier-Palliez, président de la régie Renault, et M. Nuno Costa, ministre de l'Industrie du Portugal, devaient signer, vendredi 18 novembre, en fin de matinée, en présence de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, un accord-cadre pour le développement de l'industrie automobile portugaise.

Le conseil des ministres portugais du 31 août 1977 avait adopté dans ses grandes lignes le projet remis par Renault pour développer l'industrie automobile locale (le Monde du 2 septembre). Au cours des deux derniers mois, les détails de l'opération ont été précisés. L'accord-cadre signé le 18 novembre à Paris, prévoit notamment :

- Le développement de l'usine Renault de Guarda, pour porter la production annuelle de 10 000 véhicules (R4, R5, R12 break) à 60 000 ;
- La création d'une usine de moteurs d'une capacité de production de 300 000 unités par an ;
- Le développement d'une fondrie ;
- La construction de deux usines, l'une de pièces de moteurs, l'autre pour la production de ces divers.

Renault participera au capital de toutes les nouvelles usines, publiques et privées. Le total des investissements est estimé à 1,4 milliard de francs.

Cet accord-cadre devrait, d'une part, accroître très sensiblement la part de Renault sur le marché portugais (14 % en 1977, 11 000 véhicules vendus) et, d'autre part, augmenter très fortement le taux d'intégration de l'industrie automobile portugaise, passera de 20 % actuellement à 80 % lorsque toutes les usines entrées en production.

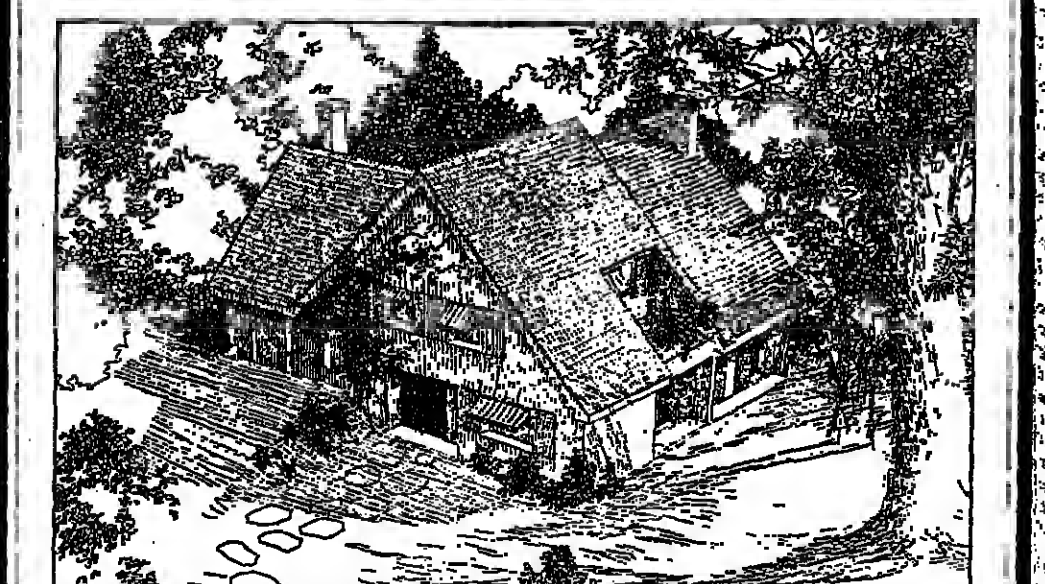
## LA COMMISSION DE BRUXELLES PRÉCONISE UN PROGRAMME QUINQUENNAL POUR RELANCER L'EUROPE

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La C.E.E. doit s'engager dans un programme quinquennal pour relancer l'union économique et monétaire. C'est un préalable au retour d'une croissance stable et à toute remise en ordre du système monétaire international. L'union, dans ce secteur, est une nécessité si l'on ne veut pas que l'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, n'ait pour effet d'affaiblir l'Europe. Tel est le sens de la communication que vient de transmettre la Commission euro-

# Breguet

## CONSTRUIT DES MAISONS DURABLES SUR LES MEILLEURS TERRAINS.



Il y a des maisons Breguet tout autour de Paris. Venez les voir.

Domaine de Bouffémont, à Bouffémont, à 21 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency, 4 types de maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Jardin de 100 à 150 m<sup>2</sup>. 75500 Bouffémont. Tél. 01.59.55.59.

Domaine de Montesson, à St-Witz, à 25 km de Paris. En bordure de la forêt d'Emmenterie, 6 types de maisons, de 135 à 278 m<sup>2</sup>. Grands jardins. 85470 St-Witz. Tél. 01.56.55.55.

Domaine de Montesson, à Chelles, à 20 km de Paris. Sur une colline, en bordure de la forêt de Montesson, 5 types de maisons de 121 à 277 m<sup>2</sup>. 77500 Chelles. Tél. 02.04.00.00.

Domaine de Bois la Croix, à Fontainebleau, à 18 km de Paris. Autour d'un parc de 18 ha. Près du centre-ville, 5 types de maisons de 93 à 185 m<sup>2</sup>. Grands jardins. 77340 Fontainebleau. Tél. 02.04.00.00.

Domaine de l'Ormeau, à la Queue en Yvelines, à 15 km de Paris. Dans une belle campagne verdoyante, 4 types de maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Grands jardins. 94510 la Queue en Yvelines. Tél. 01.53.71.30.

Domaine de la Vallée, à Villiers-Marais, à 15 km de Paris. Dans un village en bordure de la forêt de Montmorency, 4 types de maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. 94440 Villiers-Marais. Tél. 01.59.01.02.

Domaine des Ternes, à Boulogne-Billancourt, à 12 km de Paris. En bordure d'un bois historique et protégé, 4 types de maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. 01.59.01.02.

# Le

Fondateur : Hubert Bonin

## Vague d'émigration pour l'Arabie Saoudite

Le président Sadat a été accueilli à Jeddah, le 18 novembre, par le roi Fahd. Les deux chefs d'État ont eu une longue conversation. Le roi Fahd a exprimé sa satisfaction de la visite de Sadat et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays. Sadat a répondu qu'il était heureux de visiter l'Arabie Saoudite et de renforcer les liens entre les deux nations.

## A croire que

Le monde est en train de changer. Les frontières s'estompent, les cultures se mélangent, et nous sommes témoins d'une véritable révolution mondiale. C'est à croire que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, une ère de paix et de coopération.

## AU JOUR LE JOUR

### Au clair de la lune

Le monde est en train de changer. Les frontières s'estompent, les cultures se mélangent, et nous sommes témoins d'une véritable révolution mondiale. C'est à croire que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, une ère de paix et de coopération.

## Une semaine avec la

### PROVENCE — ALPES — CÔTE D'AZUR

Continuant son tour de France des régions, « Le Monde » va, du lundi 21 au samedi 26 novembre, convier ses lecteurs à passer une semaine avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

هكذا من الأصل